

S E R V I C E S P U B L I C S

Réformer l'éducation : les attentes des parents pour 2017

http://www.bva.fr/fr/sondages/reformer_leducation_les_attentes_des_parents_pour_2017.html

Bva – janvier 2017

La Croix / l'Apel

Une volonté de réforme pour mieux s'adapter aux élèves et réduire les inégalités sociales

Seuls 33 % des parents pensent que l'école sait s'adapter à chaque enfant, 42 % qu'elle permet de réduire les inégalités sociales et 56 % qu'elle permet de satisfaire à la mission qu'ils lui assignent le plus : la maîtrise des fondamentaux. L'idée de réforme trouve dans ce contexte un écho très favorable, mais aussi une intensité élevée. Ainsi, 96 % des répondants pensent qu'elle doit se réformer dont 44 % se prononcent en faveur d'une réforme en profondeur, et 52 % dans certains domaines uniquement.

Les parents sont aussi attentifs à la situation des enseignants, avec deux dimensions clés :

- le nombre d'enseignants : pour 57 % il est prioritaire de recruter davantage d'enseignants ;
- la formation : pour 56 % il convient d'améliorer la formation initiale et la formation continue de ces derniers.

L'autonomie des chefs d'établissement en matière de recrutement des enseignants est très largement valorisée par les parents. L'idée que les chefs d'établissement puissent choisir leurs enseignants apparaît aux parents comme porteuse de conséquences positives à la fois sur le travail en équipe au niveau de chaque classe (88 %), la réussite des élèves (85 %), l'autorité du chef d'établissement (84 %), l'implication des enseignants (84 %), la qualité de l'accompagnement de tous les élèves (84 %) ou encore la cohésion des équipes enseignantes (83 %).

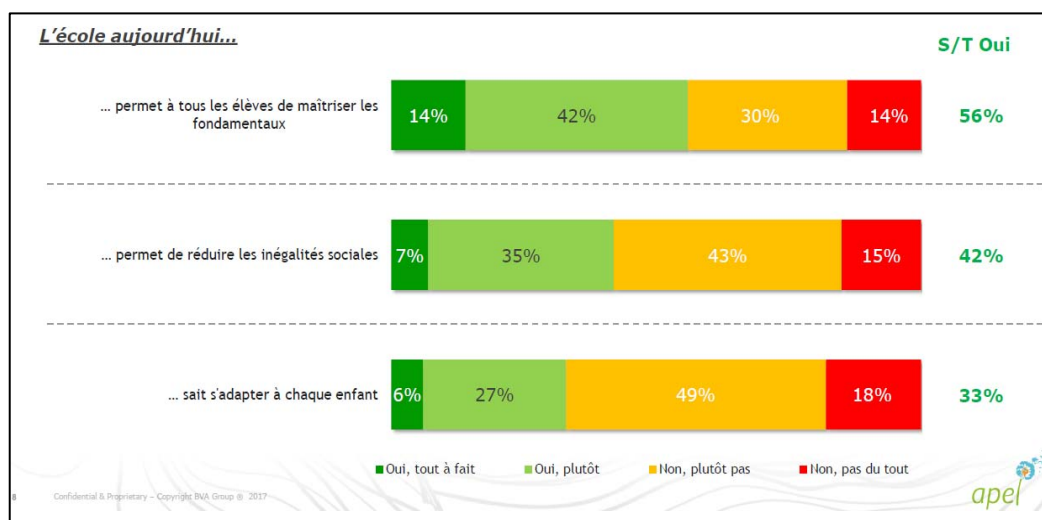
La quasi-unanimité des parents sont favorables à ce que les devoirs puissent être effectués, au moins jusqu'à la fin du collège, à l'école avec l'aide d'un adulte compétent 86 % des parents, avec notamment 40 % qui y sont tout à fait favorables, voient d'un bon œil le fait que les devoirs de leurs enfants soient accompagnés et effectués dans l'enceinte de l'école. C'est notamment le cas des catégories populaires (92 %). Loin d'être une démission des parents, cela participe à leur demande d'un meilleur accompagnement et soutien, facteur d'une plus grande égalité des chances pour les élèves.

Enfin, dans cette approche des enjeux, les parents sont aujourd'hui 73 % à considérer qu'il est prioritaire de garantir aux élèves la maîtrise des fondamentaux avant leur accès au collège, plutôt que de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur ou à une filière dans laquelle un nombre élevé d'entre eux pourront réussir (25 %).

Etats des lieux

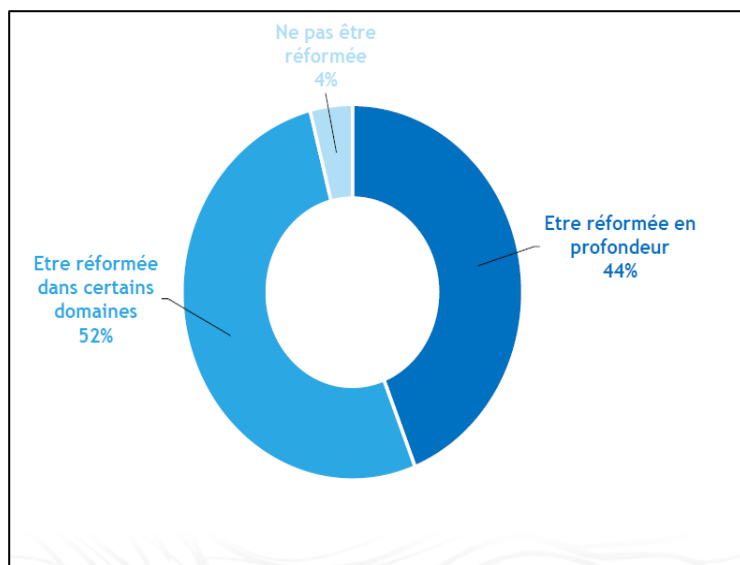
Un jugement sévère des parents d'élèves sur l'école : elle ne sait pas s'adapter à chaque enfant et ne permet pas de réduire les inégalités sociales. A peine plus d'un sur deux trouve qu'elle permet à tous les élèves de maîtriser les fondamentaux

- Etes-vous d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



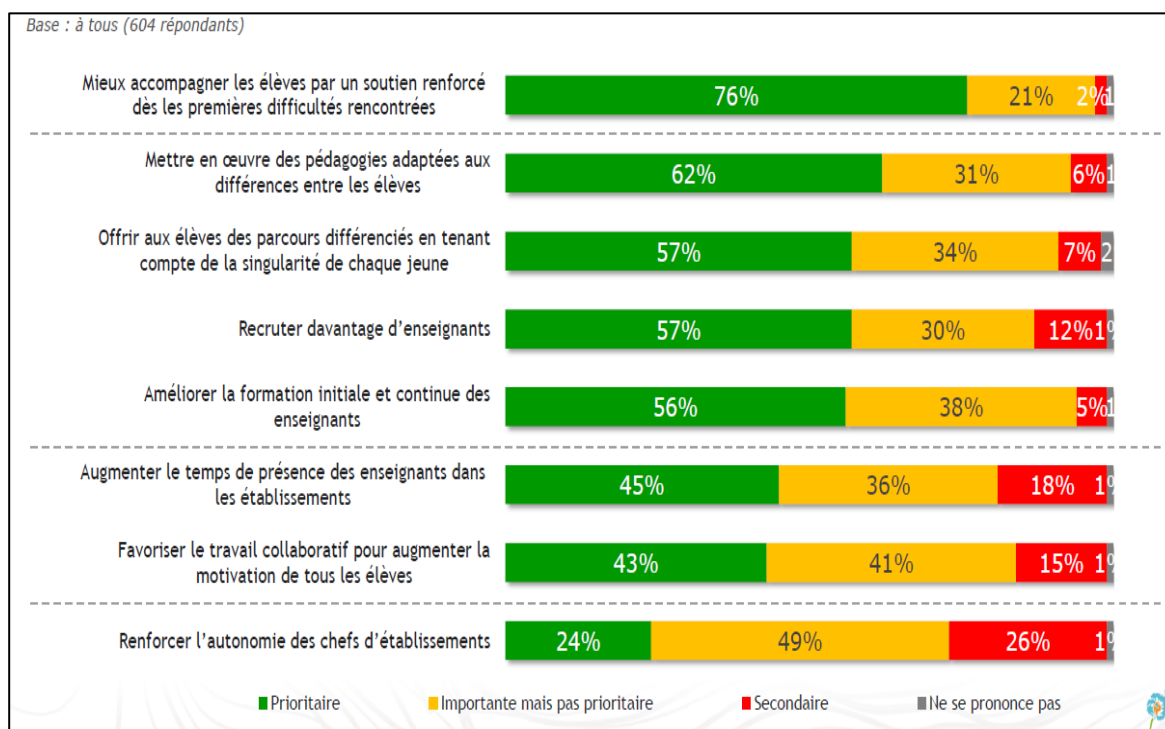
La quasi-totalité des parents d'élèves appellent à une réforme de l'école. Ils se montrent en revanche partagés quant à l'ampleur de celle-ci.

- Aujourd'hui l'école doit-elle ? Base : à tous



Selon les parents d'enfants scolarisés, la priorité est à mettre sur l'accompagnement des élèves, dès l'apparition des premières difficultés

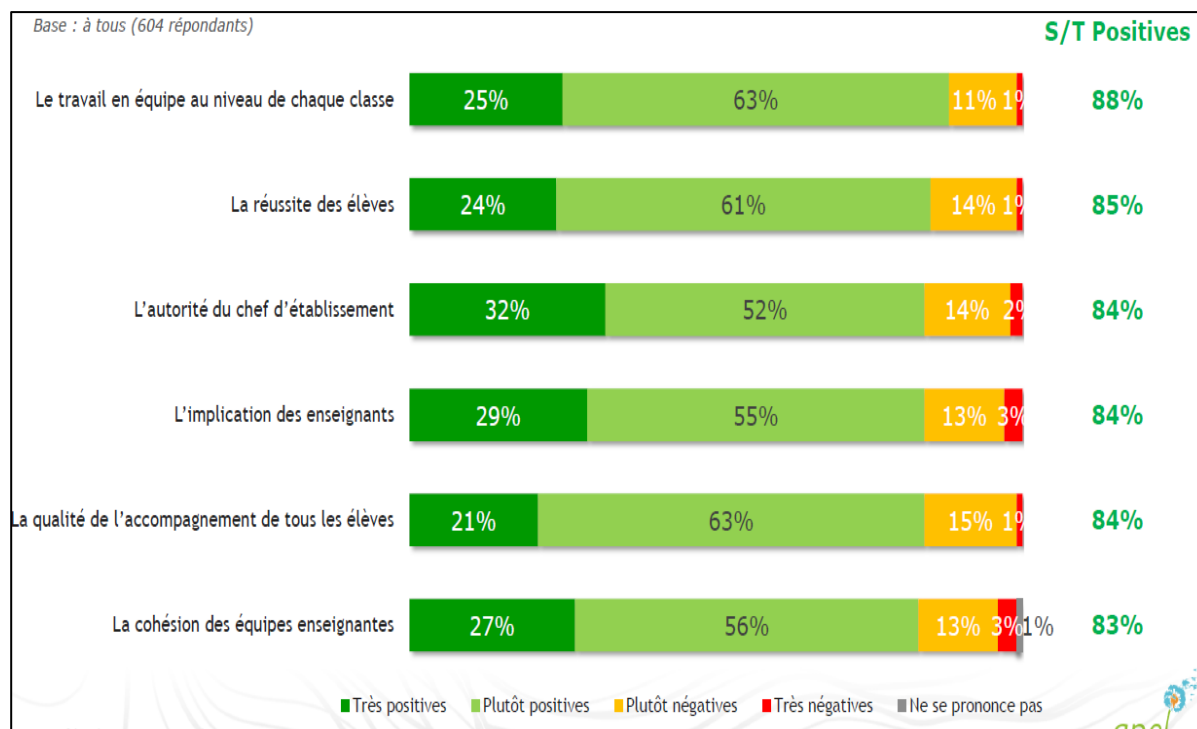
- Chacune des propositions suivantes est-elle prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour améliorer la qualité de l'enseignement et les résultats des élèves... ?



Autonomie

Aux yeux des répondants, le fait que les chefs d'établissement puissent choisir leurs enseignants n'aurait que des effets positifs

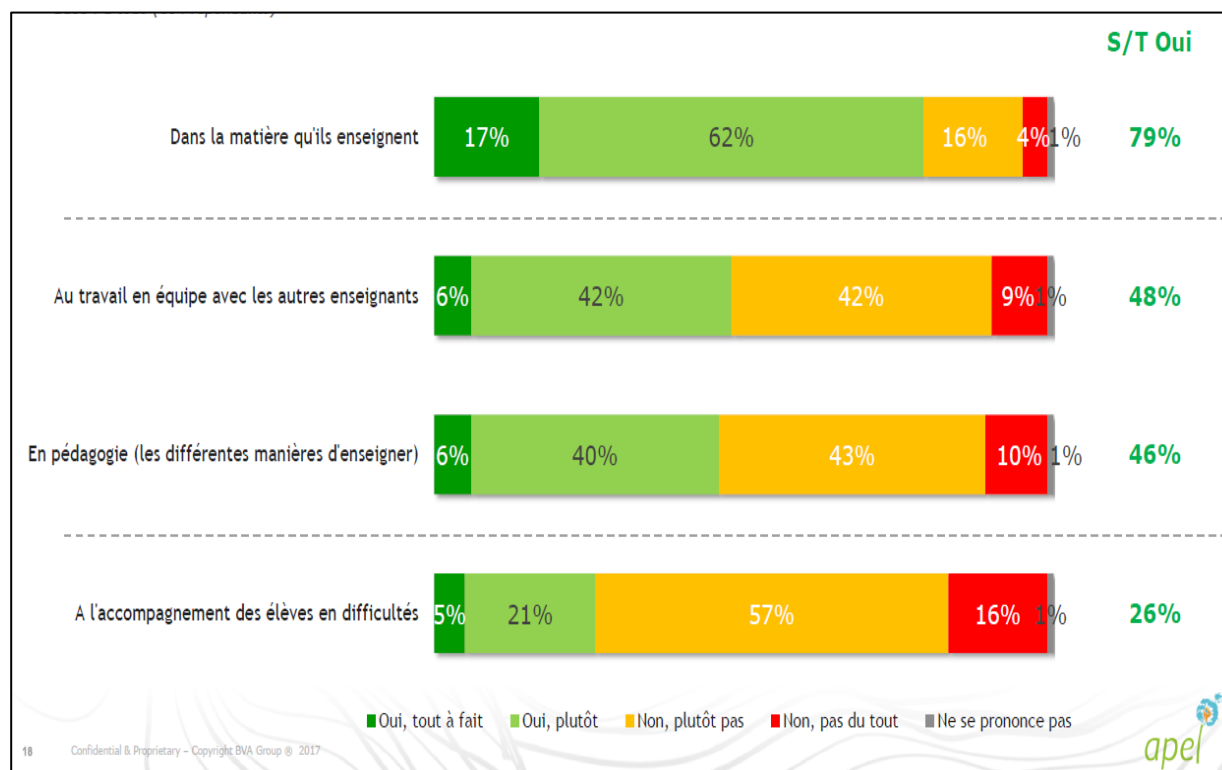
- Le fait que les chefs d'établissement puissent choisir leurs enseignants aurait-il selon vous des conséquences positives ou négatives sur... ? Base : à tous



Le métier d'enseignant

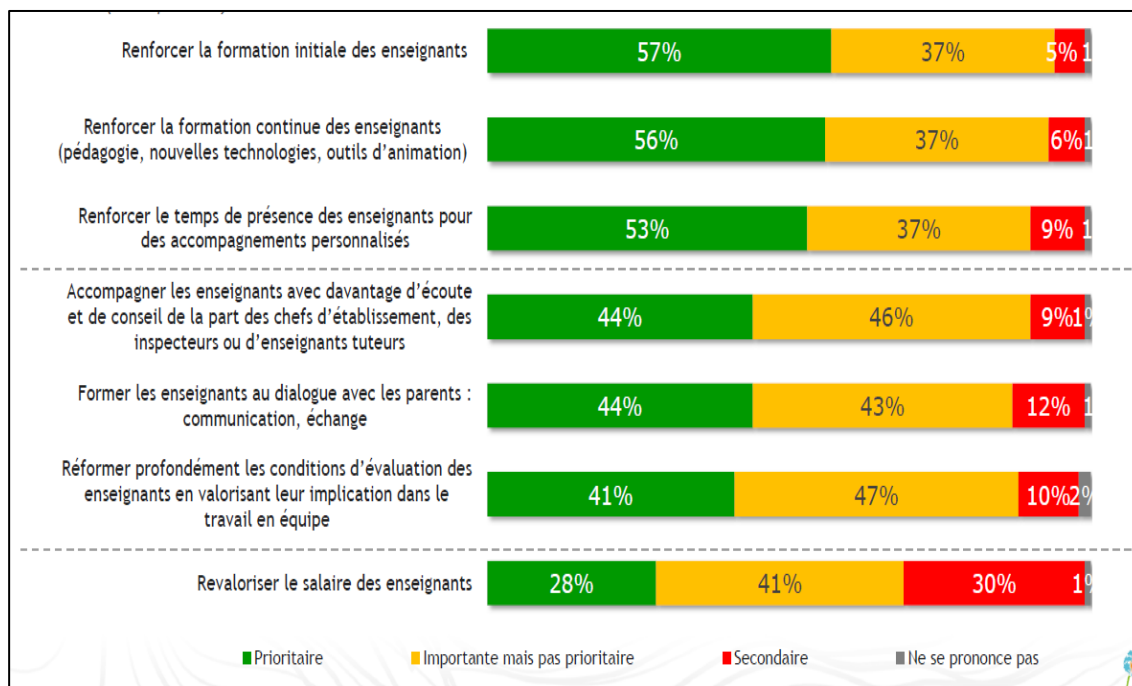
Des enseignants bien formés dans la matière qu'ils enseignent, mais moins préparés à l'accompagnement des élèves en difficultés

- Selon vous les enseignants sont-ils bien formés ?



Trois priorités concernant les enseignants : renforcer leur formation initiale et continue ainsi que leur temps de présence pour des accompagnements personnalisés

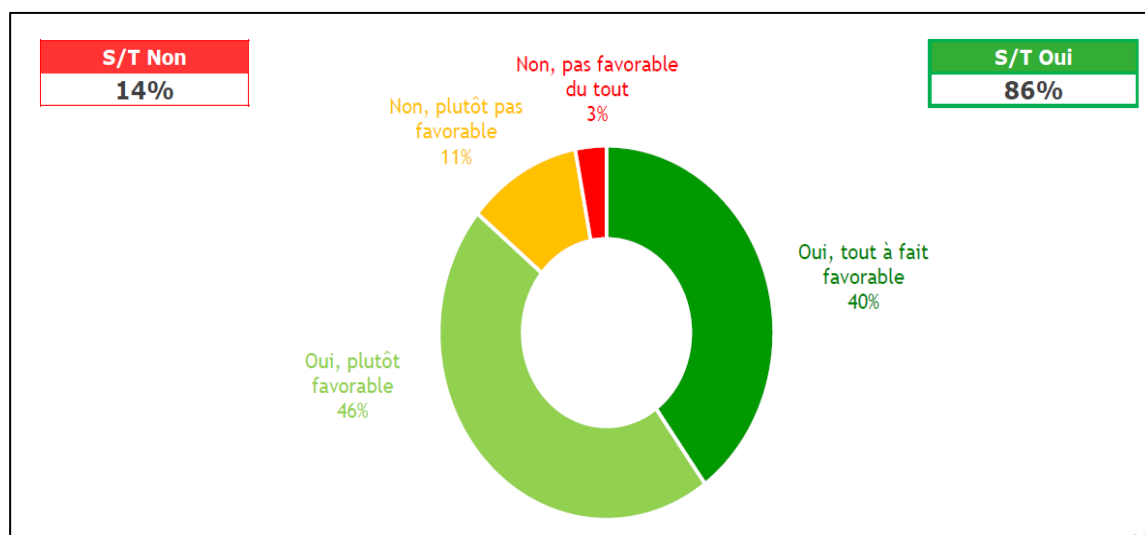
- Chacune des propositions suivantes concernant les enseignants est-elle selon vous prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire ?



Les pistes pour l'école et les élèves

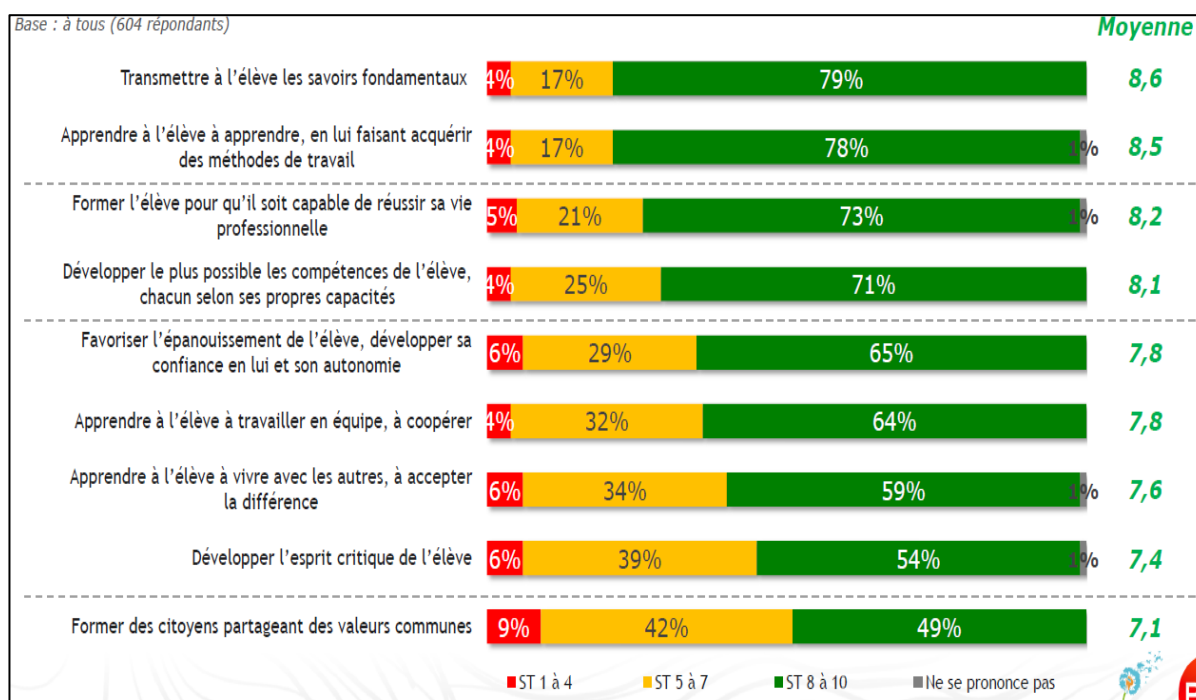
Des parents d'élèves très majoritairement favorables à la réalisation des devoirs à l'école après les cours

- Concernant les devoirs scolaires seriez-vous favorable à ce qu'ils puissent être effectués, au moins jusqu'à la fin du collège, à l'école après les cours avec l'aide d'un adulte compétent ?



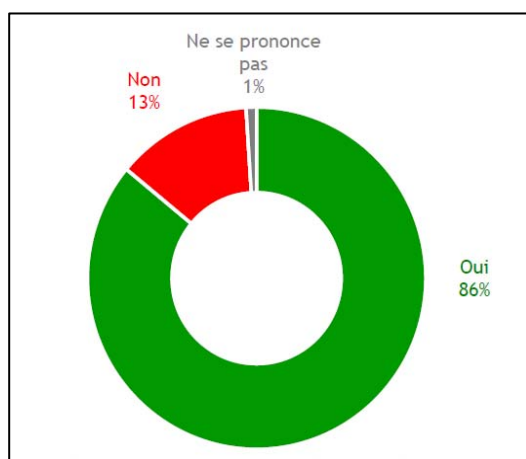
Deux rôles principaux pour l'école selon les parents d'enfants scolarisés : transmettre les savoirs fondamentaux et apprendre à apprendre

- Quel est selon vous le rôle de l'école ?



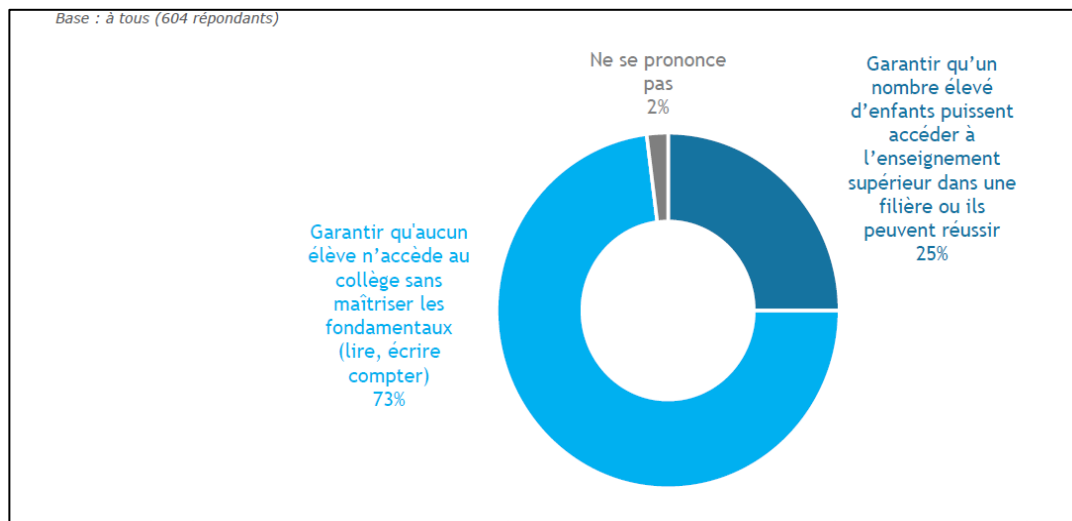
Des parents d'élèves très majoritairement favorables à ce que les établissements d'enseignements supérieur indiquent le niveau de connaissance et les compétences nécessaires pour suivre leurs enseignements

- Diriez-vous que les établissements d'enseignement supérieur, quels qu'ils soient, devraient indiquer le niveau



Pour près de trois parents d'élèves sur quatre, l'enjeu principal de l'école est de garantir que tous les élèves parviennent au collège en maîtrisant les fondamentaux (lire, écrire, compter) plutôt que l'accès à l'enseignement supérieur

- Vous diriez que l'enjeu numéro 1 pour l'école est plutôt que...



Fiche technique

Enquête réalisée en ligne pour l'Apel et La Croix auprès d'un échantillon de parents d'enfants scolarisés au primaire et/ou au secondaire du 4 au 9 janvier 2017. A été interrogé un échantillon de 604 parents d'enfants scolarisés. La représentativité de cet échantillon est assurée par la méthode des quotas, appliqués aux variables suivantes : âge, Csp, région.

Les Français et le service public local

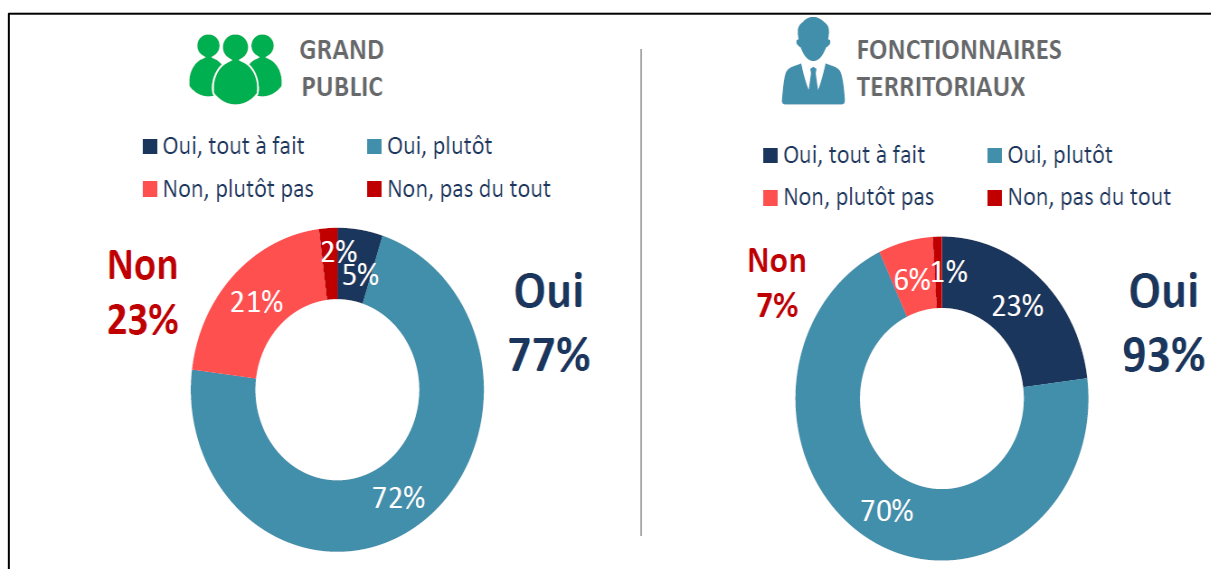
<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-02-28-francais-et-service-public-local>

Ipsos – février 2017

Le service public local

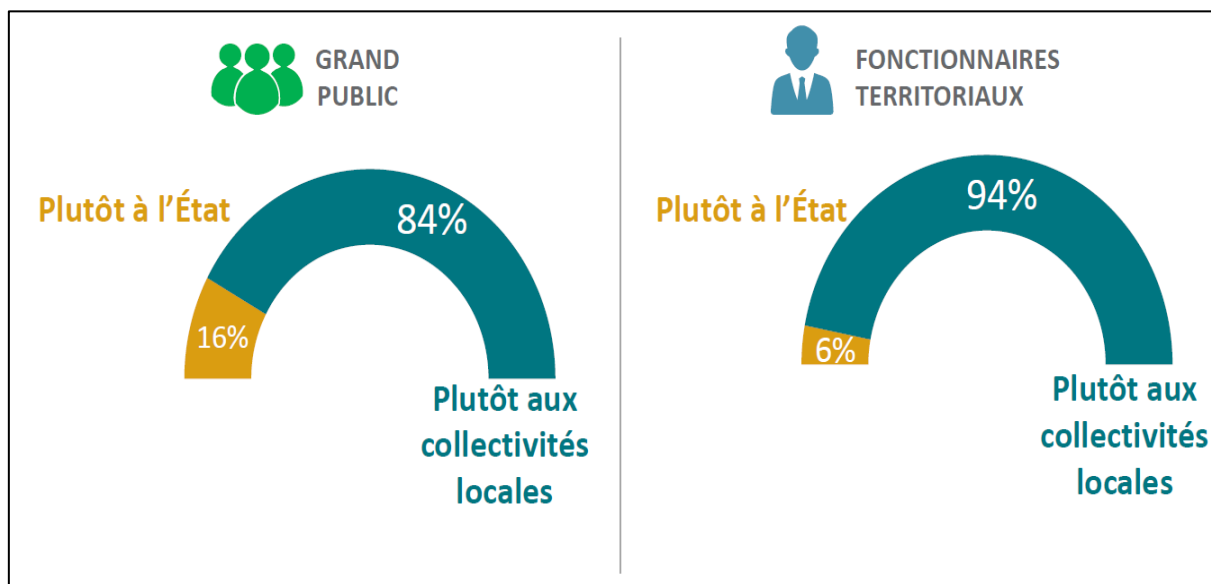
Des collectivités locales qui fournissent des prestations et services de qualité à leurs administrés

- Toujours de manière générale, considérez-vous que les collectivités locales fournissent des prestations et services de qualité à leurs administrés ?



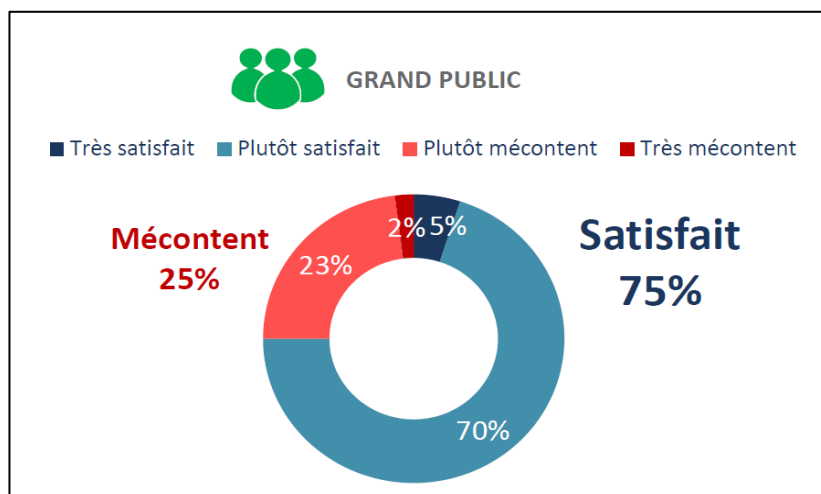
Des collectivités locales principales garantes de la bonne organisation des services publics locaux

- De manière générale, à qui faites-vous le plus confiance pour organiser les services publics là où vous habitez ?

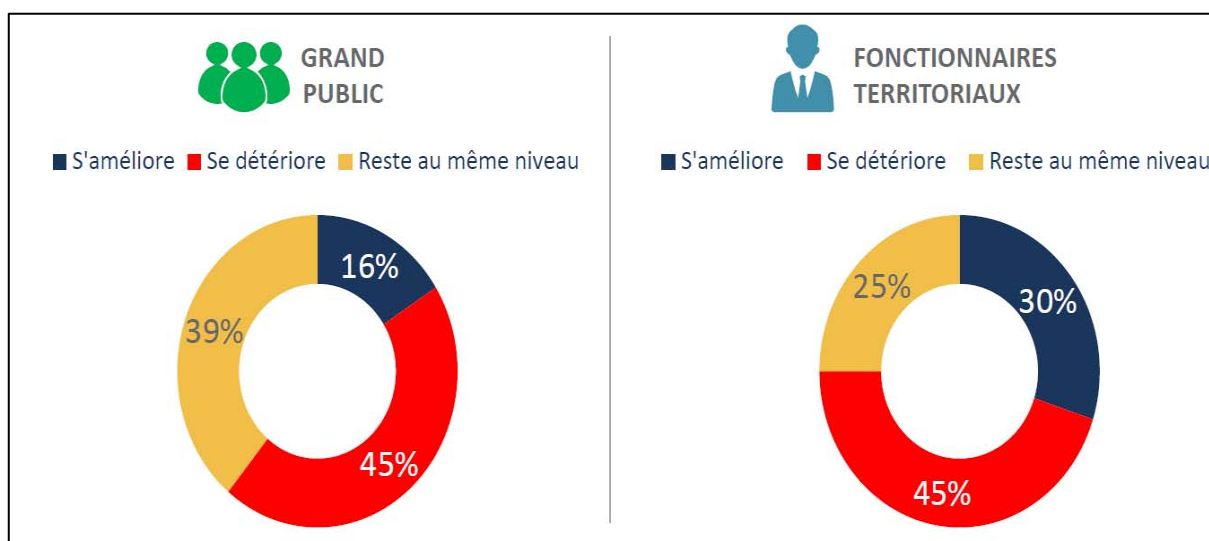


Des usagers « plutôt satisfaits »...

- Personnellement, en tant qu'utilisateur de ces services publics locaux, diriez-vous que vous êtes satisfait ou mécontent de la qualité des prestations et services dont vous pouvez bénéficier ?

**... malgré une qualité qui tend à se dégrader**

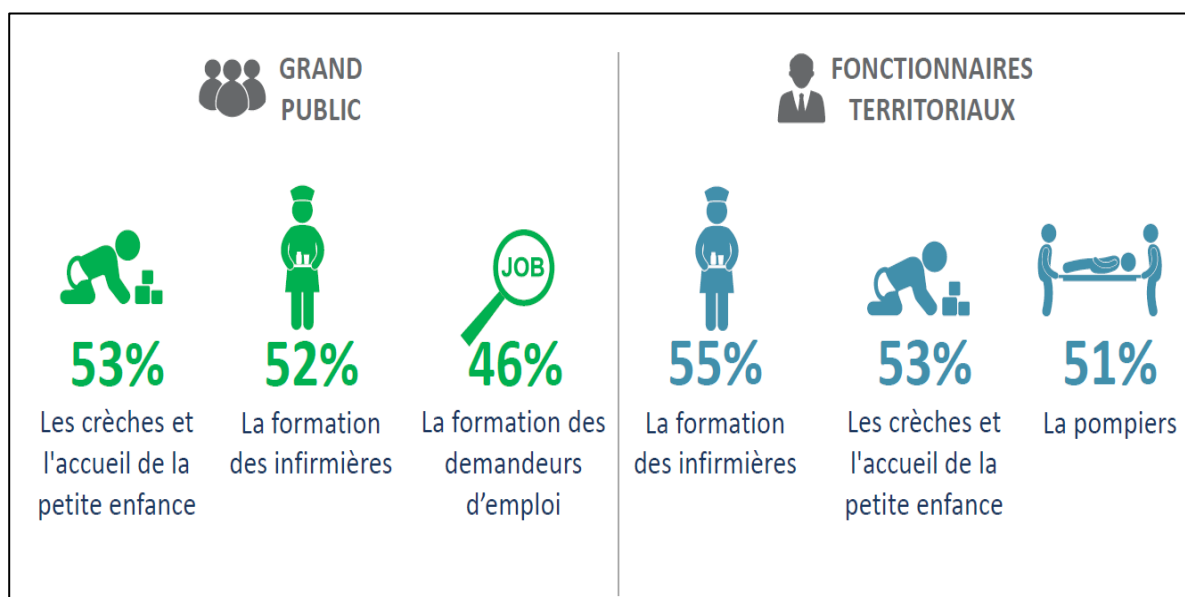
- Et par rapport à il y a quelques années, avez-vous l'impression que la qualité de ces prestations et services :



Quels domaines privilégier ?

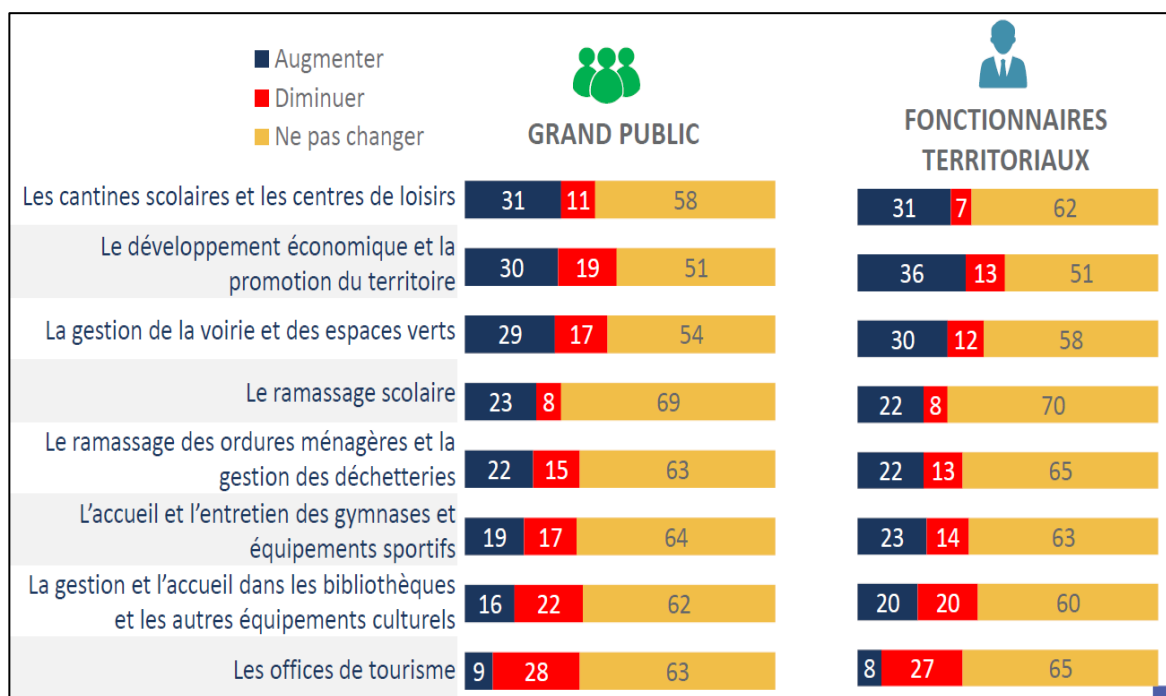
Où augmenter les dépenses des collectivités ?

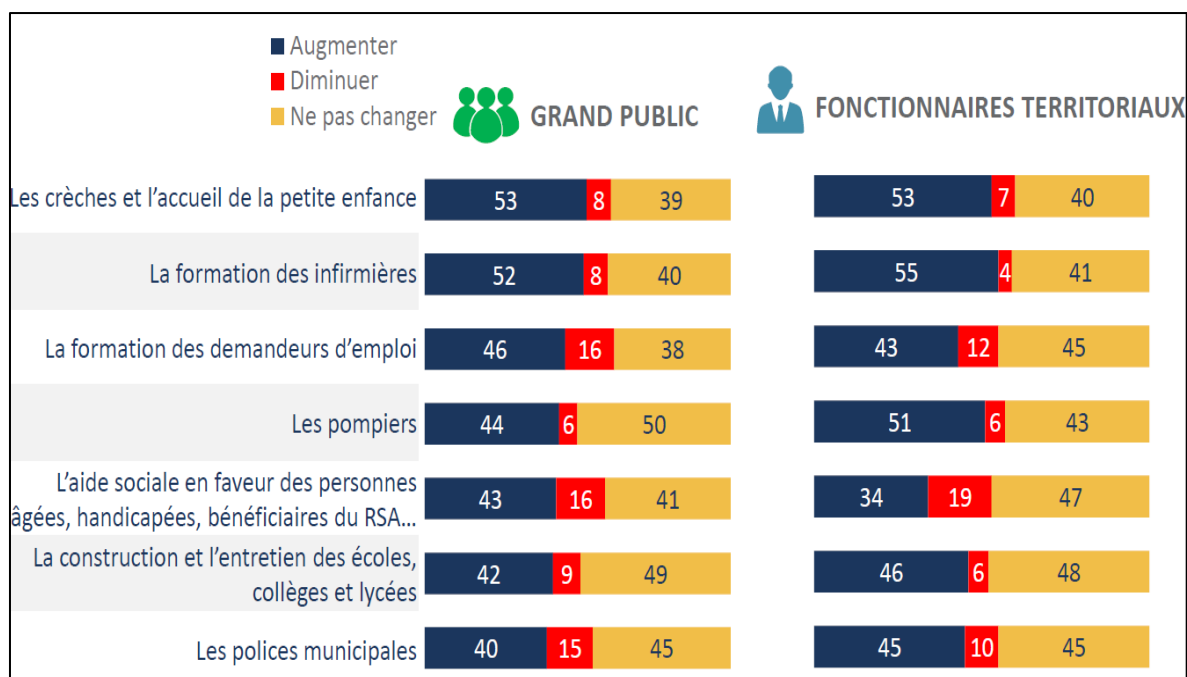
- Pour les années qui viennent, faut-il selon vous augmenter, diminuer ou ne pas changer les dépenses des collectivités locales dans chacun des domaines suivants ?



L'opinion sur l'évolution des dépenses des collectivités dans chaque domaine

- Pour les années qui viennent, faut-il selon vous augmenter, diminuer ou ne pas changer les dépenses des collectivités locales dans chacun des domaines suivants ?

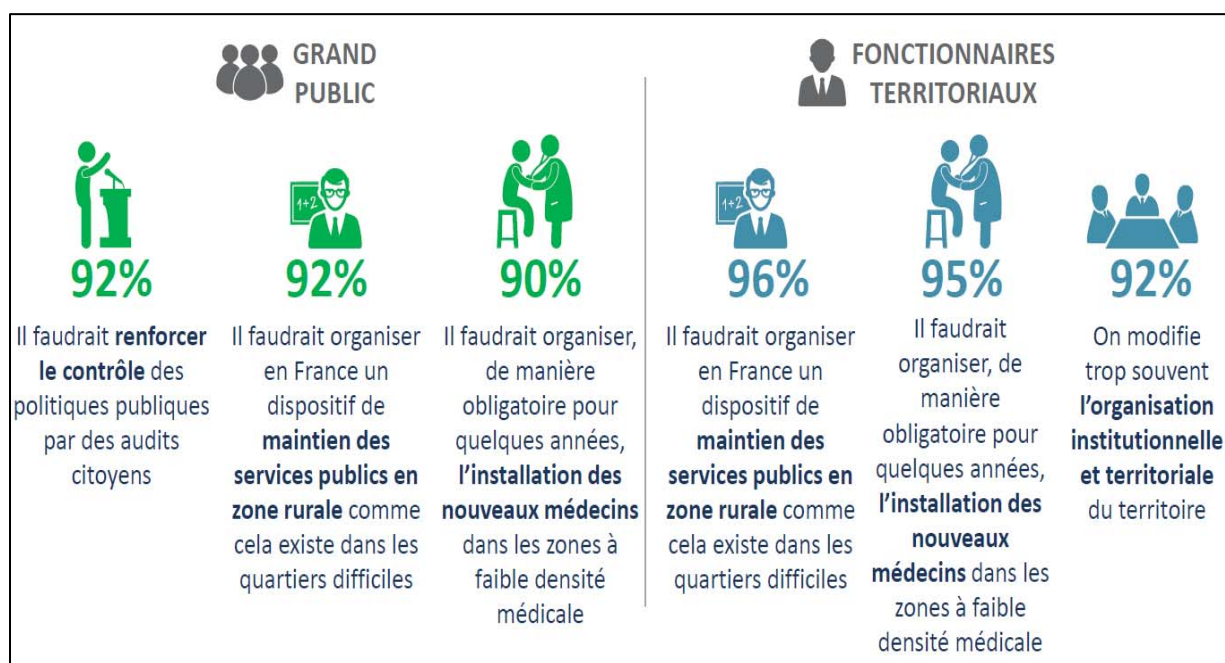




Comment réformer les politiques publiques des collectivités locales ?

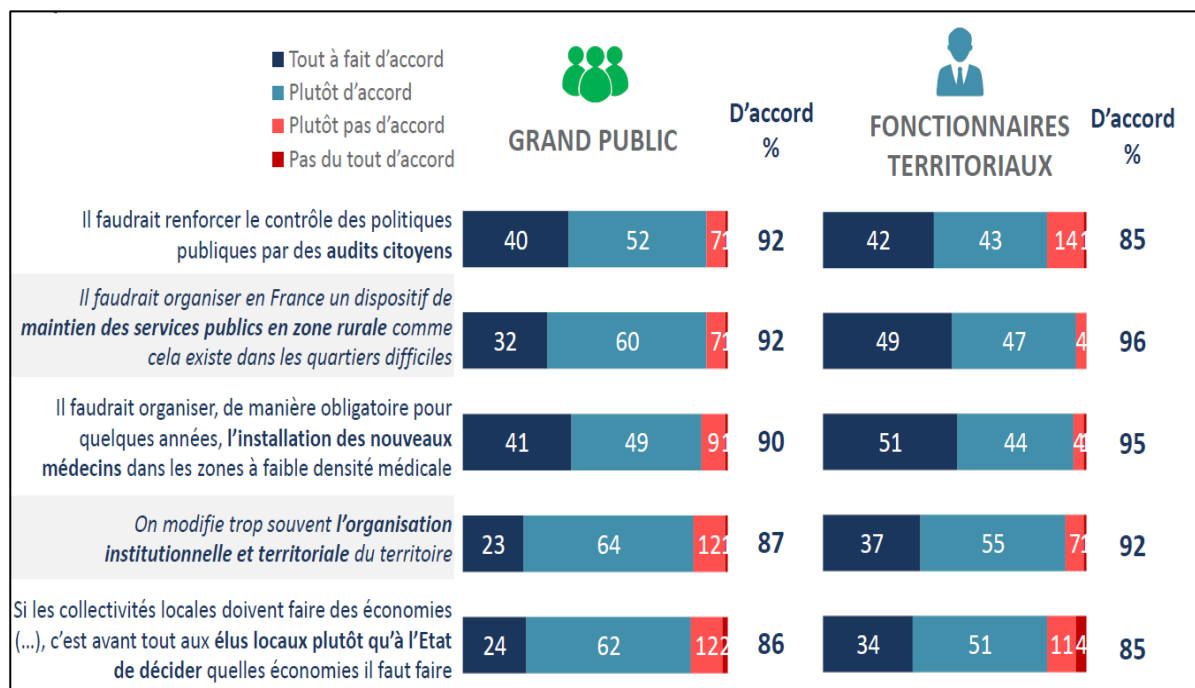
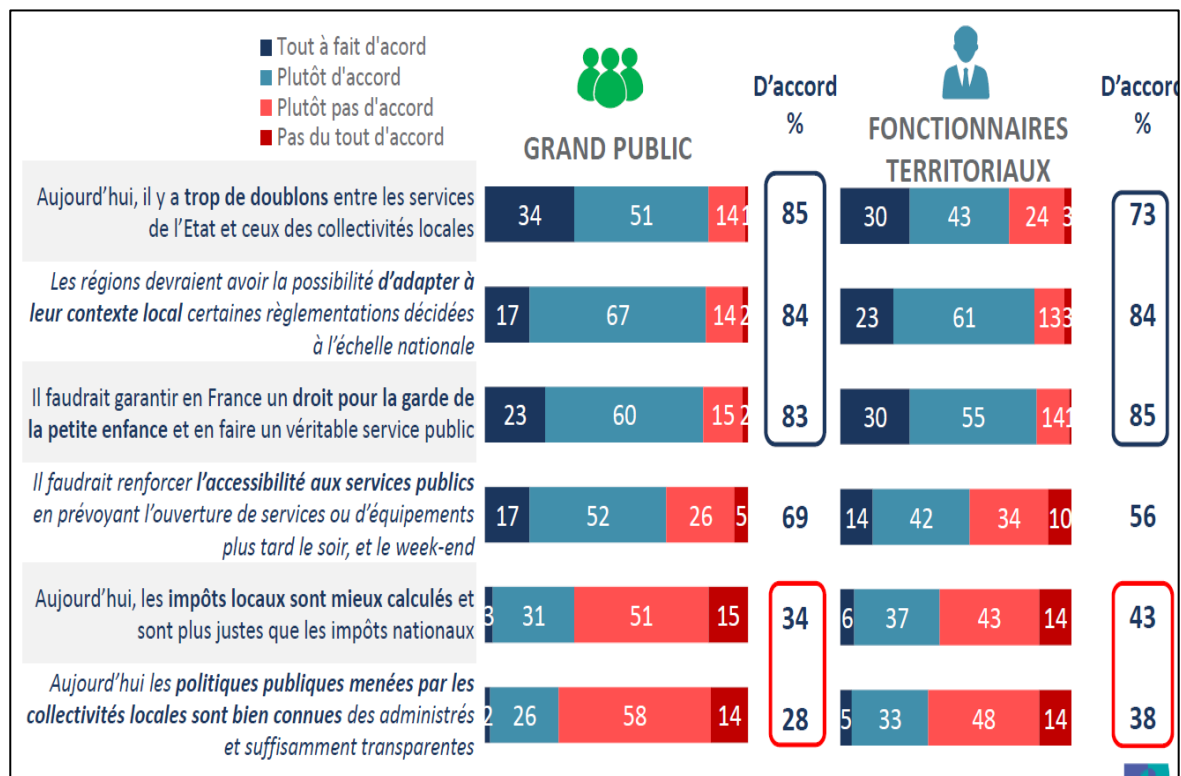
Plus de contrôle citoyen et une plus grande égalité entre les territoires

- Voici une série d'opinions que l'on entend parfois au sujet des politiques publiques et des collectivités territoriales. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes :



Quelles réformes ?

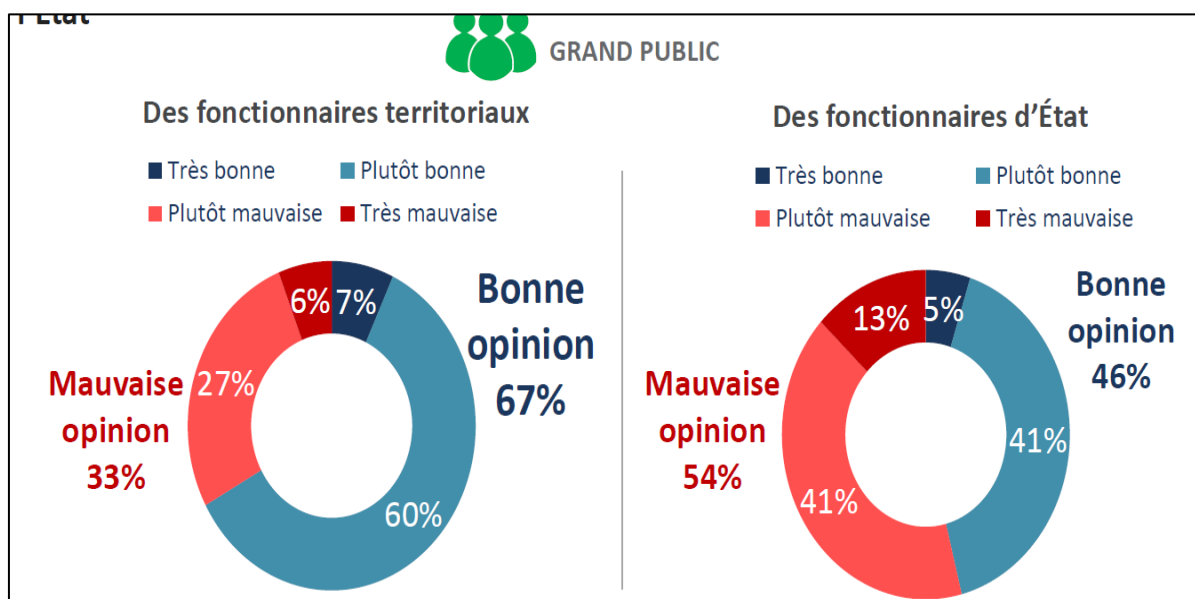
- Voici une série d'opinions que l'on entend parfois au sujet des politiques publiques et des collectivités territoriales. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes :



La fonction publique territoriale

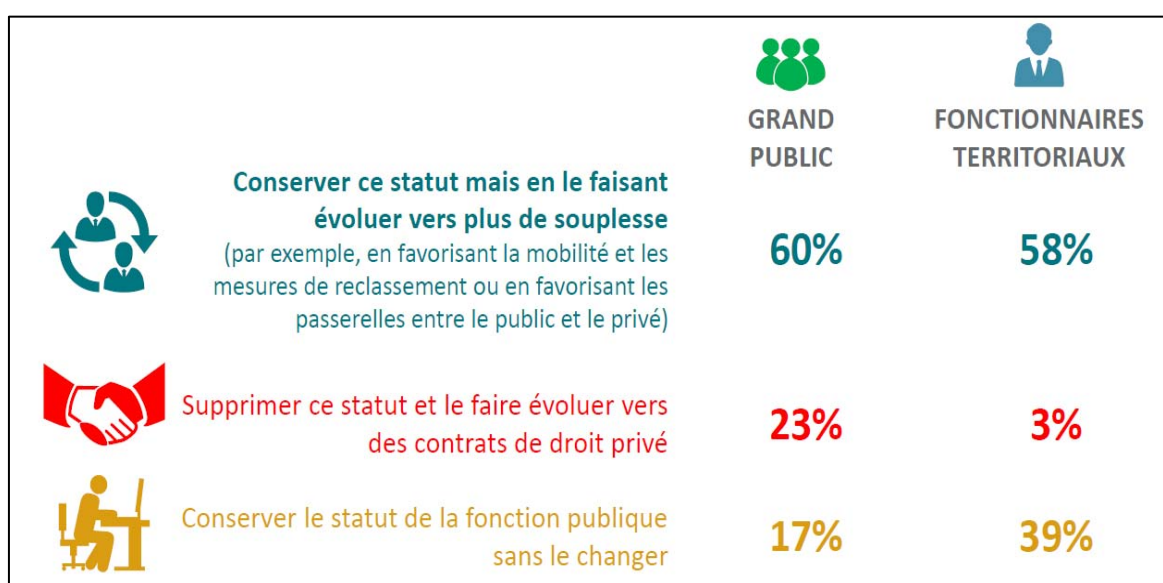
Une bonne opinion des fonctionnaires territoriaux, des avis plus partagés sur ceux de l'Etat

- Vous personnellement, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise opinion ?



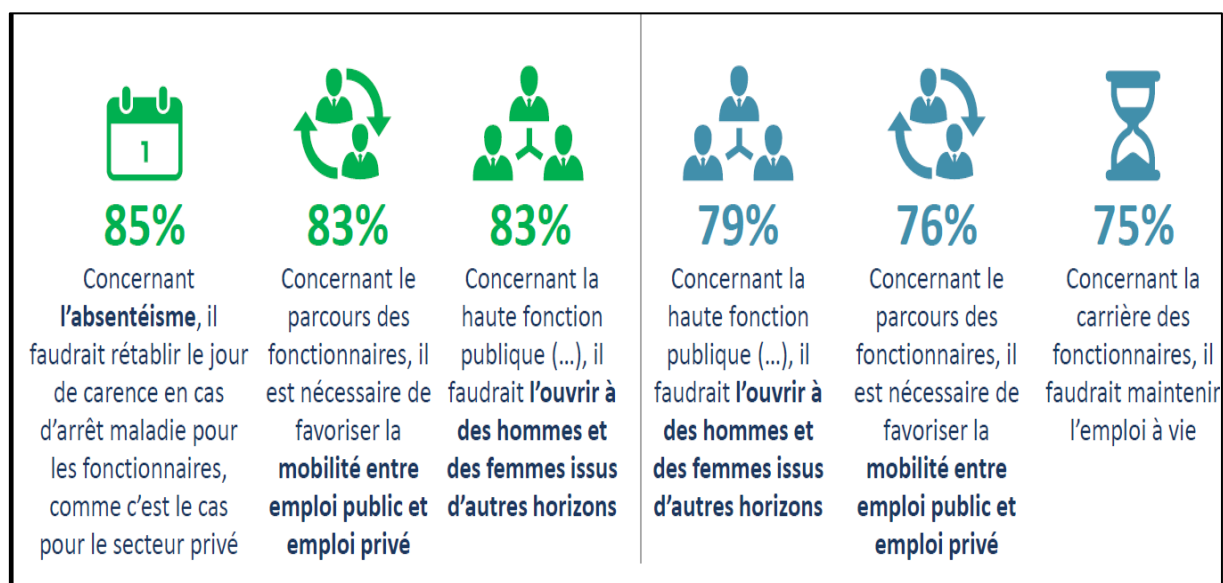
Faire évoluer le statut de la fonction publique vers plus de souplesse

- Vous personnellement, pensez-vous qu'il faut ?



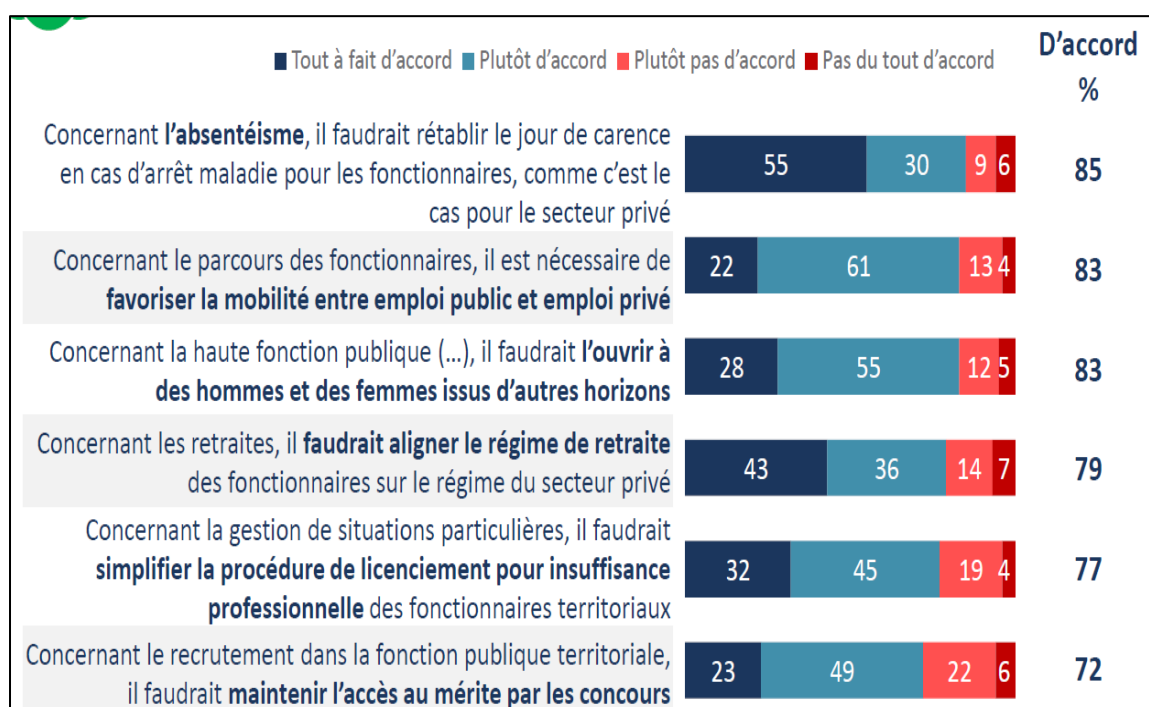
Ouvrir la fonction publique territoriale et développer les passerelles

- Voici une série d'opinions que l'on entend au sujet de la fonction publique territoriale. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes personnellement :



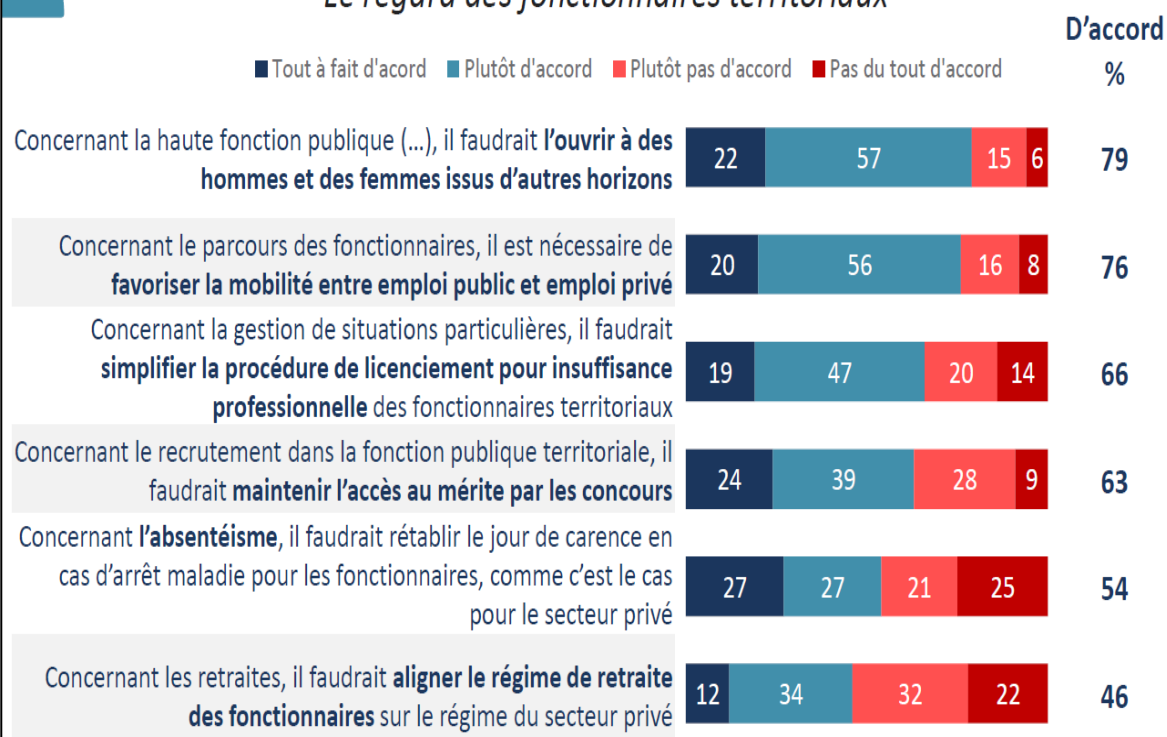
Comment faire évoluer le statut de la fonction publique territoriale ?

- Voici une série d'opinions que l'on entend parfois au sujet des politiques publiques et des collectivités territoriales. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes





Le regard des fonctionnaires territoriaux



Fiche technique

Echantillons : grand public – 1 004 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgées de 18 ans et plus. Fonctionnaires territoriaux : 500 fonctionnaires territoriaux. Dates de terrain : du 9 au 13 février 2017. Méthodologie : échantillons interrogés par Internet via le panel online d'Ipsos. Echantillon grand public : méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'individu, région, catégorie d'agglomération). Echantillon fonctionnaires territoriaux : représentatif de la fonction publique territoriale (sexe, âge, catégorie).

Observatoire des politiques publiques : les Français et les services publics

http://www.ifop.fr/?option=com_publication&type=poll&id=3635

Ifop – février 2017

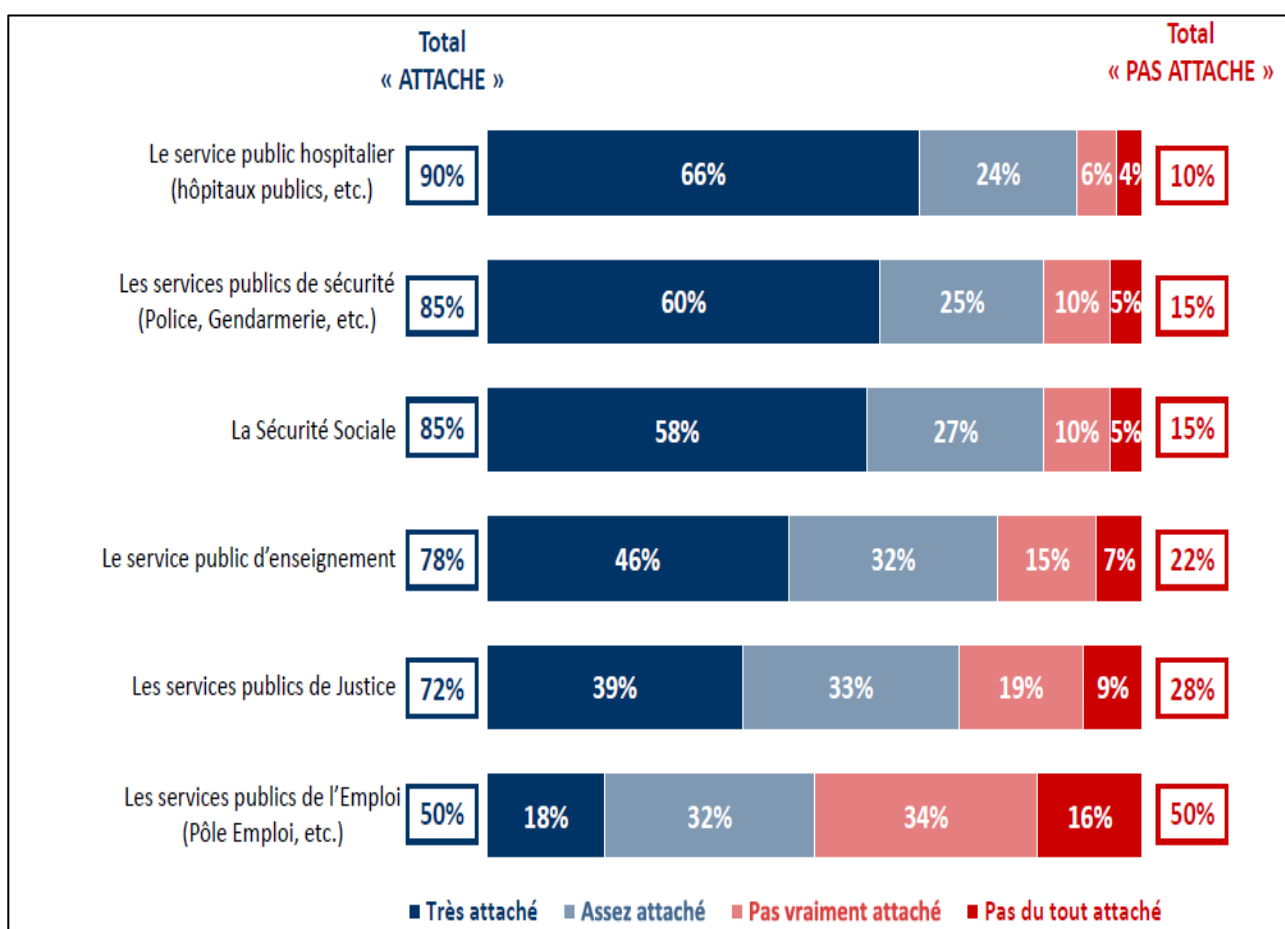
Acteurs publics

De la crise des subprimes en 2007 aux Etats-Unis a découlé un certain nombre de crises, et notamment une crise économique et financière mondiale durable et une crise de la dette de la zone Euro en 2010. Les économies de l'Union Européenne se sont alors vues dans l'obligation de réduire leur dette et leurs déficits publics. La France n'a pas dérogé à la règle, contrainte de se conformer véritablement à la règle selon laquelle les déficits des administrations publiques ne doit pas dépasser 3 % du produit intérieur brut (Pib), instituée pourtant par le traité de Maastricht de 1992.

Depuis, une certaine vigilance vis-à-vis des risques inhérents à des déficits publics trop élevés a imprégné le référentiel des acteurs politiques et de l'opinion. A l'approche de l'élection présidentielle qui aura lieu en avril et mai 2017, la question de la dépense publique sera sans doute au cœur des programmes des candidats à la magistrature suprême. C'est dans cette perspective que l'Ifop et Acteurs Publics, dans le cadre de l'Observatoire des politiques publiques, ont voulu se focaliser sur les services publics. Les résultats de l'étude montrent notamment l'attachement fort des Français aux services publics de proximité et le souhait majoritairement partagé de les conserver quitte à les financer encore davantage.

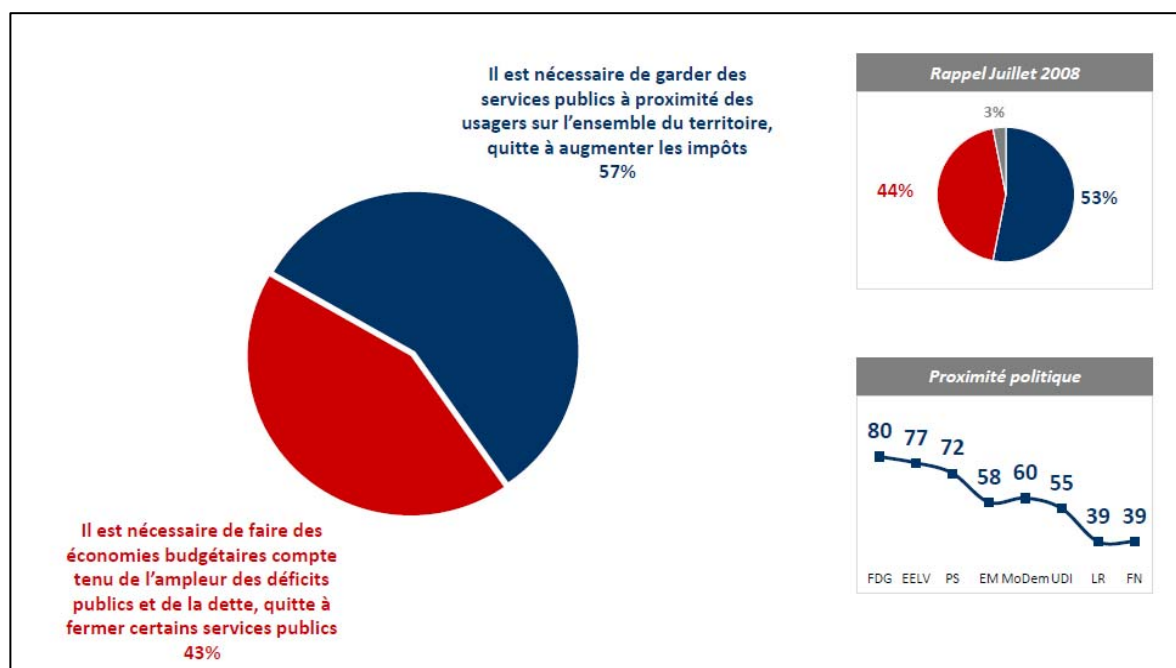
L'attachement des Français à différents services publics

- Diriez-vous que vous êtes très attaché, assez attaché, pas vraiment attaché ou pas du tout attaché aux services publics suivants ?



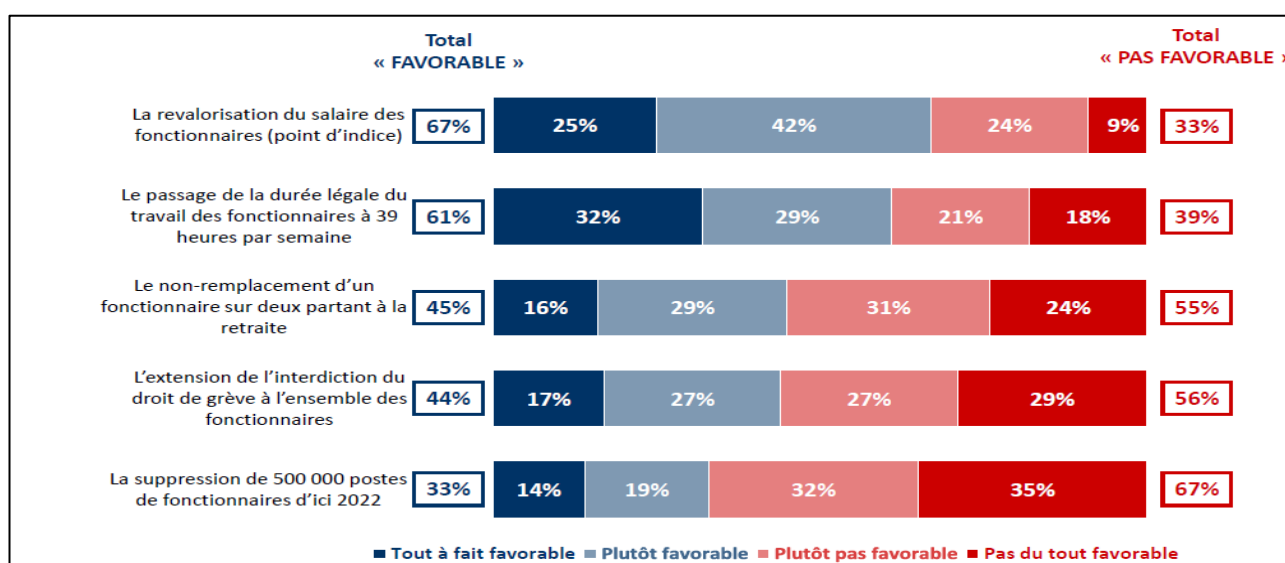
L'arbitrage entre économies budgétaires et maintien des services publics de proximité

- De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



L'adhésion à différentes propositions relatives à la situation des fonctionnaires

- Pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous que vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable ?



Fiche public

Echantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 26 au 27 janvier 2017.

Les Français et leur service public de proximité

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3692

Ifop – mars 2017

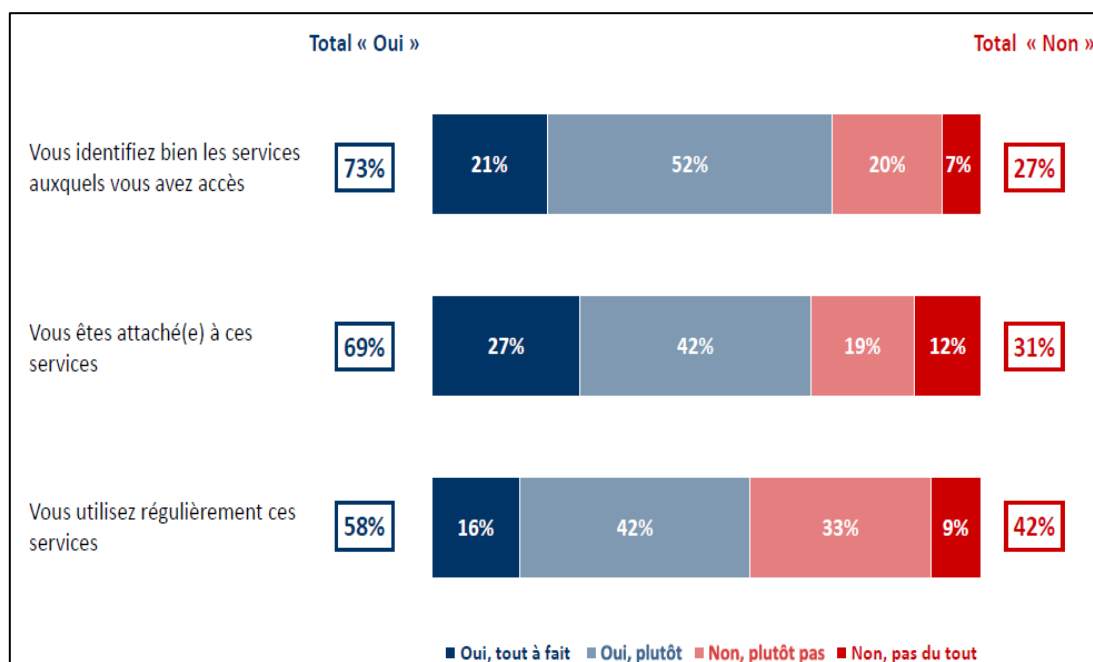
Mnt – Smacl Assurances et le Csfptt

Au coeur du débat électoral marqué par des propositions relatives à la fonction publique, et notamment la fonction publique territoriale (Fpt), la Mutuelle Nationale Territoriale (Mnt), Smacl Assurances et le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (Csfpt) ont interrogé les Français sur leur rapport au service public de proximité. Réalisée en partenariat avec l'Ifop cette enquête, introduit un débat national sur le service public de proximité intitulé « Utile aujourd'hui - Utile demain », initié par la Mnt, Smacl Assurances et le Csfpt. Pour Alain Gianazza, président de la Mnt, il s'agit de « donner la parole aux premiers concernés, les Français, afin de mettre en lumière leurs attentes concernant leur service public de proximité, indépendamment du contexte politique ».

La connaissance et l'image des services publics de proximité

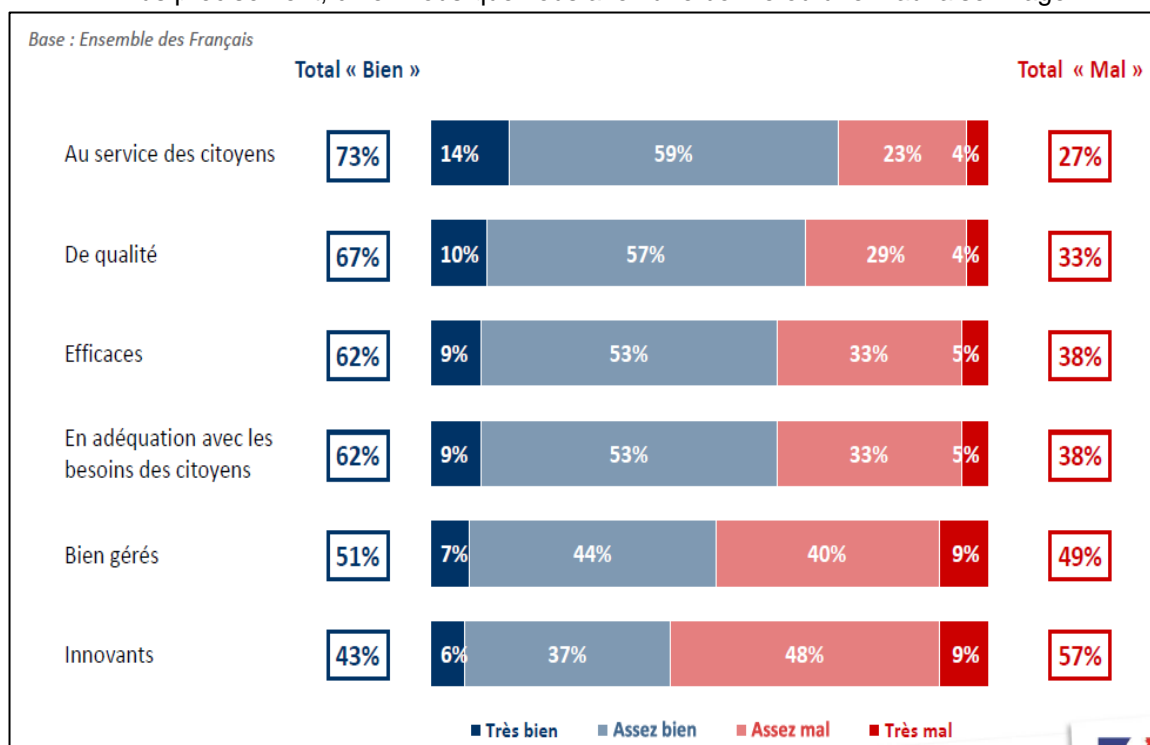
La proximité aux services publics locaux

- Personnellement, s'agissant des services publics de proximité ou services publics locaux, diriez-vous que... ?



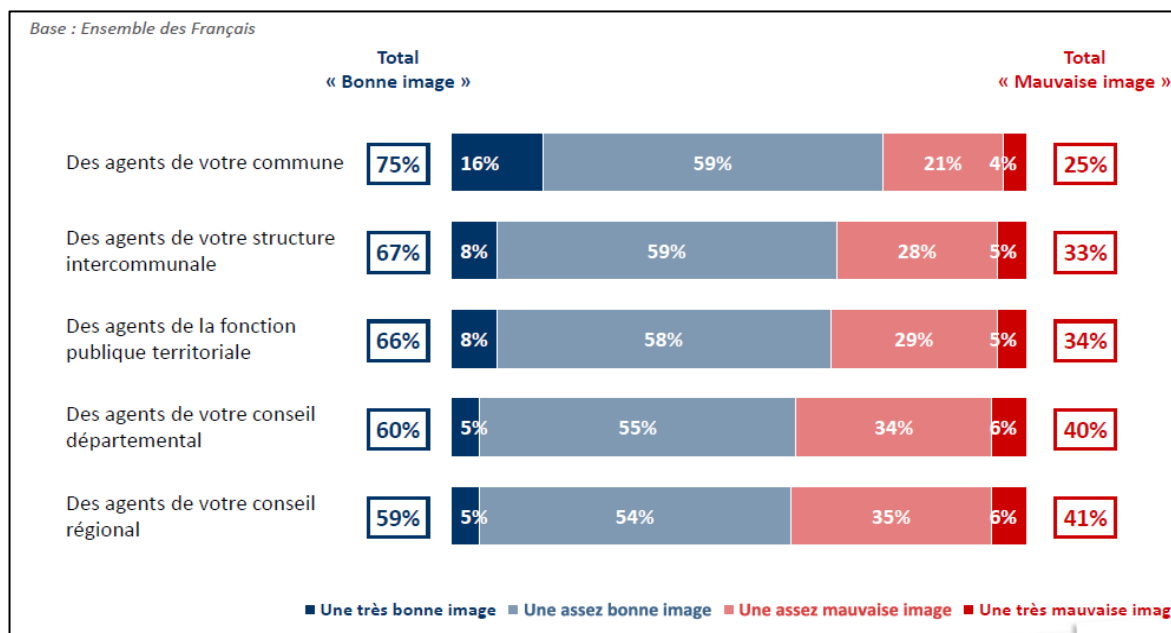
L'image des agents des collectivités territoriales

- Plus précisément, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image...



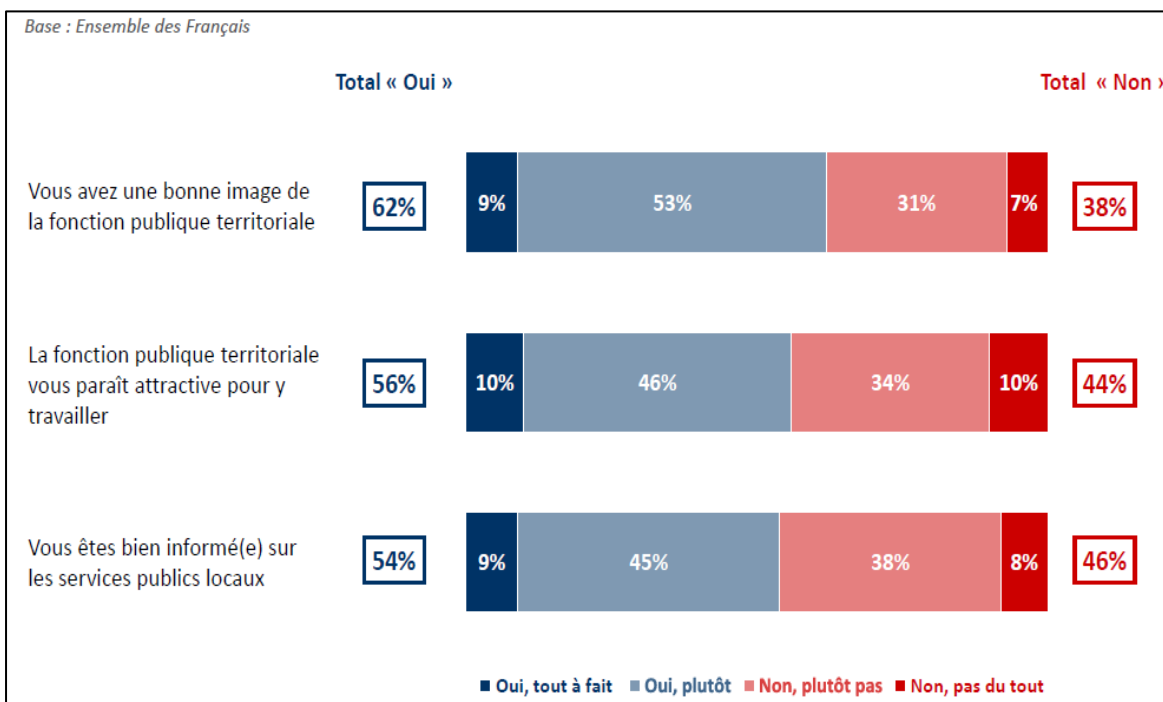
L'image des agents des collectivités territoriales

- Plus précisément, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image... ?



L'adhésion à différentes propositions relatives à la fonction publique territoriale

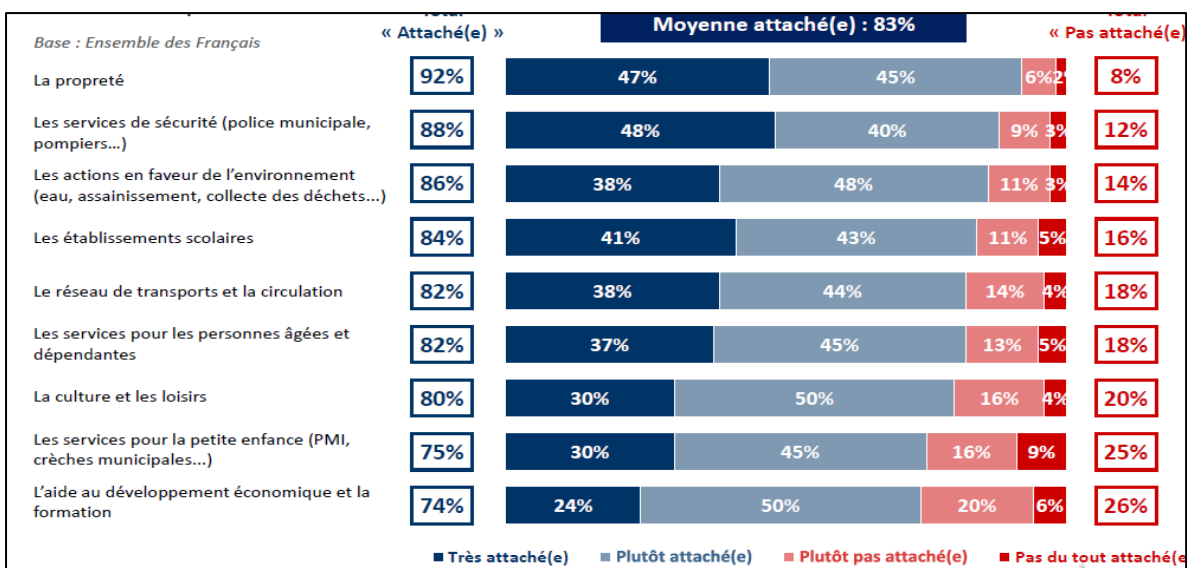
- Et diriez-vous que globalement ?



Le recours et l'évaluation des services publics de proximité et des agents territoriaux

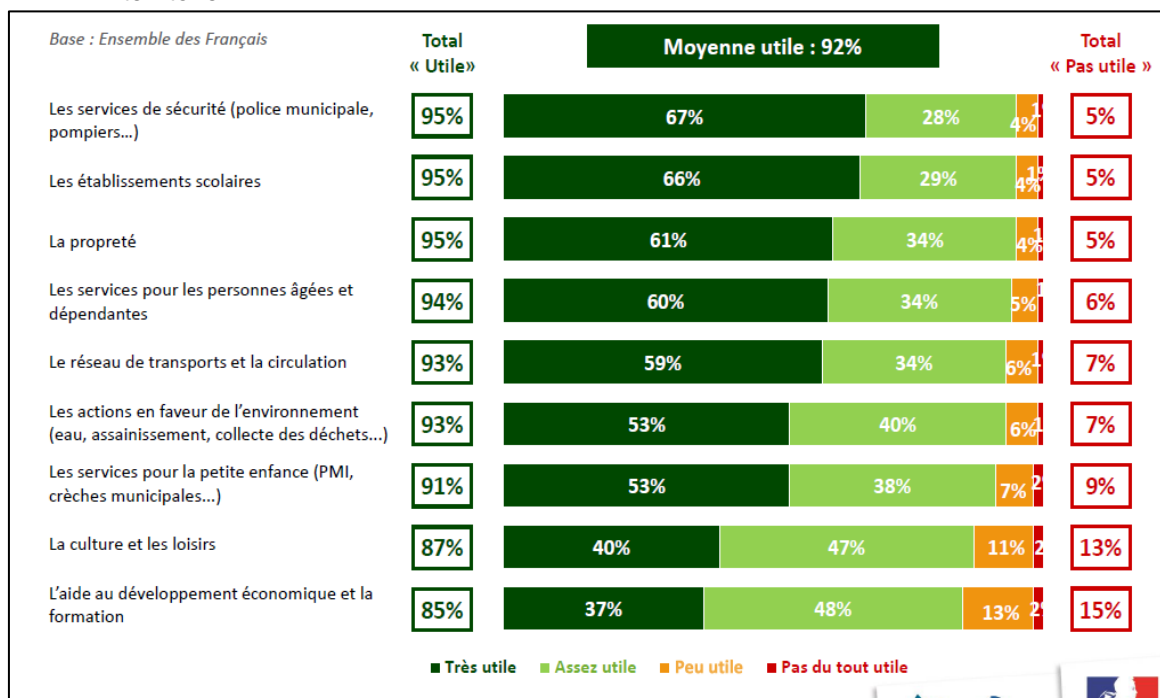
L'attachement à différents services publics de proximité

- Personnellement, diriez-vous que vous êtes attaché(e) à chacun des services publics de proximité suivants, que vous y ayez ou non recours à titre personnel



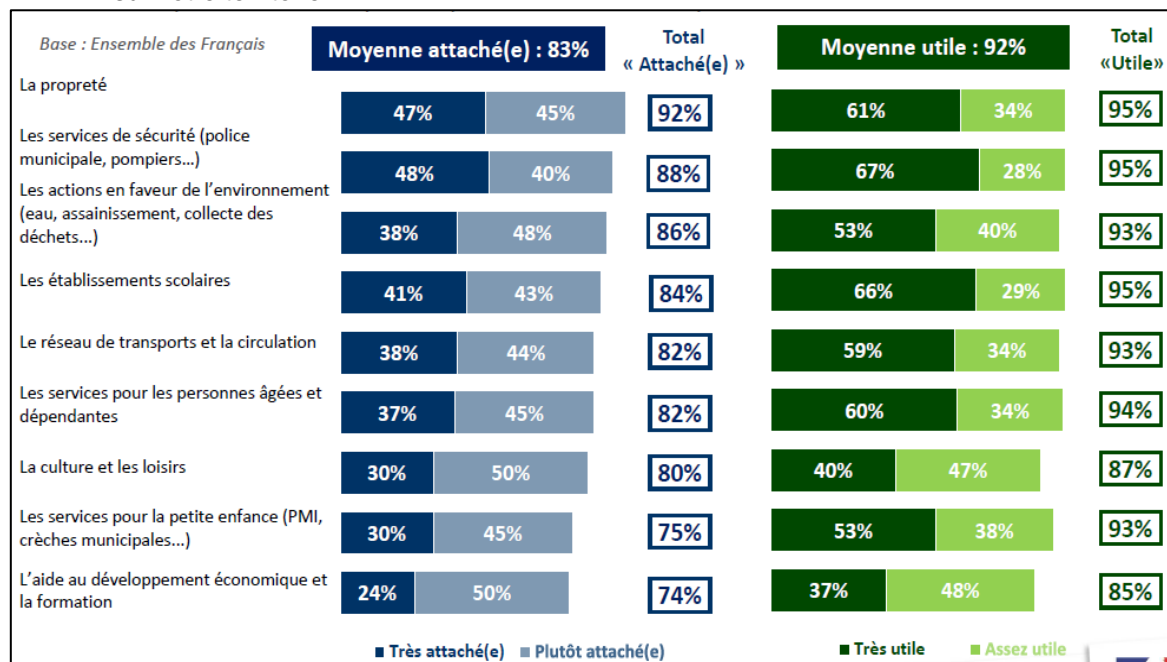
L'utilité prêtée à différents services publics de proximité

- Et estimez-vous que chacun des services publics de proximité suivants est utile sur votre territoire ?



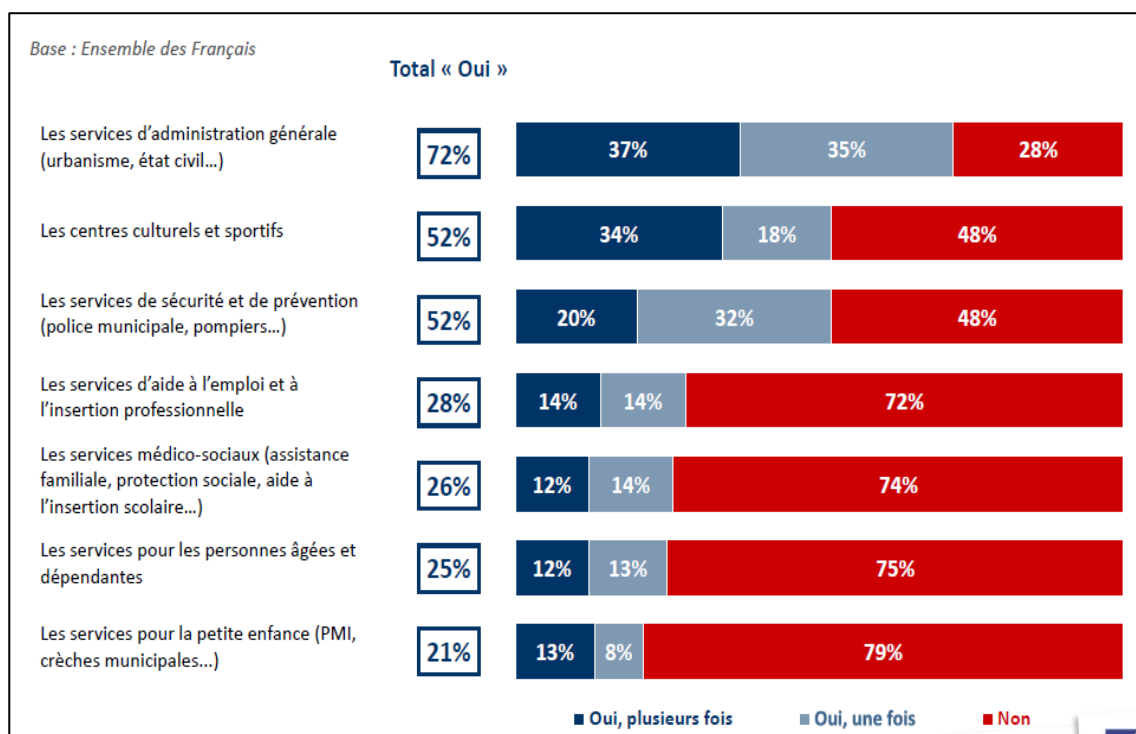
Récapitulatif : l'attachement et l'utilité des services publics de proximité

- Personnellement, diriez-vous que vous êtes attaché(e) à chacun des services publics de proximité suivants, que vous y ayez ou non recours à titre personnel ?
- Et estimez-vous que chacun des services publics de proximité suivants est utile ou pas utile sur votre territoire ?



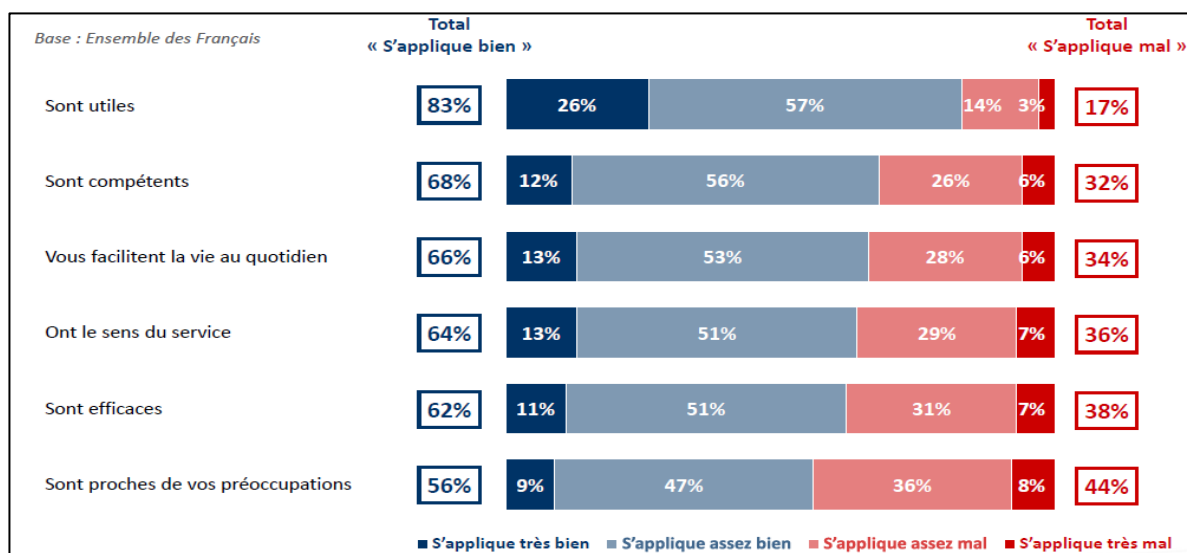
Le recours à différents services de proximité au cours des cinq dernières années

- Personnellement, avez-vous eu recours aux services publics de proximité suivants au cours des cinq dernières années, pour vous-mêmes ou un membre de votre famille ?



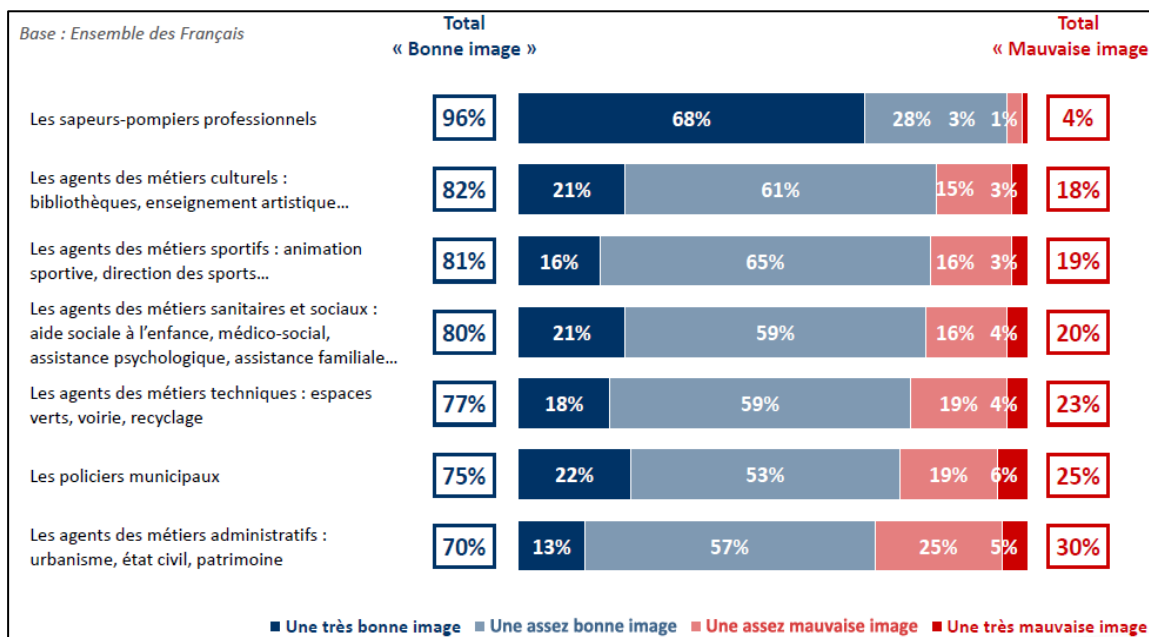
Les traits d'image associés aux agents de la fonction publique territoriale

- Pour chacun des termes ou mots suivants, diriez-vous qu'il s'applique très bien, assez bien, assez mal ou très mal aux agents de la fonction publique territoriale. Les agents de la fonction territoriale...



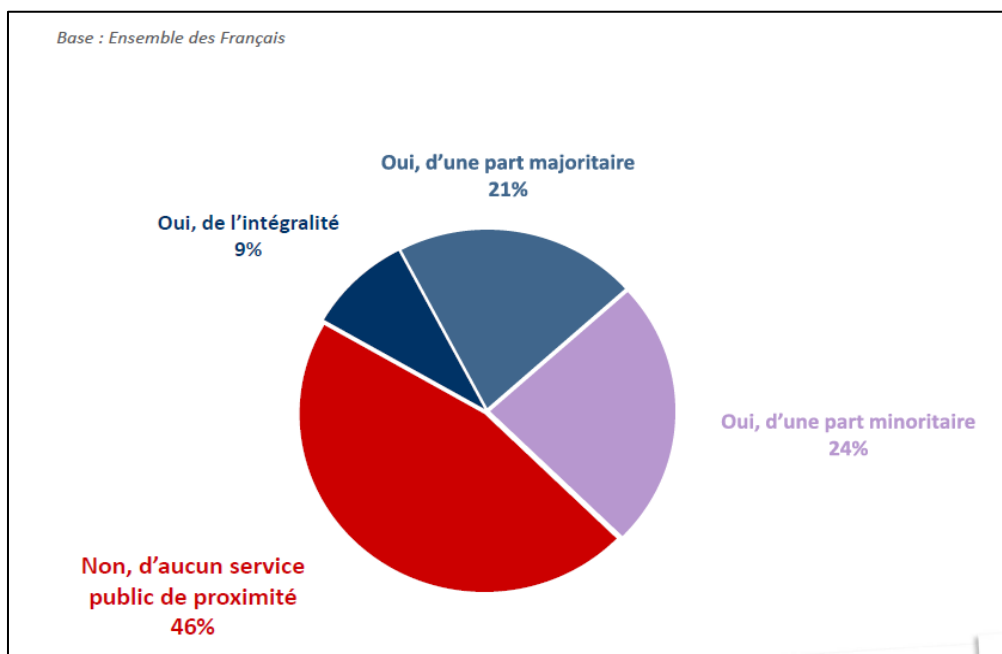
L'image globale de différents agents de la fonction publique territoriale

- Avez-vous une très bonne image, une assez bonne image, une assez mauvaise image ou une très mauvaise image des agents de la fonction publique territoriale suivants ?



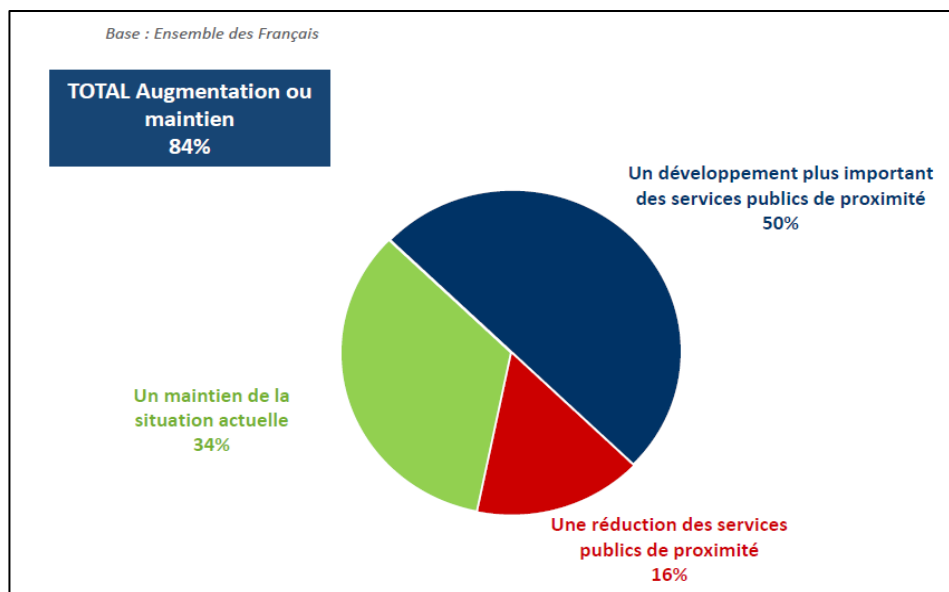
Les souhaits d'évolution des services publics de proximité

- Seriez-vous favorable au transfert de la gestion des services publics de proximité des collectivités locales vers le secteur privé ?



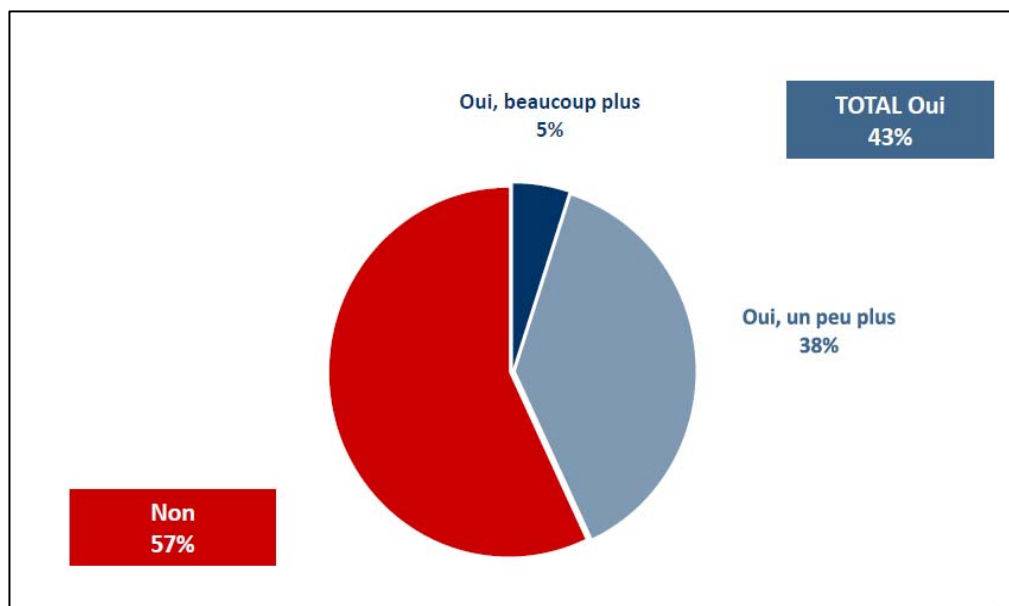
L'arbitrage entre augmentation, maintien et réduction de l'offre de services publics de proximité

- Personnellement, souhaiteriez-vous ?



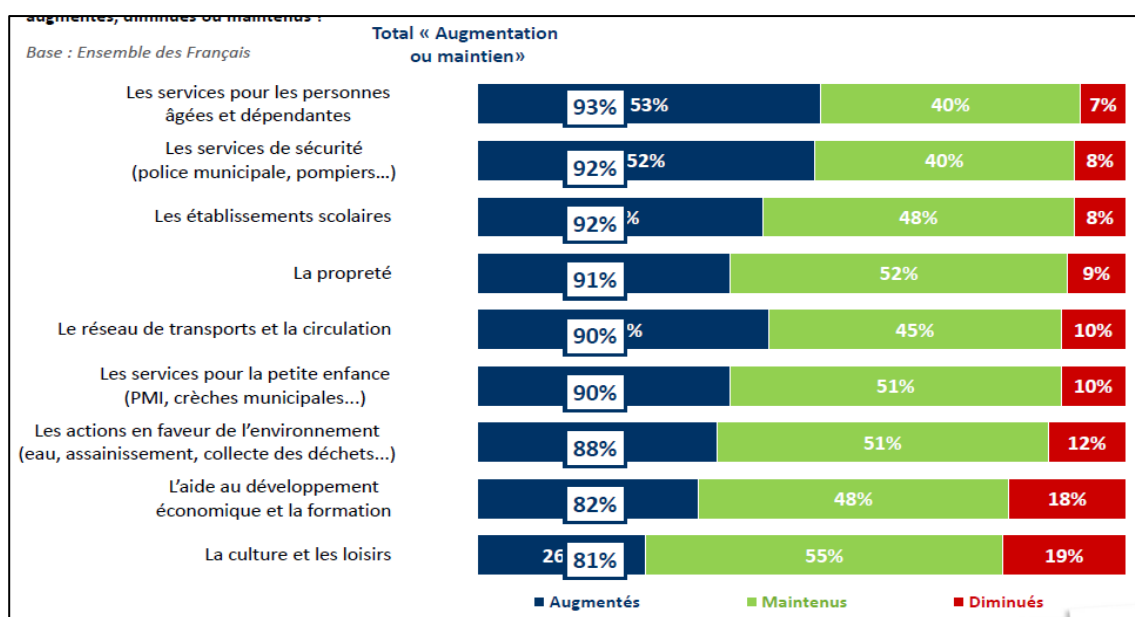
La propension à payer davantage d'impôts locaux pour permettre le développement des services publics de proximité

- Et seriez-vous prêt€ à payer davantage d'impôts pour permettre le développement des services publics de proximité ?



L'arbitrage entre augmentation, maintien et réduction des budgets consacrés à différents services publics de proximité

- Plus précisément, pour chacun des services publics de proximité suivants, diriez-vous que les moyens consacrés devraient être augmentés, diminués ou maintenus ?



Fiche technique

Echantillon de 4 047 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. La représentativité a été respectée dans chacune des huit grandes régions définies par la MNT. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 13 au 22 février 2017.

Les Français et l'école

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3822

Ifop – juillet 2017

Le journal du dimanche

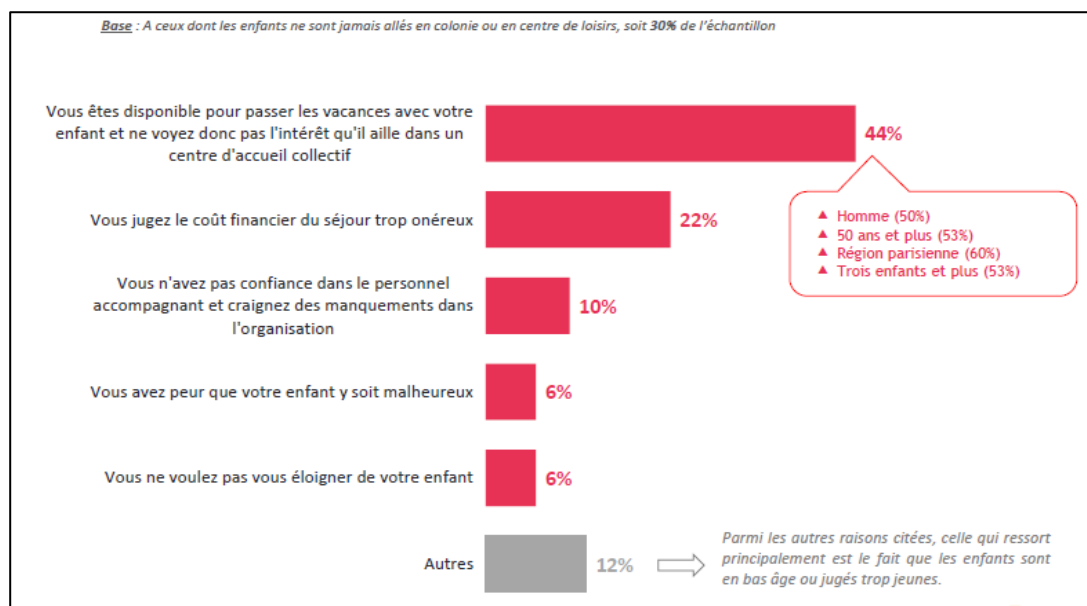
A la suite des annonces du ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, le sondage Ifop pour Le Journal du Dimanche expose les priorités assignées par les Français à l'école, ainsi que le degré d'adhésion à différentes mesures qui pourraient modifier le système éducatif national.

Ainsi, l'école doit servir avant tout, pour une majorité de personnes interrogées, à transmettre à chacun des connaissances et des savoirs (52 %). Des minorités privilégient cependant la formation de citoyens (17 %), le fait de permettre à chacun de trouver un emploi (16 %) ou de favoriser l'intégration et la réduction des inégalités (14 %). Dans une période où la situation de l'emploi est très préoccupante, certaines strates de la population insistent davantage que la moyenne sur le fait que le système éducatif doit favoriser l'activité professionnelle. C'est notamment le cas des populations les moins favorisées sur le marché de l'emploi comme les ouvriers (25 %) ou les personnes non diplômées (32 %).

Les différentes réformes proposées ensuite aux Français suscitent quasiment toutes une majorité d'avis favorables. L'enseignement d'une langue étrangère dès la primaire est la mesure la plus plébiscitée avec 87% de réponses « favorable », et même 51 % de réponses « tout à fait favorable ». Viennent ensuite le recrutement de davantage d'enseignants (86 %), l'autorisation de l'apprentissage à partir de 14 ans (84 %), la concentration des moyens de l'Education nationale dans les établissements les plus en difficultés (82 %) et la mise en place d'un baccalauréat avec davantage de contrôle continu (80 %), des mesures appuyées par au moins quatre personnes interrogées sur cinq. Une proposition figure cependant très en retrait ; la suppression du redoublement n'est jugée souhaitable que par 24 % des Français.

Les freins au recours à des colonies de vacances ou centres de loisirs pour son enfant

- Parmi les suivantes, quelle est la principale raison pour laquelle vous n'avez pas proposé à votre enfant ?



Fiche technique

Echantillon de 960 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio professionnelle, niveau d'éducation) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone du 12 au 13 juillet 2017.

Observatoire des politiques publiques : les Français et les fonds européens

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3840

Ifop – septembre 2017

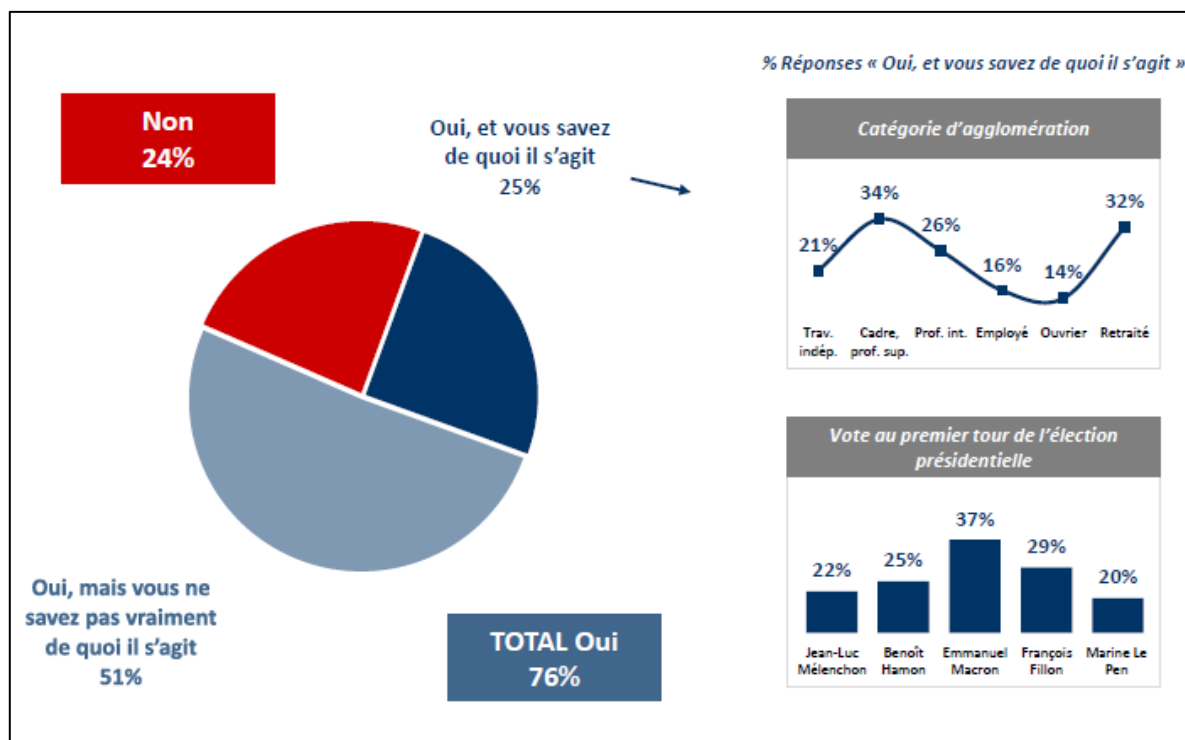
Acteurs publics

Les Français ont depuis plusieurs années un rapport ambivalent avec l'Union Européenne, entre attachement à l'appartenance de son pays à l'organisation et scepticisme à l'égard de son fonctionnement et de son action. La dernière vague de l'Eurobaromètre réalisée en avril 2017 fait toutefois état d'une amélioration des sentiments vis-à-vis de l'Union Européenne. 53 % des personnes interrogées à cette occasion déclaraient notamment que l'appartenance de la France à l'institution était une bonne chose (+ 5 par rapport à 2016).

La satisfaction relative à l'égard de l'appartenance à l'Union européenne, en parallèle de l'expression d'un certain nombre de critiques adressées à son fonctionnement et à son action, peut paraître paradoxale. Mais cet état semble lié au manque de visibilité de son action et par conséquent de ses effets, pourtant présumés bénéfiques. Les fonds européens font partie de cette action peu visible ou méconnue du grand public. Consistant en l'octroi de crédits alloués aux Etats-membres pour le financement de projets régionaux, ils visent trois objectifs principaux : la réduction des écarts de richesse et de développement entre les régions européennes, l'accompagnement et l'harmonisation des mutations de l'espace rural et le développement de la pêche et de l'aquaculture tout en préservant la ressource et la biodiversité marine. Le sondage Ifop pour Acteurs Publics et Ey s'est justement focalisé sur la question des fonds européens. Il en ressort une profonde méconnaissance de ces dispositifs d'action européenne et le souhait qu'ils soient consacrés en priorité à l'emploi et à la lutte contre le chômage.

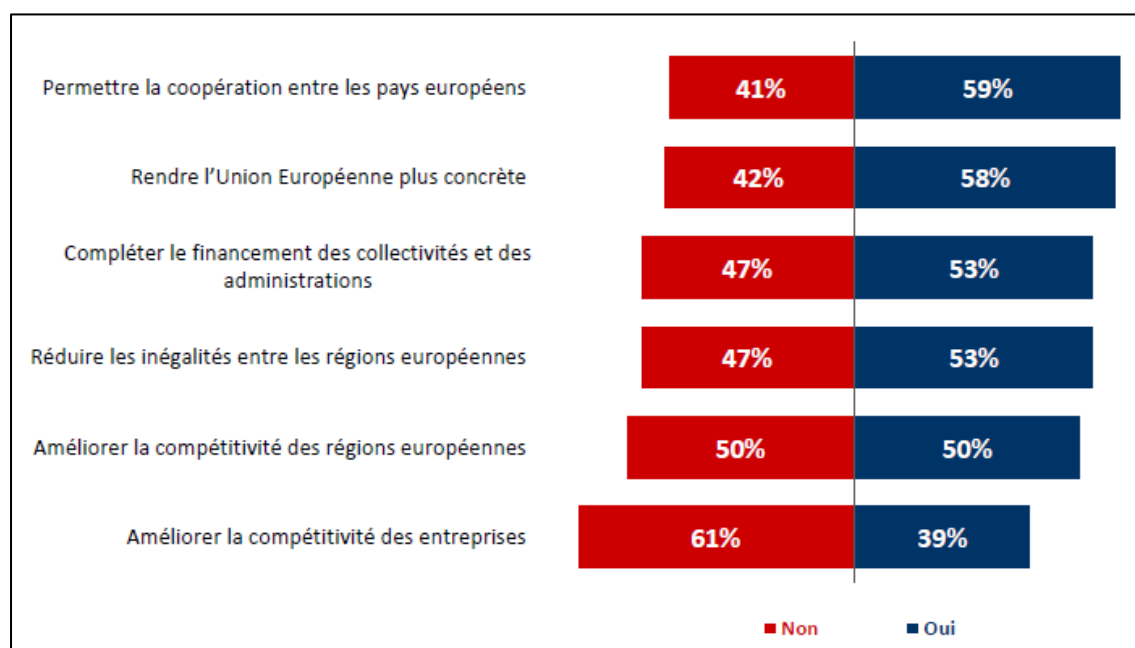
L'Union Européenne subventionne, via les fonds européens, un certain nombre d'actions et de projets dans les pays membres.

- Avez-vous déjà entendu parler de ces fonds européens ?



Les finalités recherchées par l'allocation de financements européens aux pays membres

- Selon vous, allouer des financements européens aux pays membres permet-il de... ?



Fiche technique

Echantillon de 995 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 7 au 9 août 2017.

Observatoire de la vie quotidienne des Français. Les Français et l'école

<https://www.bva-group.com/sondages/les-francais-et-le-logement-2-3/>

Bva – septembre 2017

Pour 80 % des Français, l'école rappelle de bons souvenirs :

- le lycée (42 %), et l'école élémentaire (34 %) sont nettement préférés au collège (22 %)
- l'histoire-géographie : matière favorite à l'école pour 52 % des Français, devant le Français (45 %).

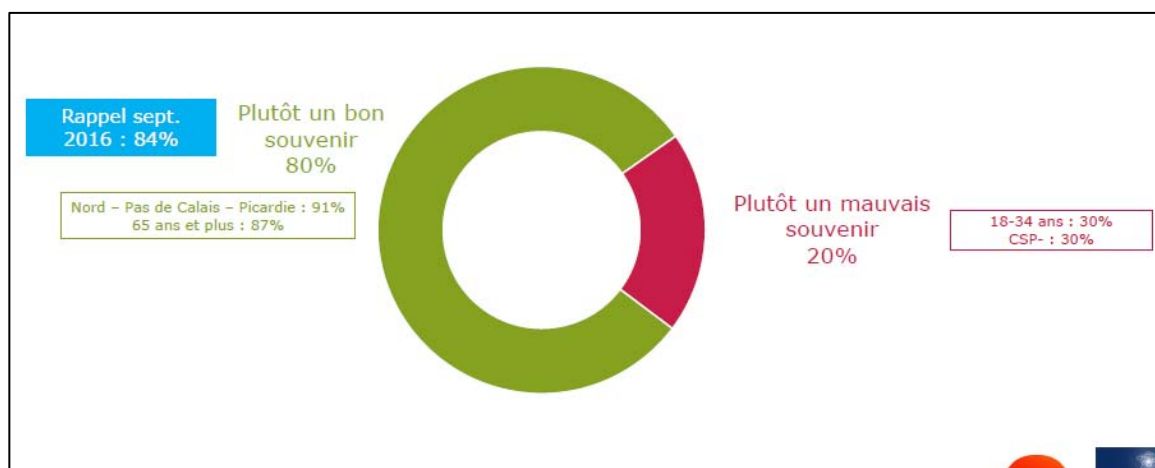
Les Français préfèrent l'école publique (62 %) à l'école privée (38 %). Les trois quarts des Français (65 %) perçoivent une baisse de la qualité de l'enseignement à l'école...et 52 % qu'elle ne garantit pas l'égalité des chances

Mais la majorité d'entre eux (65 %) ont une bonne opinion des enseignants. Les Français favorables à de nombreuses réformes de l'école (classes bilingues, soutien scolaire, semaine de 4 jours...). Mais fermement opposés à la disparition des notes (79 % défavorables)

Les Français et leurs souvenirs d'école

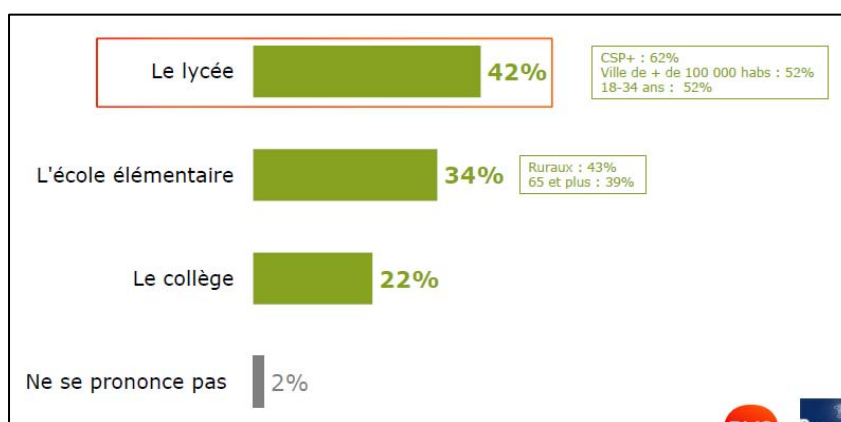
L'école rappelle très majoritairement de bons souvenirs aux Français

- Vous personnellement, quand vous repensez à vos années d'école, quel souvenir avez-vous de cette période ?



L'école élémentaire et surtout le lycée sont préférés au collège

- Diriez-vous que vous avez préféré l'école élémentaire, le collège ou le lycée ?



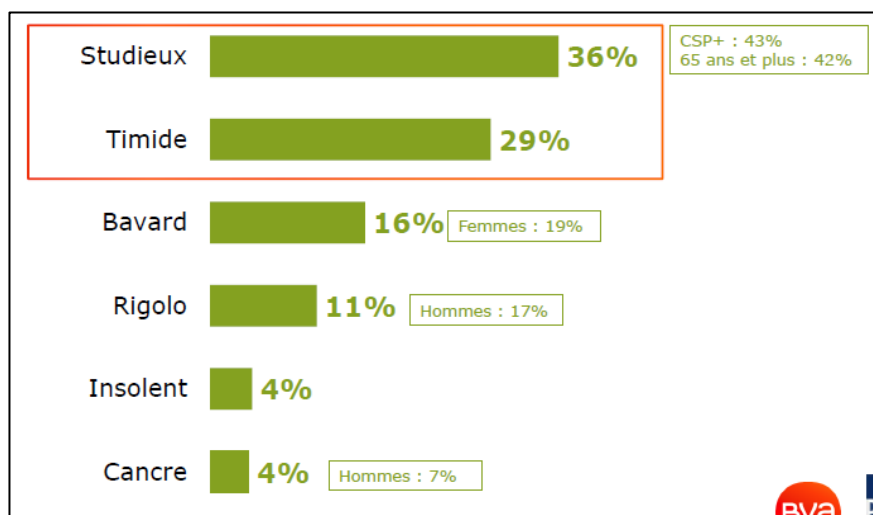
L'Histoire-géographie : matière favorite des Français devant le français et les mathématiques

- Lorsque vous étiez à l'école, parmi les suivantes, quelles étaient vos matières préférées ?



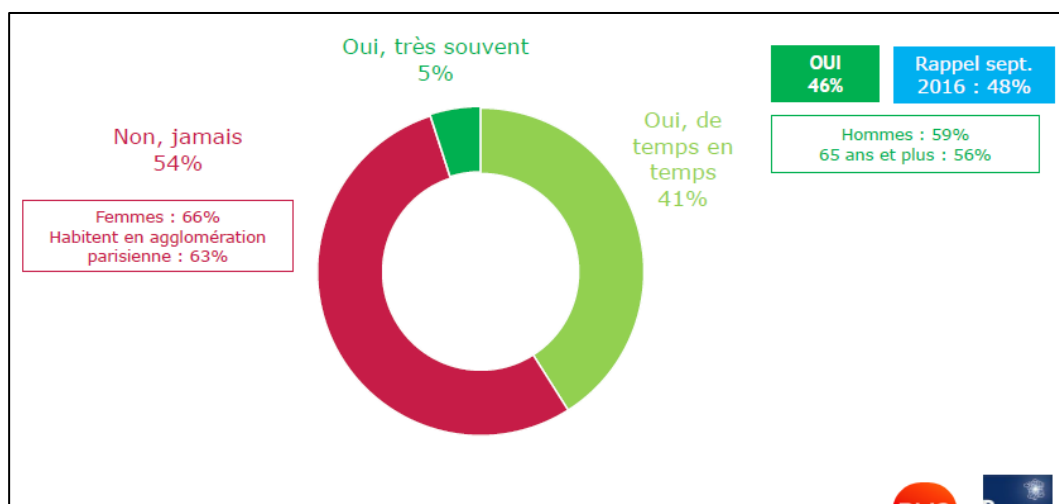
Les Français se voyaient surtout comme des élèves studieux et timides

- Lorsque vous étiez élevé, vous étiez plutôt... ?



Mais près de la moitié d'entre eux a déjà reçu des heures de colle

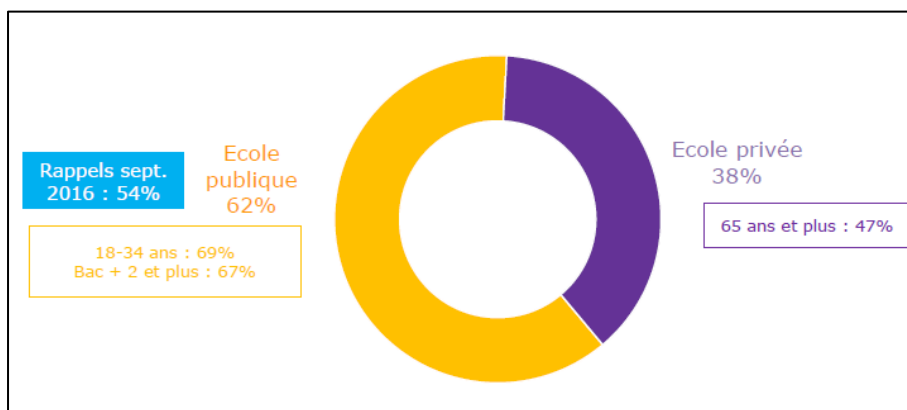
- Lorsque vous étiez élève, vous est-il arrivé de recevoir des heures de colle ou de retenue ?



Les Français et l'école en 2017

L'école publique l'emporte sur l'école privée comme meilleur choix pour les enfants

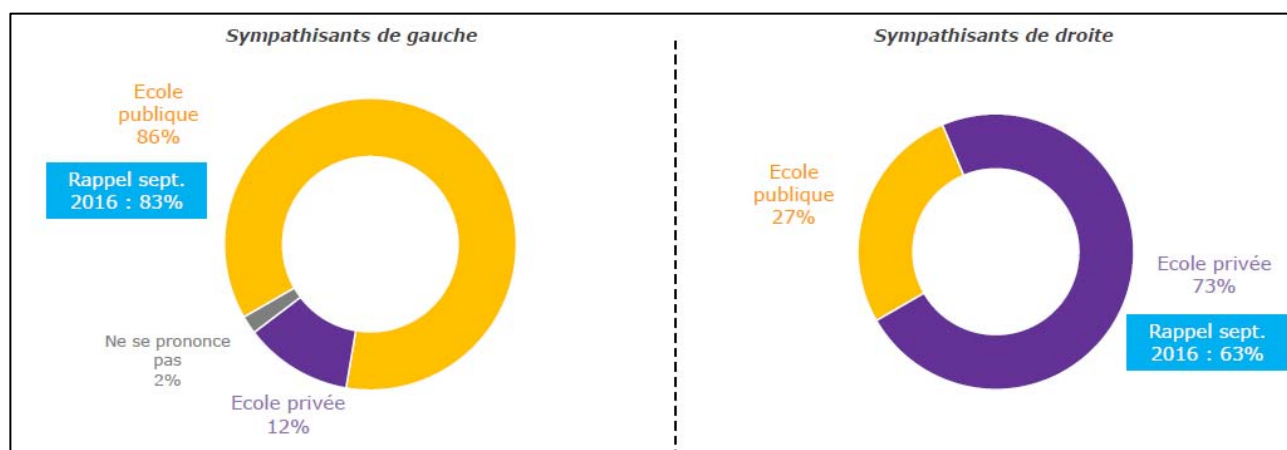
- Si vous aviez un enfant en considérant que vous avez le choix, préféreriez-vous plutôt l'inscrire dans une école publique ou dans une école privée ?



Duel école publique/école privée

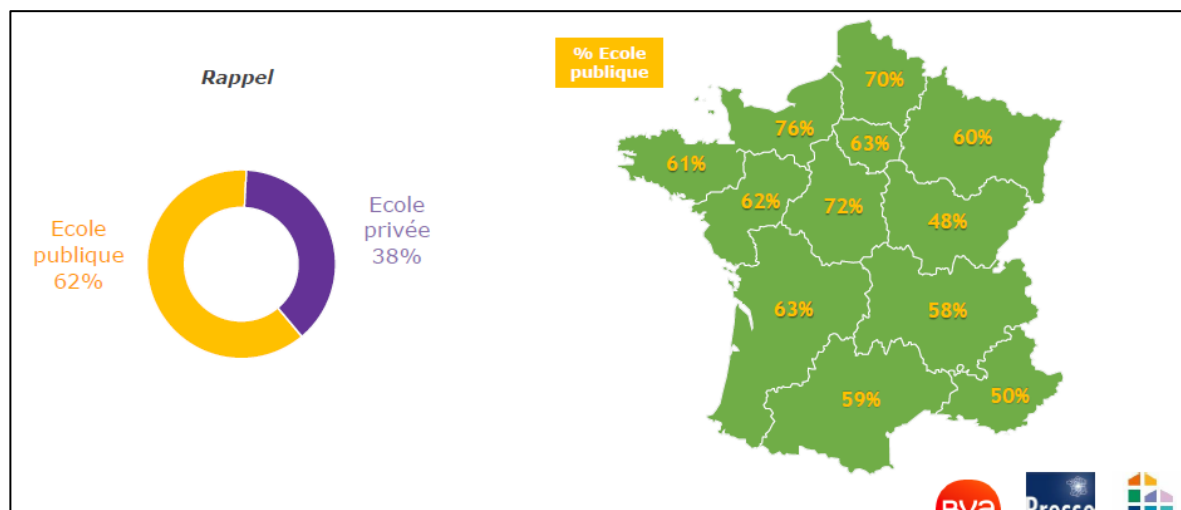
Selon la proximité politique

- Si vous av(i)ez un enfant et en considérant que vous avez le choix, préféreriez-vous plutôt l'inscrire dans une école publique ou dans une école privée ?



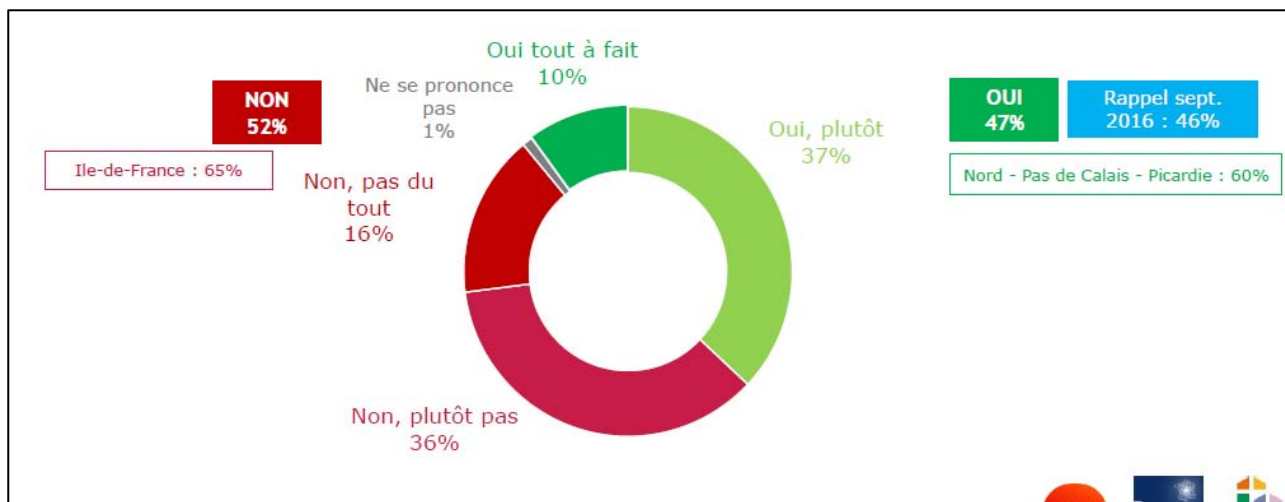
Selon la région

- Si vous av(i)ez un enfant et en considérant que vous avez le choix, préféreriez-vous plutôt l'inscrire dans une école publique ou dans une école privée ?

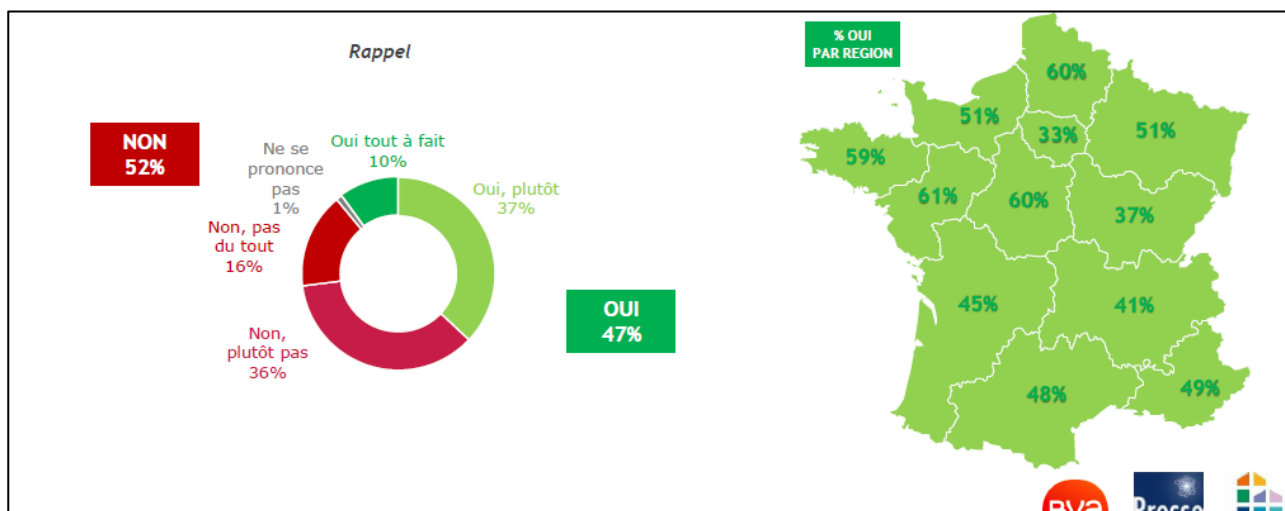


Seule une minorité de Français considère que l'école garantit l'égalité des chances

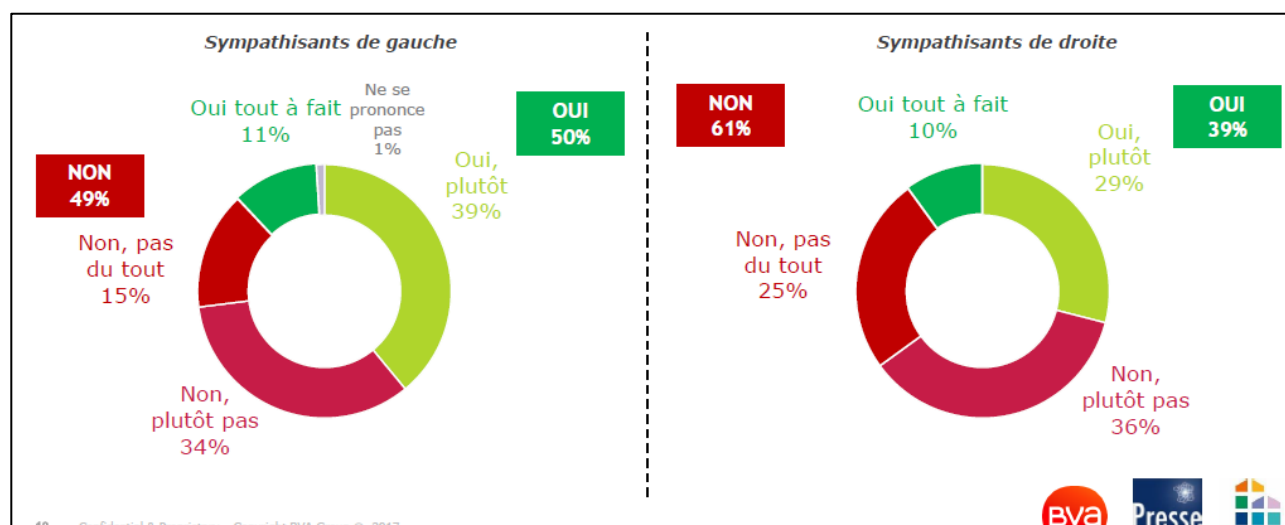
- Selon vous, l'égalité des chances est-elle garantie par l'école publique ?



Selon la religion

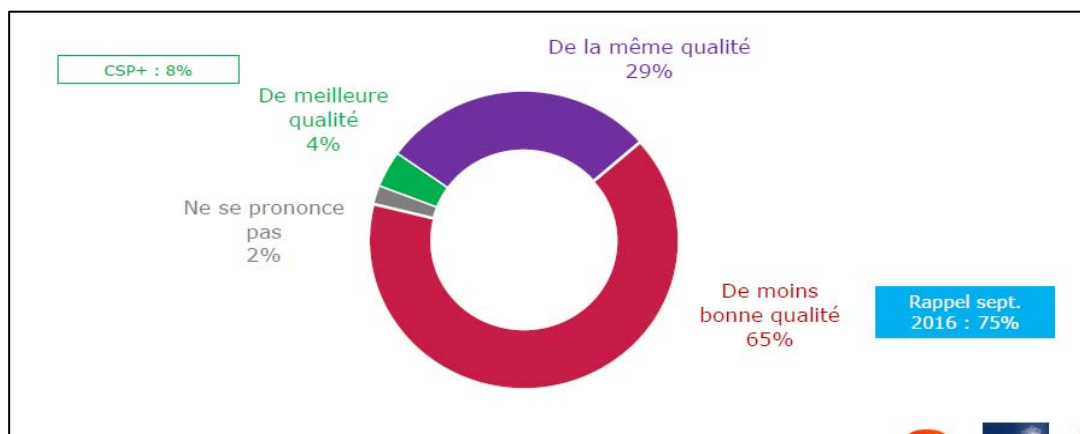


Selon la proximité politique



Plus de six Français sur dix estiment que l'école est de moins bonne qualité que quand ils y étaient

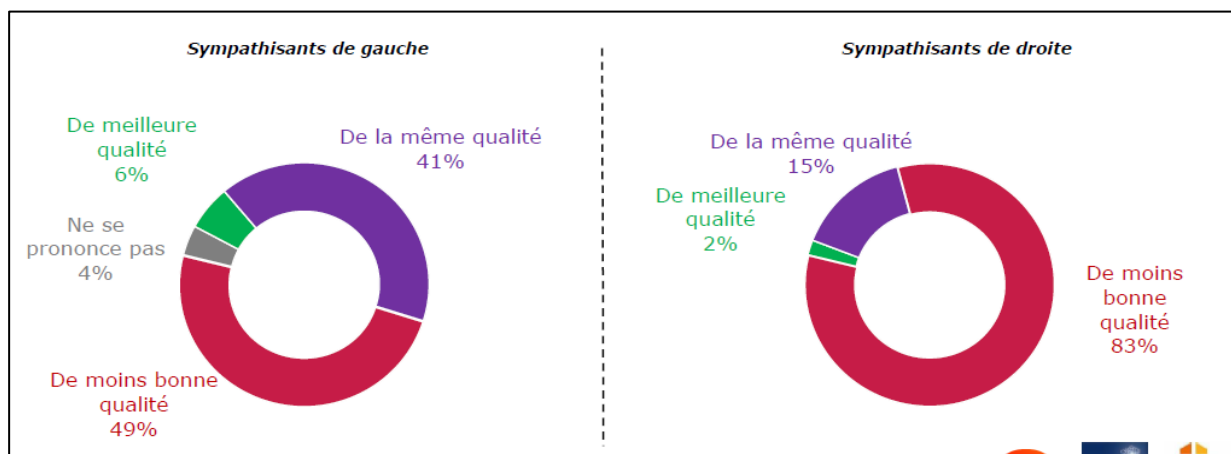
- Globalement, avez-vous le sentiment que l'enseignement à l'école est de meilleure ou de moins bonne qualité aujourd'hui que lorsque vous étiez élève ?



Qualité de l'école

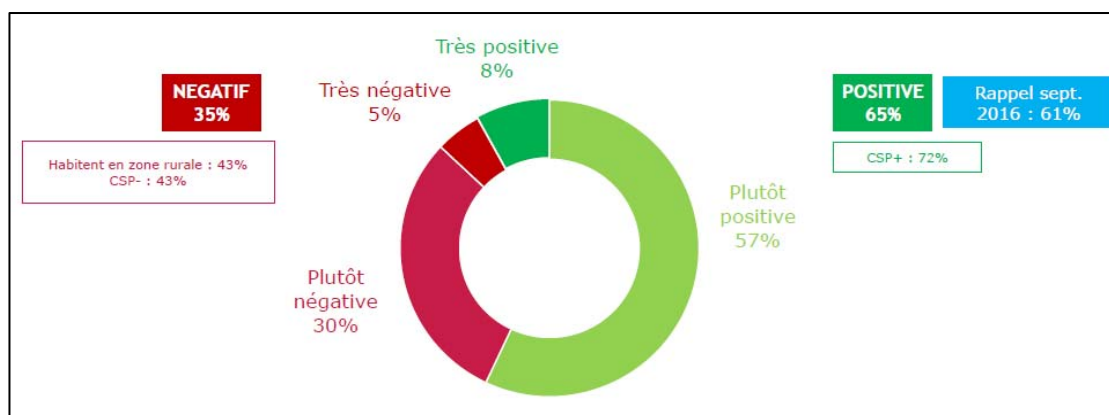
Selon la proximité politique

- Globalement, avez-vous le sentiment



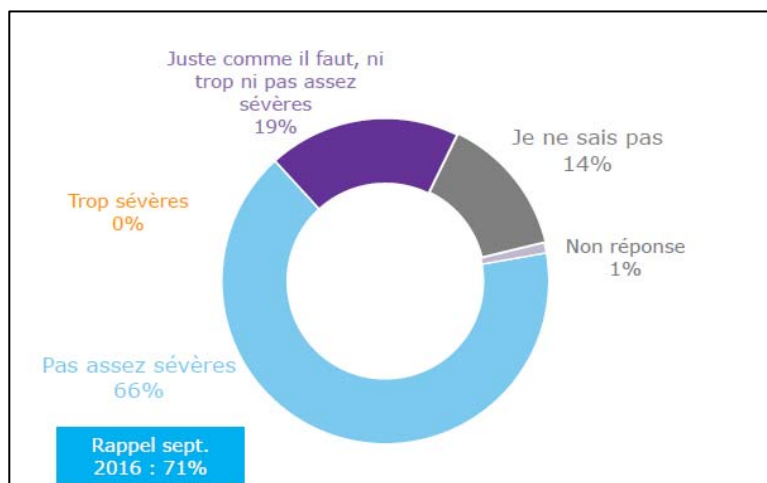
Mais ils conservent plutôt une bonne opinion des enseignants

- Globalement avez-vous une opinion, très positive, plutôt négative ou très négative des enseignants ?



Les enseignants sont jugés comme n'étant pas assez sévères avec les élèves

- Selon vous, globalement, les enseignants sont-ils trop sévères ou pas assez sévères avec les élèves ?



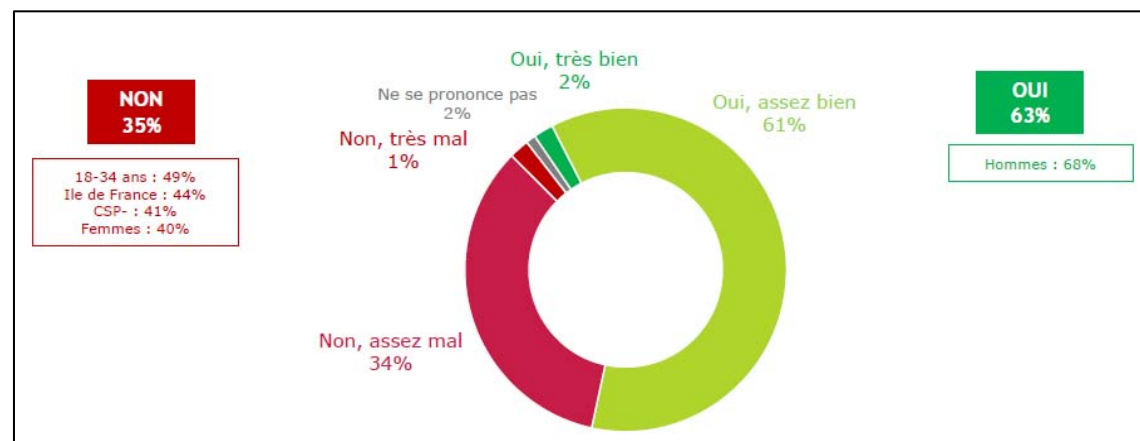
Enseigner les savoirs de base doit être la principale mission de l'école aux yeux des Français

- Selon vous, quelles doivent être les principales missions de l'école ?



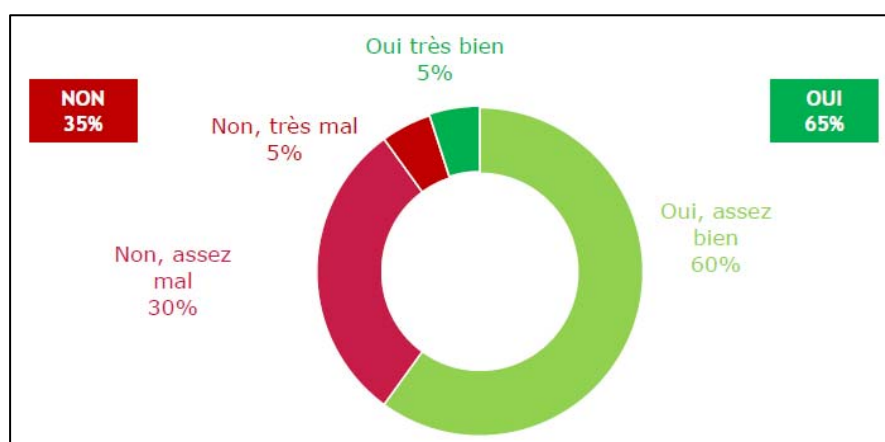
Pour plus de six Français sur dix, les élèves se sentent bien à l'école

- Selon vous, l'école est-elle un endroit où les élèves se sentent bien ?



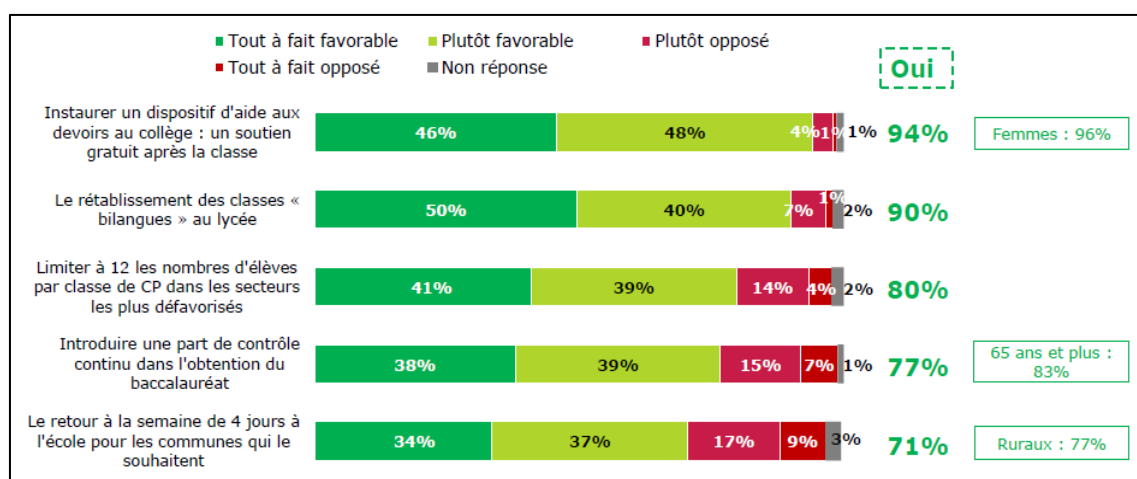
Les deux tiers des parents estiment que l'école répond à leurs besoins

- L'école répond-t-elle à vos attentes en tant que parents ?



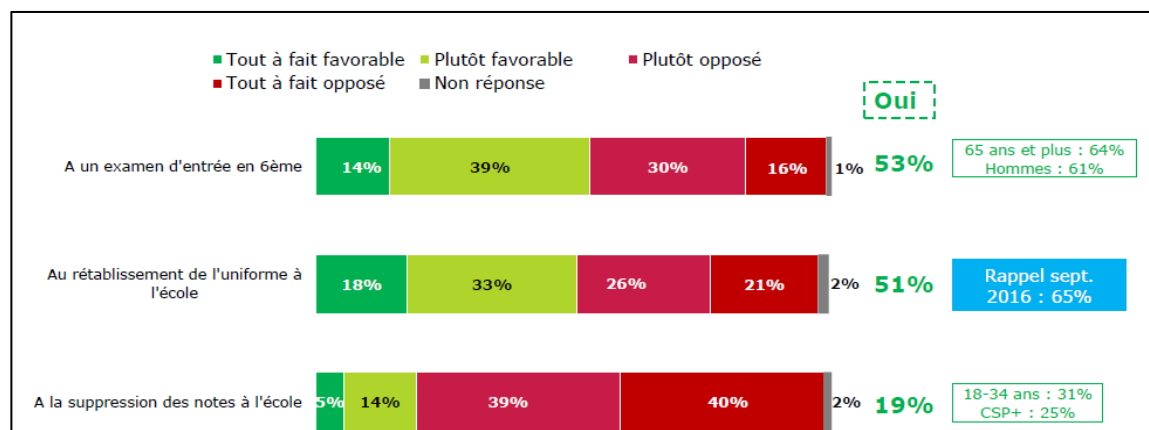
Le dispositif d'aide aux devoirs et les classes bilangues au lycée reçoivent un très fort soutien

- Etes-vous favorable à chacune des mesures suivantes ?



L'examen d'entrée en 6^e et le rétablissement de l'uniforme est soutenu par une courte majorité, contrairement à la suppression des notes qui rencontre une franche opposition

- Et personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé...



Fiche technique

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français recrutés par téléphone puis interrogés par Internet du 24 au 25 août 2017. Echantillon de 1 045 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et le port de l'uniforme à l'école

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3835

Ifop – septembre 2017

Valeurs actuelles

A la veille de la rentrée des classes, 63 % des Français se déclarent favorables au retour de l'uniforme dans toutes les écoles et établissements scolaires, soit une augmentation de six points par rapport à janvier 2015. Si les sympathisants de droite adhèrent particulièrement à cette démarche (76 % chez Les Républicains, 78 % au Front National), les proches de La République en Marche (59 %) mais aussi ceux du Parti Socialiste (56 %) et de La France Insoumise (51 %) se prononcent majoritairement en faveur du retour de l'uniforme.

L'adhésion au retour de l'uniforme à l'école

- Personnellement, seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à ce que le port de l'uniforme soit réintroduit dans toutes les écoles et les établissements scolaires ?

	Rappel Ensemble des Français Janvier 2015 ¹ (%)	Ensemble des Français 24-28 août 2017 (%)
TOTAL Favorable	57	63
• Tout à fait favorable	25	23
• Plutôt favorable.....	32	40
TOTAL Pas favorable	43	37
• Plutôt pas favorable	27	21
• Pas favorable du tout	16	16
TOTAL	100	100

¹ Sondage Ifop pour Valeurs Actuelles réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 23 janvier 2015 auprès d'un échantillon de 1 051 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Fiche technique

Echantillon de 985 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 24 au 28 août 2017.

Observatoire des politiques publiques

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3900

Ifop – novembre 2017

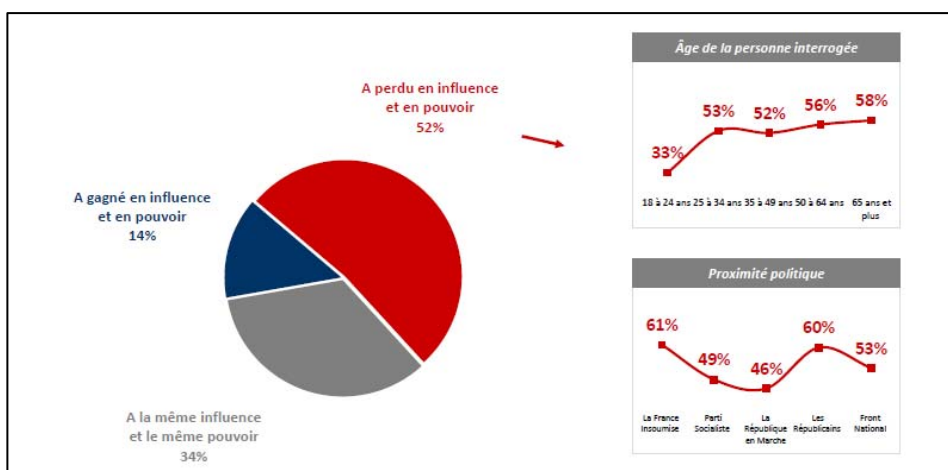
Acteurs publics

Encouragées par les différents pouvoirs à se mettre en place à l'échelle nationale, les métropoles sont des établissements publics de coopération intercommunale (Epci) à fiscalité propre créés par la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010, et dont les pouvoirs ont été renforcés par loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Il s'agit de la forme la plus intégrée d'intercommunalités et il en existera 19 en France au 1er janvier 2018.

Acteurs Publics a souhaité s'intéresser à l'essor de ces métropoles, et plus généralement à celui des structures intercommunales, et à cerner les représentations que s'en fait la population, sachant qu'elles concurrencent d'autres échelons territoriaux, à commencer par les communes auxquelles les citoyens sont très attachés. Le sondage réalisé par l'Ifop dans cette perspective montre que les Français accueillent d'un œil plutôt bienveillant le changement initié par ces groupements de communes, mais commencent déjà à identifier certains effets négatifs qu'il convient d'appréhender.

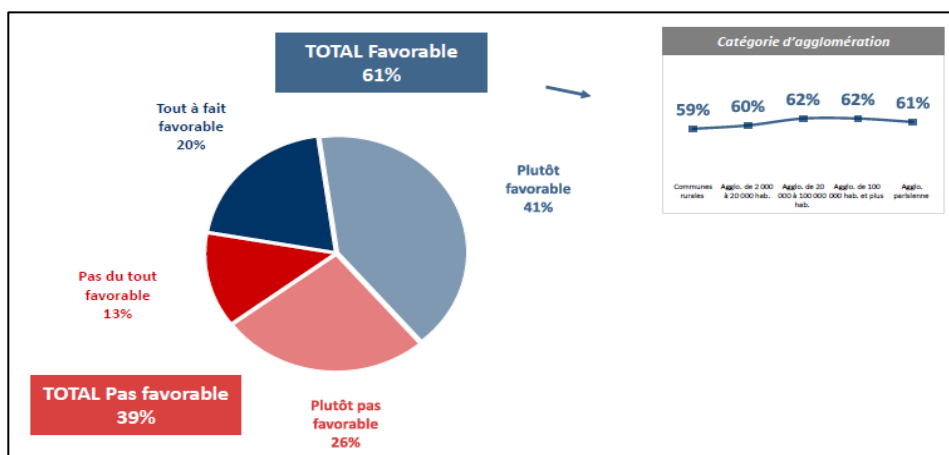
Le sentiment sur l'évolution de l'influence et du pouvoir des communes

- Diriez-vous qu'au cours de ces dernières années la commune incarnée par le Maire a gagné en influence et en pouvoir, perdu en influence et en pouvoir ou à la même influence et le même pouvoir ?



L'adhésion à l'appartenance de sa commune à une intercommunalité

- Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à ce que votre commune appartienne à un groupement de communes plus important ou intercommunalité (communauté de communes, communautés d'agglomération, communauté urbaine ou Métropole) et lui transfère une partie de ses compétences ?



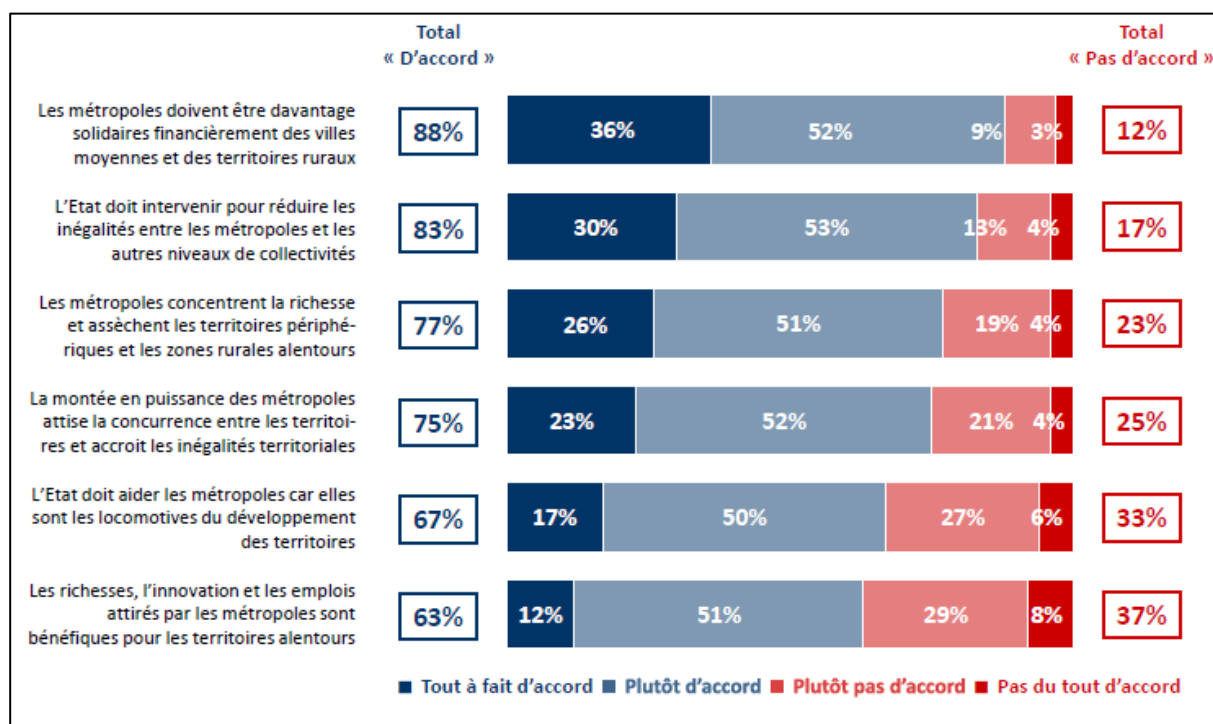
Les conséquences prêtées à la montée en puissance des groupements de communes

- La montée en puissance de certains groupements de communes appelés intercommunalités sous forme de communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines ou Métropoles signifie-t-il selon vous... ?



L'adhésion à différentes affirmations relatives aux Métropoles

- Les récentes lois qui ont revu le périmètre et les compétences des collectivités territoriales ont consacré la montée en puissance des Métropoles. Vous personnellement, êtes-vous d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



Fiche technique

Echantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 13 au 16 octobre 2017.

Pour ou contre la sélection à l'université ?

<https://www.ipsos.com/fr-fr/pour-ou-contre-la-selection-luniversite>

Ipsos – octobre 2017

L'Obs

Alors que la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal s'est engagée à mettre fin au tirage au sort pratiqué à l'entrée de certaines licences universitaires saturées, quel diagnostic les Français font-ils de la situation ? Sont-ils favorables ou opposés à l'introduction d'une forme de sélection des étudiants pour faire face à l'afflux des inscriptions ? Si oui, sur quels critères et à quelle échelle ?

Près de deux Français sur trois considèrent que trop d'élèves s'inscrivent à l'université

Alors que la rentrée 2017 a vu l'inscription de 38100 étudiants supplémentaires dans l'enseignement supérieur par rapport à l'année précédente, le diagnostic des Français est sans appel : 63 % considèrent qu'il y a actuellement trop d'élèves qui s'inscrivent dans les universités françaises.

Les plus critiques sont les parents d'étudiants, dont les enfants vivent les conséquences de cette pression démographique sur les premières années universitaires à travers des amphis surchargés : 70 % d'entre eux pensent qu'il y a trop d'inscriptions (dont 28 % « beaucoup trop »). Les parents de lycéens partagent également très majoritairement cette opinion (64 % pensent qu'il y a trop d'inscrits (dont 31 % « beaucoup trop »).

Enfin, parmi les plus critiques, on remarque les retraités (72 % pensent qu'il y a trop d'inscriptions), témoins d'une massification de l'obtention du baccalauréat et de l'accès à l'enseignement supérieur (le taux de bacheliers dans une génération est passé d'un quart en 1980 à plus des trois quarts aujourd'hui).

Plus d'un tiers des Français (37 %) ne peut néanmoins se résoudre à considérer que trop d'élèves s'inscrivent aujourd'hui dans les universités, l'augmentation observée du nombre de jeunes accédants à l'enseignement supérieur pouvant être saluée comme un progrès social, même s'il engendre des difficultés pratiques.

Les premiers concernés (les 16-24 ans) sont les plus enclins à refuser ce diagnostic : 45 % des jeunes considèrent qu'ils ne sont pas trop nombreux à s'inscrire dans les universités. C'est également le cas des Français les plus modestes : 42 % des ouvriers et 40 % des personnes dont le niveau d'étude est inférieur au baccalauréat considèrent qu'il n'y a pas trop d'étudiants qui s'inscrivent dans les universités. Si les enfants des milieux sociaux les moins favorisés ont vu leur accès à l'enseignement supérieur fortement progresser, les enfants d'ouvriers ou d'employés restent deux fois moins nombreux à étudier ou avoir étudié dans le supérieur que les enfants de cadres ou de professions intermédiaires.

Un afflux à l'université qui s'explique avant tout par un défaut d'orientation selon les Français

Pour les deux tiers des Français qui considèrent que trop d'étudiants s'inscrivent dans les universités françaises (63 %), la principale explication à ce phénomène est un défaut d'orientation des jeunes.

Il s'agit selon eux d'un problème d'orientation avant le baccalauréat généraliste de jeunes vers des cursus qui ne correspondent pas à leur formation et à leurs capacités (64 % avancent cette explication), mais aussi après bac, vers des filières de l'enseignement supérieur qui ne leur offrent pas de réelles perspectives d'emploi (60 %).

L'obtention du baccalauréat qui serait devenue trop facile est citée en troisième position (47 %), surtout par les seniors (55 % des 55-75 ans), mais beaucoup moins par les plus jeunes (37 % des moins de 25 ans).

Notons que le manque de prévision des effets du baby-boom des années 2000 sur l'augmentation du nombre de bacheliers est cité en dernière position (24 % avancent cette explication), et son corolaire – le manque de moyens financiers accordés aux universités – en avant-dernier (26 % de citations). Aux yeux des Français, il y a donc bien un problème qui dépasse la question des moyens alloués à l'enseignement supérieur.

Les éléments déterminants pour s'inscrire à l'université dans la filière de son choix aujourd'hui : mérite, mais aussi chance et origine sociale

Aujourd'hui, pour parvenir à s'inscrire à l'université dans la filière de son choix, le mérite est certes considéré comme essentiel : 55 % des Français citent le goût du travail et 50 % une mention au Baccalauréat comme l'un des éléments déterminants pour y parvenir.

Mais à l'heure où certaines places sont tirées au sort face à l'afflux de candidatures, avoir de la chance est cité en troisième position, par 28 % des Français (et même 34 % des parents d'étudiants).

Quant au milieu social d'origine, il joue également un rôle aux yeux des Français : 25 % citent le fait d'être né dans un milieu favorisé comme un critère déterminant et plus d'un sur cinq mettent également en avant des éléments qui sont en lien avec l'origine sociale : « avoir des relations » (21 %) ou encore « habiter dans certains quartiers ou dans certaines villes » (21 %).

Le tirage au sort : une méthode profondément injuste à laquelle deux tiers des Français sont prêts à substituer d'autres formes de sélection. Depuis plusieurs années, faute de place pour accueillir l'ensemble des candidats, dans certaines filières universitaires particulièrement demandées, les places sont tirées au sort. Une solution profondément injuste selon 80 % des Français, et notamment selon les parents concernés (81 % des parents de lycéens et 87 % des parents d'étudiants).

Seul un Français sur cinq considère qu'il s'agit de la moins injuste des méthodes de sélection possibles au vu de la situation actuelle (20 % ; 24 % des 16-24 ans). Jugeant à la fois que le principal problème actuel n'est pas un manque de moyens et que le tirage au sort est une solution profondément injuste, les deux tiers des Français se disent favorables à une forme de sélection des étudiants pour l'inscription à l'université (66 %).

Les critères de sélection jugés les plus acceptables sont la prise en compte de la motivation des étudiants -à travers un entretien préalable, une lettre de motivation etc.- (92 % y sont favorables dont 50 % « tout à fait », la prise en compte des notes obtenues au lycée dans certaines matières (92 % dont 47 % « tout à fait ») et des matières suivies au lycée (84 % dont 28 % « tout à fait »), ce qui revient à instaurer des prérequis pour l'inscription.

Les Français sont plus partagés en ce qui concerne la prise en compte des expériences extra-scolaires comme le Bafa, l'engagement associatif etc. (55 % y sont favorables contre 45 % défavorables) ou la prise en compte de la proximité géographique du domicile de l'étudiant (47 % contre 53 % qui sont contre).

Ils sont enfin majoritairement opposés à la prise en compte de critères sociaux (61 % ; et même 66 % des parents de lycéens), y compris quand ils appartiennent à des catégories socioprofessionnelles modestes (56 % sont contre), même si les plus fervents opposants à cette mesure sont les cadres supérieurs (71 %) et les Bac+5 et plus (71 %).

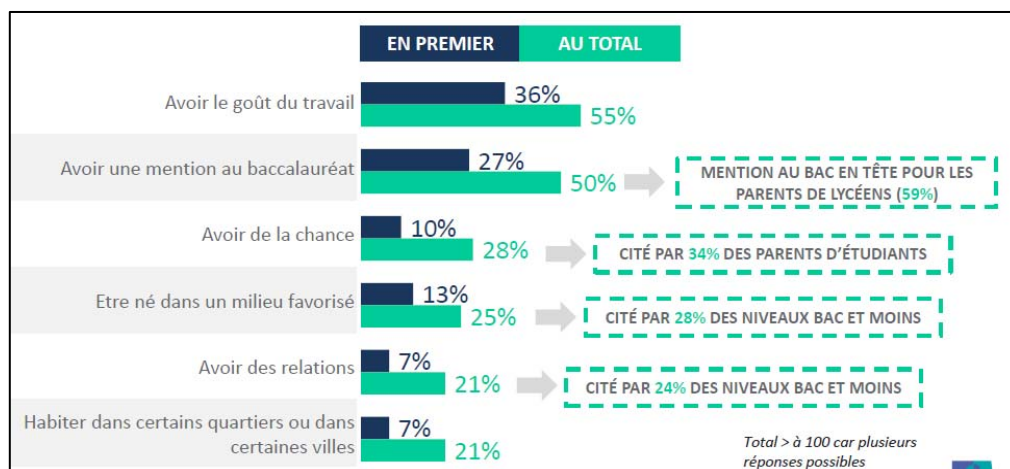
Si une forme de sélection devait être mise en place pour l'accès à certaines filières universitaires, une majorité de Français souhaiterait qu'elle soit opérée au niveau national (61 %), les critères de sélection devant être les mêmes dans toutes les universités. Les parents de lycéens et d'étudiants, premiers concernés, partagent eux aussi majoritairement cette opinion.

Seuls 22 % des Français considèrent que la sélection devrait être réalisée au niveau de chaque université, chacune d'entre elles devant être libre de mettre en place les critères qui lui semble les plus adéquats. Les Bac+5 et plus sont un peu plus nombreux à partager cette opinion (30 %).

Enfin, seuls 17 % déclarent qu'ils ne peuvent choisir, étant opposés à toute forme de sélection, ce qui laisse donc 83 % qui sont prêts à l'envisager. Sélectionner pour l'entrée à l'université n'est définitivement plus un tabou.

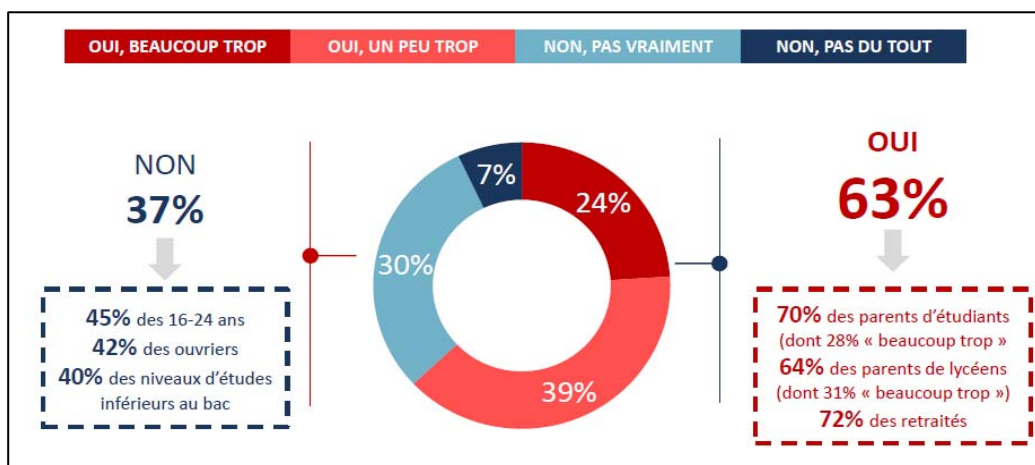
Les éléments déterminants pour s'inscrire à l'université dans la filière de son choix : mérite mais aussi chance et origine sociale

- Aujourd'hui qu'est-ce qui vous paraît le plus important pour s'inscrire à l'université dans la filière de son choix ?



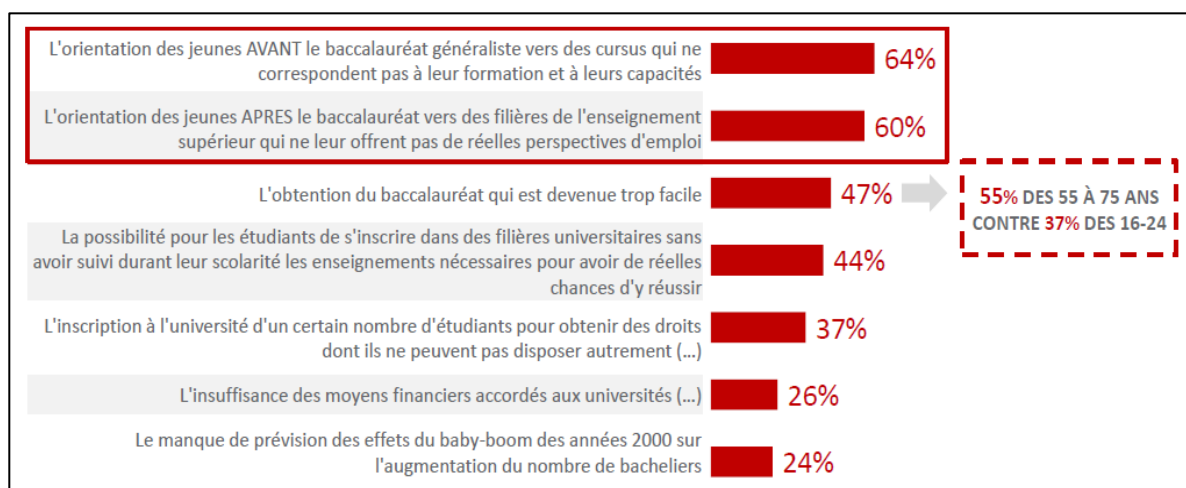
Près de deux tiers des Français considèrent que trop d'élèves s'inscrivent dans les universités

- Estimez-vous qu'il y a actuellement trop d'élèves qui s'inscrivent dans les universités françaises ?



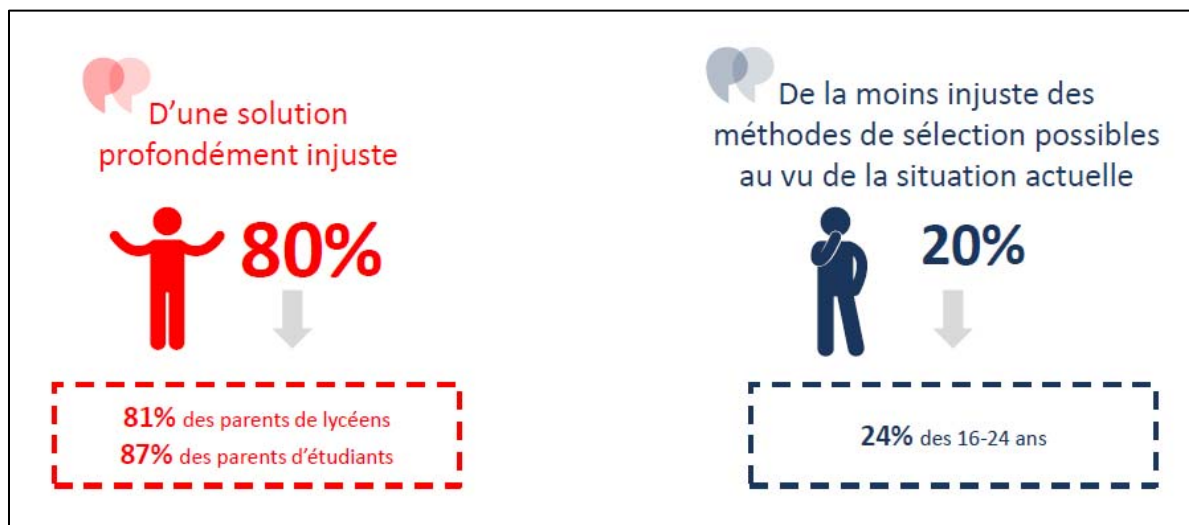
L'explication du trop d'étudiant inscrits dans les universités françaises selon eux : avant tout un défaut d'orientation

- Selon vous, qu'est-ce qui explique le plus qu'il y ait trop d'élèves dans les universités françaises ?



Le tirage au sort : une solution jugée profondément injuste par les Français

- Actuellement, faute de places pour accueillir l'ensemble des candidats, dans certaines filières universitaires les places sont tirées au sort. Selon vous, s'agit-il...



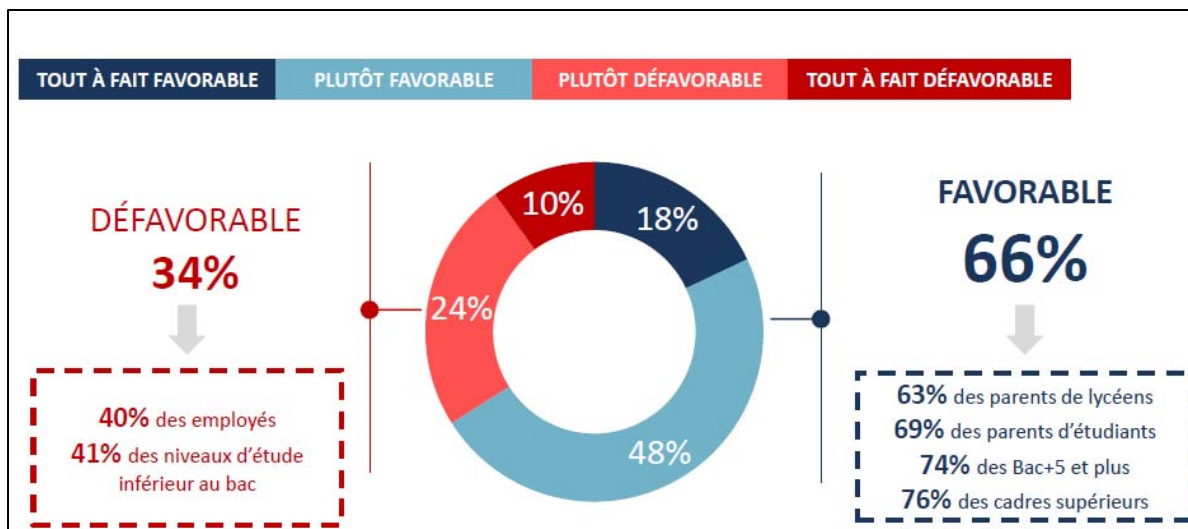
Les critères de sélection acceptables : avant tout la motivation, les matières suivies au lycée et les notes

- Lorsque le nombre de places disponibles est insuffisant dans une filière universitaire, êtes-vous favorable ou pas à chacune des mesures suivantes pour sélectionner les étudiants ?

	TOUT À FAIT FAVORABLE	PLUTÔT FAVORABLE	PLUTÔT DÉFAVORABLE	TOUT À FAIT DÉFAVORABLE	FAVORABLE	DÉFAVORABLE
La prise en compte de la motivation des étudiants (entretien préalable, lettre de motivation, etc.)		50	42	53	92%	8%
La prise en compte des notes obtenues au lycée dans certaines matières		47	45	62	92%	8%
La prise en compte des matières suivies au lycée		28	56	12 4	84%	16%
La prise en compte de leurs expériences extra-scolaires (BAFA, engagement associatif etc.)		12	43	33 12	55%	45%
La prise en compte de la proximité géographique du domicile de l'étudiant		12	35	34 19	47%	53%
La prise en compte de critères sociaux (avoir une bourse)		9	30	36 25	39%	61%

Deux tiers des Français sont favorables à une forme de sélection des étudiants

- Et globalement, êtes-vous favorable ou défavorable à une forme de sélection des étudiants



Une sélection qui doit s'opérer au niveau national selon une majorité de Français

- Selon vous, si une forme de sélection est instaurée par la mise de prérequis pour l'accès à certaines filières universitaires celle-ci doit-elle s'opérer...



Fiche technique :

Enquête réalisée par l'Institut Ipsos du 29 septembre au 3 octobre 2017, par internet via le panel d'Ipsos, auprès de 2180 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 16 à 75 ans (méthode des quotas). Parmi eux, on comptait 212 parents de lycéens et 185 parents d'étudiants.

Les services publics vus par les Français et les usagers (édition 2017)

<https://fr.kantar.com/opinion-publique/soci%C3%A9t%C3%A9/2017/les-services-publics-vus-par-les-francais-et-les-usagers-edition-2017/>

Sofres – décembre 2017

Kantar public/Paul Delouvrier

Le baromètre Kantar Public / Paul Delouvrier mesure l'opinion des Français vis-à-vis des services publics de l'État (leur image) et la satisfaction des usagers qui ont eu recours à ces services publics au cours de la période récente. Kantar Public a réalisé la 13e édition du baromètre de l'Institut Paul Delouvrier qui mesure l'opinion des Français vis-à-vis des services publics de l'État (leur image) et la satisfaction des usagers qui ont eu recours à ces services publics au cours de la période récente. Après une édition 2016 particulière qui avait enregistré une hausse extraordinaire des attentes dans les domaines régaliens liés à la sécurité (police et gendarmerie, justice et défense) dans un contexte de menace terroriste, on assiste cette année au retour du trio de tête habituel des priorités des Français : emploi, éducation nationale et santé.

Les attentes prioritaires des Français

L'emploi reste la préoccupation principale des Français. Mais, avec 48 % de citations, il s'agit d'un des niveaux les plus faibles enregistrés depuis les débuts de notre baromètre, en baisse constante depuis 2012 où il avait atteint 66 %. La santé publique atteint son plus haut niveau dans notre baromètre avec 42 % de citations et dépasse pour la première fois l'éducation nationale (37 % de citations) pour devenir la deuxième attente des Français. Les Français attendent aussi davantage d'effort de la part des pouvoirs publics dans deux domaines de la protection sociale : le logement surtout chez les plus jeunes (23 % de citations totales) et la sécurité sociale (19 % de citations).

La hiérarchie des attentes des Français n'est toutefois pas exactement la même dans toutes les régions françaises. Si l'emploi arrive en tête dans la plupart des régions (particulièrement en Occitanie), il est devancé par la santé publique dans 3 régions : la Bretagne, les Pays de la Loire et l'Ile-de-France.

La police et la gendarmerie (32% de citations, en 4e position au niveau national) demeurent dans le trio de tête des priorités dans quatre régions : les Hauts-de-France, Paca, le Centre et la Bourgogne-Franche Comté (où elles sont en deuxième position).

L'opinion des Français

Après plusieurs années de dégradation, l'opinion des Français à l'égard de l'action de l'État dans les neuf domaines étudiés dans le baromètre s'améliore nettement cette année. Ce progrès est particulièrement en ce qui concerne :

- l'emploi et la lutte contre le chômage : si ce domaine est toujours en bas du classement, la part des Français qui en ont une bonne opinion double en un an passant de 13 % à 26 % ;
- la police et la gendarmerie : avec 67 % (en progression de 10 points en un an) toujours en tête du classement des secteurs les mieux appréciés ;
- l'éducation nationale : si une majorité des Français a toujours une perception négative de l'action de l'Etat en la matière, 44 % en ont une bonne opinion en amélioration de 11 points.

La satisfaction des usagers

L'année 2017 confirme un retournement positif de tendance concernant la satisfaction des usagers des services publics. Ce mouvement est tiré par deux domaines en particulier : l'emploi et l'éducation nationale :

- chez les usagers du service public de l'emploi : 54 % d'entre eux s'en disent satisfaits soit une croissance de 9 points en seulement un an (!) même si cela reste le moins bon score des domaines étudiés. Un résultat obtenu grâce une amélioration très forte reconnue par les usagers sur leurs trois attentes principales : le nombre et l'adéquation des offres d'emploi, la compétence des personnels et la personnalisation du suivi ;
- ceux de l'éducation nationale : 74 % des usagers s'en disent satisfaits (+6 pts) qu'il s'agisse des élèves (75 %) ou des parents (74 %). Ces progrès ont été favorisés par une meilleure satisfaction constatée sur la discipline, la promotion de l'égalité des chances et l'insertion professionnelle (pas de l'orientation).

Fiche technique

Enquête Kantar Public réalisée par Internet pour l'Institut Paul Delouvrier du 25 octobre au 8 novembre 2017 auprès d'un échantillon national de 2549 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération. Au sein de cet échantillon ont été identifiés les usagers de 9 services publics : sécurité sociale (1408), santé publique (1457), fiscalité et collecte des impôts (1245), police et gendarmerie (1134), Éducation Nationale (993), emploi (686), justice (404), logement (1280) et environnement (413).

SANTÉ

Les Français et la prévoyance santé

[https://www.opinion-](https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1558&Itemid=0)

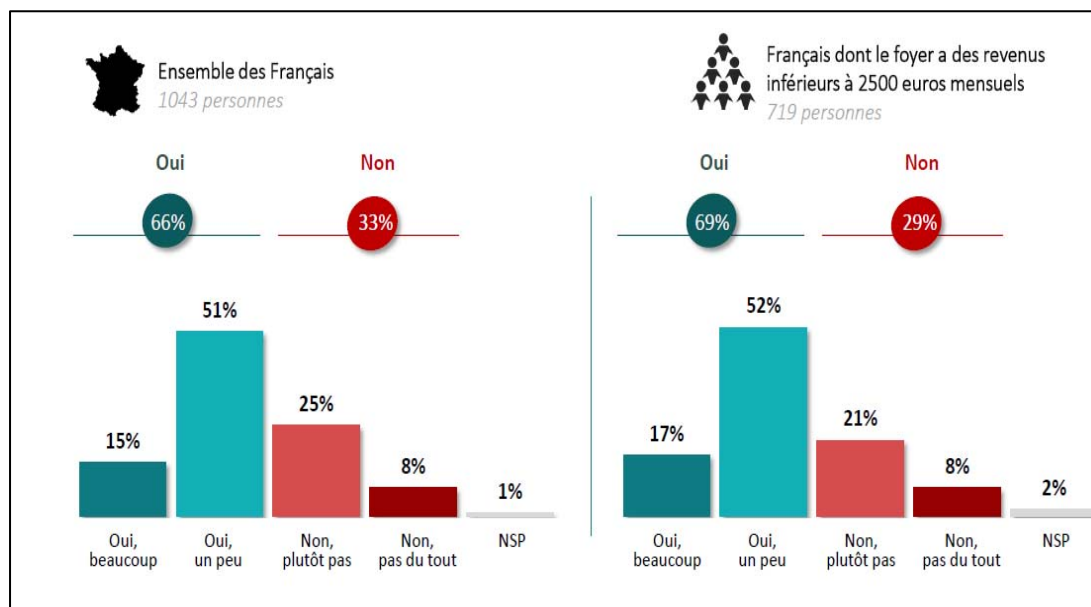
[way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1558&Itemid=0](https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1558&Itemid=0)

Opinion way – janvier 2017

La perception et les craintes des Français pour l'avenir

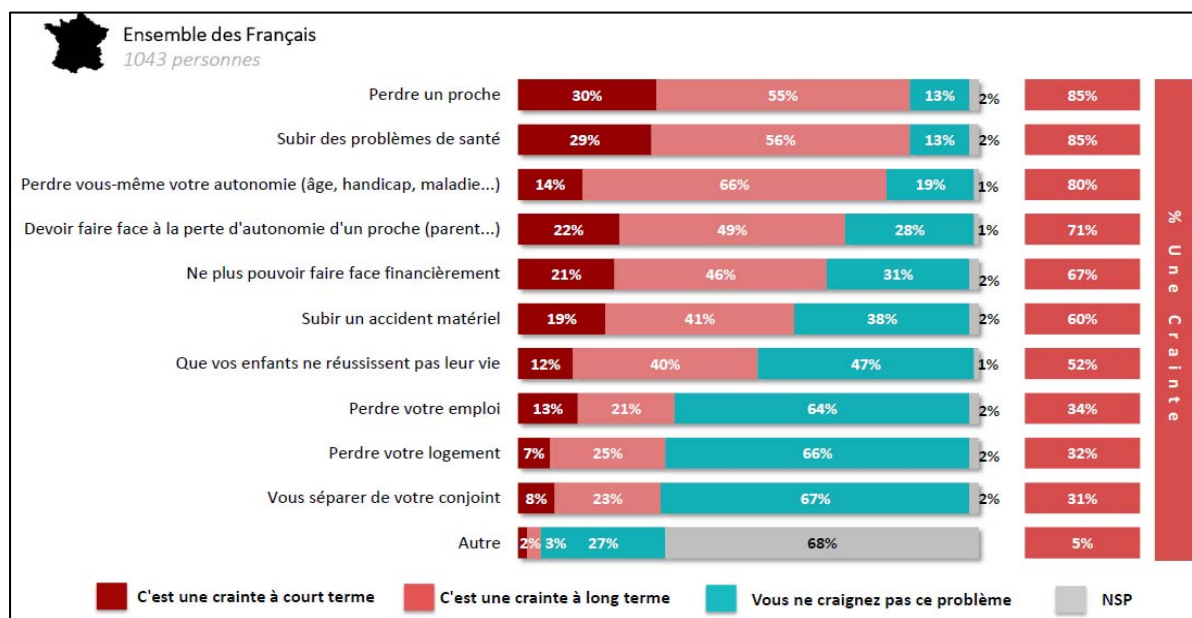
La perception de l'avenir

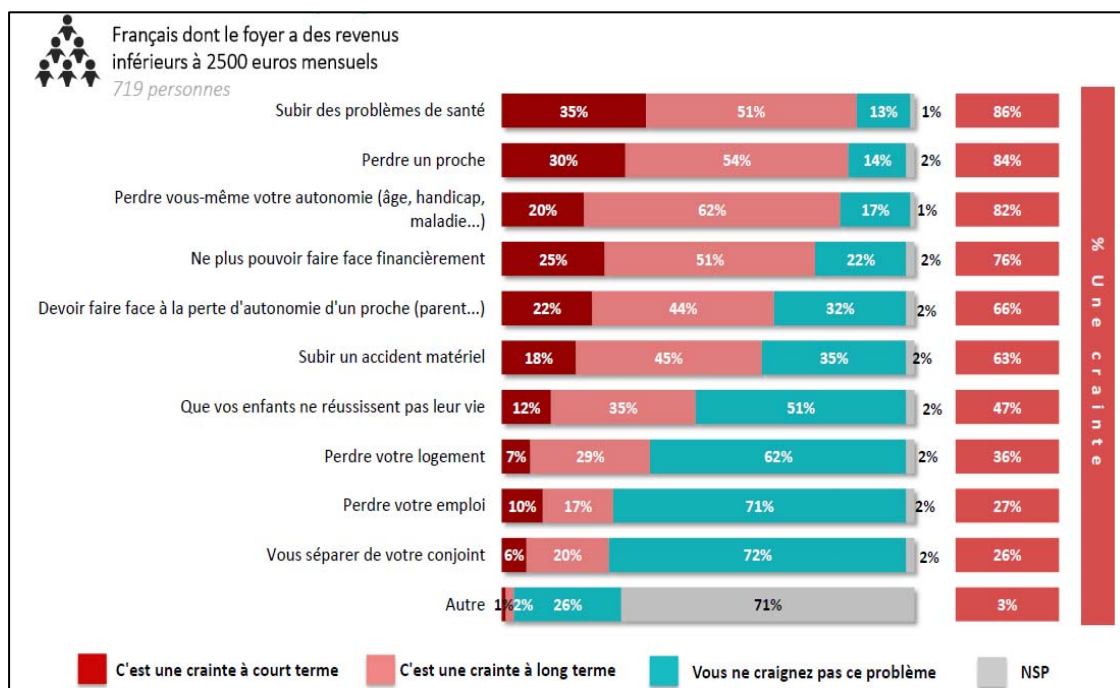
- Avez-vous peur de l'avenir ?



Les craintes pour son avenir

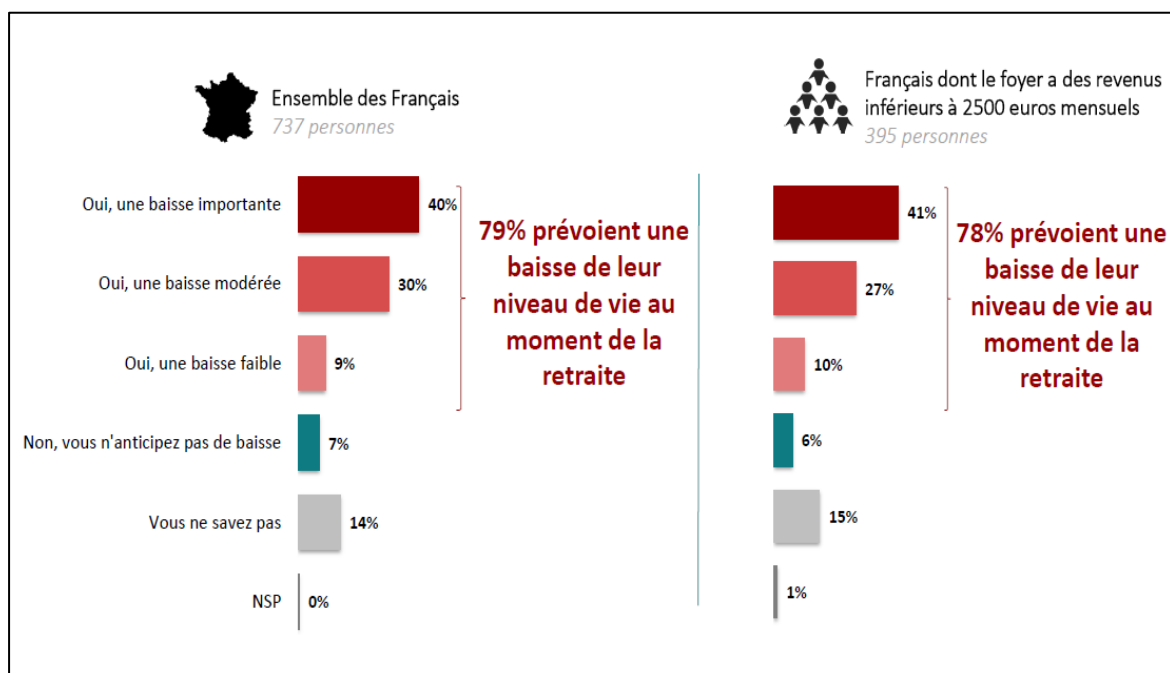
- Quelles sont vos plus grandes craintes concernant l'avenir ?





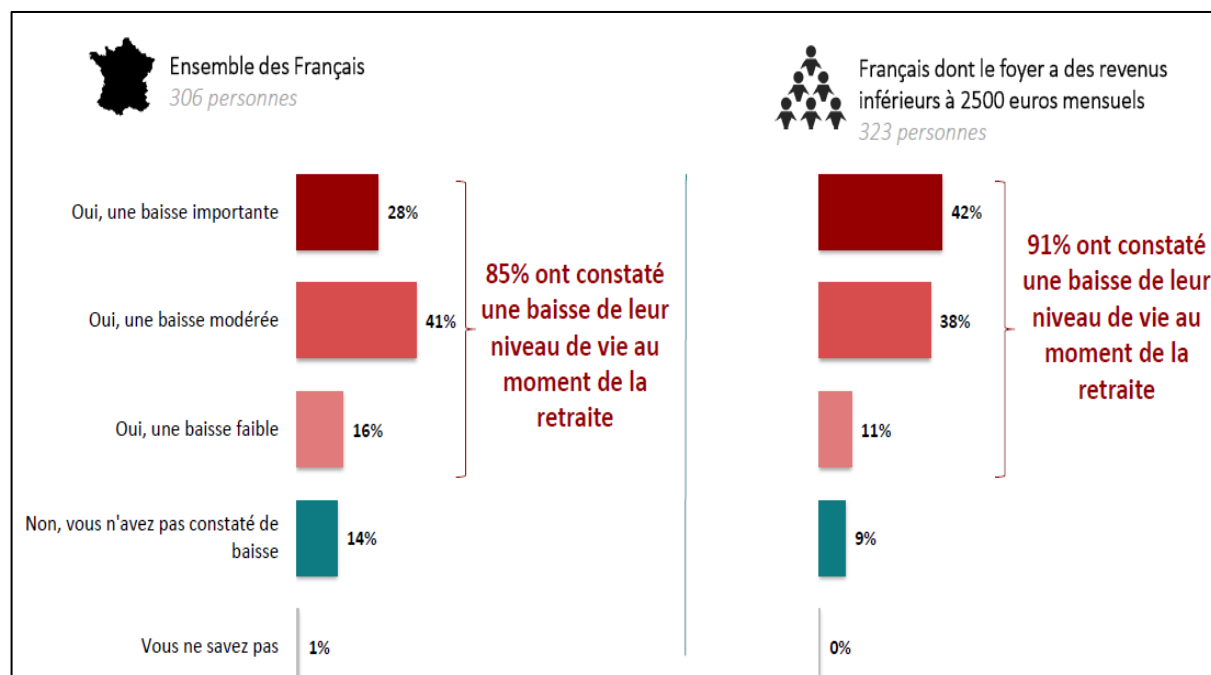
L'anticipation de la baisse du niveau de vie à la retraite

- Prévoyez-vous une baisse de votre niveau de vie au moment de votre retraite ?



La baisse du niveau de vie depuis le départ à la retraite

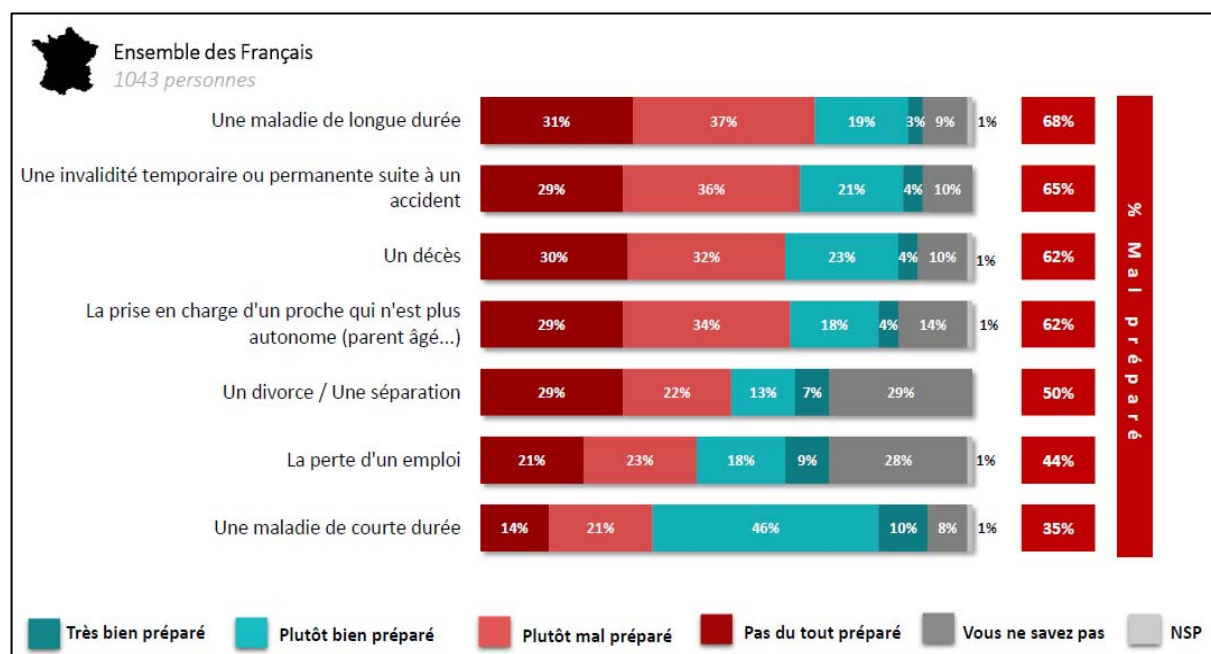
- Depuis votre départ à la retraite, avez-vous constaté une baisse de votre niveau de vie ?



La préparation pour faire face aux aléas de la vie

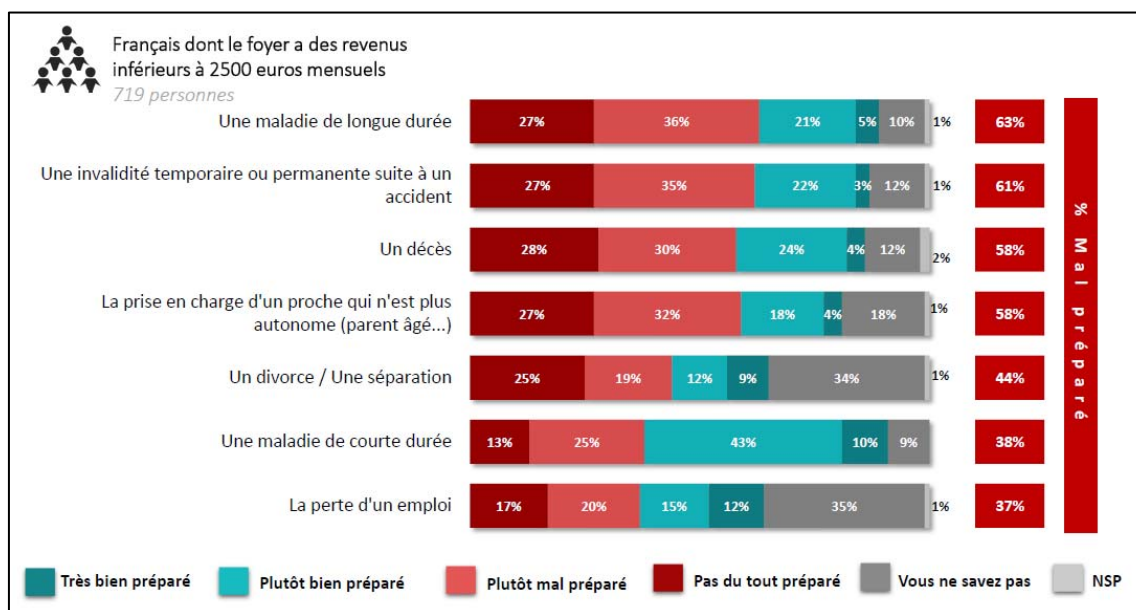
Aujourd'hui, avez-vous le sentiment d'être bien ou mal préparé pour faire face matériellement et financièrement aux aléas de la vie

- Aujourd'hui, avez-vous le sentiment d'être bien ou mal préparé pour faire face matériellement et financièrement aux de la vie suivants ?



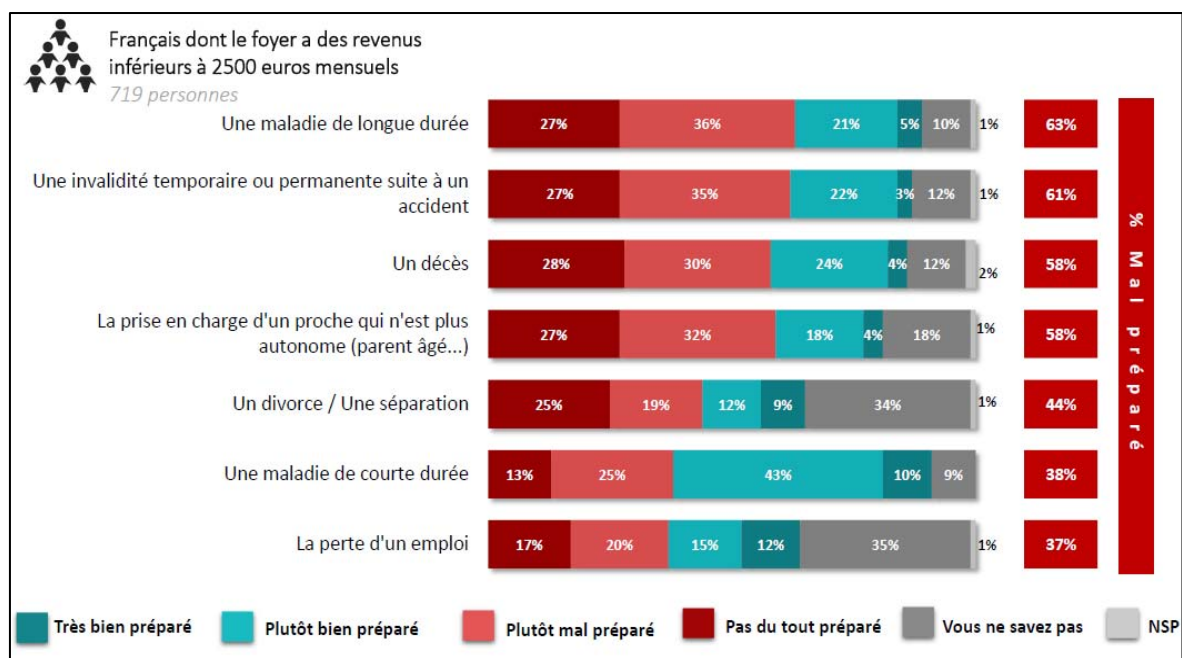
Le sentiment d'être préparé pour faire face aux aléas de la vie

- Aujourd'hui, avez-vous le sentiment d'être bien ou mal préparé pour faire face matériellement et financièrement aux aléas de la vie suivants ?



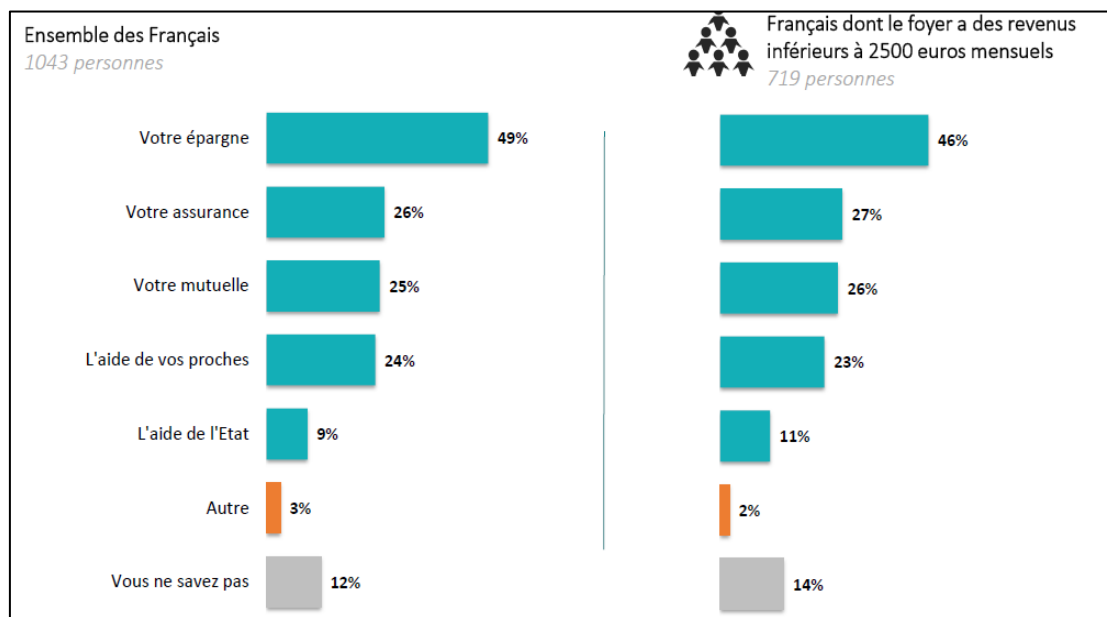
Le sentiment d'être préparé pour faire face aux aléas de la vie

- Aujourd'hui, avez-vous le sentiment d'être bien ou mal préparé pour faire face matériellement et financièrement aux aléas de la vie suivants ?



Les solutions pour faire face aux conséquences des aléas de la vie

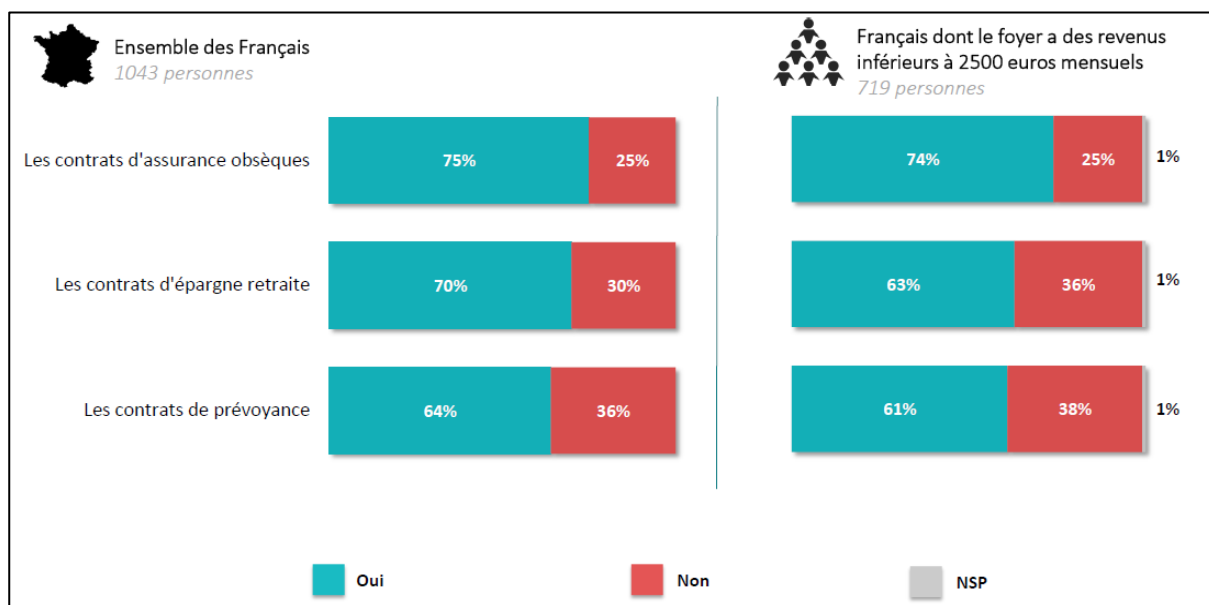
- Pour faire face aux conséquences matérielles et financières



Le recours à un contrat de prévoyance pour faire face aux aléas de la vie

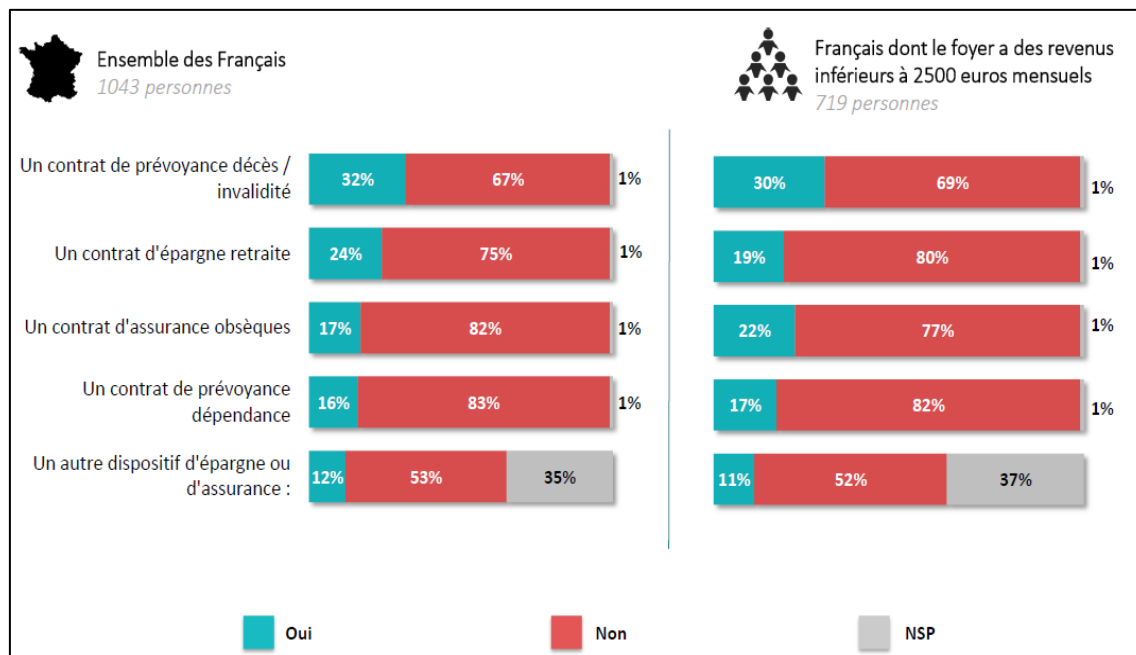
Les produits d'assurance pour limiter les impacts des aléas de la vie

- Savez-vous à quoi sert chacun des produits d'assurance suivants qui permettent de limiter les impacts des accidents de la vie ?



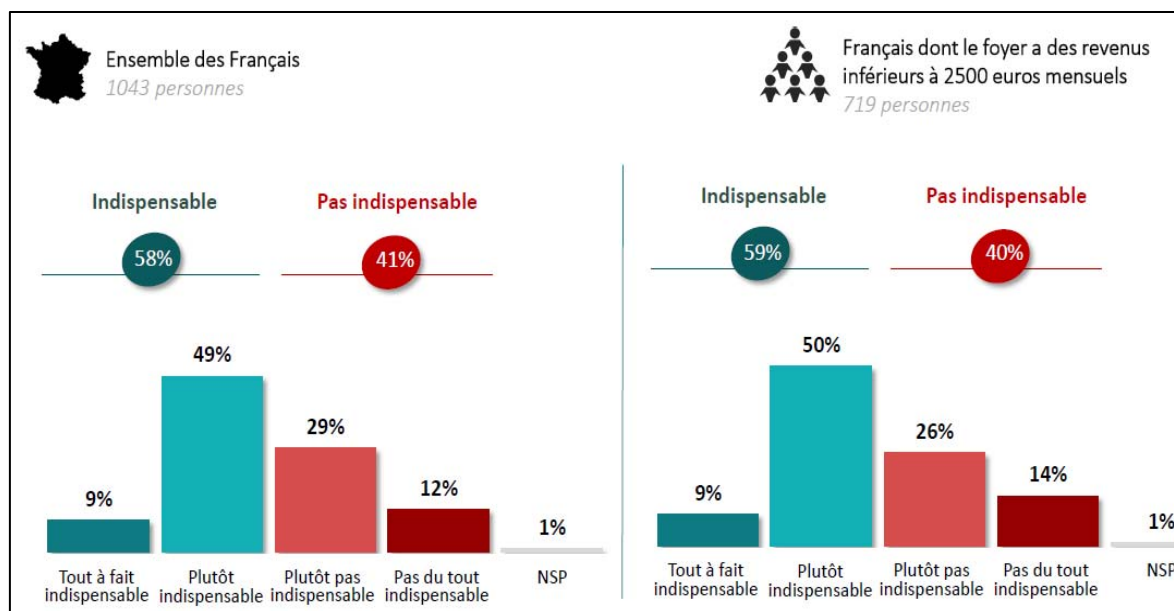
Les souscriptions aux contrats pour faire face aux aléas de la vie

- Et parmi les solutions existantes pour faire face aux aléas de la vie, avez-vous souscrit à... ?



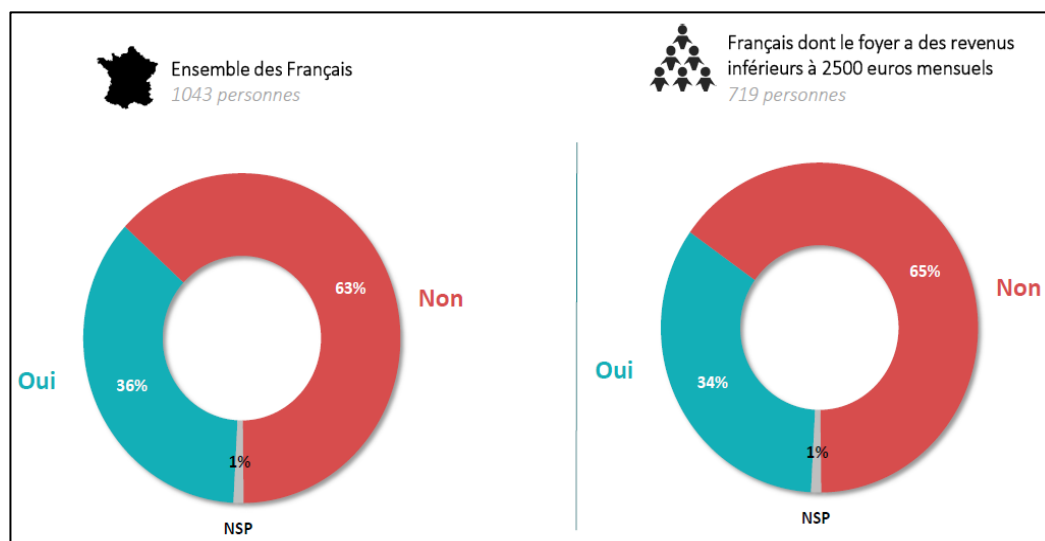
La souscription d'un contrat de prévoyance pour faire face aux aléas de la vie

- Pour vous aujourd'hui, souscrire à un contrat de prévoyance pour faire face aux aléas de la vie vous semble-t-il indispensable ou pas indispensable ?



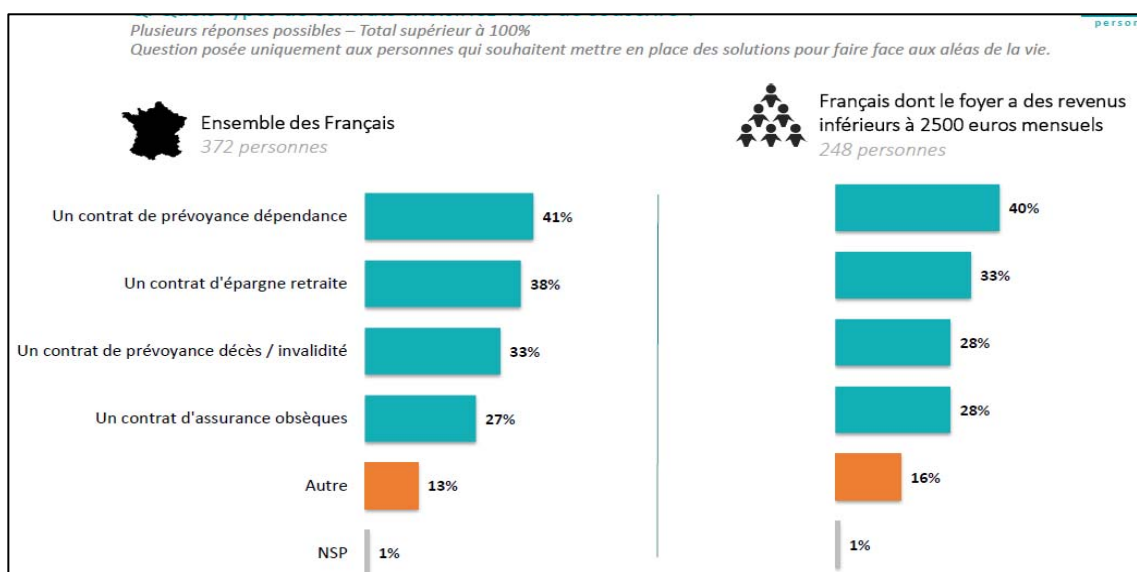
La mise en place de solutions pour faire face aux aléas de la vie

- Pensez-vous mettre en place une ou plusieurs solutions pour pouvoir faire face à ces aléas de la vie, afin de limiter les impacts matériels et financiers sur votre foyer ?



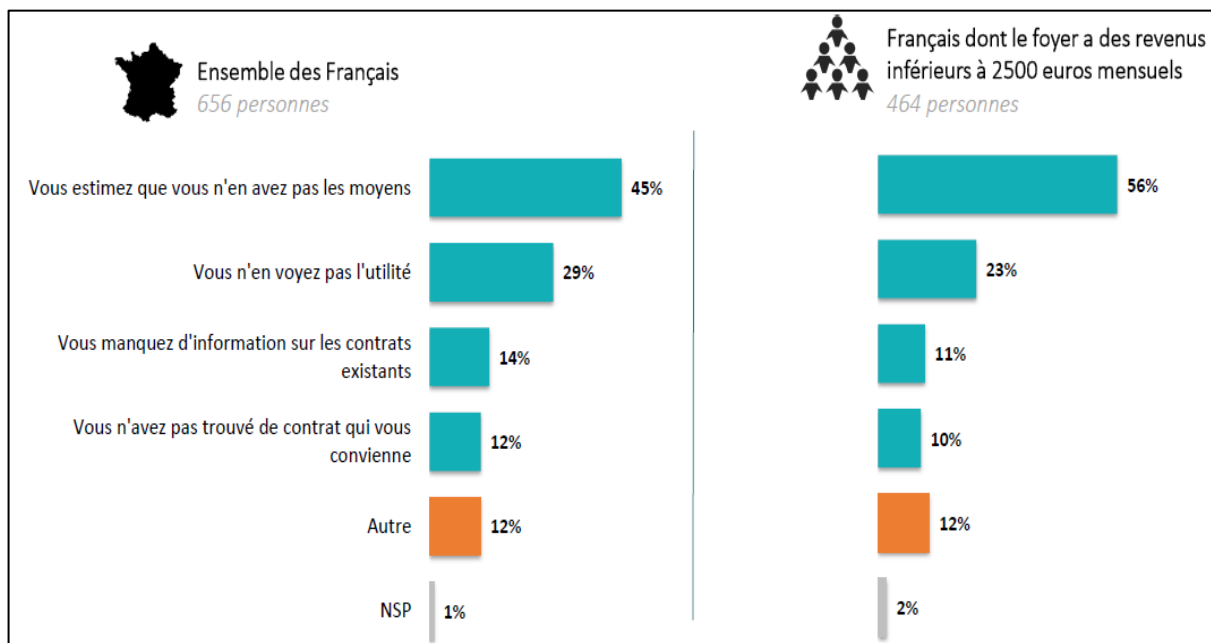
Le type de contrat choisi pour faire face aux aléas de la vie

- Quels types de contrats choisiriez-vous de souscrire ?



Les raisons de non-souscription à un contrat de prévoyance

- Pour quelles raisons ne souhaitez-vous pas souscrire un contrat pour faire face aux aléas de la vie ?



Fiche technique

Echantillon de 1 043 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Au sein de cet échantillon national ont été interrogés 512 personnes gagnant moins de 2 500 euros par foyer, auquel s'ajoute un sur-échantillon de 207 personnes gagnant moins de 2 500 euros par foyer, portant le total à 719 personnes. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview).

Les Français et l'automédication en premier recours : quelle place pour le professionnel de santé ?

<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-02-01-francais-et-l-automedication-en-premier-recours-quelle-place-pour-professionnel-sante>

Ipsos – février 2017

Les Français et l'automédication en premier recours : quelle place pour le professionnel de santé ?

Comment les Français gèrent-ils les problèmes de santé bénins au quotidien ? Comment font-ils pour se soigner rapidement et efficacement ? Quelles sont les raisons pour lesquelles ils ont recours à l'automédication ? Quelle place accordent-ils aux professionnels de santé ? C'est pour répondre à ces questions, que les laboratoires Pierre Fabre et l'institut Ipsos se sont associés pour réaliser une grande enquête auprès des Français sur l'automédication en premier recours.

Premier constat : des Français attachés à leur système de santé mais conscients de la nécessité de le réformer

Premier enseignement de cette enquête : même s'ils manifestent un attachement solide à leur système de santé, les Français ont conscience de la nécessité de le réformer.

Si l'immense majorité des Français reconnaît que le système de soins actuel offre des soins de qualité (89%) et est un pilier du modèle social français (88 %), il n'en demeure pas moins que pour presque trois Français sur quatre (72 %) le système de santé est néanmoins en danger et il est urgent de le réformer.

Face à ces difficultés, l'automédication apparaît comme une alternative fréquente avec laquelle une grande majorité des Français se sent à l'aise

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, huit Français sur dix ont pratiqué l'automédication pour un problème de santé bénin, principalement pour soigner des maux de tête (77 %) ou les maux de gorge (69 %), des rhumes, des rhinites (63 %) ou des problèmes de toux (62 %).

En moyenne, ils ont eu recours à l'automédication trois fois dans l'année. Dans le détail, ce sont avant tout les jeunes qui y ont le plus recours (85 % des 25-34 ans) vs. 80 % pour l'ensemble des Français ainsi que les cadres supérieurs (85 %) et les femmes (83 %).

Aujourd'hui, 91 % des Français ont au moins un médicament dans leur armoire à pharmacie dans laquelle ils stockent en moyenne 11 médicaments différents (médicaments qui proviennent pour moitié d'achats récents ou anciens délivrés sur ordonnance, ou qui ont été achetés en prévention dans 16 % des cas).

La quasi-totalité des Français (97 %) se sent à l'aise avec l'automédication, 47 % déclarant même être tout à fait à l'aise.

Eviter de voir le médecin (46 %) et le fait qu'il s'agisse de médicaments qu'ils prennent depuis longtemps (43 %) sont les deux principales raisons invoquées par les Français pour expliquer leur recours à l'automédication. Les Français pratiquent l'automédication lorsqu'ils identifient les signes que leurs troubles sont bénins ou lorsqu'ils savent ce qu'ils doivent prendre. Dans 56 % des cas, ils ont recours au conseil du pharmacien pour leur conseiller le médicament qui leur conviendrait le mieux. Pour des troubles tels que fatigue, troubles du sommeil et anxiété, les Français ne prennent pas de médicament et attendent que ça passe pour près de 60 % d'entre eux.

Finalement, quelles places pour la consultation médicale et le pharmacien en parallèle de l'automédication ?

Les Français font confiance au médecin généraliste et au spécialiste (97 %), ainsi qu'au pharmacien (93 %) pour les conseiller. Pour un problème de santé bénin, plus d'un Français sur deux (59 %) considère que certaines consultations au cours de l'année auraient pu être remplacées, soit par un passage direct en pharmacie (52 %), soit par un échange téléphonique (35 %). 74 % des Français déclarent même que le remboursement des consultations, pour des problèmes de santé bénins, représente pour la sécurité sociale un coût important.

D'ailleurs, un Français sur trois (33 %) déclare avoir déjà été orienté par son médecin sur les médicaments à prendre la prochaine fois qu'il rencontre les mêmes symptômes pour ce problème de santé.

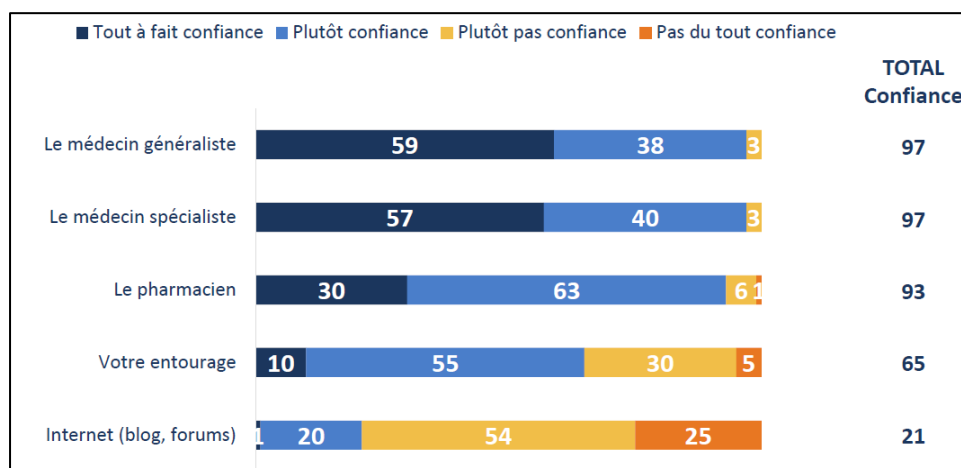
La consultation chez le médecin s'explique, in fine, par la persistance des symptômes (59 %) et la confiance qu'ils ont dans cet acteur pour les conseiller (55 %). Pour le recours à la pharmacie, la proximité (82 %) ainsi que les conseils du personnel (63 %) et la disponibilité des médicaments recherchés (62 %) sont les principales raisons évoquées.

Internet : un concurrent pour les professionnels de santé ?

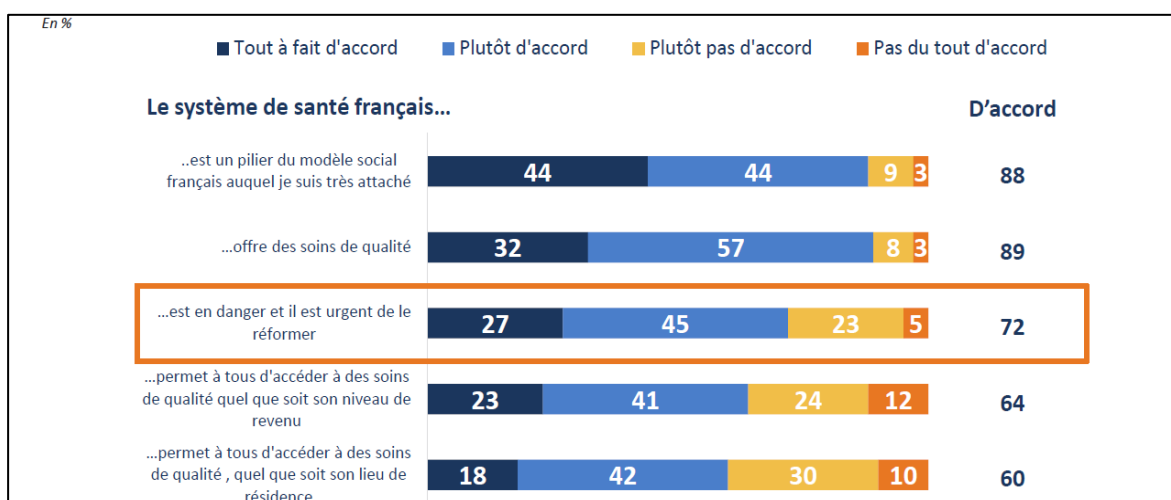
Moins de 20 % des Français accordent leur confiance aux informations fournies par Internet en cas de problème de santé bénin. L'achat de médicaments sur internet reste une pratique encore très marginale puisque seulement 11 % des français l'ont déjà fait. 80 % des Français ont pratiqué l'automédication au cours des 12 derniers mois pour un problème de santé bénin. Une pratique courante mais qui peut être améliorée : un Français sur deux (52 %) y a eu recours trois fois au moins sur les douze derniers mois.

Le médecin (généraliste ou spécialiste) et le pharmacien, interlocuteurs de confiance des Français pour les conseiller en cas de problème de santé bénin

- Aujourd'hui, avez-vous tout à fait plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance dans les acteurs suivants pour vous conseiller sur un problème de santé ?

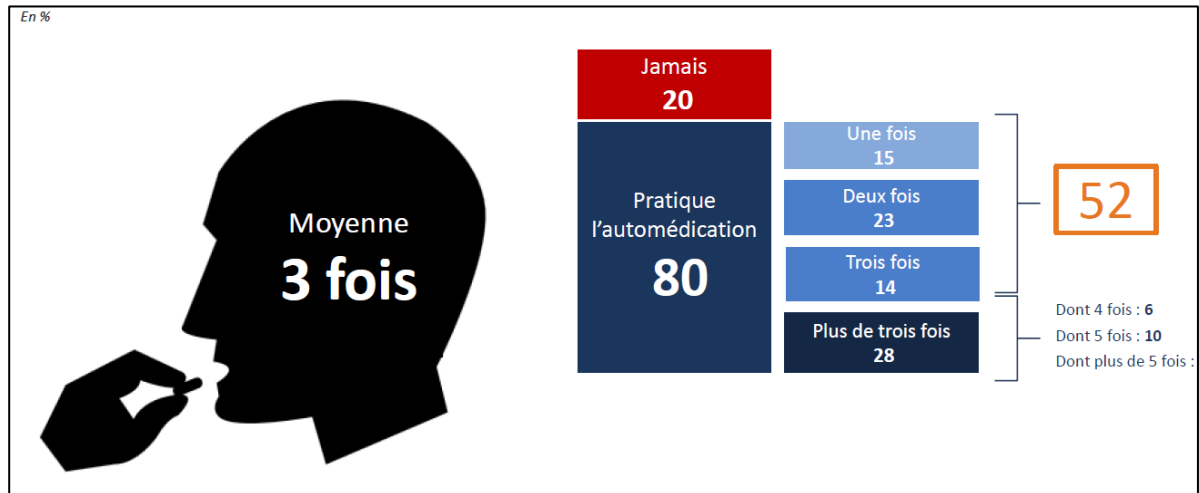


Des Français très majoritairement attachés à leur système de santé. 72 % ont néanmoins conscience de la nécessité de le réformer.



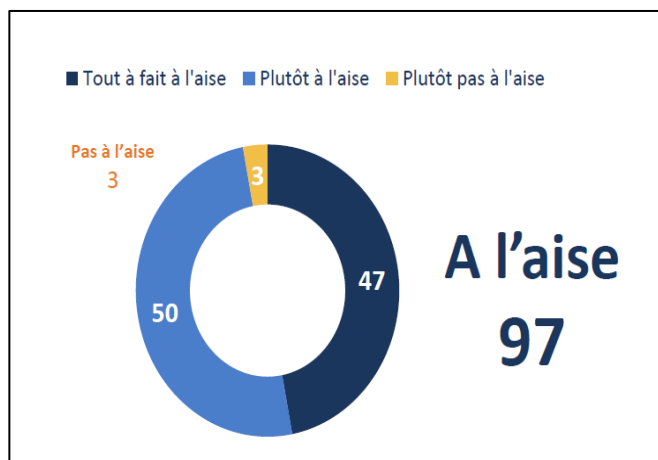
80 % des Français ont pratiqué l'automédication au cours des 12 derniers mois pour un problème de santé bénin. Une pratique courante mais qui peut être améliorée : un Français sur deux (52 %) y a eu recours trois fois au moins sur les douze derniers mois.

- Au cours des douze derniers mois, combien de fois vous est-il arrivé de prendre vous-même des médicaments achetés directement à la pharmacie sans ordonnance pour des problèmes de santé bénins ?

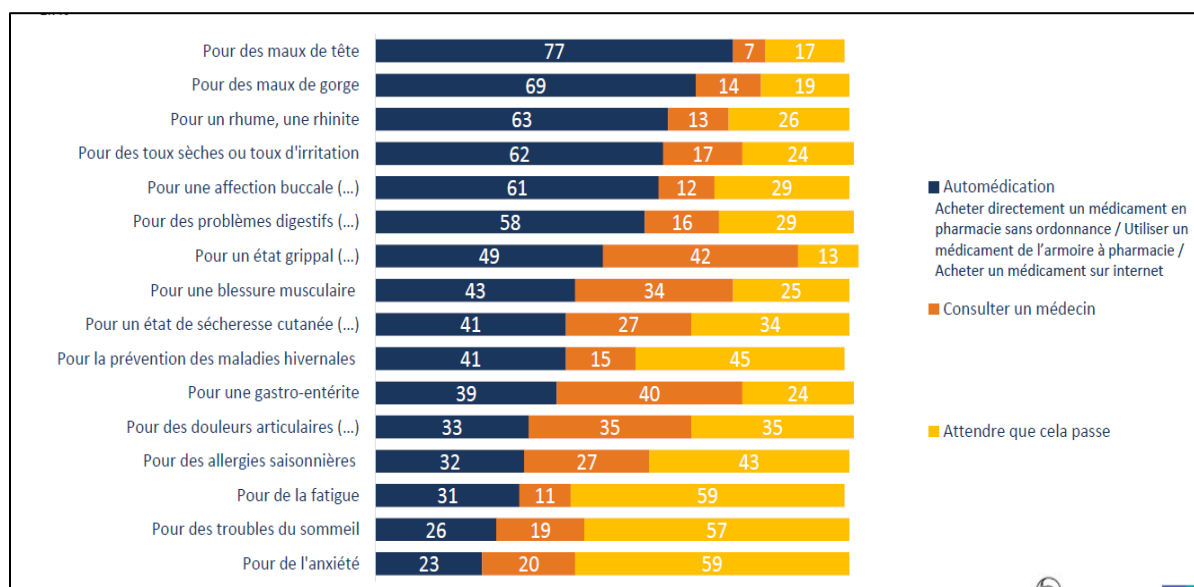


... et avec laquelle ils sont à fait à l'aise

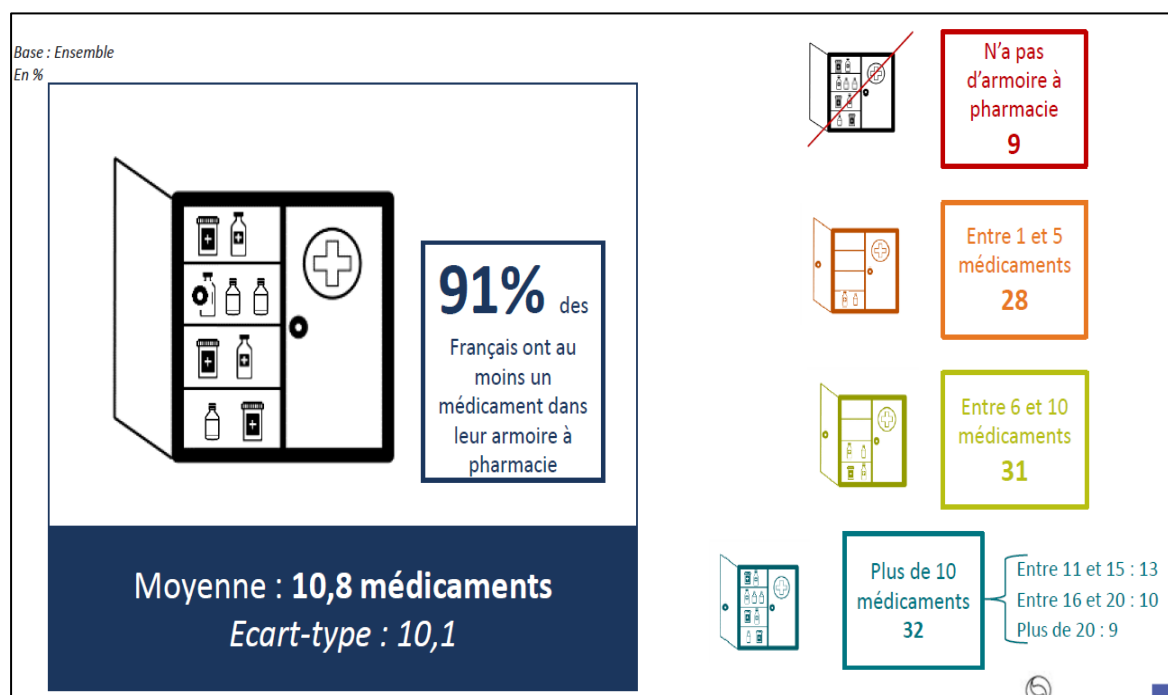
- Et lorsque vous utilisez un médicament acheté directement en pharmacie sans ordonnance pour des de santé bénins



Une pratique qu'ils adoptent avant pour les problèmes de santé courants, comme les maux de tête ou les maux de gorge



Aujourd'hui, neuf Français sur dix conservent au moins un médicament dans leur armoire à pharmacie



Des médicaments qui proviennent principalement d'achats avec ordonnance

Sont issus de vos achats récents ou anciens chez le pharmacien **avec une ordonnance**



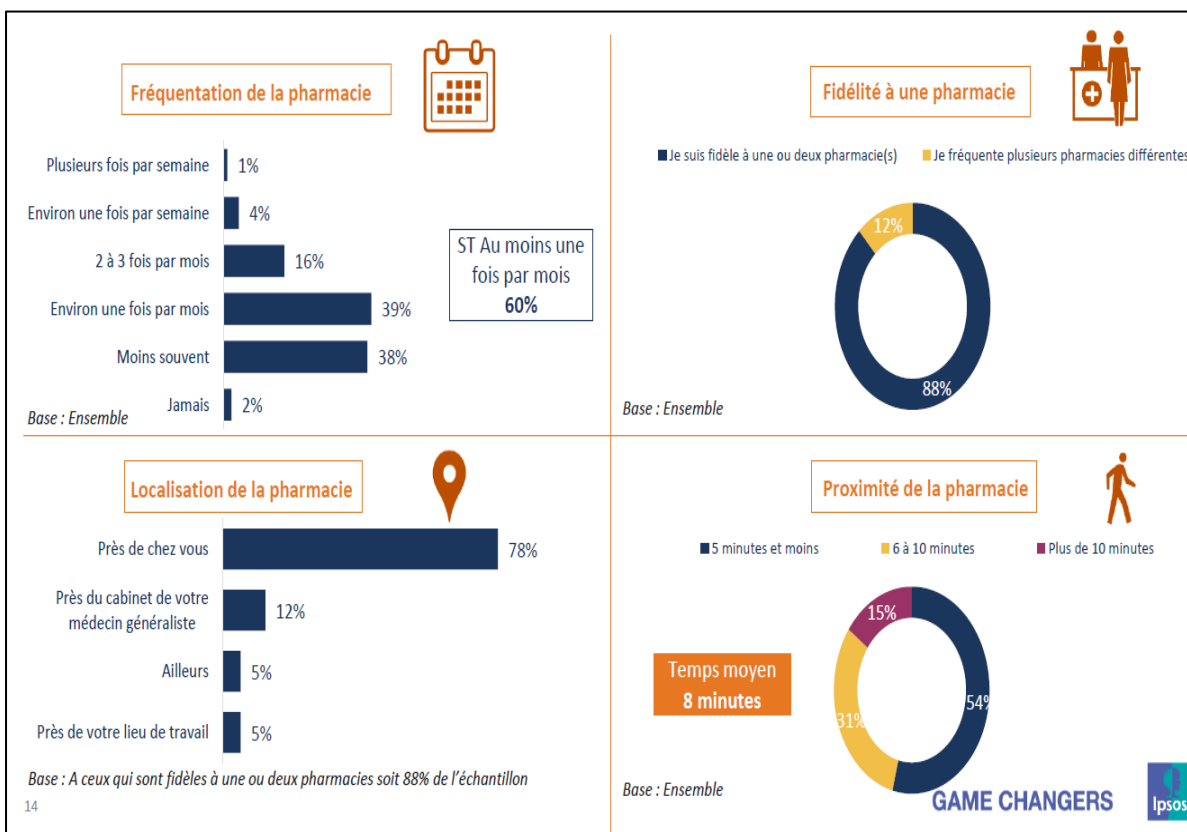
Sont issus de vos achats directs chez le pharmacien ou en parapharmacie **sans ordonnance**



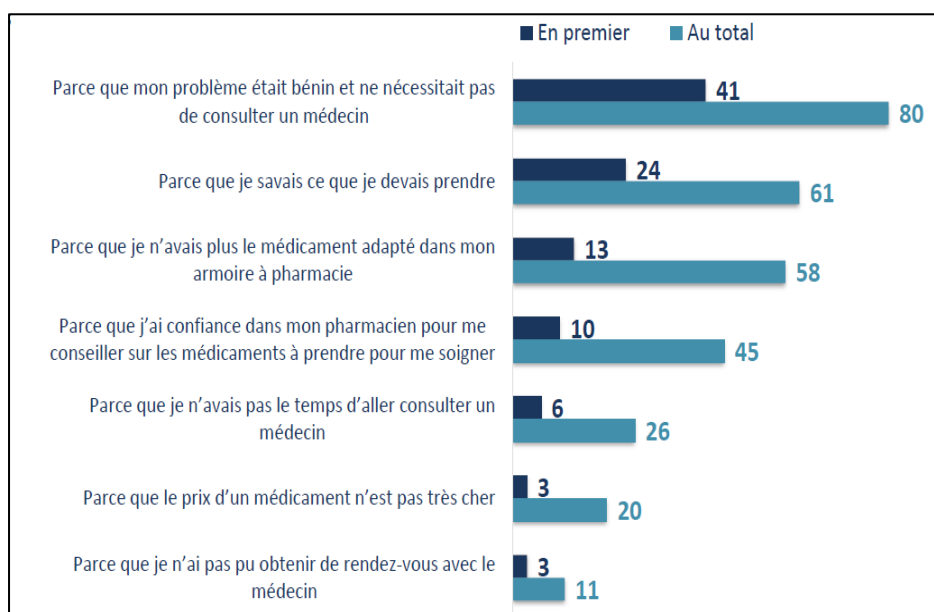
Ont été achetés en prévention d'un problème de santé bénin (rhume, toux, grippe...) **sans ordonnance**



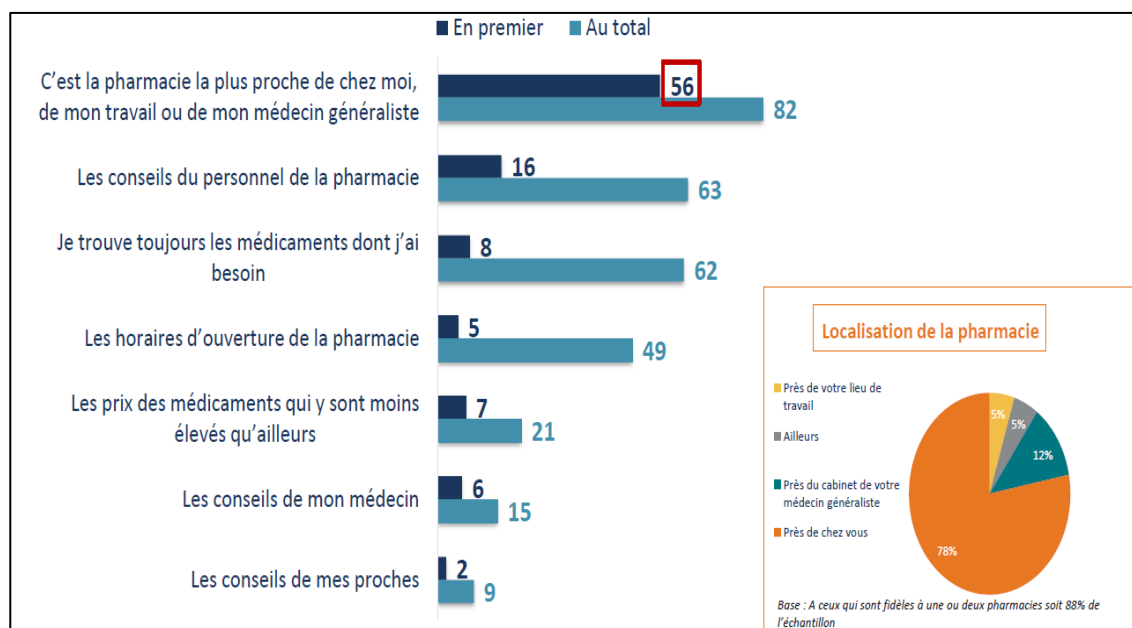
Six Français sur dix vont en pharmacie au moins une fois par mois, principalement près chez eux



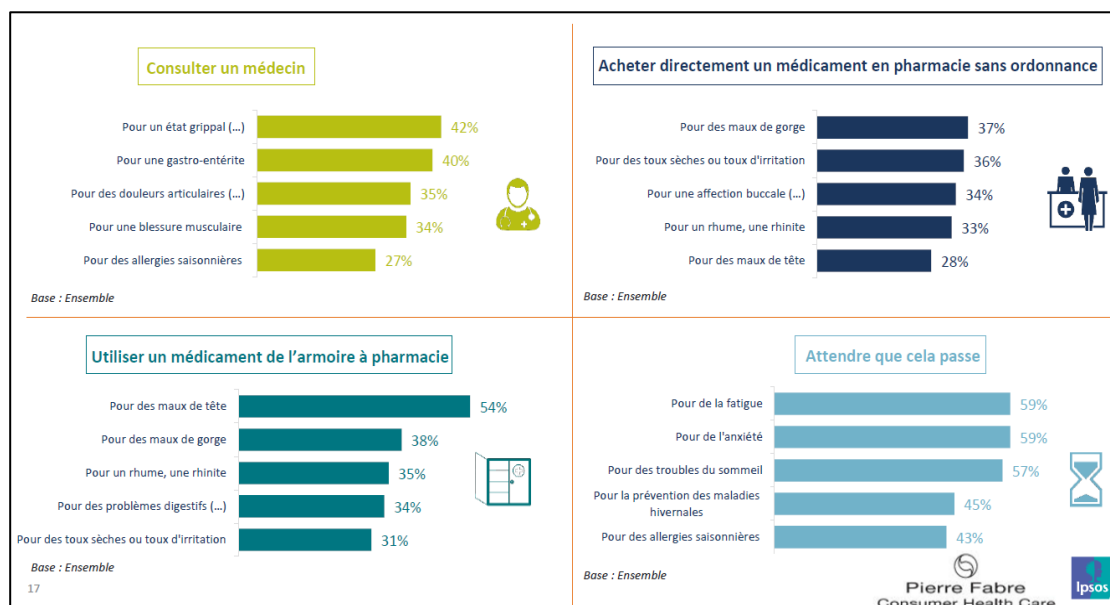
L'autodiagnostic, principale raison invoquée pour aller directement en pharmacie sans ordonnance du médecin pour un problème de santé bénin



La proximité, premier critère de choix de la pharmacie lors du dernier achat direct de médicament



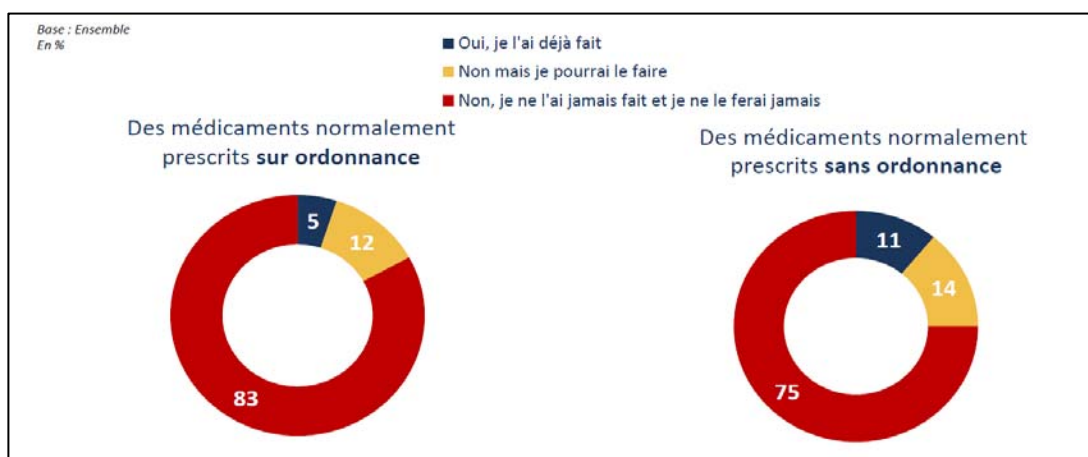
Cinq principaux problèmes de santé associés à chaque réflexe des Français



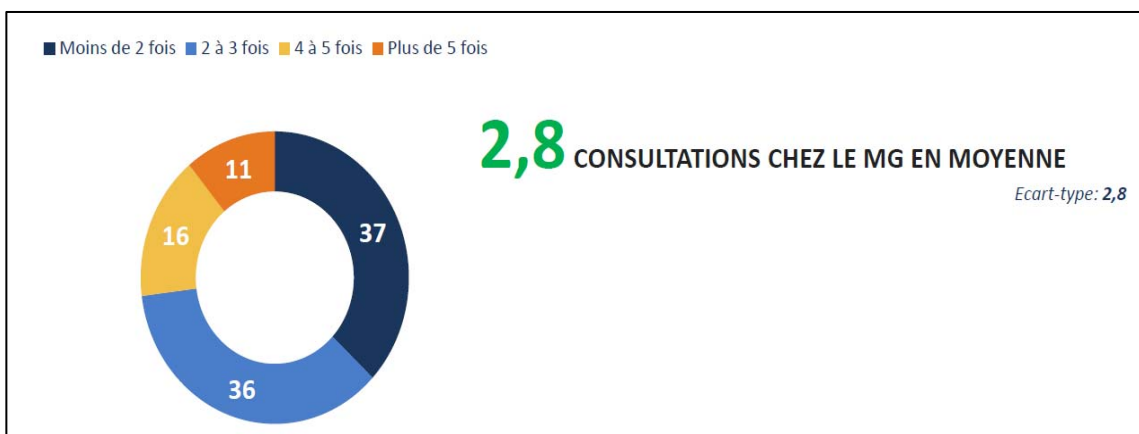
Lors d'un passage en pharmacie, plus d'un Français sur deux qui a déjà acheté un médicament sans ordonnance pour un problème de santé bénin a demandé conseil au pharmacien



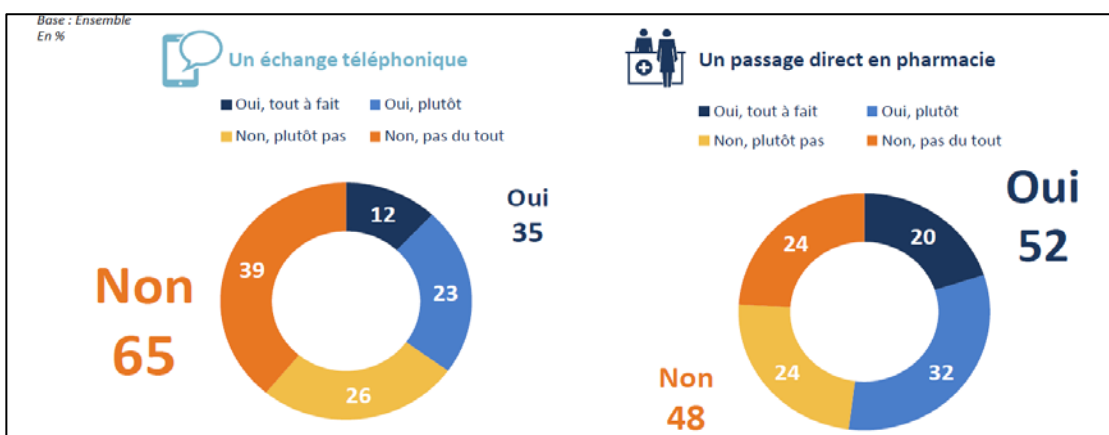
L'achat de médicaments sur Internet, une pratique encore très marginale au sein de la société française



Les Français, hors ceux souffrant de pathologies chroniques, ont consulté leur médecin généraliste en moyenne 2,8 fois



Au cours des 12 derniers mois, certaines consultations chez votre médecin généraliste pour un problème de santé bénin (rhume, toux, grippe...) auraient pu être remplacées par : pour un Français sur deux elles auraient pu être remplacées par un passage direct en pharmacie



Un Français sur trois (33 %) déclare avoir déjà été orienté par son médecin sur les médicaments à prendre la prochaine fois qu'ils rencontrent les mêmes symptômes pour un problème de santé bénin. 15 % ont déjà été conseillé par téléphone.



La persistance des symptômes et la confiance qu'ils ont dans cet acteur pour les conseiller sont évoquées par une majorité de Français pour justifier leur consultation



Fiche technique

Enquête réalisée du 3 au 5 mai 2016, qui a permis d'interroger par internet un échantillon national représentatif de plus de 3 000 Français (représentativité assurée par la méthode des quotas appliqué aux variables de sexe, d'âge, de profession du chef de ménage, de catégorie d'agglomération et de région).

Inclusion et insertion des personnes en situation de handicap psychique et mental

<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-03-21-inclusion-et-insertion-personnes-en-situation-handicap-psychique-et-mental>

Ipsos – mars 2017

Fondation des amis de l'Atelier

Quel regard les Français portent-ils sur l'inclusion et l'insertion des personnes en situation de handicap mental et psychique ? Ont-elles suffisamment accès au travail ? À la culture ? À la parentalité ? La société française favorise-t-elle assez leur inclusion ?

C'est pour répondre à toutes ces questions qu'Ipsos et la Fondation des Amis de l'Atelier se sont associés et ont réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 1 200 personnes représentatif de la population française.

L'étude révèle d'abord que plus d'un Français sur deux (54 %) se considère capable de faire véritablement la différence entre handicap mental et handicap psychique. Un constat plutôt positif au regard du nombre de personnes ayant dans leur entourage des personnes en situation de handicap mental (17 %) et de handicap psychique (23 %).

Cette enquête révèle également que le grand public se montrent très critique sur l'inclusion et l'intégration des personnes en situation de handicap mental ou psychique :

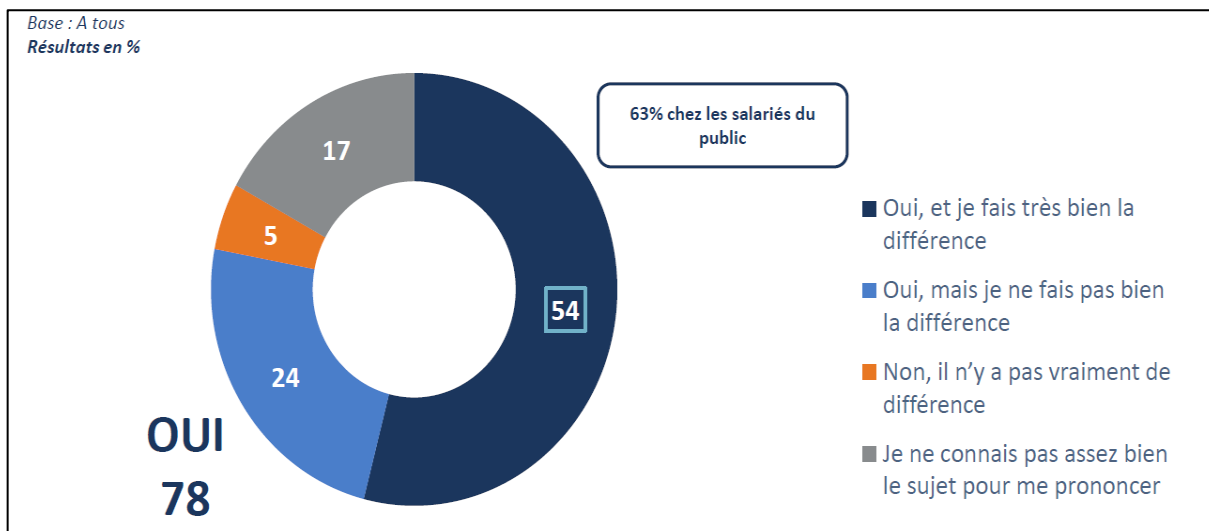
- Seul un Français sur 10 considère que la société française laisse pleinement leur place aux personnes en situation de handicap mental et psychique...
- De la même manière, près de deux tiers des Français pensent que la société ne favorise pas l'intégration des personnes en situation de handicap mental et psychique.

Pour la quasi-totalité du grand public, les personnes en situation de handicap mental devraient avoir accès aux vacances (97 %), à la culture (96%), à des activités physiques et sportives (96%), aux transports en commun (94 %) mais aussi au travail (92 %). Toutefois, ils restent sceptiques sur leur accès au vote (56 %) et à la parentalité (48%).

Même constat pour le handicap psychique : une très large partie des Français considère que les personnes en situation de handicap psychique doivent avoir accès à des activités artistiques ou manuelles (97 %), à la culture (96 %), ou même au travail (91 %). Néanmoins, 42 % d'entre eux sont défavorables à ce qu'ils aient accès à la parentalité.

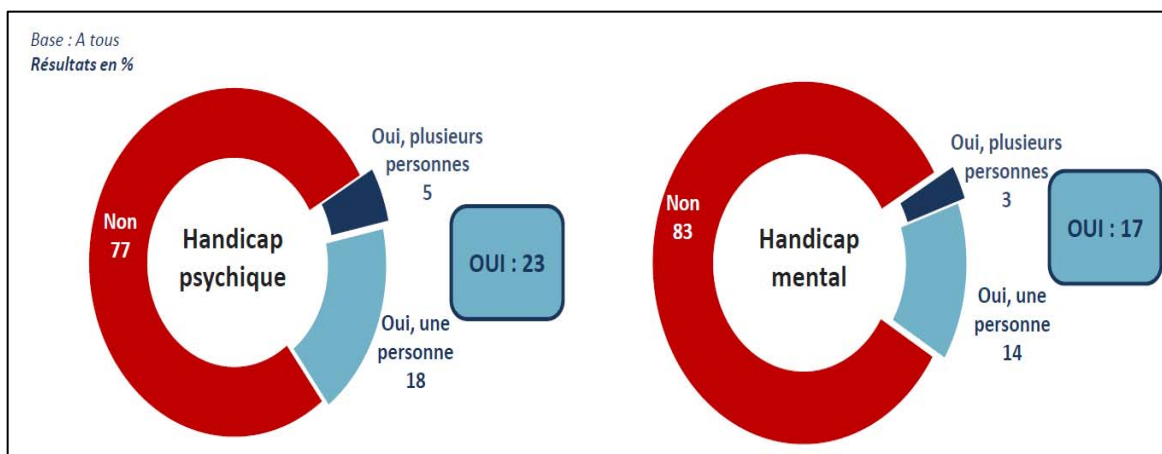
Un Français sur deux se considère capable de faire véritablement la différence entre handicap mental et handicap psychique

- D'après ce que vous en savez, existe-t-il des différences entre handicap mental et handicap psychique ?



... ce qui est plutôt positif au regard du nombre de personnes ayant dans leur entourage des personnes en situation de handicap mental (moins de un sur quatre) et de handicap psychique (un sur quatre)

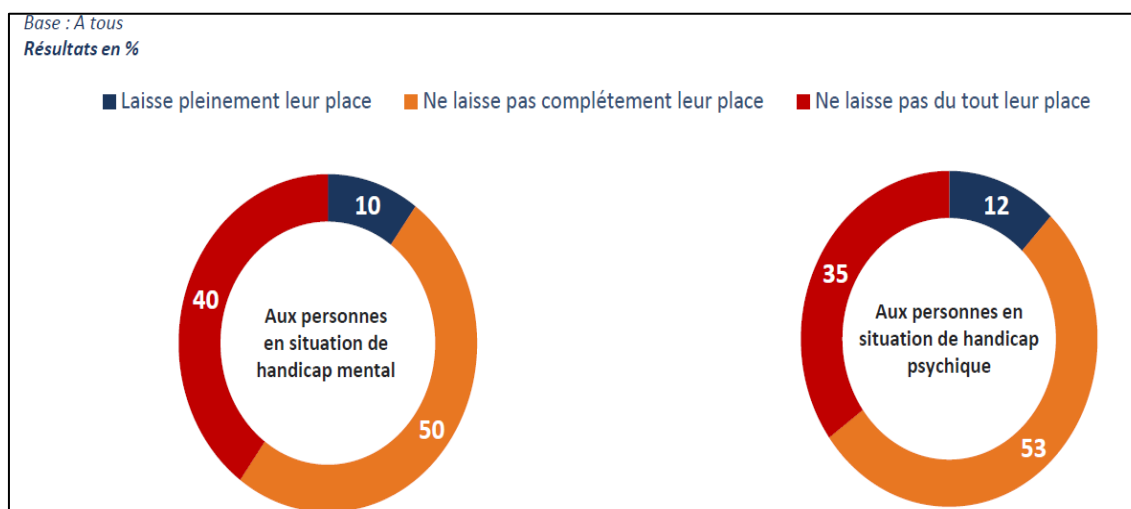
- Avez-vous dans votre entourage proche (famille, amis, collègues) une ou plusieurs personnes en situation de... ?



Des Français très critiques sur l'inclusion et l'intégration des personnes en situation de handicap mental ou psychique

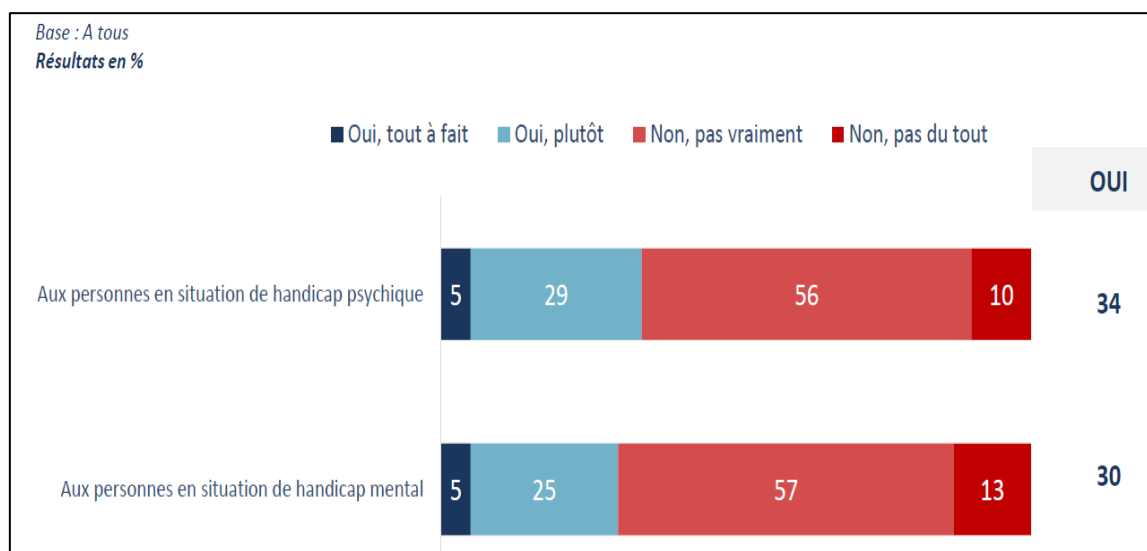
Un Français sur dix considère que la société française laisse pleinement leur place aux personnes en situation de handicap mental et psychique...

- Selon vous, la société française...



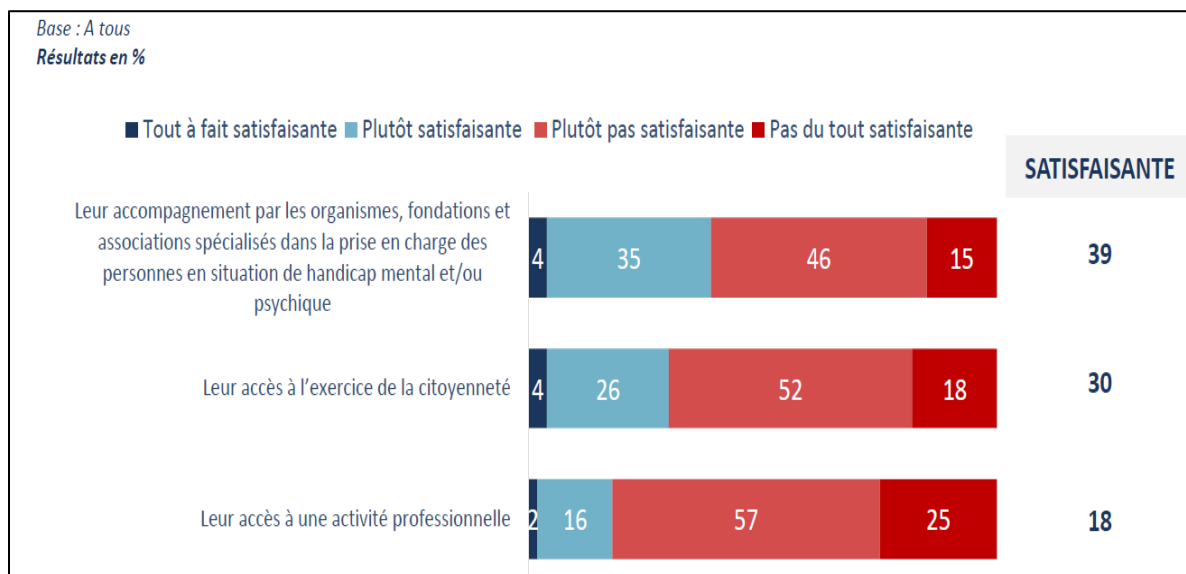
Près de deux tiers des Français pensent que la société ne favorise pas l'intégration des personnes en situation de handicap mental et psychique

- Diriez-vous que la société française favorise l'inclusion des personnes en situation de...



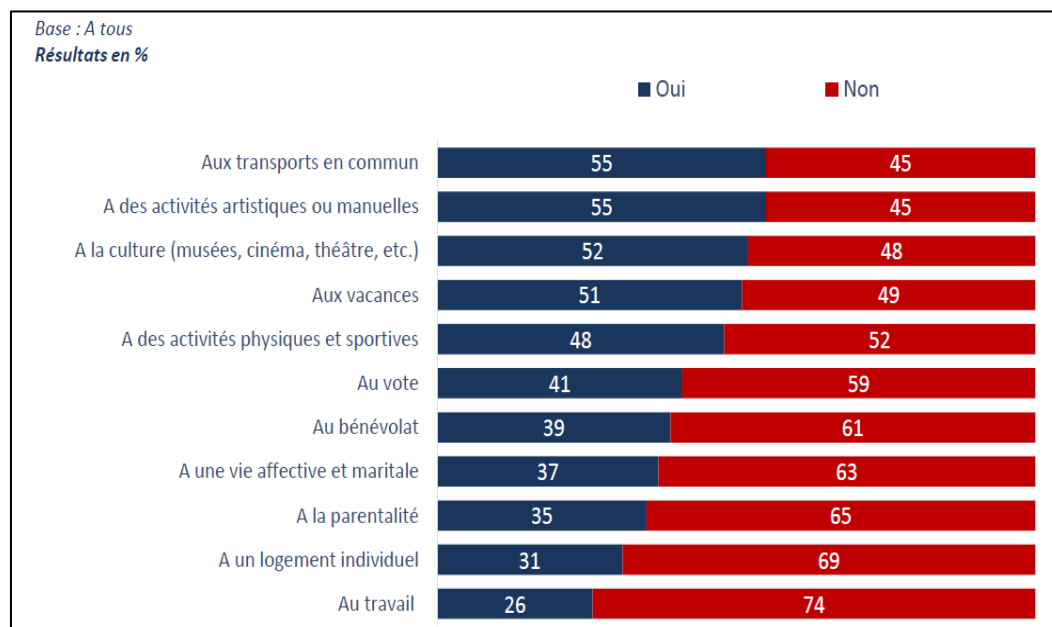
Les Français sont aujourd'hui très critiques sur le manque d'accompagnement des personnes en situation de handicap mentaux ou psychiques dans l'accès à la citoyenneté et au travail

- D'après vous, la situation est-elle satisfaisante ou pas pour les personnes en situation de handicap mental ou psychique...



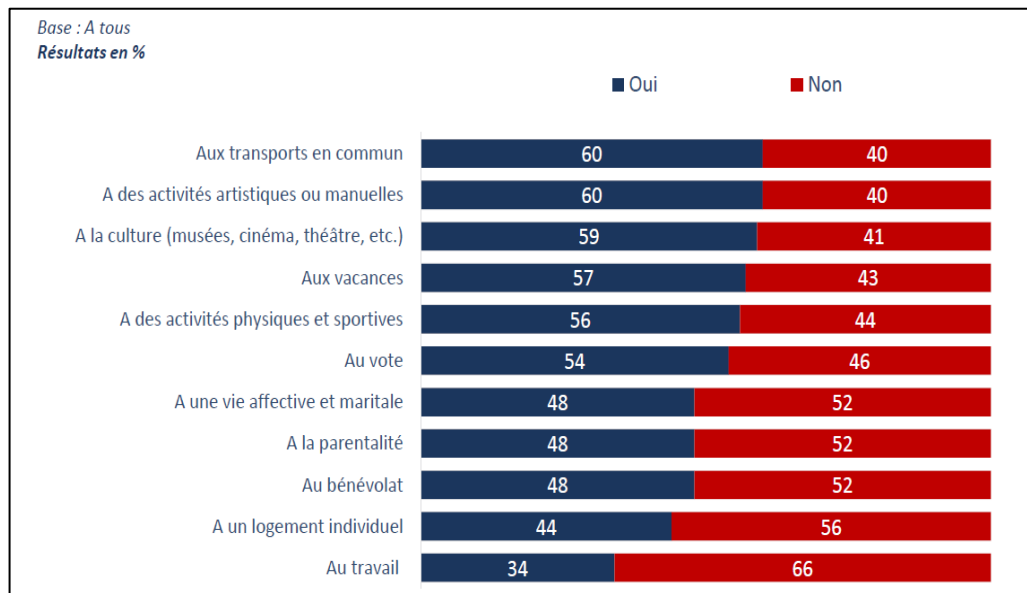
Les Français dressent un constat mitigé pour les personnes en situation de handicap mental : ils ont un accès encore limité à tout ou presque tout

- Et avez-vous le sentiment que les personnes en situation de handicap mental ont suffisamment accès... ?



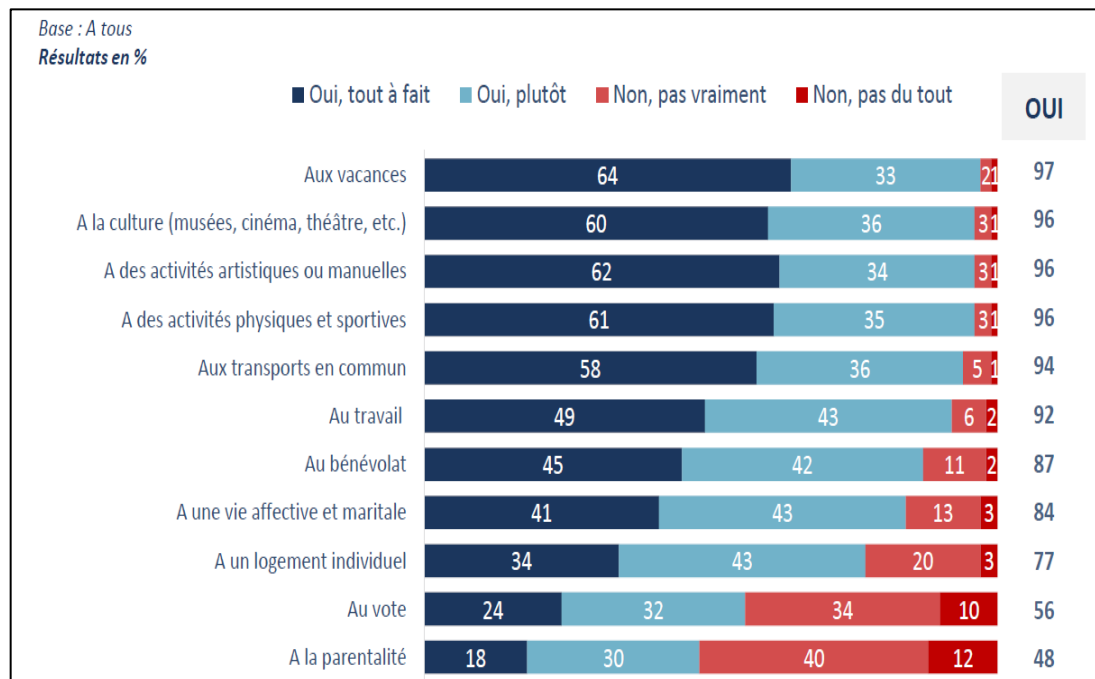
Beaucoup considèrent que les personnes en situation de handicap psychique n'ont pas suffisamment accès à la vie citoyenne, affective, parentale, associative, professionnelle et au logement

- Et avez-vous le sentiment que les personnes en situation de handicap psychique ont suffisamment accès ?



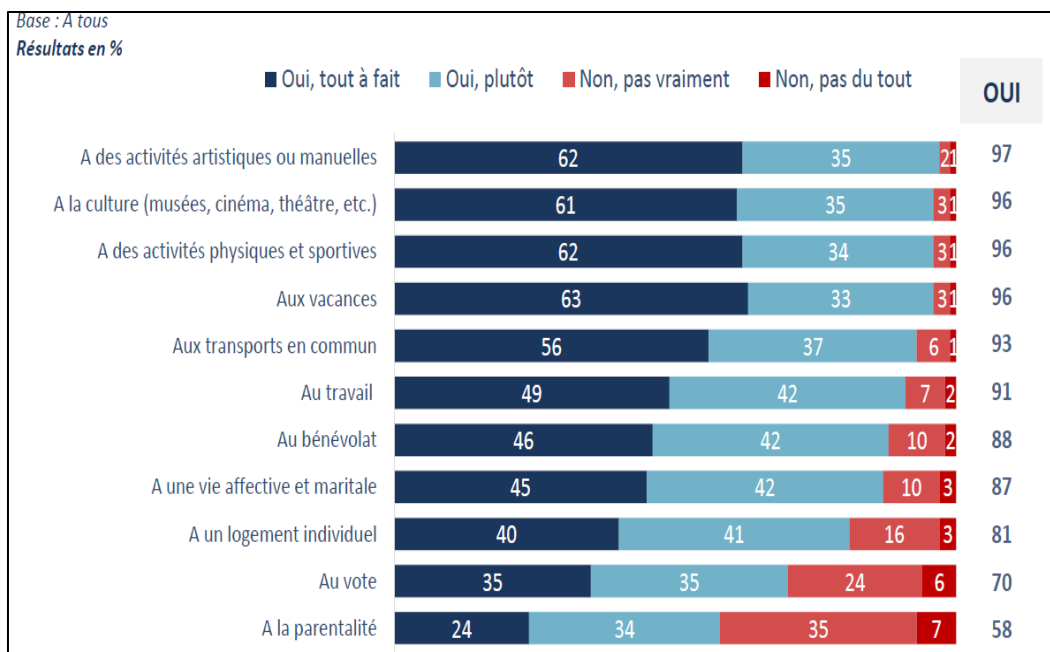
Les Français pensent, en grande partie (près de 50 % et plus), que les personnes en situation de handicap mental devraient avoir accès aux vacances, à la culture, au sport, à une mobilité adaptée et au travail. Toutefois, ils restent sceptiques sur l'accès au vote et à la parentalité

- Considérez-vous que les personnes en situation de handicap mental doivent avoir accès...



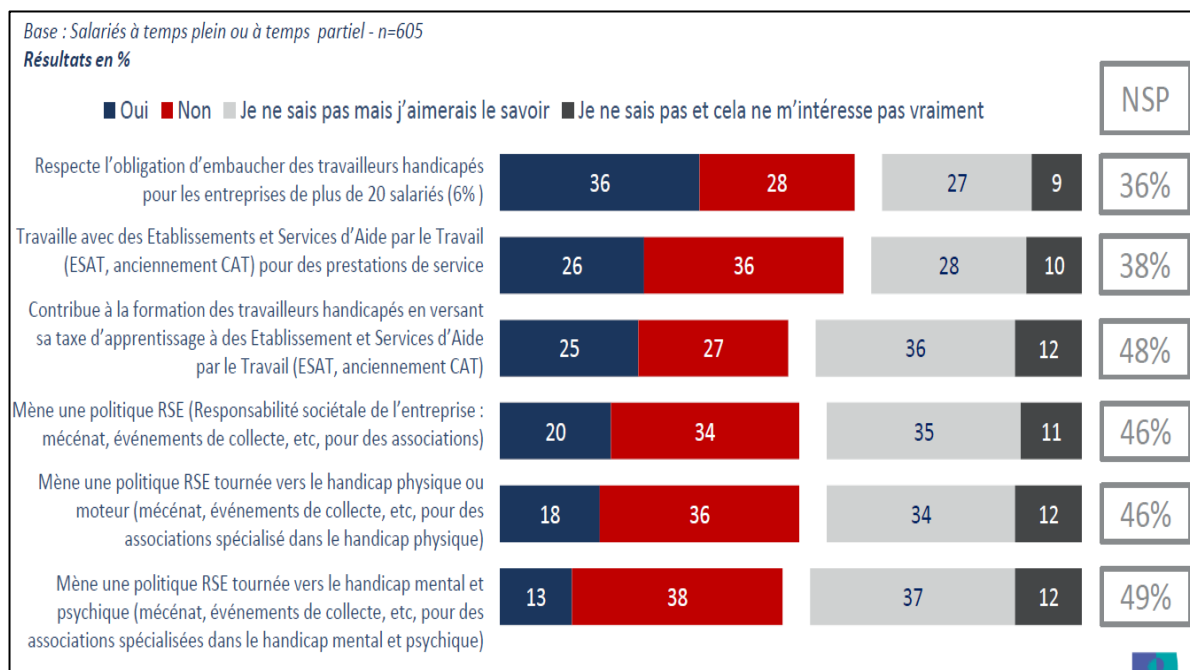
Un constat exacerbé pour le handicap psychique : les Français considèrent que les personnes en situation de handicap psychique devraient avoir accès à l'ensemble de ces dimensions leur permettant une meilleure intégration, malgré quelques réticences : 42 % sont défavorables à ce qu'ils aient accès à la parentalité

- Considérez-vous que les personnes en situation de handicap psychique doivent avoir accès...



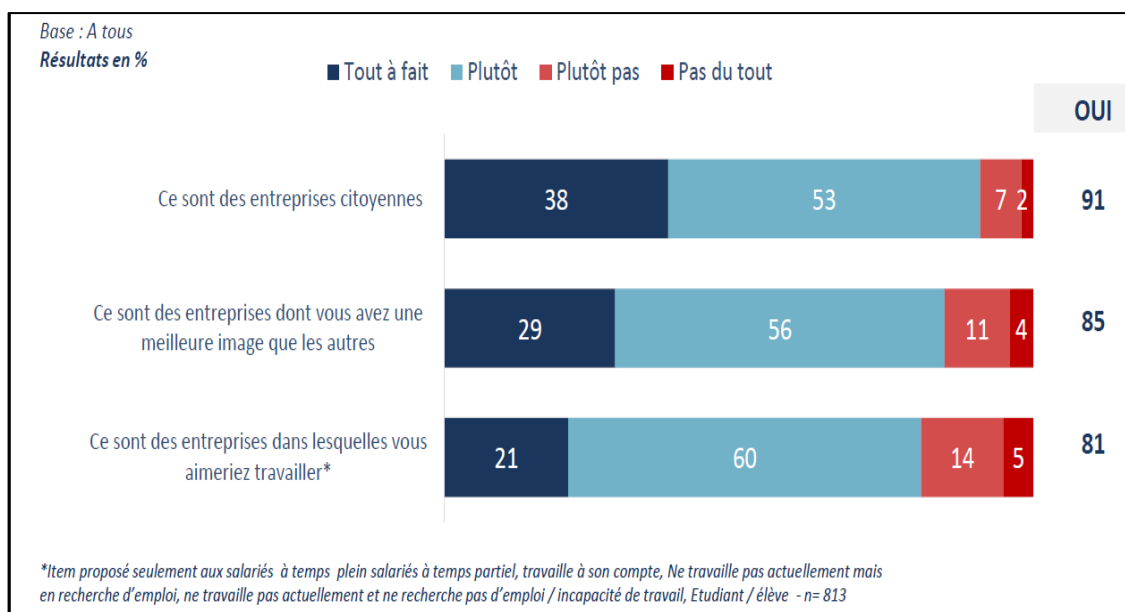
Les salariés sont aujourd'hui peu au fait des initiatives de leur entreprise à destination des personnes en situation de handicap mental ou psychique

- D'après ce que vous en savez, votre entreprise...



Une entreprise qui s'engage pour le handicap mental ou psychique, c'est avant tout une entreprise citoyenne (91 %). Pour plus de quatre Français sur cinq, c'est aussi une entreprise dans laquelle on aimerait

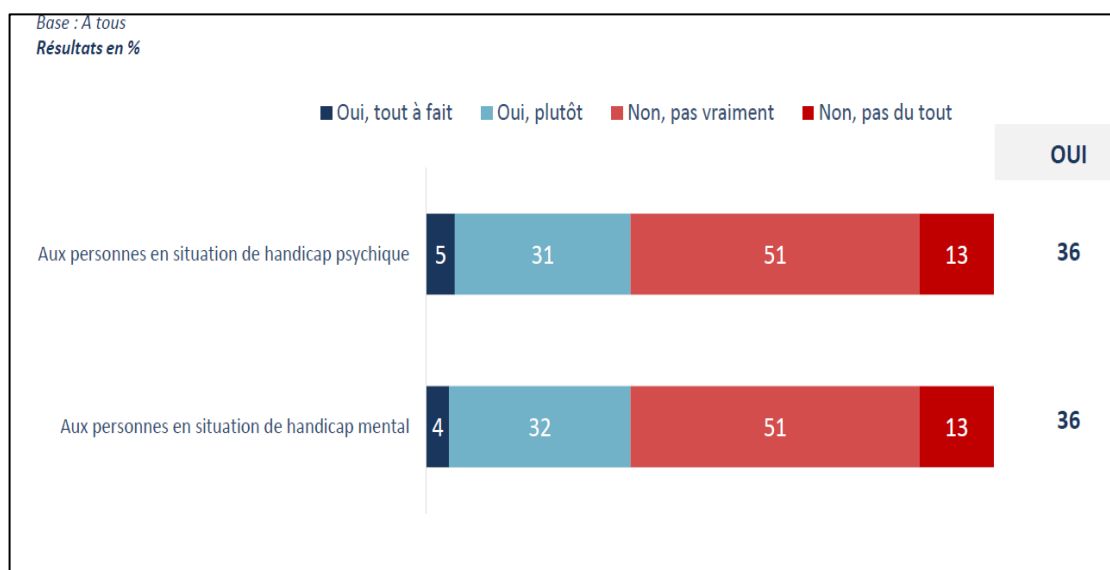
- A propos des entreprises qui aujourd'hui mettent en place des projets d'intégration des personnes en situation de handicap mental ou psychique ou qui soutiennent des associations agissant dans ce domaine, est-ce que vous êtes d'accord avec les propositions suivantes ?



Malgré ce constat mitigé sur le manque d'intégration des personnes en situation de handicap mental et psychique, une grande partie de la population pense ne pas être dans la capacité de contribuer à leur inclusion mais serait cependant prête à le faire

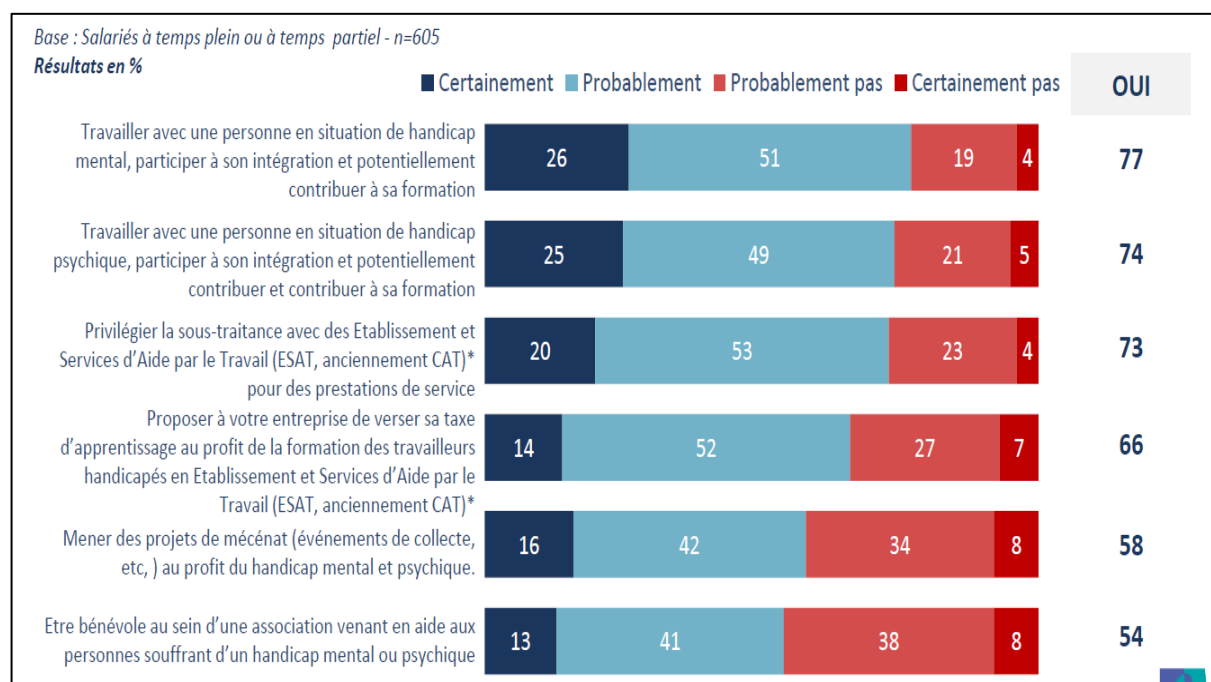
Des Français interrogatifs sur la manière de contribuer davantage à l'inclusion des personnes en situation de handicap mental ou psychique

- Personnellement, avez-vous le sentiment que vous pourriez contribuer davantage à l'inclusion des personnes en situation de :



Les salariés se montrent relativement enthousiastes pour contribuer à l'inclusion des personnes qui rencontrent ces handicaps au travail : la majorité d'entre eux déclare qu'ils pourraient travailler avec une personne en situation de handicap mental ou psychique

- Seriez-vous prêt ou pas à faire chacune des choses suivantes ?



Fiche technique

Echantillon : 1 201 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Dates de terrain : du 3 au 8 mars 2017. Echantillon interrogé par Internet. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de ménage, région et catégorie d'agglomération.

La santé mentale dans la sphère professionnelle

<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2017-03-14-sante-mentale-dans-sphere-professionnelle>

Ipsos – mars 2017

78 % des français pensent que les personnes ayant un trouble de santé mentale sont des personnes comme les autres. Pourtant, elles sont stigmatisées dans leur entreprise. Ipsos et la Fondation Falret font le point la santé mentale dans la sphère professionnelle.

Pour sept Français sur dix, les problèmes de santé mentale ont un impact négatif sur la situation sociale et professionnelle

- 74 % des Français pensent que les personnes souffrant de maladies mentales sont davantage en échec professionnel ;
- 58 % des français pensent que les personnes souffrant de maladies mentales se font davantage licencier par leur employeur ;
- 76 % des français pensent que les employeurs ne permettent pas aux salariés qui souffrent de problèmes de santé mentale d'être accompagnés et aidés sur leurs lieux de travail.

L'information et la sensibilisation très insuffisante

61 % des Français estiment que les autorités de santé (Ministère de la Santé, Inpes, Has, l'Ordre des Médecins, Ars, etc.) ne sensibilisent pas suffisamment les Français aux problèmes de santé mentale. Une très large majorité de Français estiment également que les acteurs du monde professionnel, grandes entreprises (90 %) comme organisations patronales (92 %), ne sensibilisent pas à la santé mentale.

Quelques premières tendances qui se dégagent du baromètre...

Près de huit Français sur dix estiment que les employeurs n'en font pas suffisamment pour prévenir (79 %), informer (81 %) ou repérer un problème de santé mentale chez un salarié (77 %). De la même manière, une très large partie du grand public estime que les employeurs n'en font pas suffisamment pour aménager des postes de travail pour les personnes souffrant d'un problème de santé mentale (69 %) ou pour adapter leur méthode de management (76 %)

Schizophrénie, dépression, troubles bipolaires sont les trois principales pathologies citées par les Français lorsqu'ils pensent à des problèmes de santé mentale. Les troubles bipolaires sont davantage cités cette année.

- Quels sont tous les problèmes de santé mentale que vous connaissiez ne serait-ce que de nom ?

te, réponses spontanées

Santé mentale identifiée à une maladie psychique		Rappel 2016
	60%	59%
Schizophrénie	39%	36%
Dépression	19%	17%
Troubles bipolaires	21%	13%
Psychose / Psychopathie	7%	5%
Paranoïa	5%	5%
Névroses / Hystéries	3%	3%
Troubles obsessionnels compulsifs (TOC)	4%	2%
Phobie et troubles anxieux	2%	2%
Burnout / Stress	1%	2%
Troubles alimentaires	1%	2%
Troubles maniaco-dépressif	2%	1%

pour la FONDATION FALRET

Les problèmes de santé mentale associés à la maladie d'Alzheimer pour quatre Français sur dix. Cette année 14 % des Français y associent une image négative 13 % citant la folie.

- Quels sont les problèmes de santé mentale que vous connaissez ne serait-ce que de nom ?

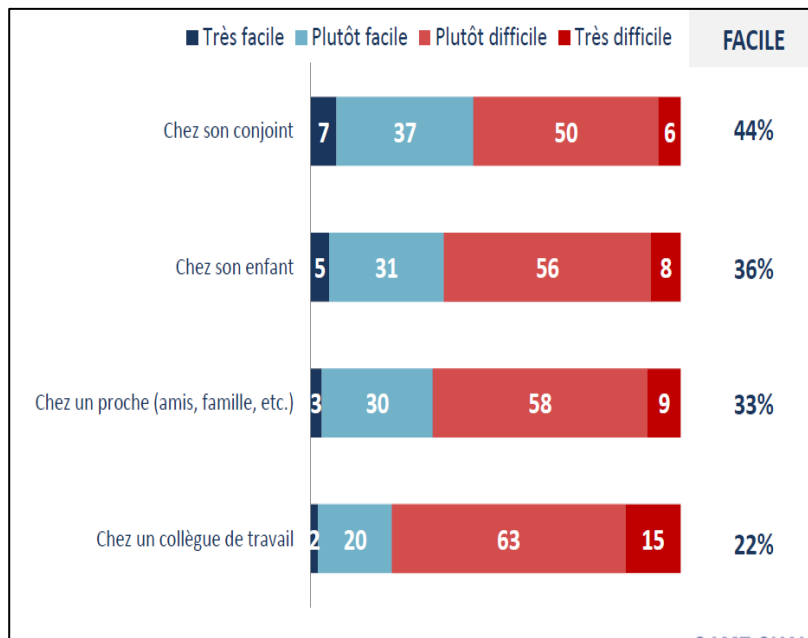
Question ouverte, réponses spontanées		Rappel 2016
Santé mentale identifiée à un problème neurologique	40%	30%
Alzheimer	39%	29%
Maladies neurologiques (hors Alzheimer)	5%	2%
Dont Parkinson	4%	1%
Santé mentale identifiée à un problème développemental	7%	5%
Autisme	5%	4%
Trisomie 21 / Trisomique	3%	2%
Santé mentale non ou mal identifiée	2%	1%
AVC / Cancer	2%	1%

Association négative		14%	Rappel 2016
Folie / Fou		13%	8%
	Dont Démence / Dément	6%	4%
	Dont Folie / Fou	5%	3%
	Dont Aliénation / Aliéné / Mythomanie	1%	1%
	Dont Dénominations péjoratives : débilité, attardement	2%	1%
Troubles		2%	2%
	Dont troubles de la personnalité	1%	1%

Aucune	9%	7%	Ne sait pas	6%	6%
--------	----	----	-------------	----	----

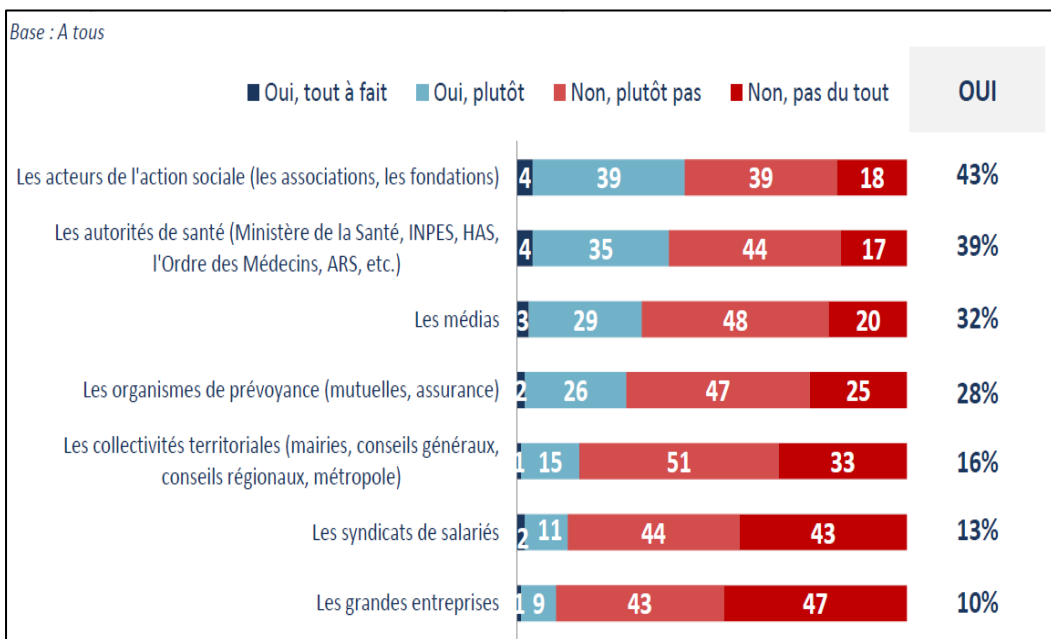
Quel que soit le niveau de proximité avec la personne concernée, plus d'un Français sur deux considère qu'il est difficile de repérer les premiers signes d'un problème de santé y compris dans le cercle proche du conjoint ou de son enfant

- Selon vous, est-il très facile, plutôt facile, plutôt difficile



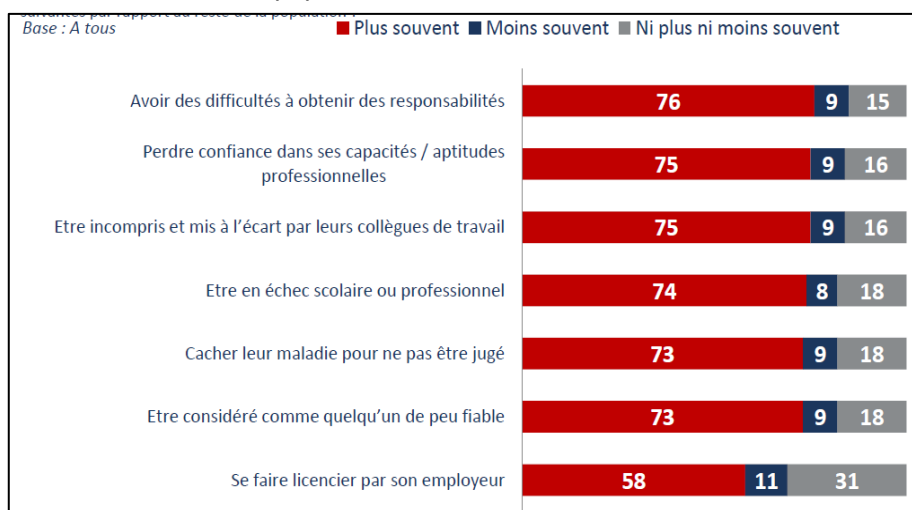
Des Français qui décrivent un manque manifeste de sensibilisation aux problèmes de santé mentale et ce quels que soient les acteurs

- Diriez-vous que les acteurs suivants sensibilisent suffisamment les Français aux problèmes de santé mentale ?



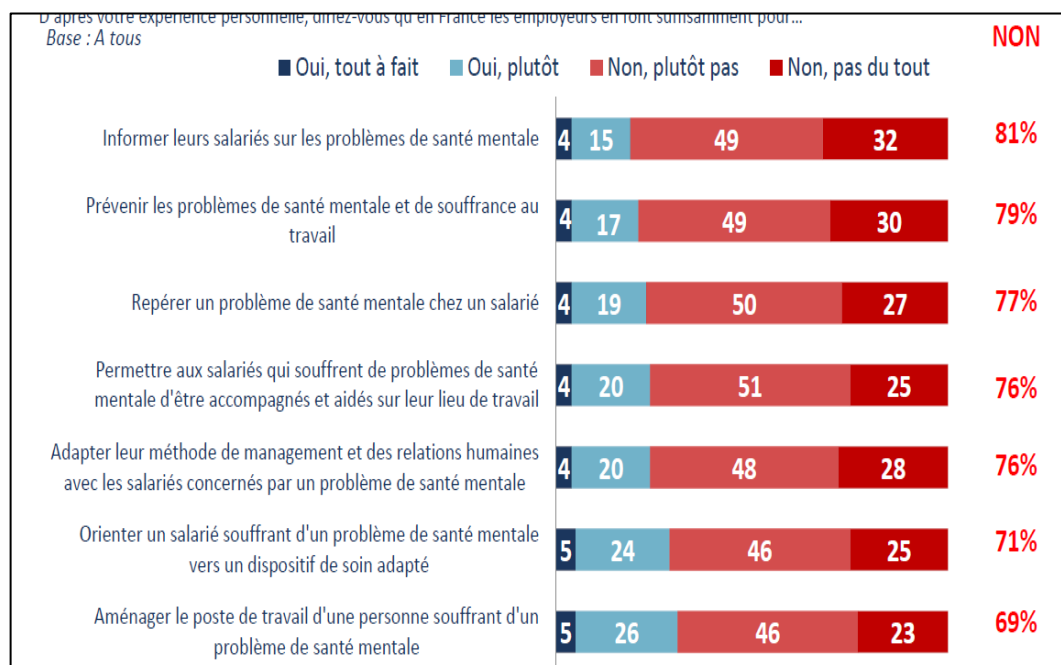
Plus d'un Français sur quatre estime que les personnes souffrant de problèmes de santé mentale sont incompatibles avec une activité professionnelle

- Selon vous, est-ce qu'il arrive plus souvent, moins souvent, ni plus ni moins souvent aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale de faire les choses suivantes par rapport au reste de la population ?



Des Français qui estiment massivement qu'il reste beaucoup à faire de la part des employeurs à la fois en termes de prévention, information, identification des problèmes de santé mentale en entreprise mais aussi en termes de prise en charge de ces personnes dans le monde professionnel : adaptation des postes de travail, des méthodes de changement...

- D'après votre expérience personnelle, diriez-vous qu'en France les employeurs en font suffisamment pour...



Fiche technique

1 009 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Dates du terrain : du 20 au 24 février 2017. Échantillon interrogé par Internet. Méthode de quotas : sexe, âge, profession du chef de ménage, région et catégorie d'agglomération.

Les attentes des salariés en matière de protection sociale

http://www.bva.fr/fr/sondages/les_attentes_des_salaries_en_matiere_de_protection_sociale.html

Bva – avril 2017

À l'heure où les candidats à l'élection présidentielle décrivent leur programme et leurs propositions sur le temps de travail, la retraite ou l'accès aux soins, l'étude d'opinion menée par Bva pour le cabinet de Conseil Rh Adding décrit les attentes des salariés des entreprises de plus de 500 salariés en matière de temps de travail, d'épargne retraite, de prévoyance et de complémentaire santé.

Adding est une société de conseil expert en rémunération, avantages sociaux et capital humain. Au service des directions des Ressources Humaines, des directions financières et des branches professionnelles, Adding propose un éventail élargi d'expertises et de services : évaluations actuarielles, audits, stratégie globale en rémunération et avantages sociaux, conseil et outils logiciels.

Les détails de l'enquête :

En cumulé, sept répondants sur dix (69 %) déclarent qu'à rémunération identique, un Pee / intéressement / participation pourrait les pousser à changer d'entreprise.

67 % des répondants déclarent qu'en plus de la mise à disposition d'une mutuelle, leur entreprise devrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux soins sous forme notamment :

De chèques-santé (54 % de citations au global), de bilan de santé tous les 5 ans (54 %) d'un l'accès à un réseau de soins avec des professionnels de santé conventionnés (53 %).

Mais aussi :

En matière de prévention, 89 % pensent que leur entreprise devrait jouer un rôle et les accompagner sur le stress, 76 % sur les risques psychosociaux et 75 % sur les Tms.

En matière de parcours de soins, 84 % pensent que leur entreprise devrait jouer un rôle et les accompagner sur le stress, 71 % sur les Tms et 70 % sur les risques psychosociaux

En matière d'optimisation de leurs prestations de santé, 85 % pensent que leur entreprise devrait jouer un rôle et les accompagner sur le stress, 72 % sur les Tms et 72 % sur les risques psychosociaux.

Selon les salariés, ce sont les services de santé au travail qui devraient contribuer à la bonne santé des salariés dans l'entreprise (62 %), bien avant les ressources humaines (30 %) et les représentants du personnel / Chsct (30 %).

Au global, 62 % souhaiteraient de leur employeur qu'il leur propose une couverture de soins personnalisée avec la mutuelle.

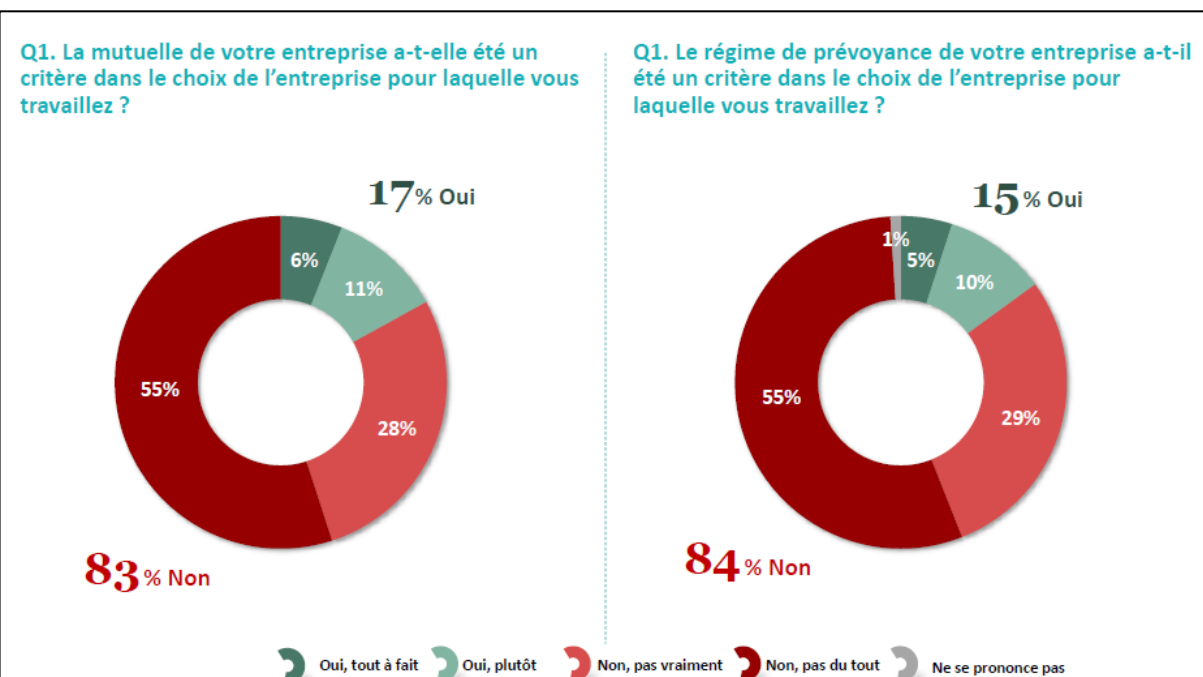
47 % souhaiteraient qu'il propose un parcours de soins personnalisé avec la mutuelle et 42 % un outil de simulation de leurs couvertures et garanties.

Une majorité (54 %, + 3 pts) pense que son entreprise devrait jouer un rôle et les accompagner dans leurs choix et l'optimisation de leurs placements financiers sous forme notamment :

- de conseils personnalisés sur les questions financières et patrimoniales (86 %) ;
- de formations sur ces questions (62 %) ;
- d'outil de simulation de placements financiers (68 %).

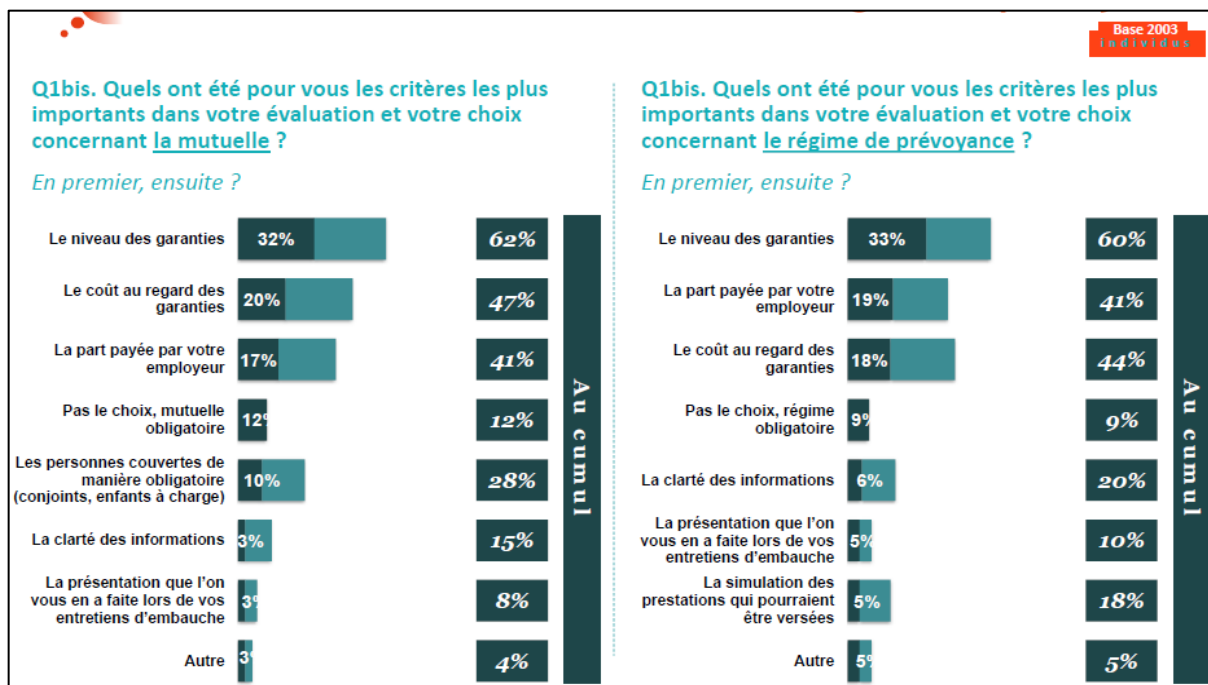
Dans plus de deux cas sur trois (69 %, + 6 pts), les répondants qui ont une épargne retraite en disposent sous la forme d'un dispositif d'entreprise.

Importance de la mutuelle et du régime de prévoyance dans le choix d'une entreprise



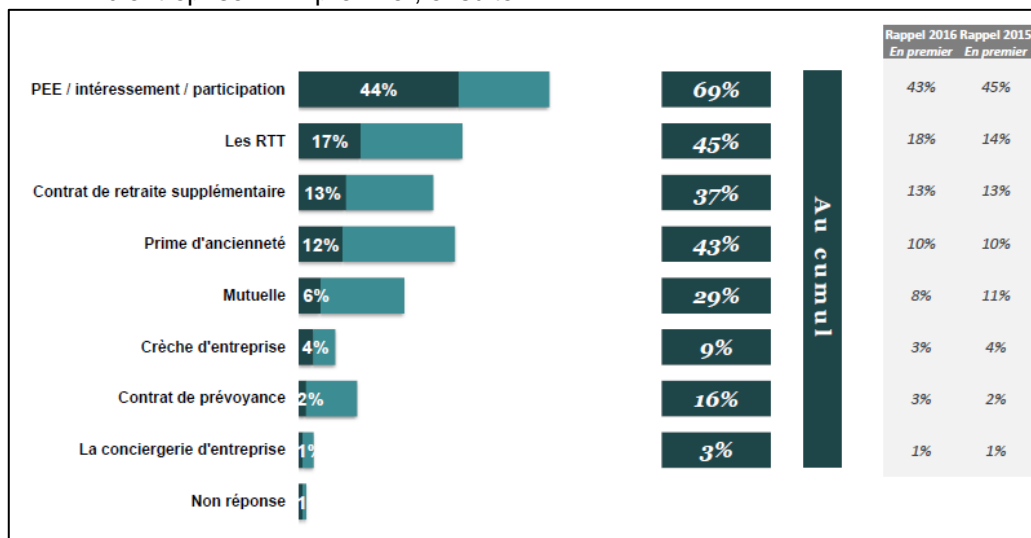
Importance des dispositions proposées par les entreprises

Critères de choix de la mutuelle et du régime de prévoyance



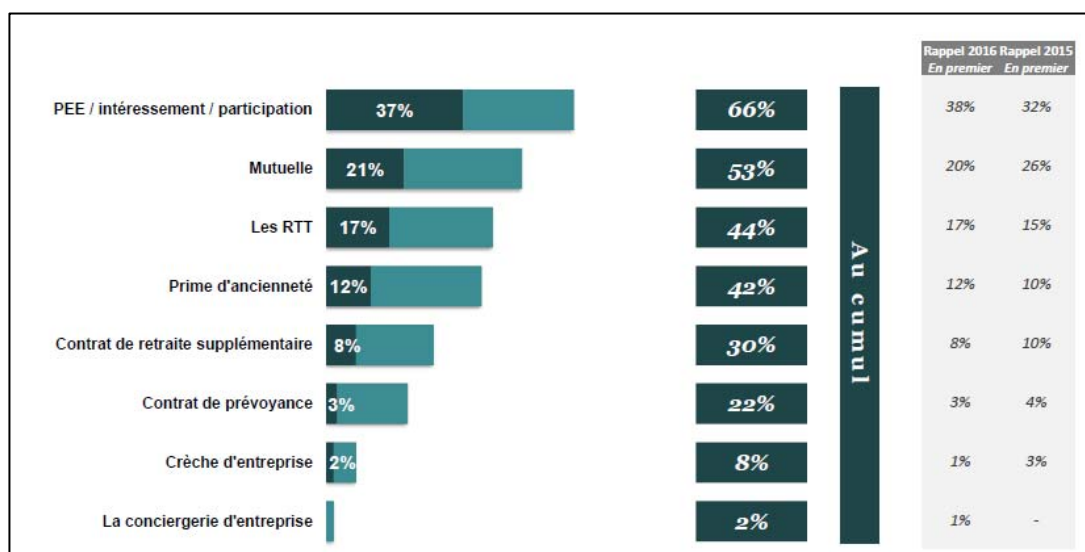
Impact des différentes dimensions sur la mobilité inter entreprise

- Et à rémunération (salaires + primes) identiques, quels avantages vous feraient changer d'entreprise ? En premier, ensuite ?



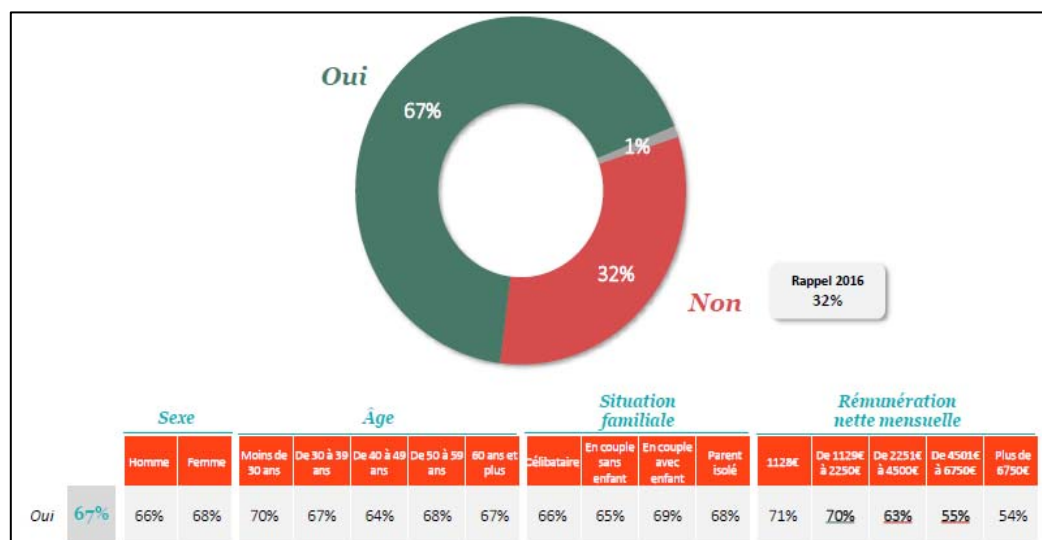
Importance des dispositions proposées par les entreprises

- Parmi les dispositions suivantes pouvant être proposées à leurs salariés par les entreprises, lesquelles sont pour vous les plus importantes ? En premier, ensuite ?

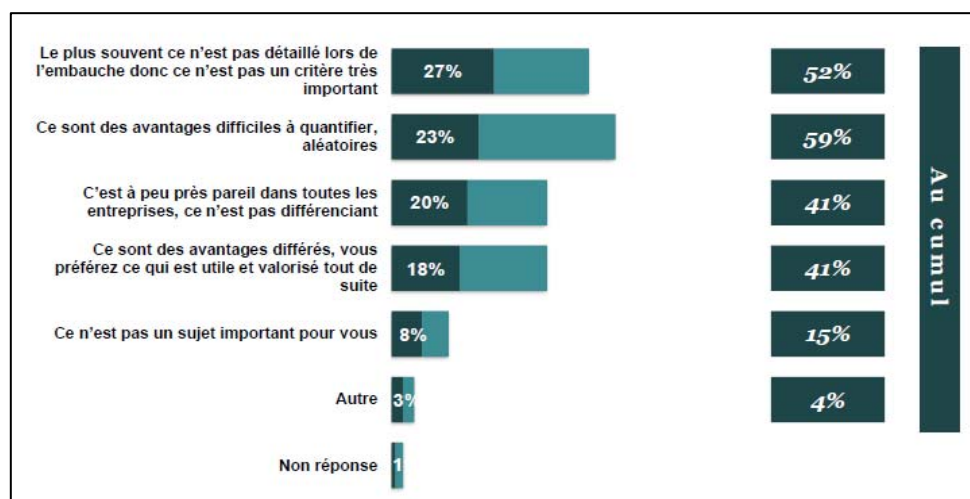


Mutuelle et imprévu**Attentes à l'égard du rôle joué par l'entreprise dans l'amélioration de l'accès aux soins**

- En plus de la mise à disposition d'une mutuelle d'entreprise, pensez-vous que votre entreprise devrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux soins ?

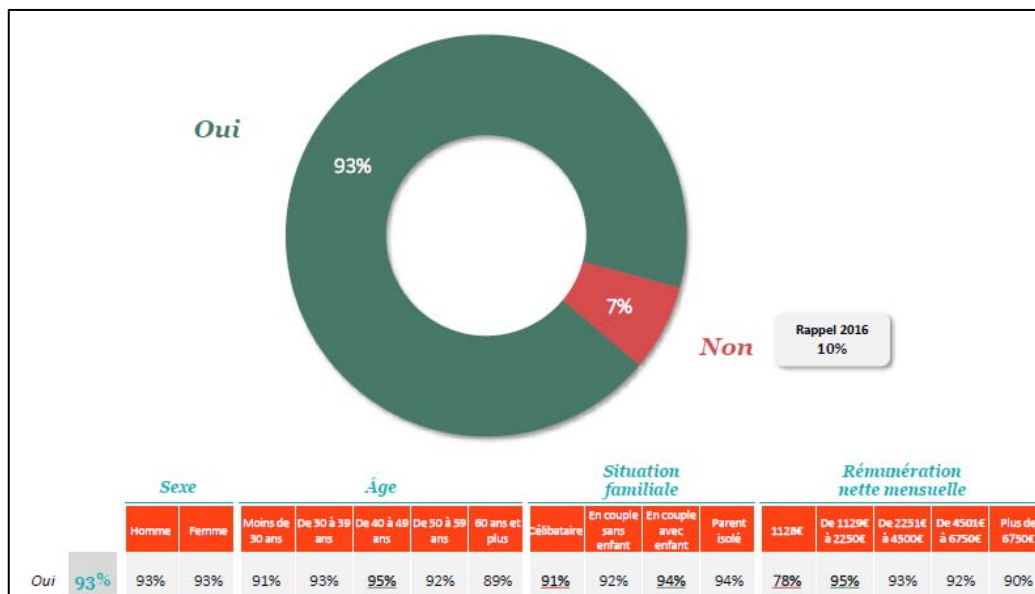
**Raisons pour lesquelles le contrat de retraite supplémentaire, la mutuelle ou le contrat de prévoyance ne sont pas prioritaires lors d'un changement d'entreprise**

- Pour quelles raisons le contrat de retraite supplémentaire, la mutuelle, ou le contrat de prévoyance ne sont pas prioritaires pour vous dans les critères de choix lors d'un changement d'entreprise ? Est-ce par... En premier, ensuite ?



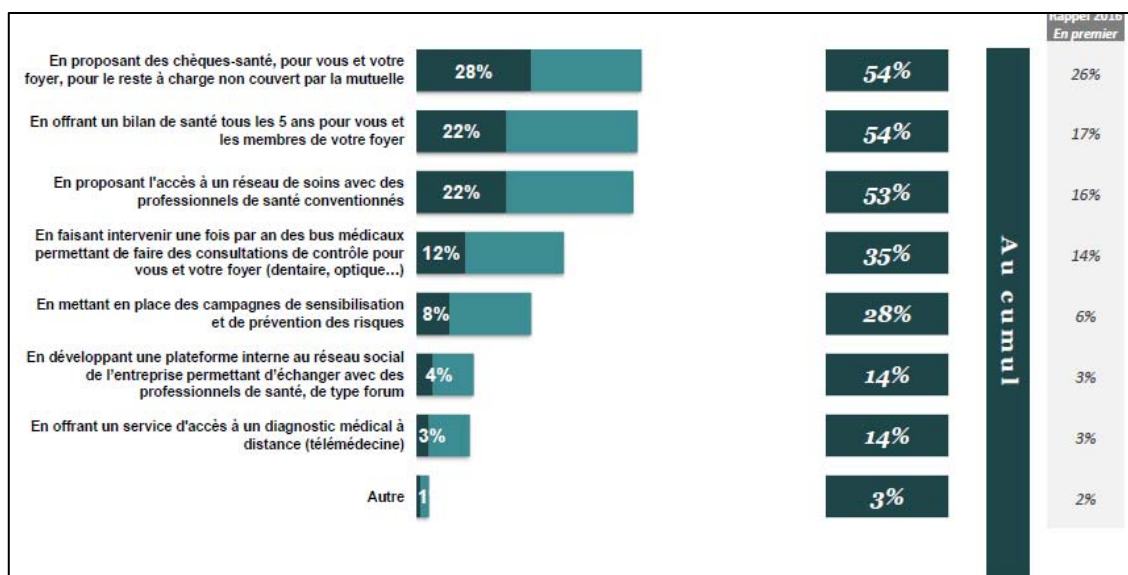
Adhésion à une mutuelle d'entreprise

- Avez-vous une mutuelle d'entreprise ?



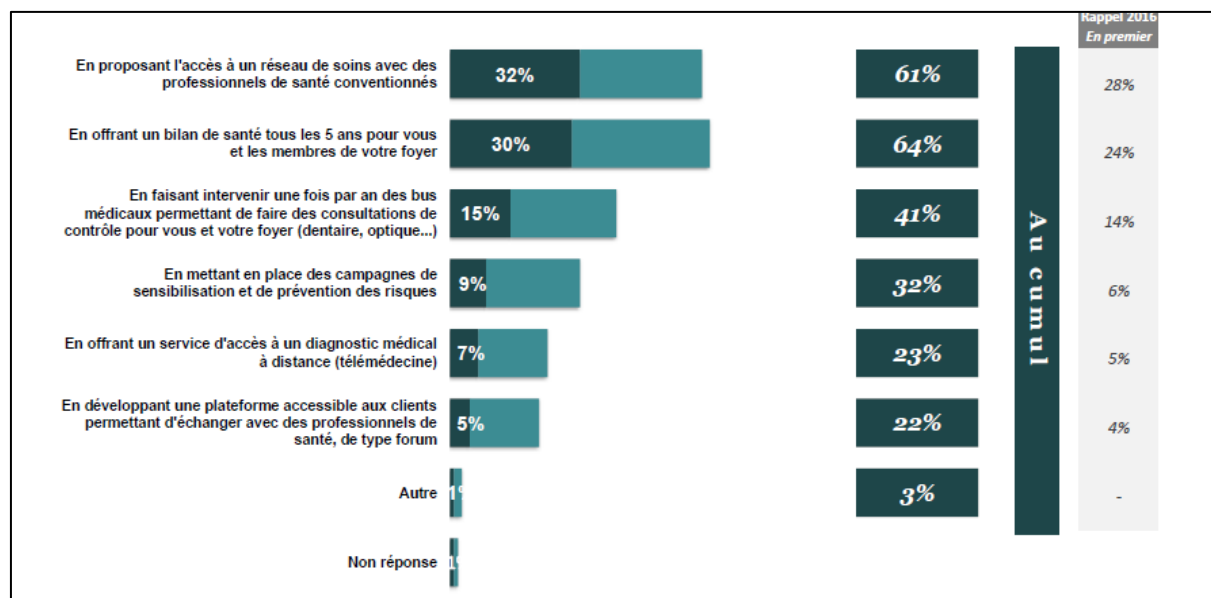
Moyens par lesquels l'organisme d'assurance de leur mutuelle pourrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux soins

- Par quels moyens votre entreprise devrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux soins ? En premier, ensuite ?

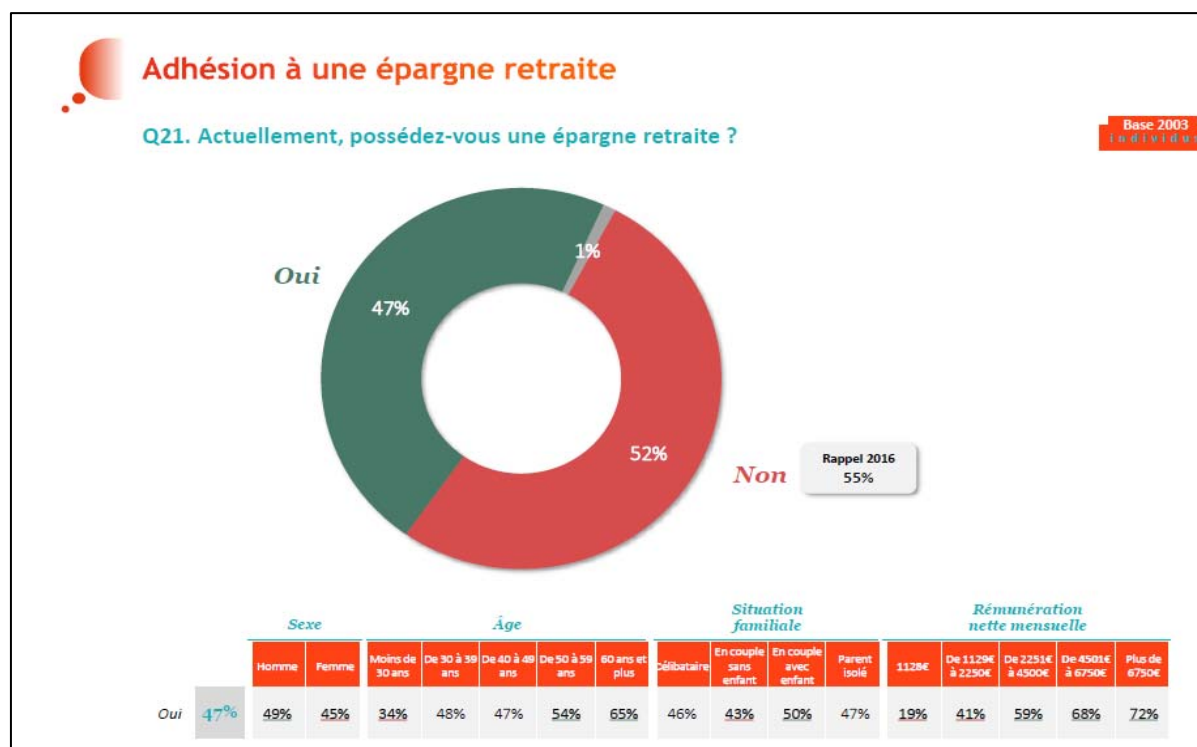


Moyens par lesquels l'organisme d'assurance de leur mutuelle pourrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux soins

- Par quels moyens l'organisme d'assurance de votre mutuelle devrait jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès aux soins ? En premier, ensuite ?



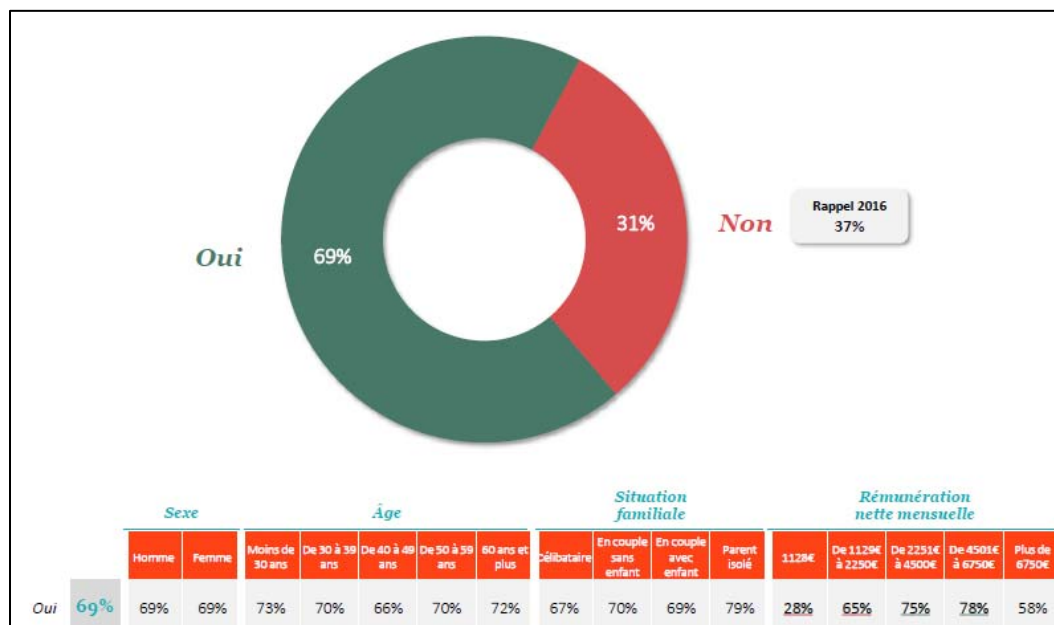
Retraite, placements financiers et acceptabilité du rôle des entreprises



Epargne retraite et dispositif d'entreprise

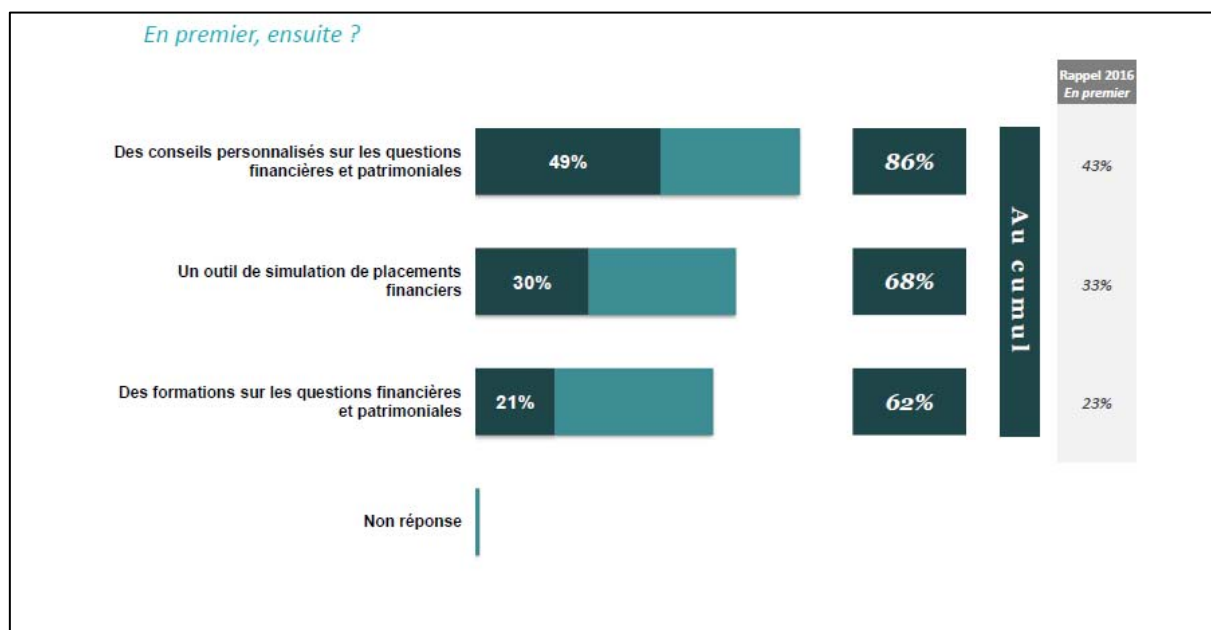
A ceux qui possèdent une épargne retraite

- Cette épargne retraite a-t-elle pris la forme d'un dispositif d'entreprise ?



Détail des attentes à l'égard du rôle joué par leur entreprise dans l'accompagnement de leurs placements financiers

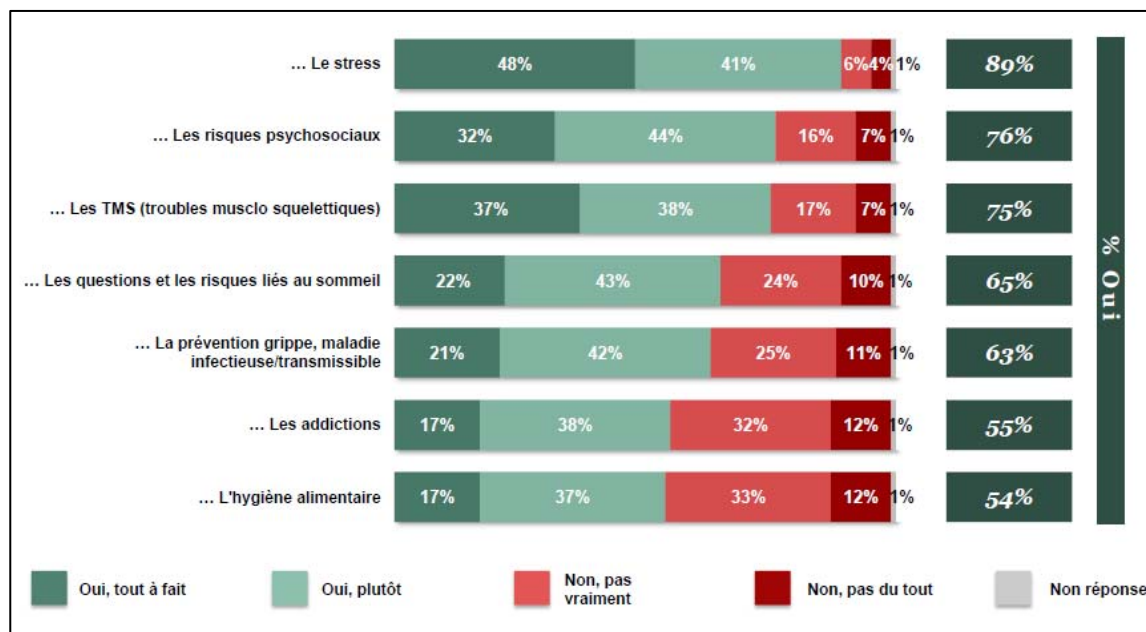
- Pensez-vous que votre entreprise devrait jouer un rôle et vous accompagner dans vos choix financiers ?



Santé, prévoyance et acceptabilité du rôle des entreprises

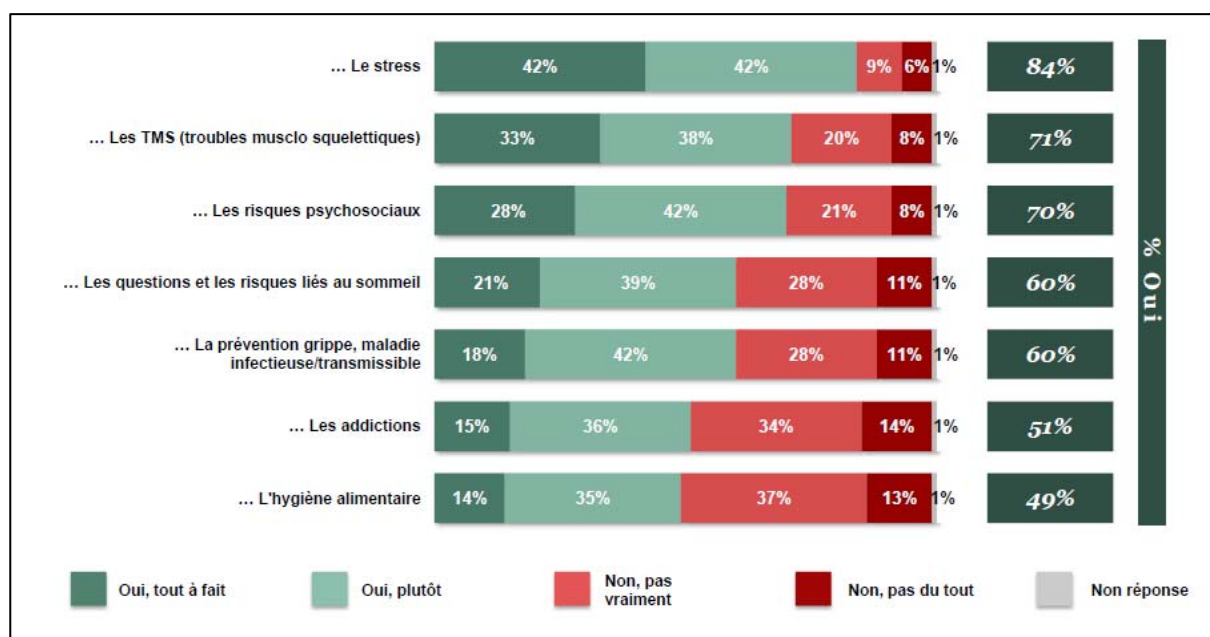
Rôle de l'entreprise en matière de prévention

- Pensez-vous que votre entreprise devrait jouer un rôle et vous accompagner en matière de prévention sur... ?



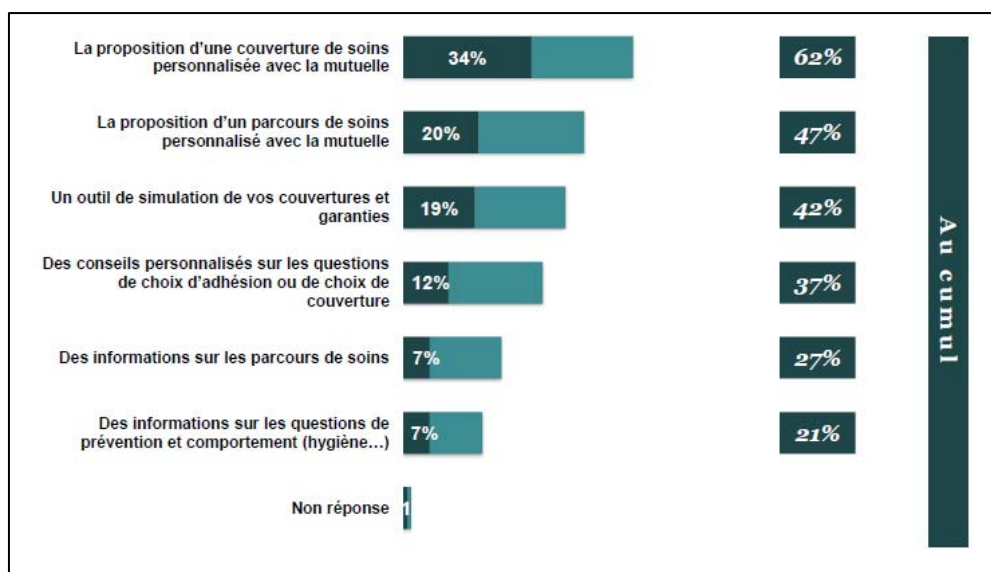
Rôle de l'entreprise en matière de parcours de soins

- Pensez-vous que votre entreprise devrait jouer un rôle et vous accompagner en matière de parcours de soins sur... ?



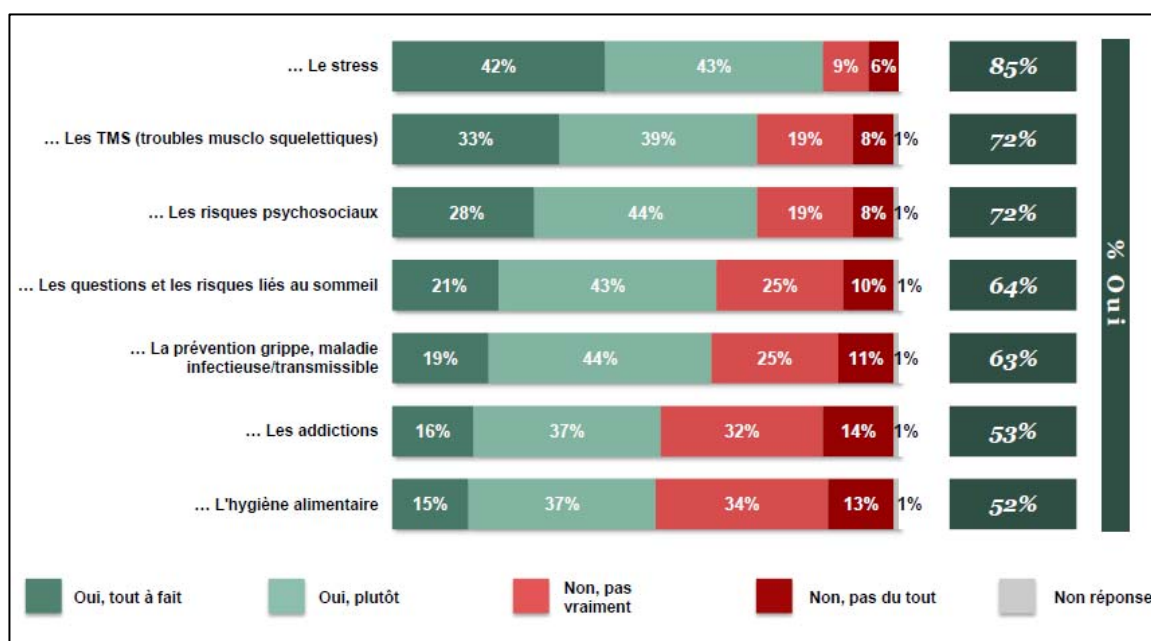
Détail des attentes à l'égard de l'employeur en termes d'accompagnement en matière de prévoyance et de couverture santé

- Quelles seraient vos attentes vis-à-vis de votre employeur pour vous accompagner en matière de prévoyance et couverture santé
En premier, ensuite ?



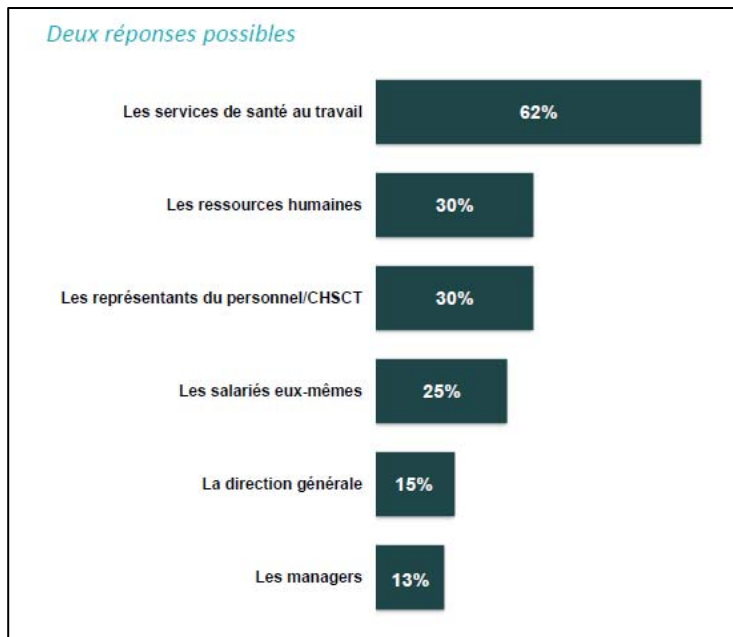
Rôle de l'entreprise en matière d'optimisation des prestations de santé

- Pensez-vous que votre entreprise devrait jouer un rôle et vous accompagner en matière d'optimisation de vos prestations de santé sur... ?



Acteurs qui devraient contribuer à la bonne santé des salariés dans l'entreprise

- Et parmi les acteurs suivants, quels sont ceux qui selon vous devraient contribuer à la bonne santé des salariés dans l'entreprise ?

**Fiche technique**

Echantillon interrogé en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Enquête réalisée du 9 au 20 février 2017. Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 2 003 salariés d'entreprises privées de 500 salariés et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas sur les variables suivantes : sexe, âge, région d'habitation, Csp, taille de l'entreprise et secteur d'activité.

La santé équitable pour tous : quelles attentes des Français ?

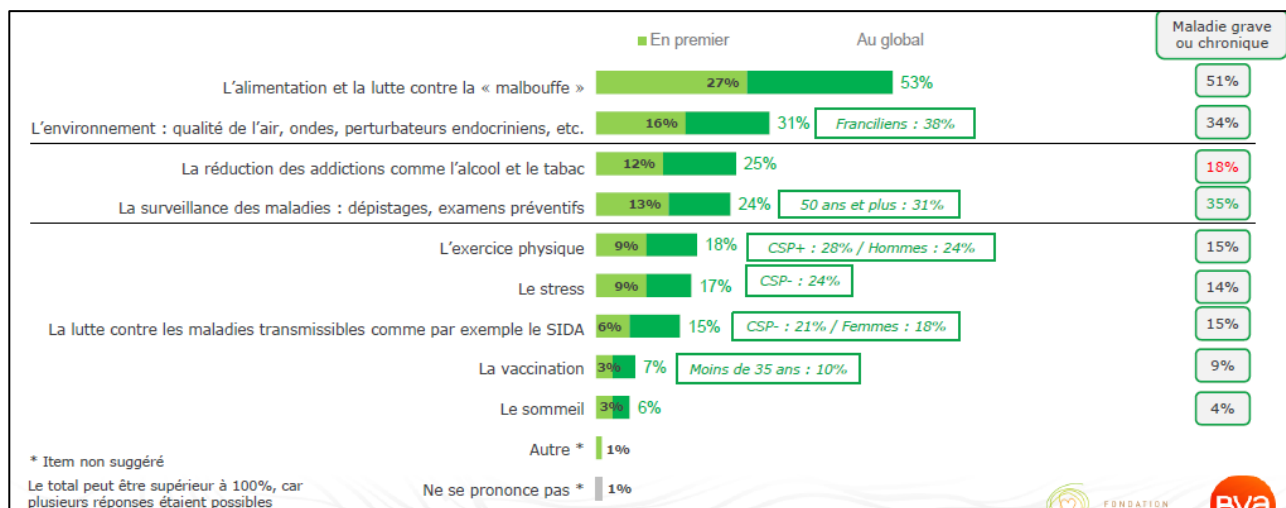
<http://www.bva-group.com/sondages/la-sante-equitable-pour-tous-queelles-attentes-des-francais/>

Avril 2017

Fondation April

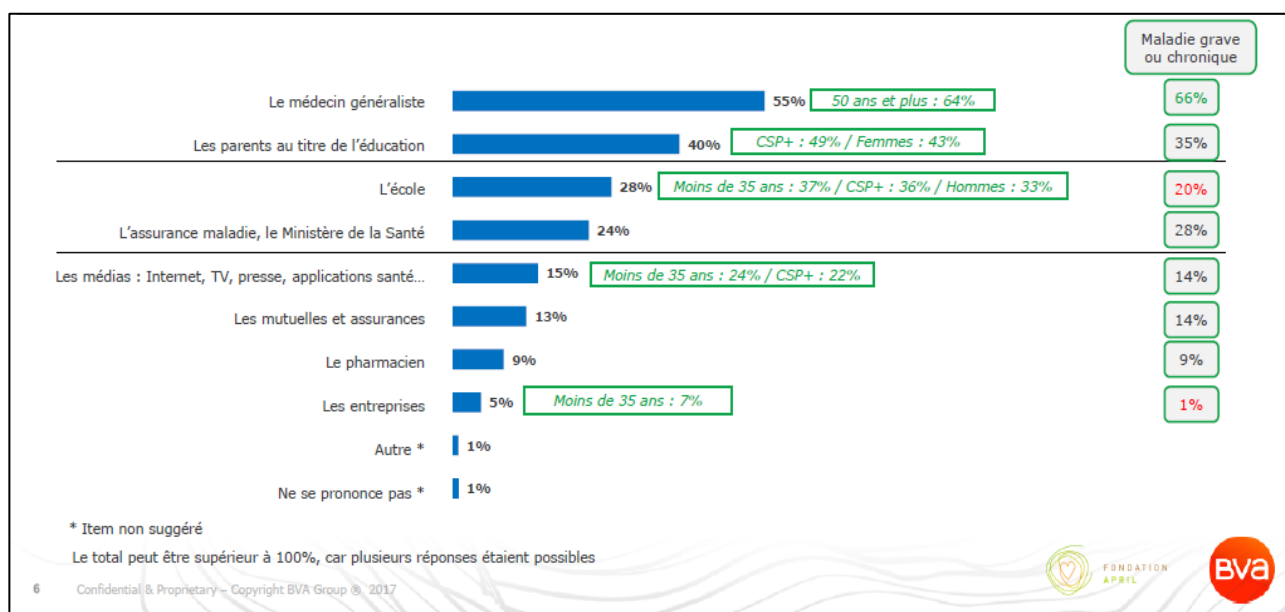
L'alimentation et l'environnement : les deux domaines dans lesquels il faut agir en priorité en matière de prévention santé

- Selon vous, dans quels domaines faudrait-il agir en priorité pour permettre aux Français d'être en bonne santé ? En premier ? Et ensuite ?



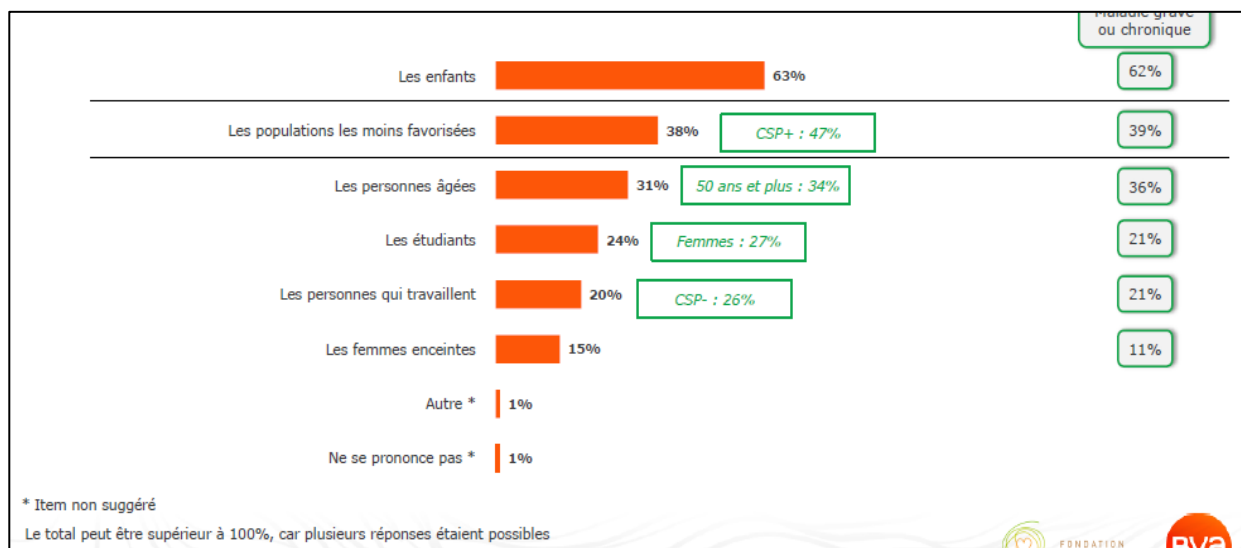
Le médecin généraliste et les parents sont les acteurs jugés les plus pertinents pour diffuser les bonnes pratiques en matière de santé. L'école davantage attendue que les acteurs dont c'est le cœur de métier

- Parmi les relais suivants, quels sont ceux qui vous semblent les plus pertinents pour aider les Français à prendre soin de leur santé ? (Deux réponses possibles)



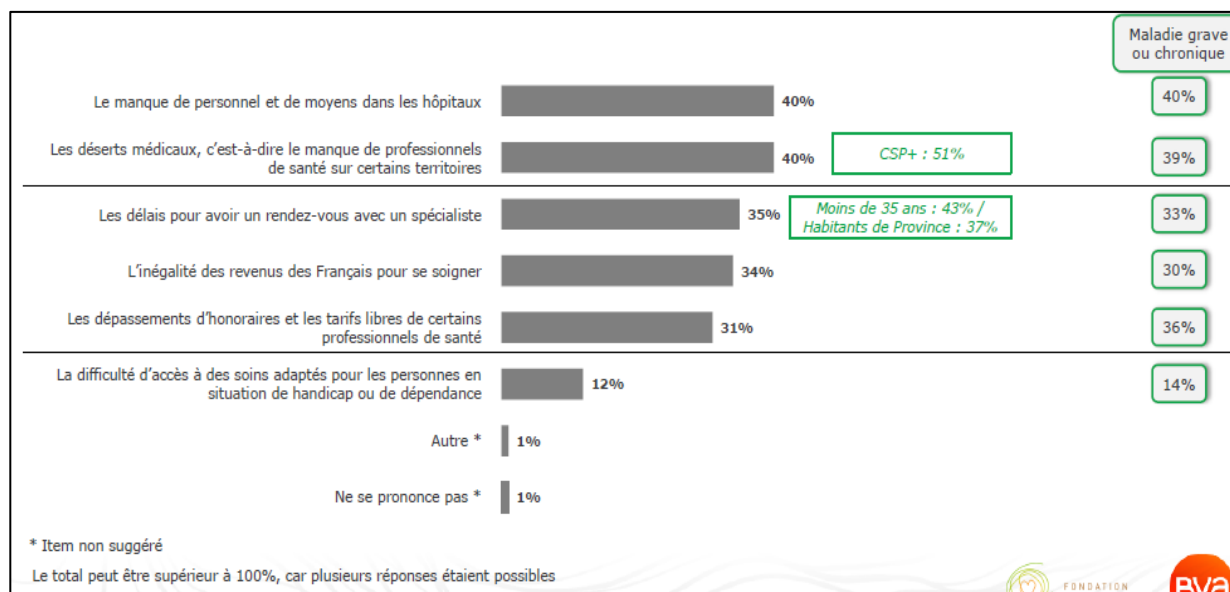
Pour près de deux tiers des Français, les enfants sont les personnes auprès desquelles, il faut agir en priorité dans le domaine de la santé, suivis des populations les moins favorisées

- Et parmi les publics suivants, auprès desquels faut-il agir en priorité pour contribuer à leur bonne santé ? (deux réponses possibles)



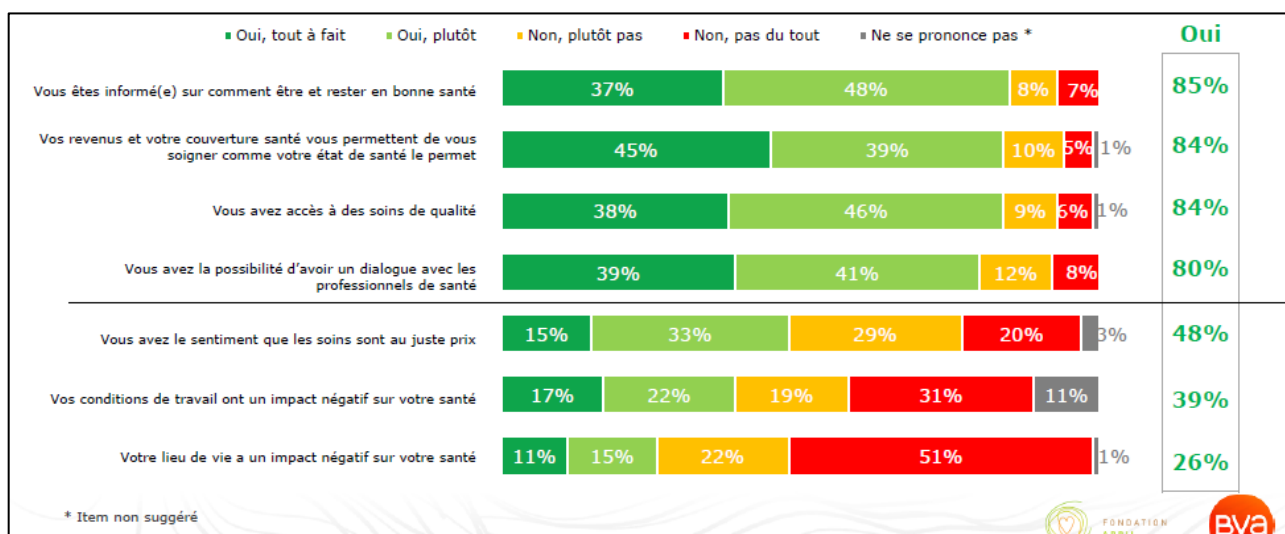
Le manque de personnel et de moyens des hôpitaux, ainsi que les déserts médicaux sont surtout pointés du doigt comme étant les principaux freins d'un accès équitable à la santé pour tous

- Quand on parle d'accès équitable à la santé pour tous, quels sont selon les deux principaux problèmes qui se posent ? (deux réponses possibles)



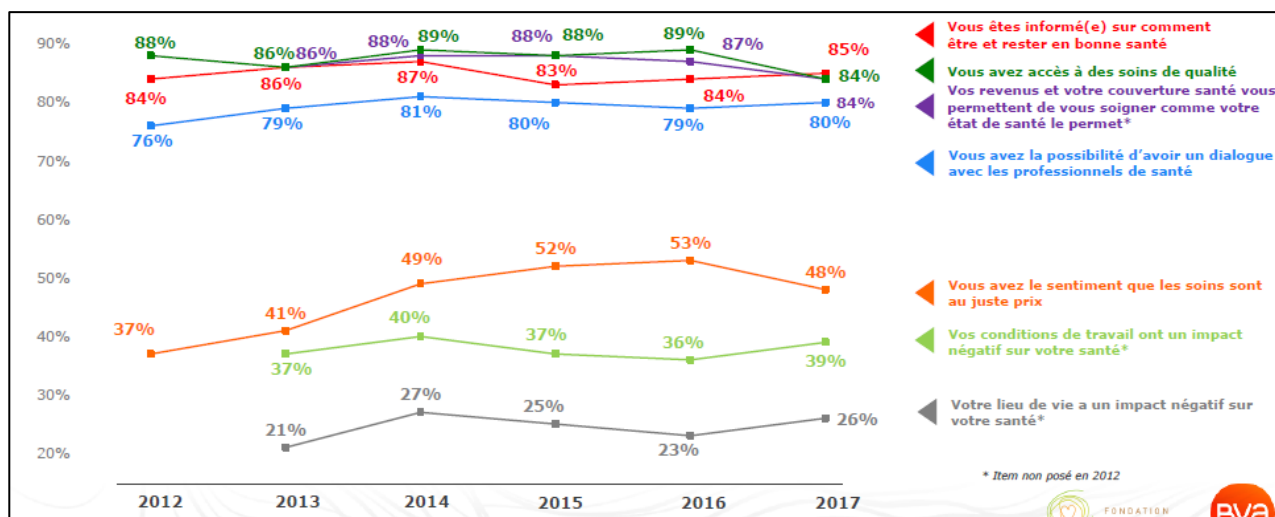
Parmi les facteurs contributifs d'une santé équitable, le prix des soins et les conditions de travail restent des points de progrès

- Aujourd'hui, diriez-vous personnellement que



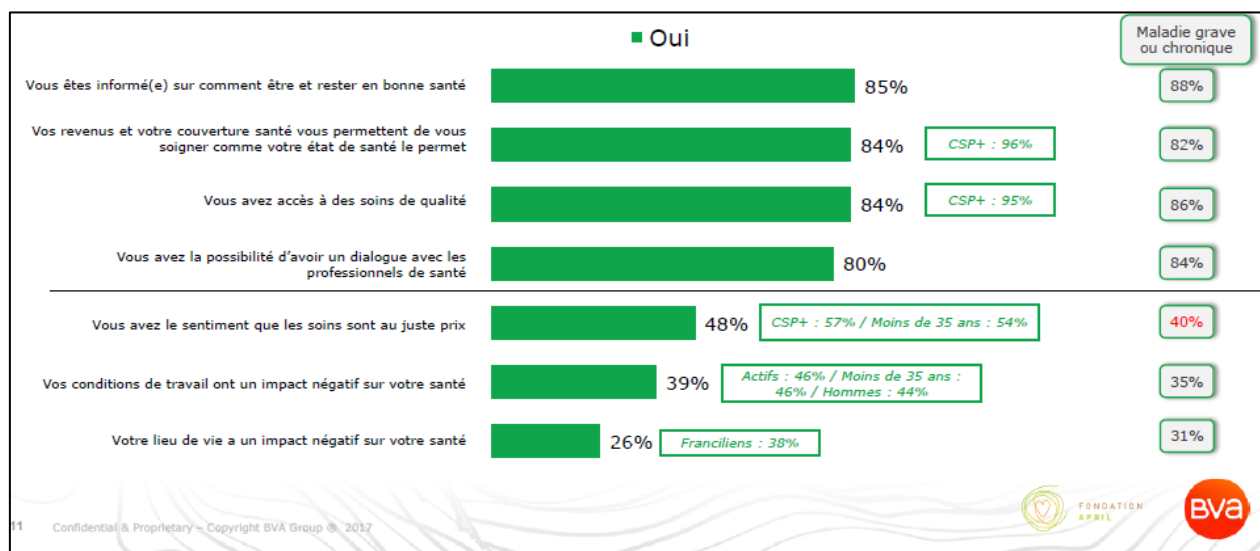
Prix des soins, qualité des soins, conditions de travail et lieu de vie : un tableau moins favorable à une santé équitable cette année

- Aujourd'hui, diriez-vous personnellement que



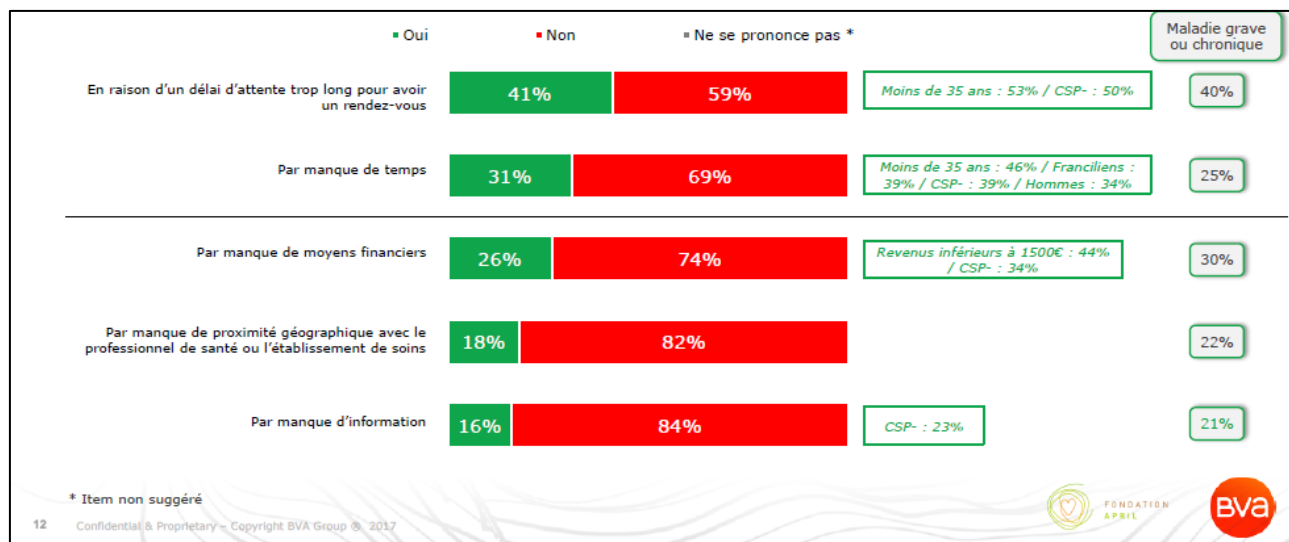
Le prix des soins, un problème ressenti avec plus d'acuité par les personnes ayant une maladie grave ou chronique. Un lieu de vie jugé défavorable à la santé par près de quatre franciliens sur dix

- Aujourd'hui, diriez-vous personnellement que...



Les jeunes et catégories sociales moins favorisées plus sujets au renoncement aux soins, avant tout en raison des délais pour consulter ou par manque de temps

- Avez-vous déjà renoncé à vous vous soigner



La santé est un enjeu majeur pour les Français. Ainsi, 89 % des électeurs sûrs de voter à la Présidentielle déclarent avoir tenu compte du thème de la Sécurité sociale pour choisir leur candidat *. Il s'agit du sujet le plus pris en compte après le chômage et devant la sécurité. A quelques semaines de l'échéance de la Fondation April a souhaité interroger les Français sur leurs attentes en matière de santé, et plus précisément sur les priorités d'actions nécessaires pour favoriser un accès équitable à la santé.

L'alimentation et l'environnement : les deux principaux domaines dans lesquels il faut agir en priorité pour permettre aux Français d'être en bonne santé

Objet de nombreuses campagnes de sensibilisation, l'impact de la nutrition sur la santé apparaît désormais bien intégré par les Français : l'alimentation et la lutte contre la « malbouffe » sont le domaine cité en priorité et de loin pour permettre aux Français en bonne santé (53 %) et fait encourageant, il s'agit d'un élément maîtrisable par les individus qui souhaiteraient prendre en main leur santé.

C'est moins le cas du deuxième domaine jugé prioritaire, l'environnement pour lequel une action collective / des pouvoirs publics est nécessaire : la qualité de l'air, les ondes ou encore les perturbateurs endocriniens - sujets dont se sont saisis un certain nombre de candidats à l'élection présidentielle - sont une attente forte, citée comme une priorité par trois personnes sur dix et près de quatre personnes sur dix en Île-de-France.

A noter que la hiérarchie est différente chez les personnes les plus fragilisées en matière de santé (mais aussi les plus en proximité avec le sujet), c'est-à-dire celles ayant une maladie grave ou chronique : probablement de par leur expérience, elles sont plus nombreuses à croire en l'efficacité d'une meilleure surveillance des maladies au travers de dépistages et d'examens préventifs (35 %, contre 24 %), deuxième domaine prioritaire pour eux derrière l'alimentation. Mais ils sont moins convaincus que le reste de la population sur l'intérêt de réduire les addictions en amont (18 %, contre 25 %).

Une politique de prévention qu'on souhaite voir axée sur les enfants et les milieux sociaux les moins favorisées

Conscients que les réflexes et bons comportements de santé s'acquièrent dès le plus jeune âge, les Français souhaitent que l'on agisse en priorité en direction des enfants (63 %) en matière de prévention santé ; une attente forte dans toute la population. Suivent, mais assez loin derrière, les populations les moins favorisées (38 %). Là encore, les Français semblent relativement au fait de l'impact du milieu social sur la prise en main de la santé (du fait du manque de moyens et d'informations notamment). Les personnes âgées (31 %), les étudiants (24 %), les actifs (20 %) et les femmes enceintes (15 %) sont considérées comme des cibles moins prioritaires.

Le médecin généraliste plébiscité pour aider les Français à prendre en main leur santé

Alors qu'il existe une grande relation de confiance entre les Français et leur médecin traitant, c'est sans surprise sans surprise que le médecin généraliste apparaît cité comme l'acteur le plus pertinent pour aider les Français à prendre soin de leur santé et cela par 55 % des personnes interrogées. Une attente à prendre d'autant plus en compte qu'il est souvent reproché au système français de santé d'être trop centré sur les soins et pas assez sur la prévention. Ainsi, selon le Collectif Inter-associatif Sur la Santé, c'est en France que les patients entendent le moins souvent parler d'alimentation et d'activité physique lors des consultations. Assez logiquement, les personnes souffrants d'une maladie grave ou chronique (66 %) et les 50 ans et plus (64 %), plus en contact avec les professionnels de santé, sont plus nombreuses que la moyenne à citer le médecin généraliste en tant que relais principal. Probablement en lien avec l'idée de s'adresser prioritairement aux enfants mais probablement aussi d'un rôle éducatif de plus en plus reconnu et conscient, les parents arrivent en deuxième position des relais les plus légitimes en matière de santé (40 %). Ce trio de tête est complété de l'école attendue sur ce terrain par 28 % des Français et davantage par les jeunes (37 %) et les Csp+ (36 %). Un chiffre plus surprenant qui place le système scolaire - qui se défend parfois de ne pouvoir agir sur tous les terrains - devant les acteurs spécialisés en santé : l'assurance maladie et le Ministère de la Santé ne sont cités que par 24 % des Français, et les mutuelles par plus d'une personne sur dix (13 %).

Les professionnels de santé : des acteurs attendus mais qui ne sont parfois pas suffisamment accessibles pour permettre une santé équitable pour tous Si les professionnels de santé sont donc essentiels, certains Français regrettent toutefois qu'ils ne soient parfois pas assez disponibles ou pas assez nombreux. Ainsi, interrogés sur les principaux freins à l'accès équitable à la santé pour tous, 40 % pointent du doigt les déserts médicaux mais aussi le manque de personnel et de moyens dans les hôpitaux. 35 % citent par ailleurs les délais pour avoir un rendez-vous avec un spécialiste (43 % chez les moins de 35 ans, 37 % auprès des personnes résidant en Province). Ce problème de délais est même le premier facteur de renoncement aux soins (41 %), loin devant le manque de temps (31 %), ou le manque de moyens financiers (26 %). Les jeunes interrogés semblent particulièrement souffrir de ces délais d'attente : 53 % (contre 41 % en moyenne) ont ainsi déclaré avoir déjà renoncé à se faire soigner car le délai d'attente était trop important. Les Csp sont aussi plus vulnérables sur le sujet du renoncement aux soins, que ce soit pour des raisons de délais, par manque de temps, *d'argent ou manque d'informations*.

Un accès à la santé qui tend à être moins équitable que par le passé

Parmi les facteurs contributifs d'une santé équitable, certains semblent jugés bien atteints par les Français. Environ huit personnes sur dix pensent être suffisamment informés pour être en bonne santé (85 %), parvenir à financer ses soins (84 %), avoir accès à des soins de qualité (84 %) et pouvoir dialoguer avec leur médecin (80 %). En revanche, certaines évolutions à la baisse à noter : en 2017, les Français sont à nouveau une minorité à trouver que les soins sont au juste prix (48 %, - 5). Ils sont par ailleurs plus nombreux à estimer que leurs conditions de travail ont un impact négatif sur leur santé (39 %, + 3), tout comme leur lieu de vie (26%, +3). Plus inquiétant, désormais 84 % des Français considèrent avoir accès à des soins de qualité ; s'il s'agit d'un score toujours relativement haut, il est important de noter qu'il s'agit là du plus faible niveau jamais enregistré dans notre baromètre et que cette mesure a nettement baissé en un an (- 5).

A la veille du second tour de l'élection présidentielle, la santé est plus que jamais au centre des préoccupations des Français qui expriment des inquiétudes croissantes envers le système de soins et qui, pour une partie d'entre eux, se voient dans la situation de devoir renoncer à se soigner. Il reste à savoir si le prochain président de la République saura s'emparer de ce sujet à son arrivée à l'Elysée et apporter des réponses aux citoyens, alors que ces questions ont été peu abordées et débattues jusque-là dans la campagne.

Fiche technique

Etude réalisée par téléphone du 31 mars au 1^{er} avril 2017 auprès d'un échantillon de 963 répondants, représentatif de la population française, âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'interviewé, après stratification par région et catégorie d'agglomération. La modalité de réponse « ne se prononce pas » n'a pas été suggérée aux répondants. Les résultats des personnes ayant une maladie grave ou chronique (affections de longue durée de type diabète, sclérose en plaque, insuffisance rénale, cardiopathies, accidents vasculaires cérébraux, cancer, asthme et affections respiratoires...) sont systématiquement indiqués. Ces personnes représentent 21 % de l'échantillon.

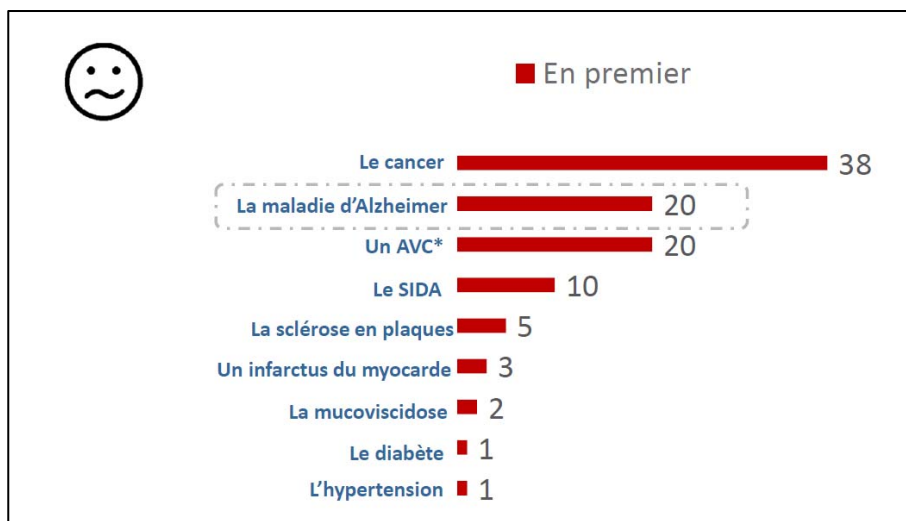
Alzheimer : la deuxième maladie la plus crainte des Français

<https://www.ipsos.com/fr-fr/alzheimer-la-2e-maladie-la-plus-crainte-des-francais>

Ipsos – septembre 2017

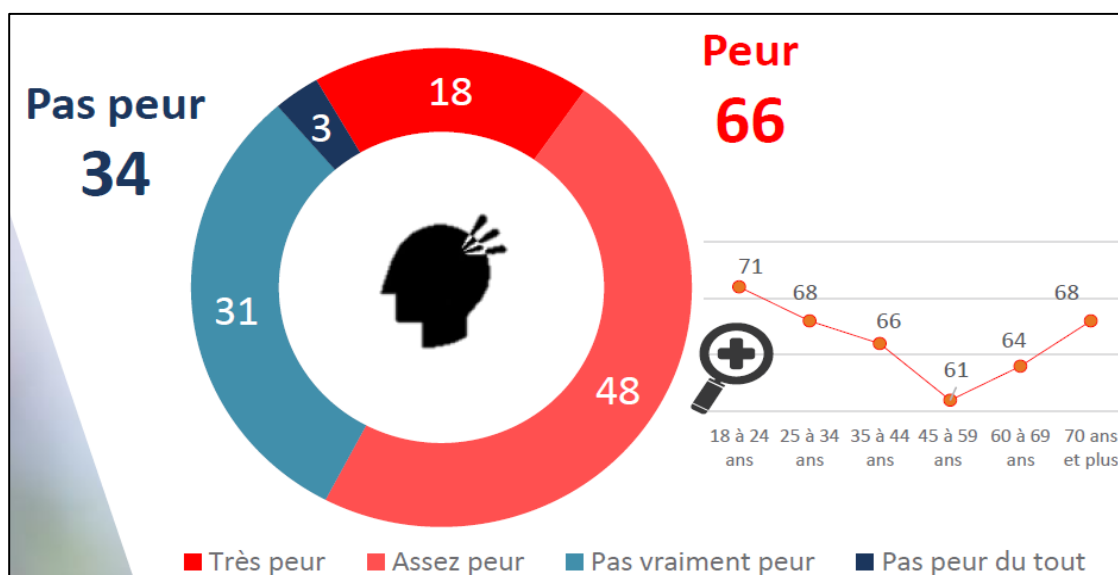
La maladie d'Alzheimer est la deuxième maladie qui fait le plus peur aux Français, derrière le cancer et à égalité avec l'AvC

- Parmi les maladies ou problèmes de santé suivants, quels sont ceux dont l'issue vous ferait le plus peur si vous en étiez atteint un jour ?



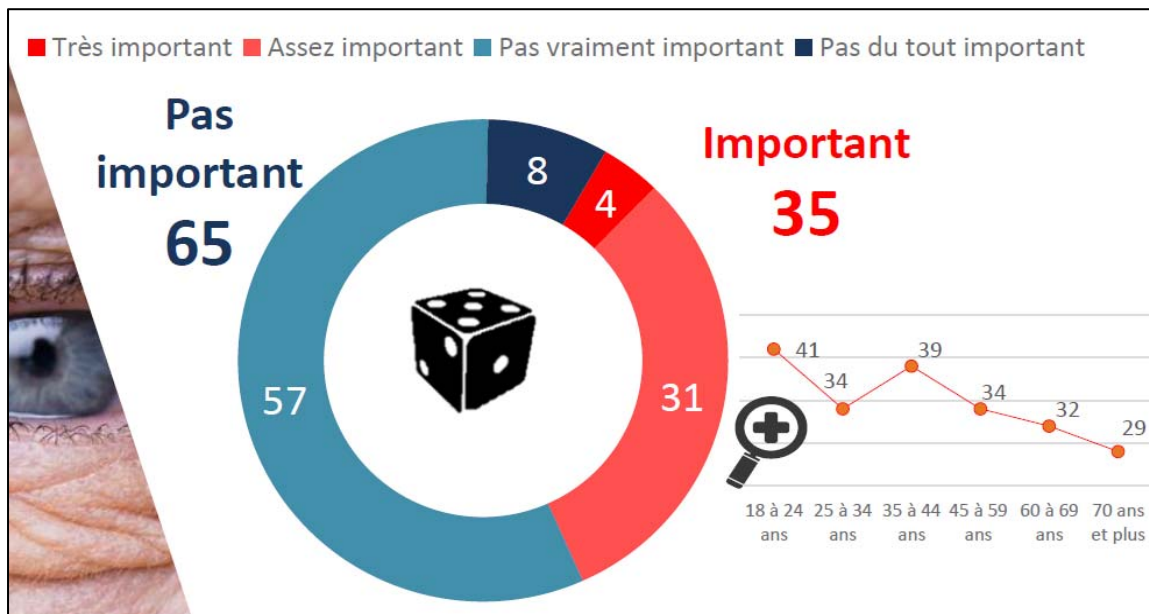
Deux tiers des Français ont peur d'être un jour atteint par la maladie d'Alzheimer : un sentiment éprouvé par tous et notamment les plus jeunes

- Avez-vous très, assez, pas vraiment ou pas du tout peur d'être un jour atteint par la maladie d'Alzheimer ?



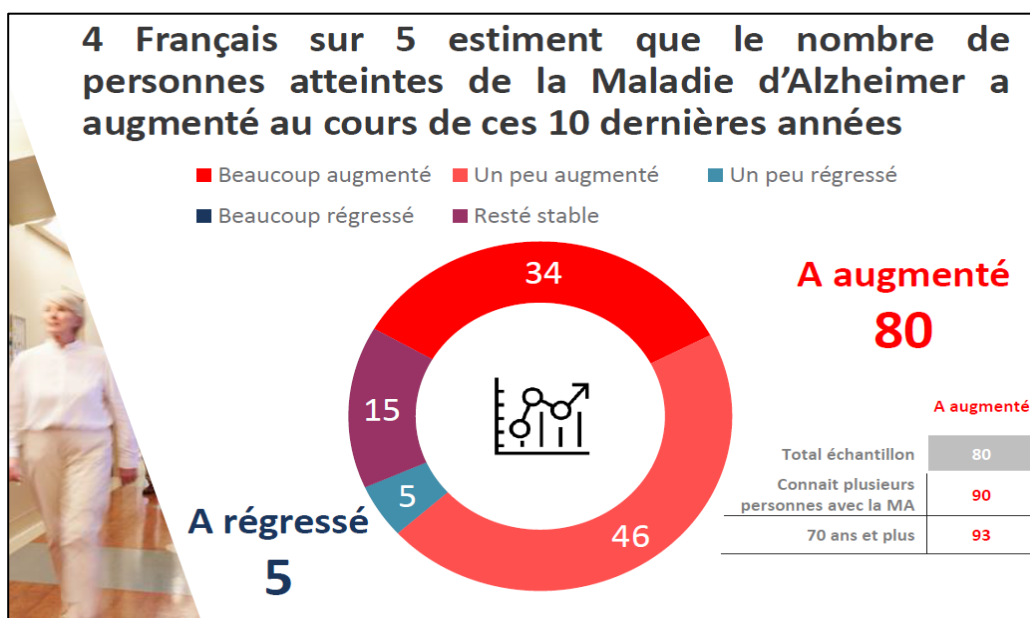
Un Français sur trois juge même qu'il y a un risque important qu'ils soient un jour atteint par la maladie d'Alzheimer

- Et pensez-vous qu'il y a un risque important ou pas que vous ayez un jour la maladie d'Alzheimer ?



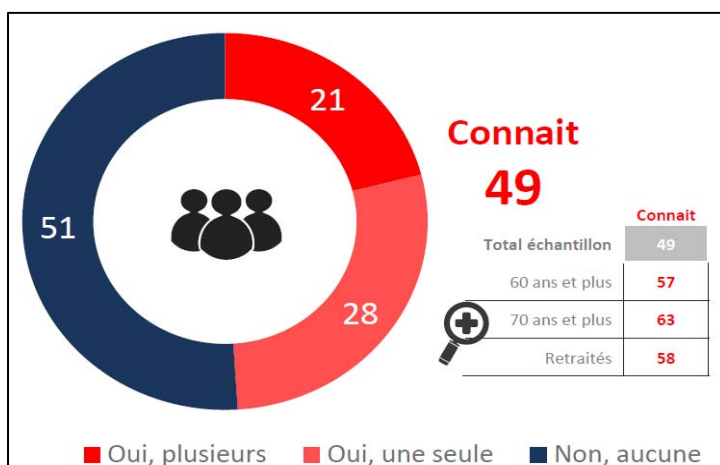
Une maladie à laquelle beaucoup de Français sont d'ores et déjà confrontés

- Quatre Français sur cinq estiment que le nombre de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer a augmenté au cours de ces dix dernières années



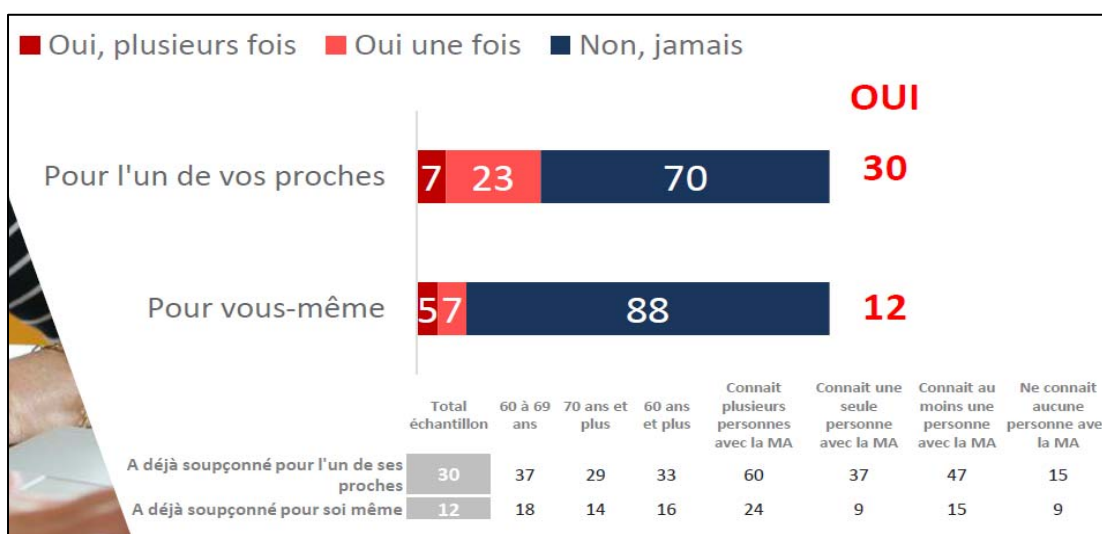
D'ailleurs, un Français sur deux déclare avoir connu dans son entourage au moins une personne atteinte de la maladie d'Alzheimer

- Au sein de votre entourage, connaissez-vous des personnes qui ont actuellement ou qui ont eu la maladie d'Alzheimer ?



Et près d'un tiers a déjà suspecté une maladie d'Alzheimer chez un proche et un sur dix l'a soupçonné pour lui-même. Un sentiment de suspicion plus prégnant chez les plus de 60 ans.

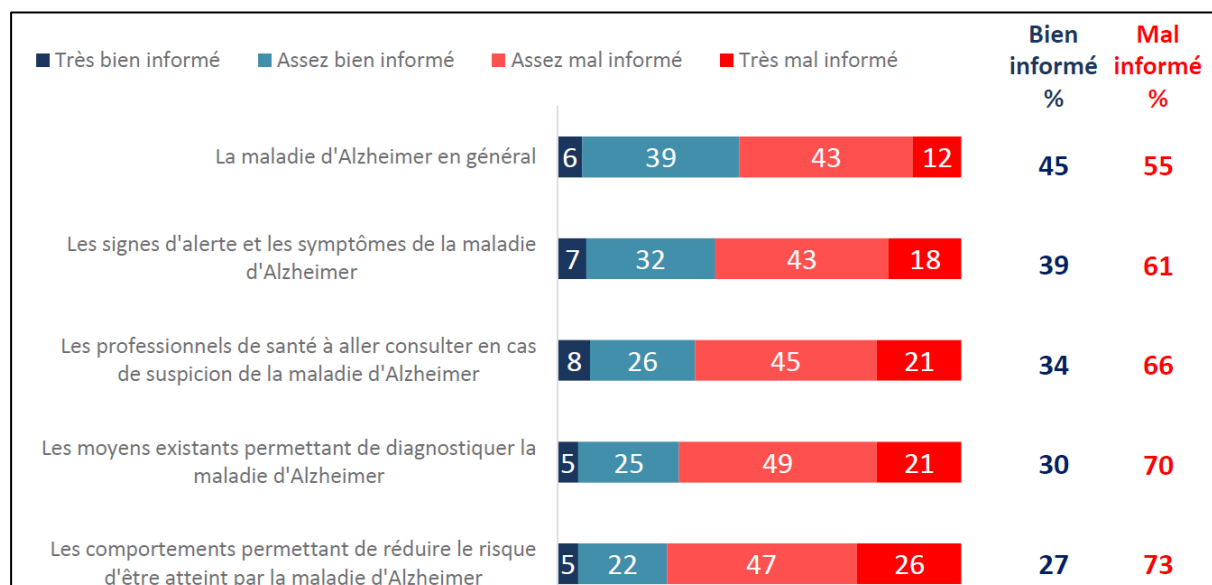
- Et vous est-il déjà arrivé de soupçonner un début de maladie d'Alzheimer...



Pourtant, une maladie qui reste encore très méconnue

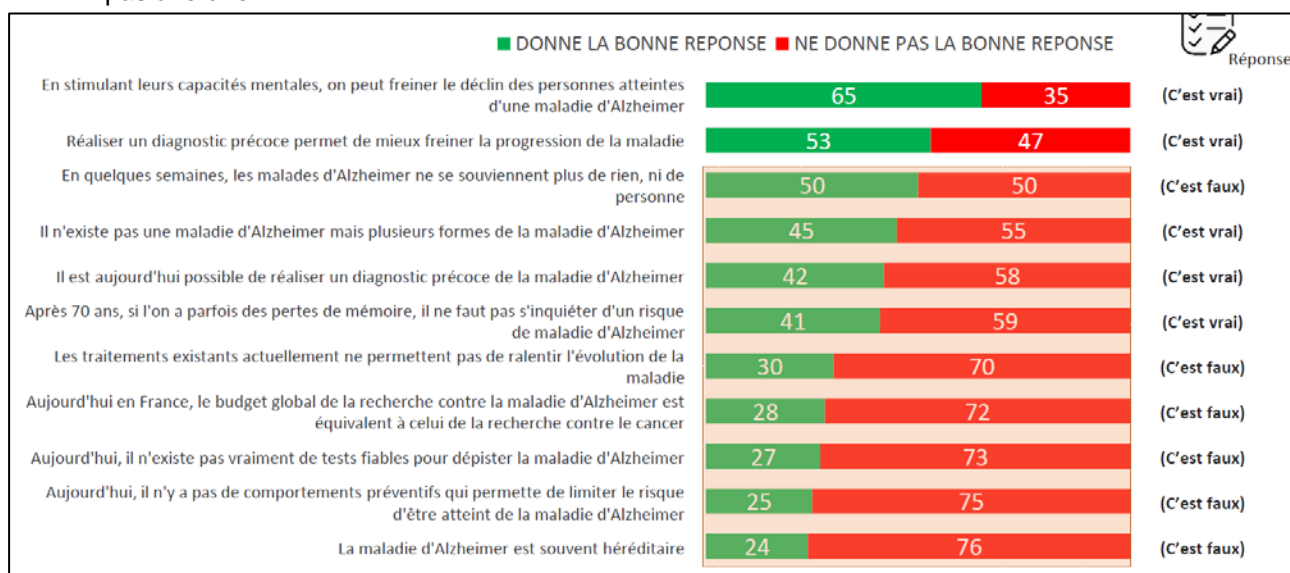
Des Français qui se disent le plus souvent mal informés sur la maladie...

- Aujourd'hui, vous sentez-vous bien ou mal informé sur chacun des aspects suivants concernant la maladie d'Alzheimer ?

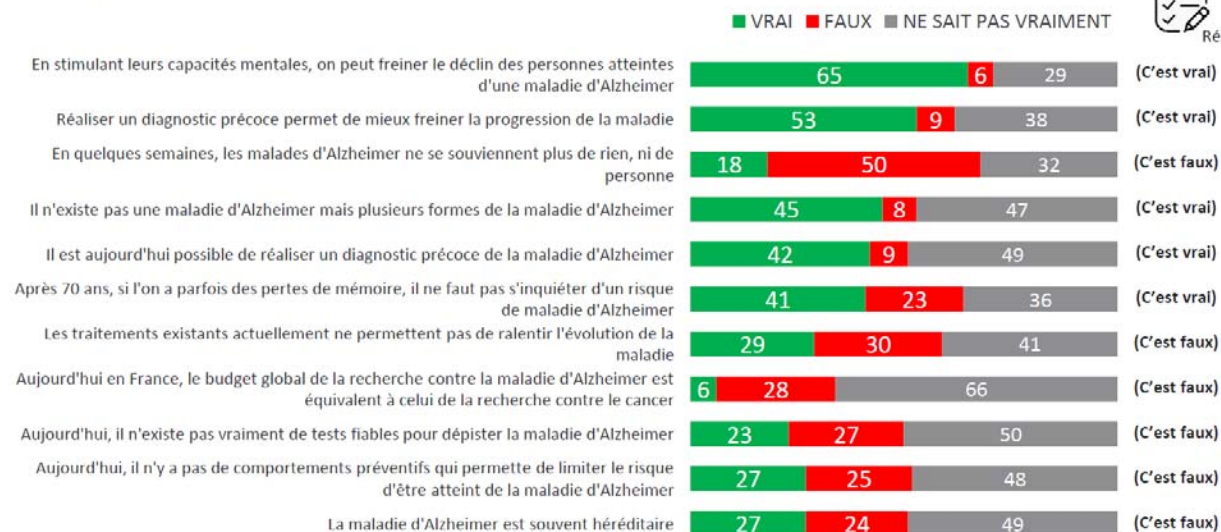


...et qui dans les faits en savent très peu sur elle

- Pour chacune des propositions suivantes qui concerne la maladie d'Alzheimer, dites-moi d'après ce que vous en savez elle est VRAI ou FAUSSE ou VOUS NE SAVEZ PAS VRAIMENT ? Il n'y a pas de honte à ne pas connaître ces informations. Si vous ne savez si elle est vraie ou fausse, n'hésitez pas à le dire...



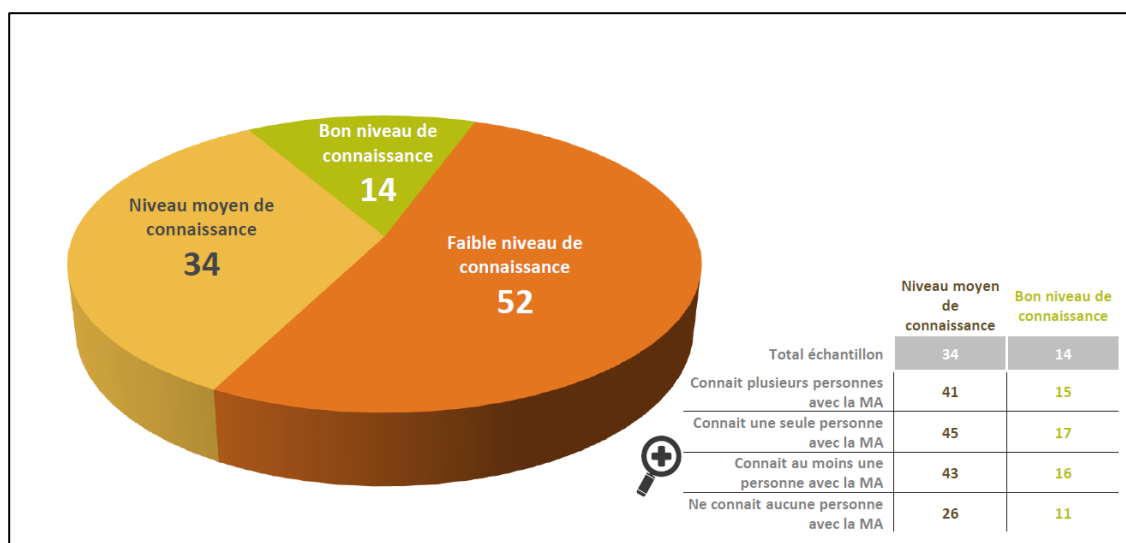
Les réponses dans le détail :



14 Pour chacune des propositions suivantes qui concerne la maladie d'Alzheimer, dites-moi si d'après ce que vous en savez elle est VRAIE, FAUSSE ou VOUS NE SAVEZ PAS VRAIMENT ? Il n'y a pas de honte à ne pas connaître ces informations. Si vous ne savez pas si elle est vraie ou fausse, n'hésitez pas à le dire.



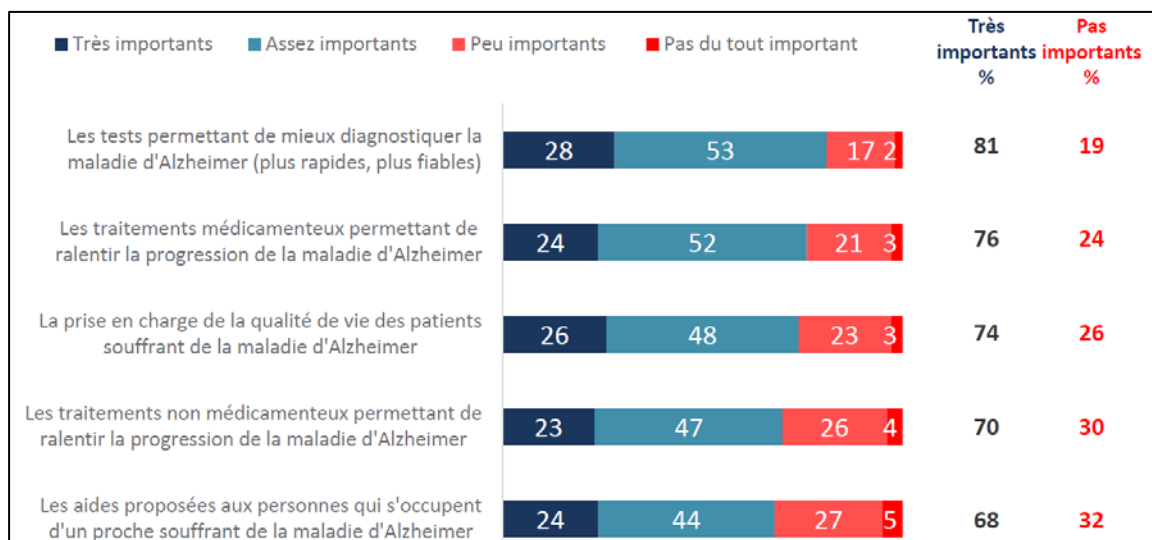
Plus d'un Français sur deux a un faible niveau de connaissance de la maladie



Quels espoirs dans la recherche médicale ?

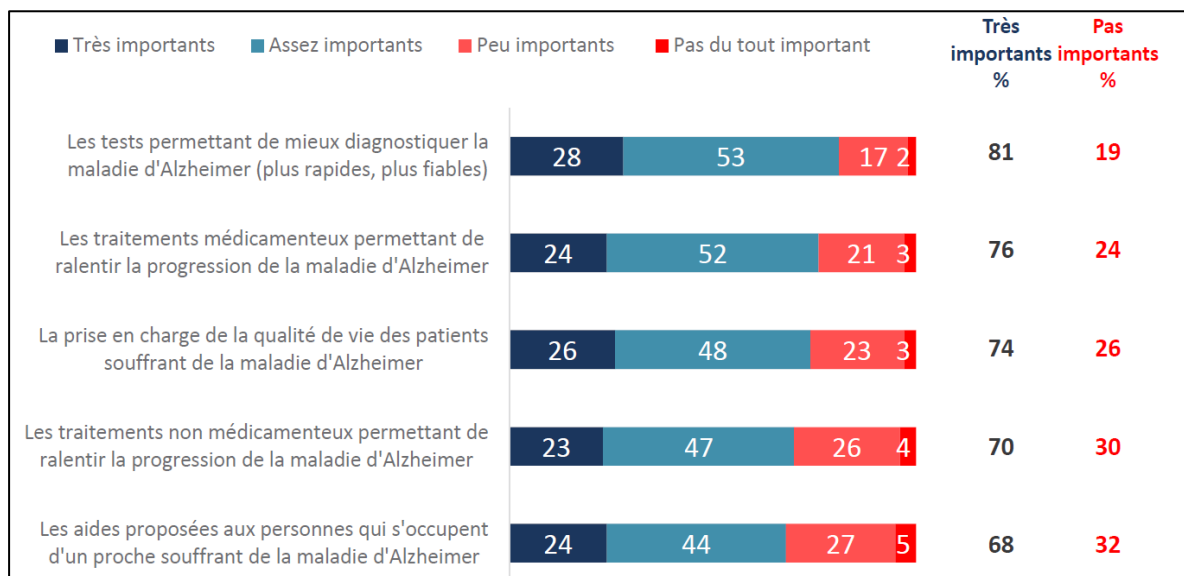
Des Français relativement optimistes vis-à-vis de la recherche médicale, un peu moins sur les aides apportées aux proches de patients...

- Dans les dix prochaines années, pensez-vous que la recherche va faire des progrès importants ou plus en ce qui vous concerne,,,?



Quels espoirs dans la recherche médicale ?

- Des Français relativement optimistes vis-à-vis de la recherche médicale, un peu moins sur les aides apportées aux proches de patients...



**Fiche technique**

Enquête réalisée par internet du 23 au 25 juin 2017 auprès d'un échantillon de 1058 personnes, représentatif de la population Française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables de sexe, d'âge, de profession, de région et de catégorie d'agglomération.

Le regard des Français sur le bien-être

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3902

Ifop – octobre 2017

Psychologies magazine

Invités à livrer leur ressenti sur leur propre état depuis ces derniers jours, les Français ont indiqué leur fatigue en premier lieu (63 % du total des citations) quand seuls 22 % se disent plein d'énergie. Le stress (42 %) ou l'anxiété (40 %) sont également fréquemment évoqués, alors que dans le même temps et pour seulement un tiers des cas, les Français se déclarent heureux (35 %) et détendus (33 %). Une part identique de citations concerne l'optimisme et le pessimisme de ces individus. Dans le détail, notons une réelle disparité entre les hommes et les femmes puisque ces dernières semblent se sentir globalement moins bien : en effet, elles citent de façon plus significative leur état de fatigue (70 % vs 55 % des hommes), de stress (48 % vs 35 %) ou d'anxiété (45 % vs 35 %) et se déclarent également moins détendues (26 % vs 41 %). Malgré cette morosité déclarée de leur état général, sept Français sur dix affirment prendre soin de leur santé physique et morale (71 %), un sentiment toutefois moins porté par les moins de 35 ans (63 %) et les Csp+ (62 %). Pour les 29 % de Français qui ne prennent pas leur santé physique et mentale en main, les raisons sont peu tranchées puisque un tiers d'entre eux déplorent un manque de moyens financiers (32 %), de temps (30 %), alors que 24 % admettent manquer de motivation et seulement 12 % considèrent avoir des difficultés à trouver un bon interlocuteur.

Le ressenti sur son propre état depuis les deux dernières semaines

- Vous personnellement, comment vous êtes-vous senti(e) ces dernières semaines ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

	En premier (%)	Total des citations (%)
Fatigué(e)	31	63
Stressé(e)	10	42
Anxieux(se).....	9	40
Heureux(se).....	10	35
Détendu(e).....	13	33
Pessimiste	13	32
Optimiste	9	32
Energique	5	22
TOTAL.....	100	(*)

Le sentiment de prendre soin de sa santé

- Avez-vous le sentiment de prendre soin de votre santé physique et morale ?

	Ensemble (%)
TOTAL Oui	71
. Oui, tout à fait.....	18
. Oui, plutôt.....	53
TOTAL Non	29
. Non, plutôt pas	25
. Non, pas du tout	4
TOTAL	100

La raison expliquant la négligence de sa santé

- Selon vous, quelle est la raison principale qui vous empêche de prendre soin de vous comme vous le voudriez ?

Base : Question posée uniquement aux personnes ayant le sentiment de ne pas prendre soin de leur santé physique et morale, soit 29% de l'échantillon	Ensemble (%)
Le manque d'argent	32
Le manque de temps.....	30
Le manque de volonté ou de motivation	24
La difficulté à trouver le bon interlocuteur (médecin, spécialiste, coach...).....	12
Le manque d'idées	2
TOTAL	100

Les différents critères contribuant à son bien-être

- Pour chacun des moyens suivants, considérez-vous qu'ils constituent une bonne solution pour contribuer à votre bien-être ?

Récapitulatif : Total Oui

	Ensemble (%)	Homme (%)	Femme (%)
Dormir suffisamment	96	95	98
Manger de façon équilibrée et variée	96	95	96
Entretenir des liens amicaux ou familiaux	94	94	93
Marcher dans la nature	92	94	91
Avoir une activité sportive ou physique régulière	88	89	88
Faire de temps en temps des thalassos, des spas, du massage, etc.	74	70	79
Pratiquer des thérapies comme la relaxation, la sophrologie	62	53	69
Pratiquer de la méditation, le yoga, etc.	59	51	67
Lire des ouvrages de bien-être	38	30	46

Fiche technique

Echantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) Du 30 au 31 octobre 2017.

Baromètre santé et prévention

Csa – octobre 2017

<https://www.csa.eu/fr/survey/barometre-sante-prevention>

Csa/Intérieure mutuelle

Quatrième édition du baromètre santé et prévention pour Intérieure Mutuelle, en partenariat avec le ministère de l'Intérieur et la fonction publique territoriale

Les adhérents d'Intérieure du ministère de l'Intérieur

90 % des adhérents du Ministère de l'Intérieur sont en bonne santé, mais moins qu'avant.

Ils sont cependant fragilisés :

- 62 % sont stressés, principalement par leur travail ;
- 63 % sont satisfaits de leur sommeil ;
- 22 % ont ressenti des symptômes dépressifs ;
- 61 % ressentent des effets négatifs de leur travail sur leur santé et leur vie professionnelle.

Mais ils adoptent des comportements préventifs :

- 93 % adoptent des comportements pour prendre soin de leur santé (vs 87 % dans la population française) ;
- 85 % ont une alimentation équilibrée ;
- 71 % pratiquent une activité physique ;
- 18 % sont fumeurs (vs 29 % dans la population française) ;
- 56 % sont intéressés par des ateliers de prévention.

Les adhérents d'Intérieure de la fonction publique territoriale :

- 89 % des adhérents de la Fonction publique territoriale sont en bonne santé.

Ils sont cependant fragilisés :

- 73 % sont stressés, principalement par leur travail ;
- 62 % sont satisfaits de leur sommeil ;
- 28 % ont ressenti des symptômes dépressifs ;
- 79 % sont satisfaits de leur travail ;
- 58 % ressentent des effets négatifs de leur travail sur leur santé et leur vie professionnelle.

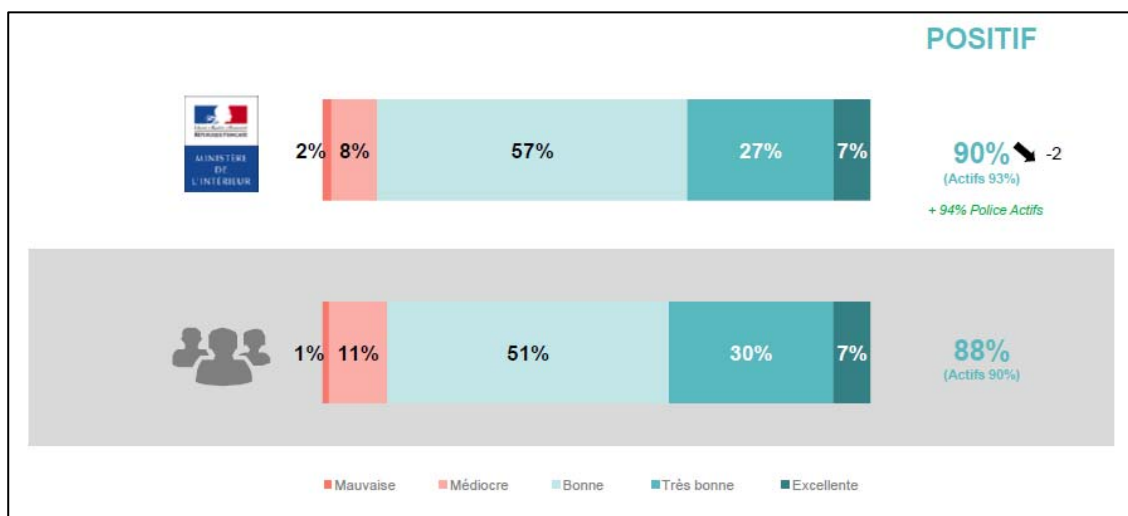
Mais ils adoptent des comportements préventifs :

- 93 % adoptent des comportements pour prendre soin de leur santé (vs 87 % dans la population française) ;
- 86 % ont une alimentation équilibrée ;
- 66 % pratiquent une activité physique ;
- 59 % sont intéressés par des ateliers de prévention.

Le rapport à la santé

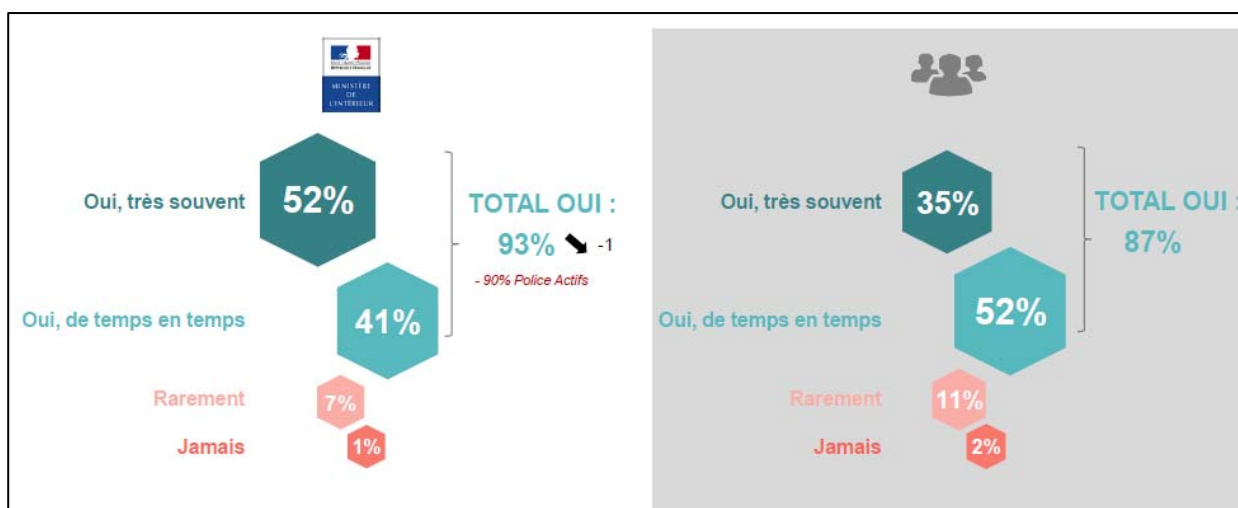
Perception de sa santé

- Dans l'ensemble, pensez-vous que votre santé est ?



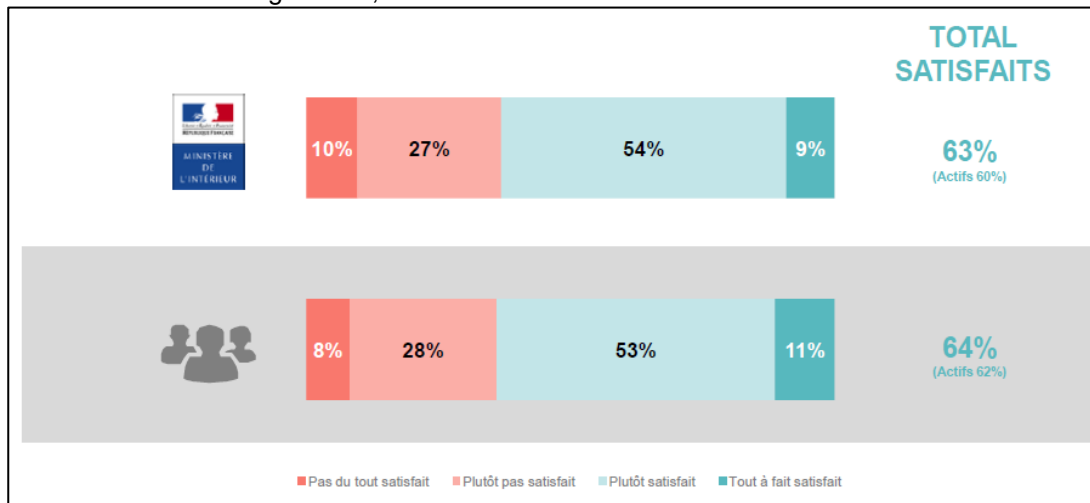
Sentiment d'adopter des comportements favorables à sa santé

- Aujourd'hui, avez-vous le sentiment d'adopter dans votre vie quotidienne des comportements pour prendre soin de votre santé ?

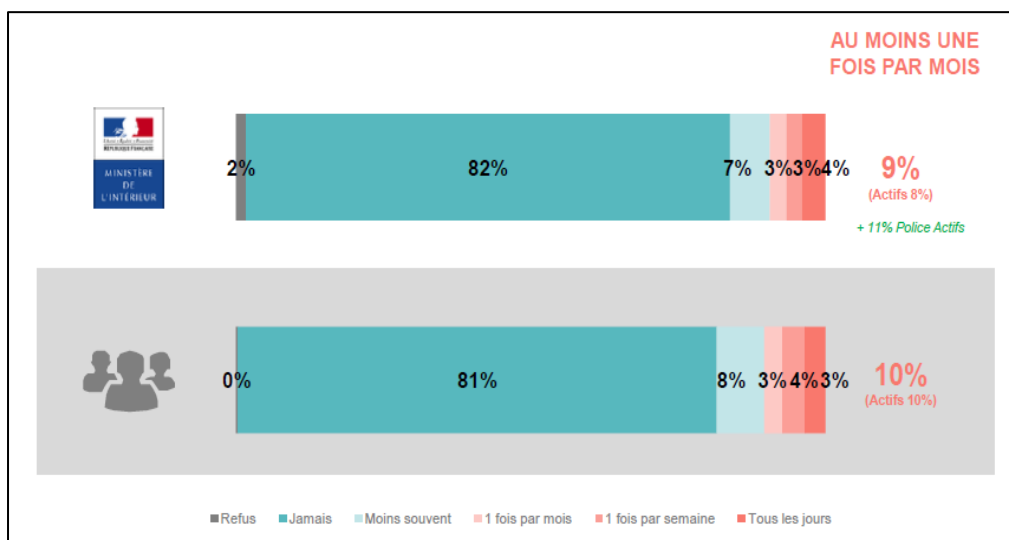


L'hygiène de vie**Le sommeil****Satisfaction vis-à-vis de son sommeil**

- De manière générale, êtes-vous satisfait de votre sommeil ?

**Le recours aux somnifères au cours des douze derniers mois**

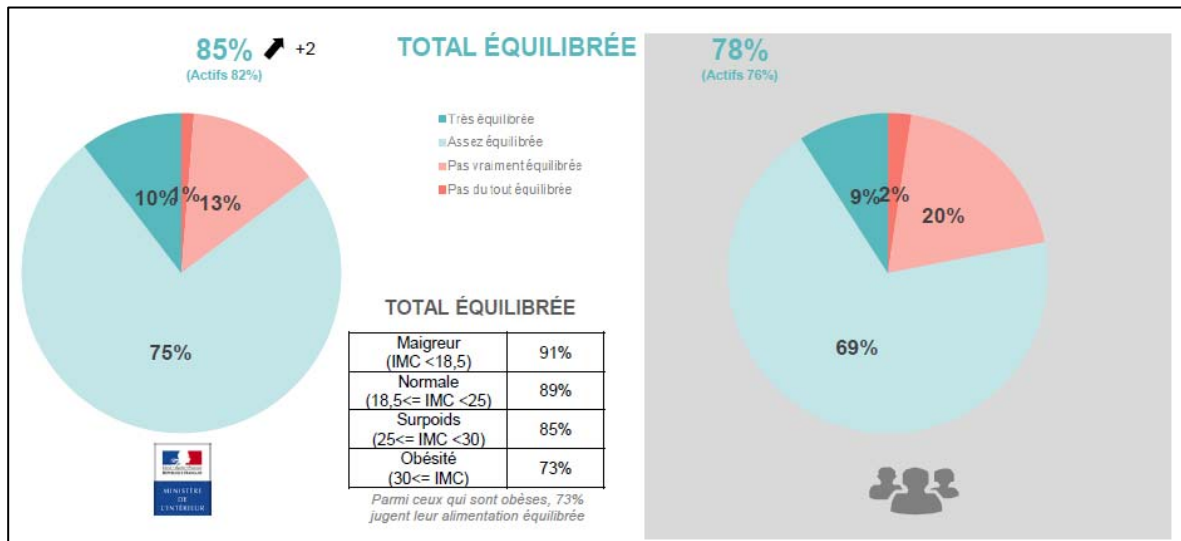
- Au cours des douze derniers mois, avez-vous pris des somnifères pour vous aider à dormir ?



L'alimentation

Jugement sur l'équilibre de son alimentation

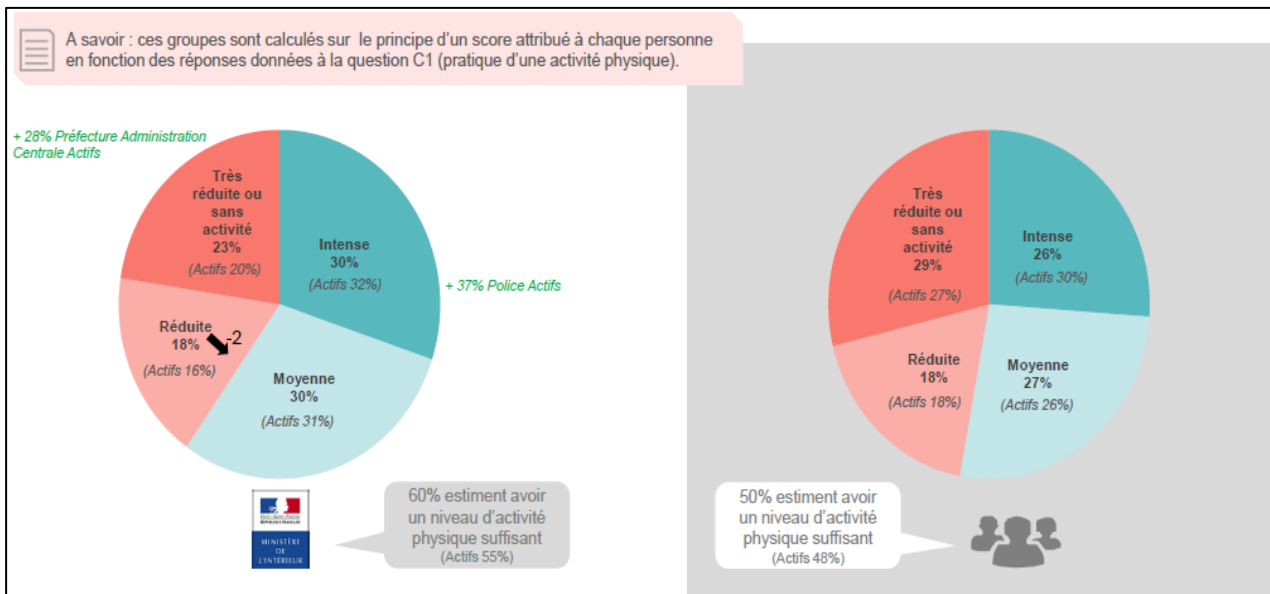
- De manière générale, jugez-vous votre alimentation...



L'activité physique

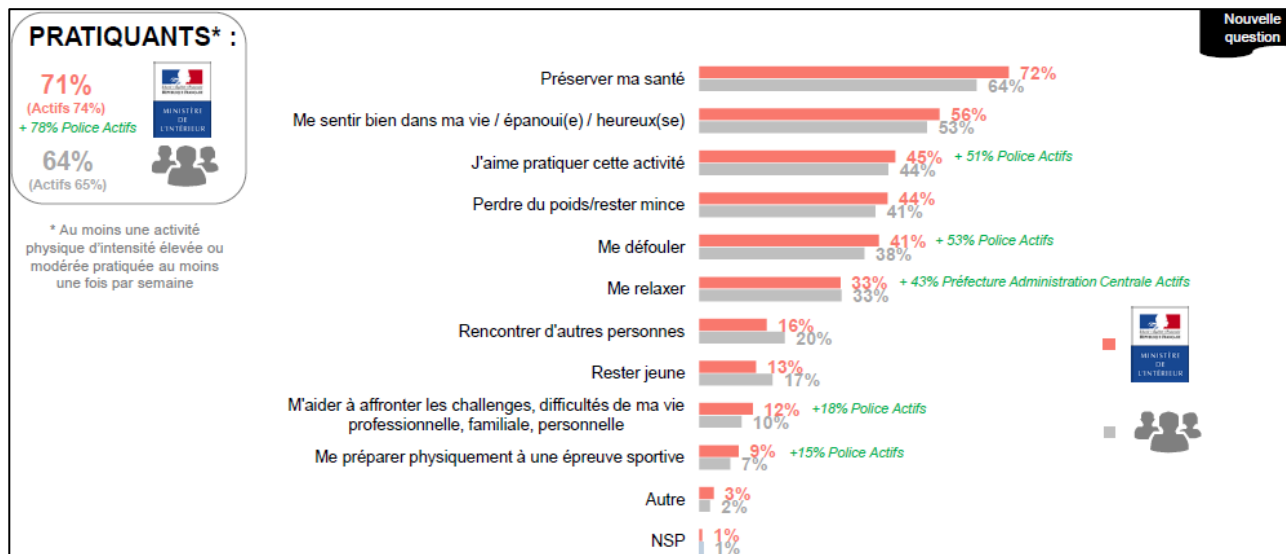
Fréquence de pratique d'une activité physique

- En considérant une semaine classique, durant votre temps libre, à quelle fréquence pratiquez-vous...



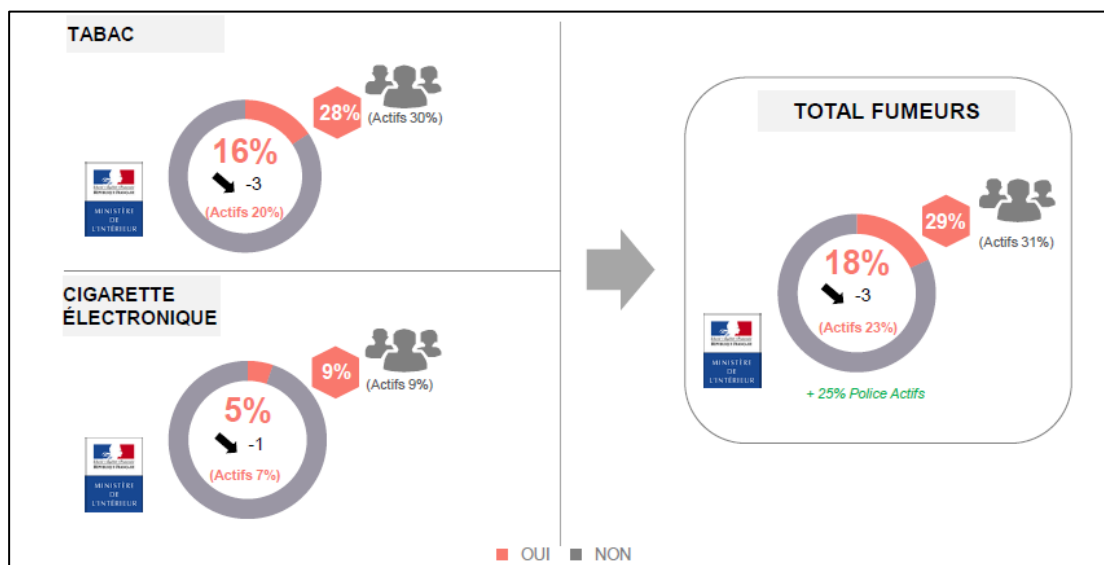
Raisons de la pratique d'une activité physique

- Quelles raisons vous poussent à pratiquer une activité physique ?



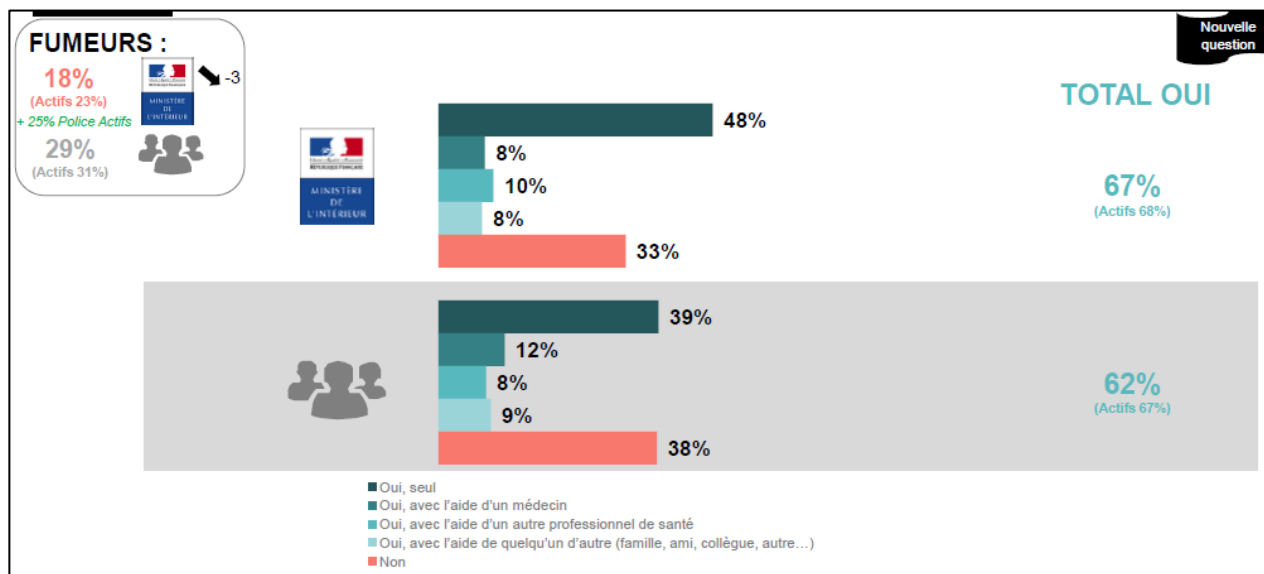
Les addictions

- La consommation de tabac



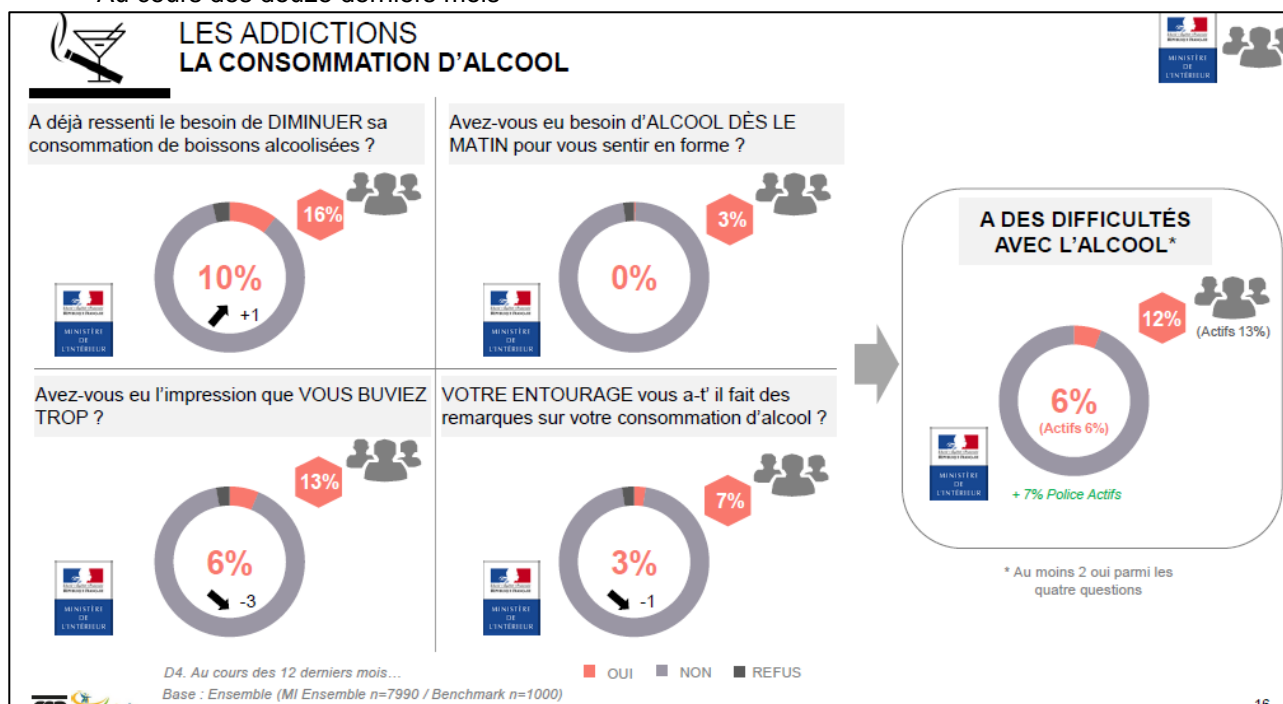
Envisagent d'arrêter de fumer

- Au cours de ces douze derniers mois...



La consommation d'alcool

- Au cours des douze derniers mois

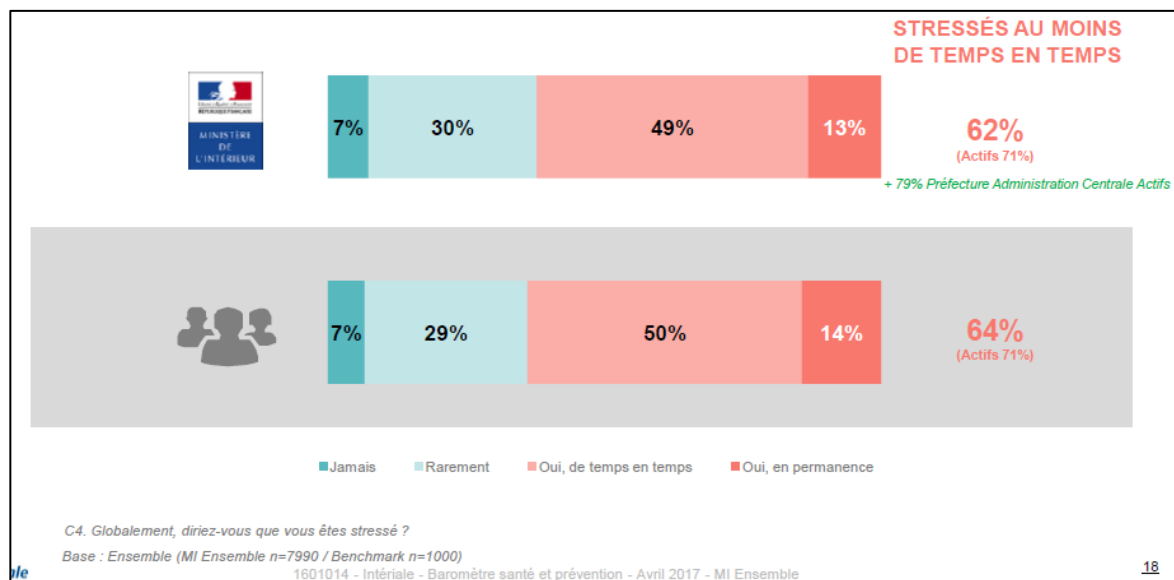


Etat Santé mentale et physique

Le stress

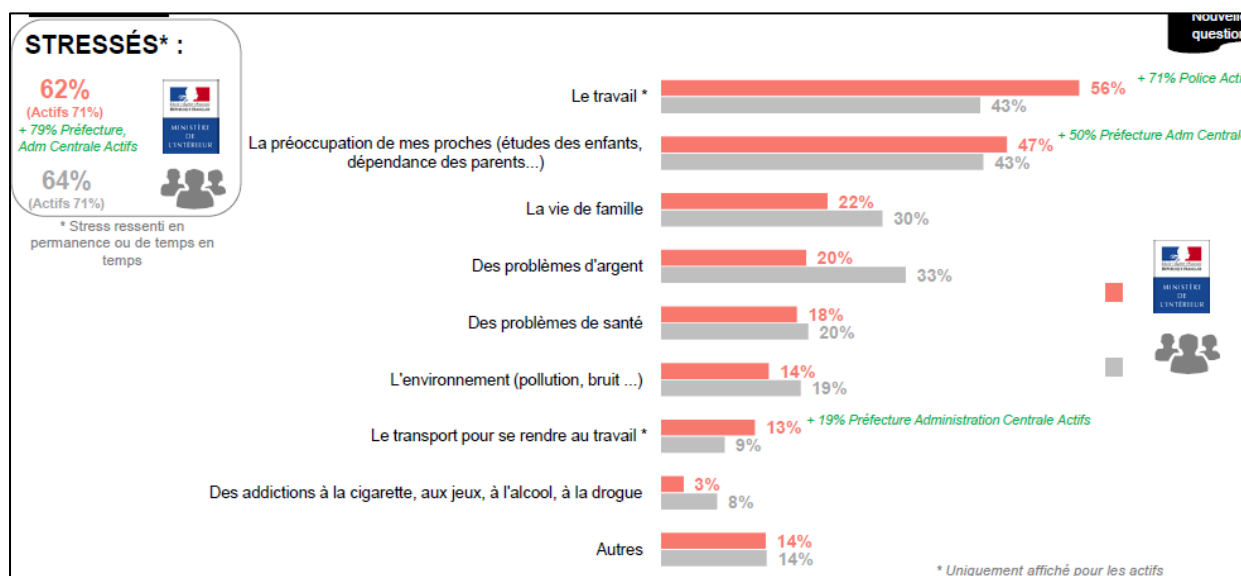
Fréquence du sentiment de stress

- Globalement, diriez-vous que vous êtes stressé ?



Causes du stress

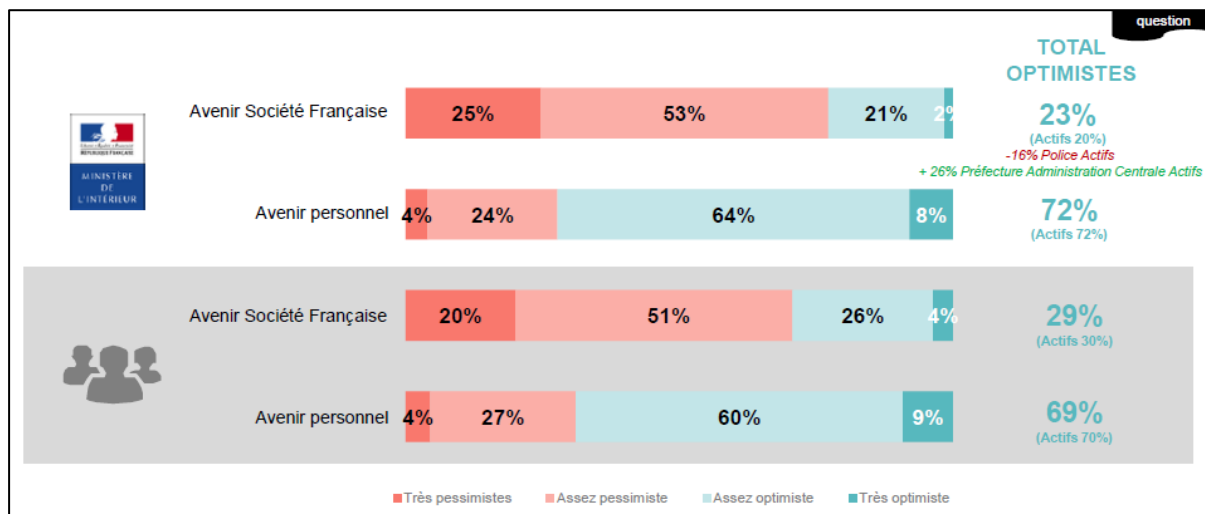
- Selon vous, quelles sont les causes de votre stress ?



L'Etat de santé mentale

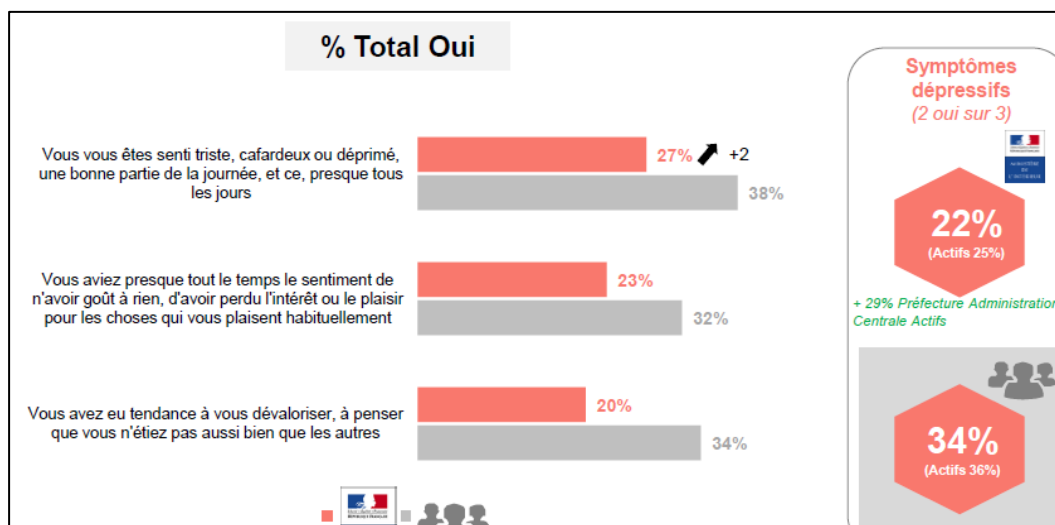
Optimisme quant à l'avenir

- Vous personnellement, êtes-vous très optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste pour... ?

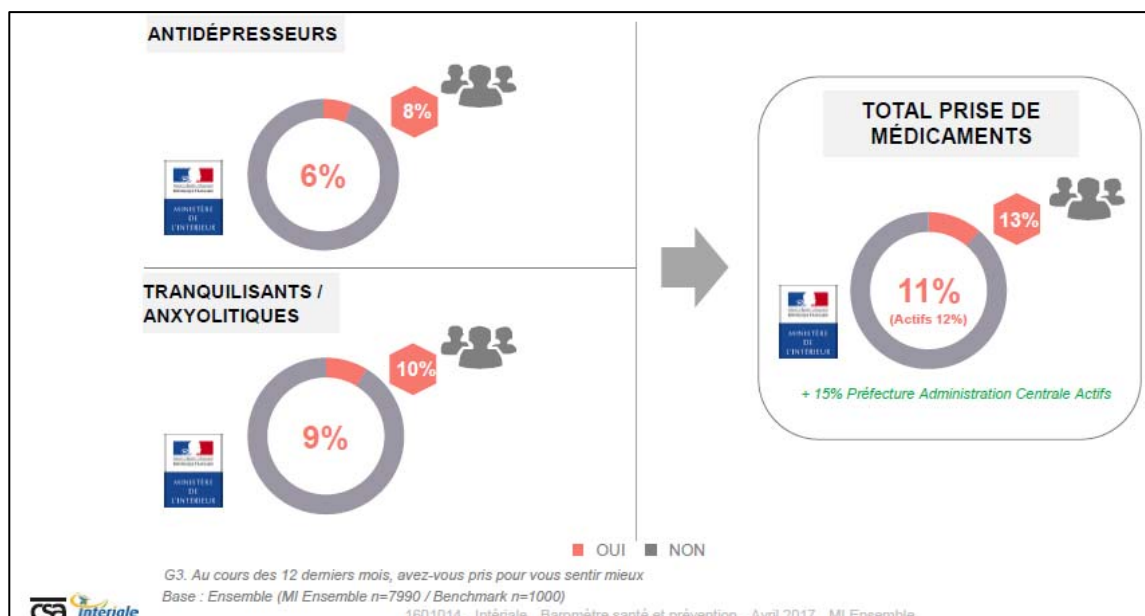


Périodes de déprime au cours du dernier mois

- Au cours du dernier mois, avez-vous une période pendant laquelle...

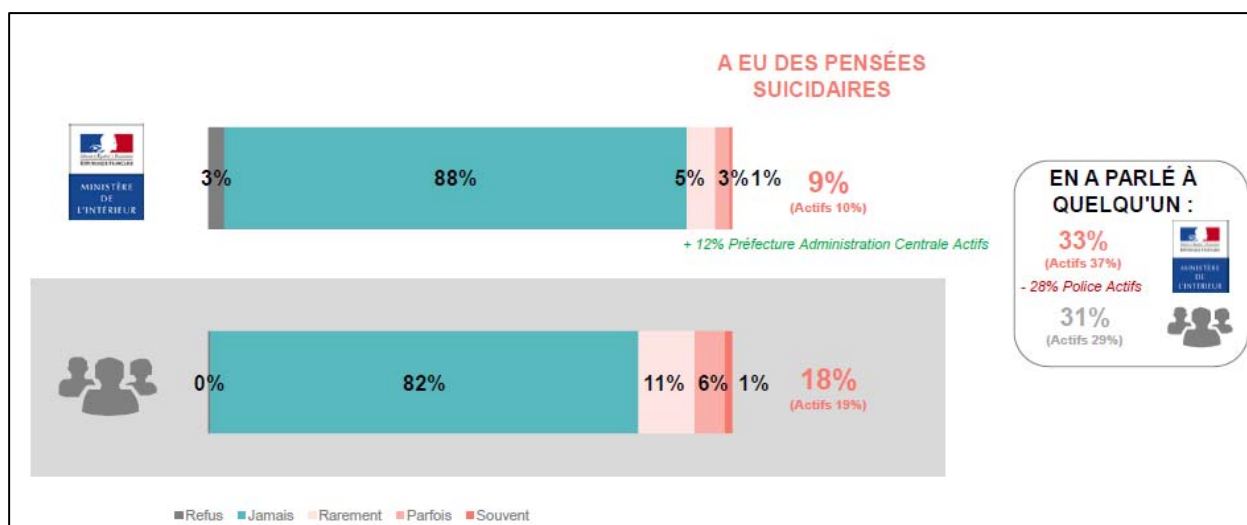


Prise d'antidépresseurs ou d'anxiolytiques pour se sentir mieux



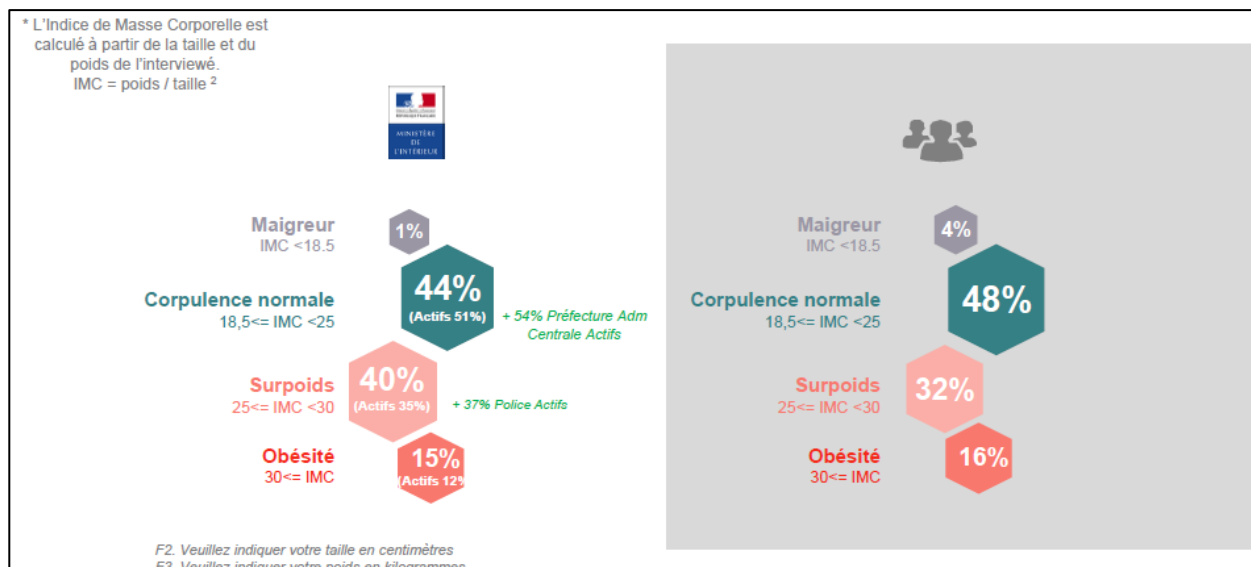
Pensées suicidaires au cours des douze derniers mois

- Avez-vous déjà eu des pensées suicidaires au cours des douze derniers mois ?



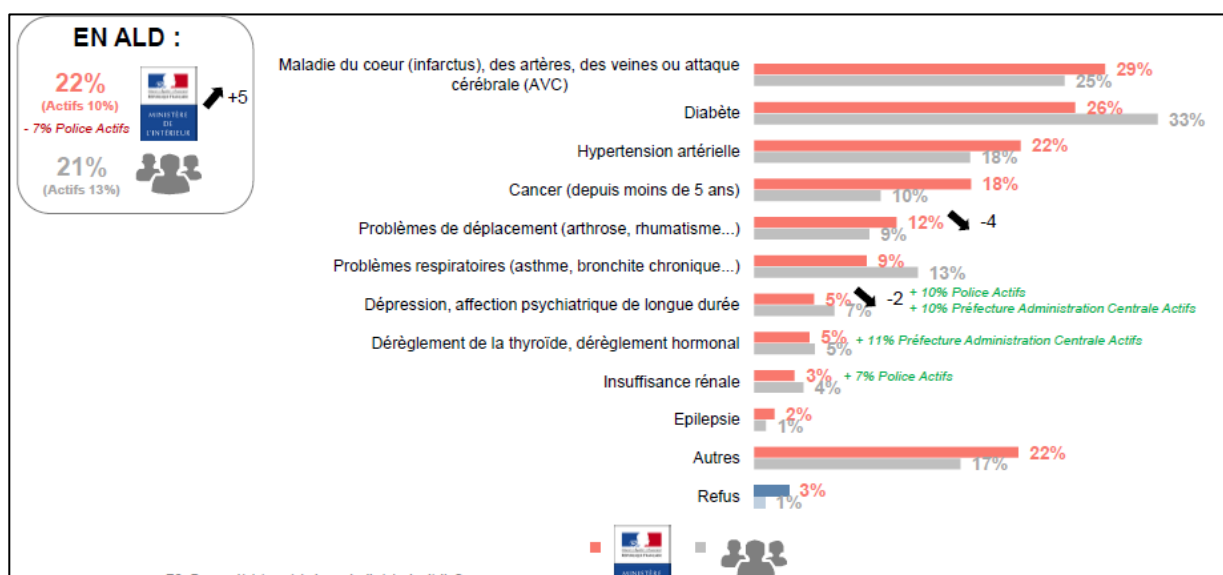
L'état de santé physique

- Indice de masse corporelle



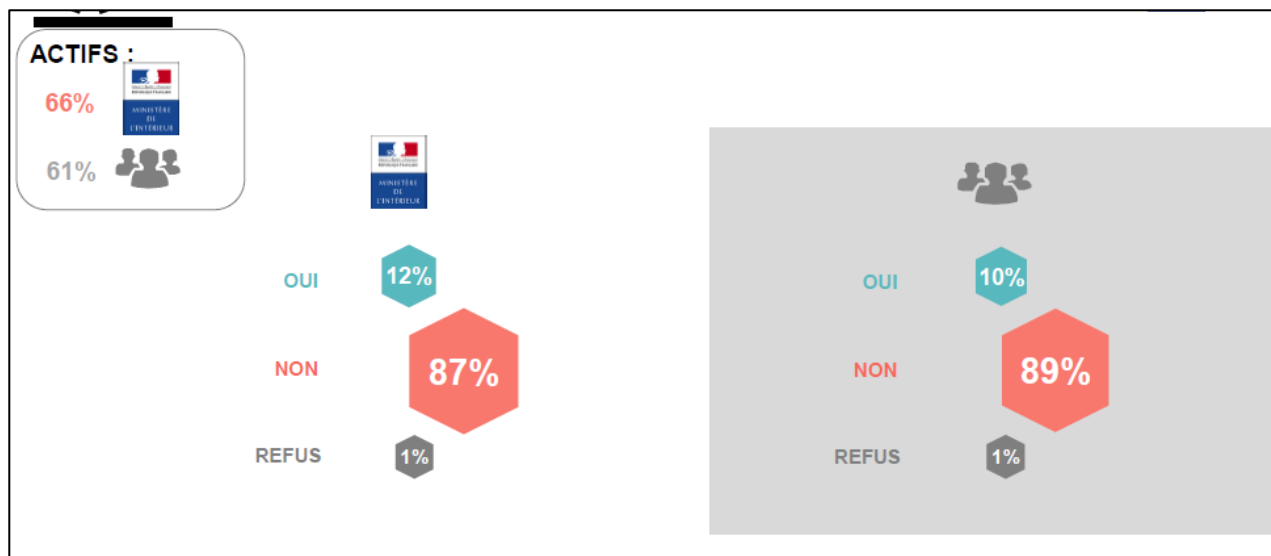
Affection longue durée (ALD) – type de maladie

- De quel(s) type(s) de maladie s'agit-il ?



L'Etat de santé physique

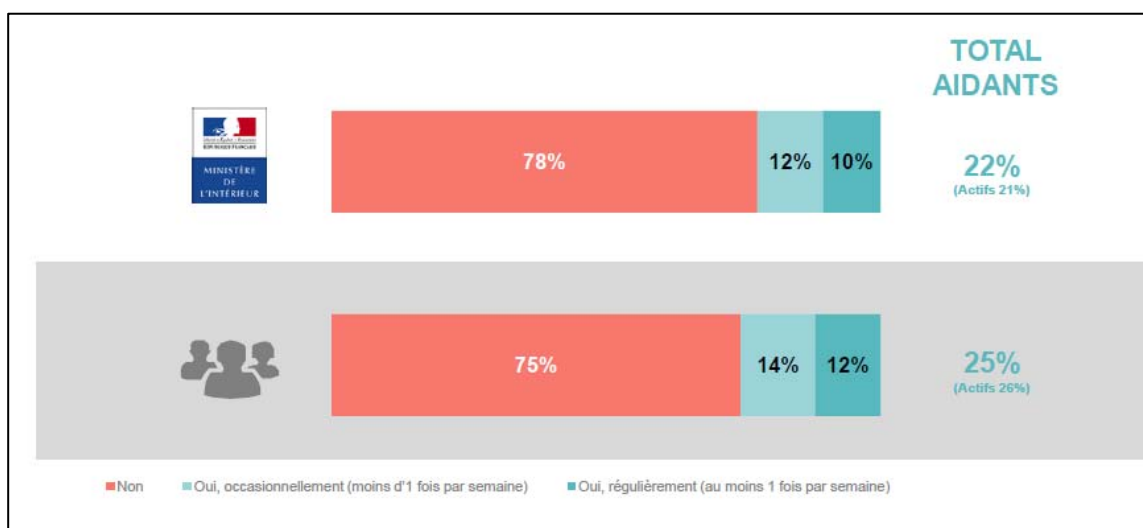
- Arrêt de travail supérieur à 30 jours dans les douze derniers mois



Vie sociale

Aidant d'un proche (parent âgé, conjoint, enfant handicapé...)

- Etes-vous aidant d'un proche dépendant ou manquant d'autonomie pour certaines activités (ménage, courses, toilette...)

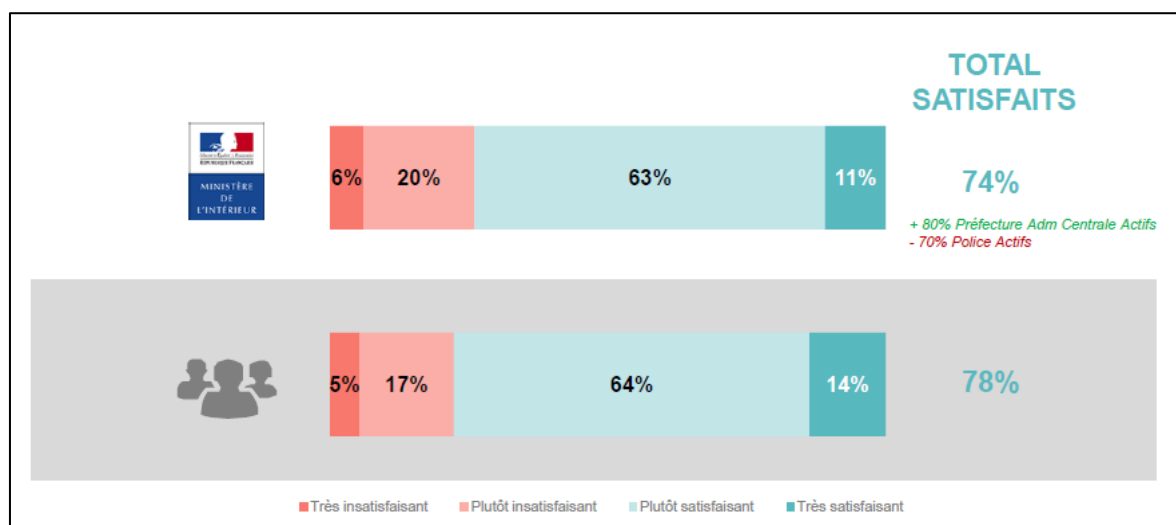


Le travail

La dimension travail

Satisfaction globale à l'égard de son travail

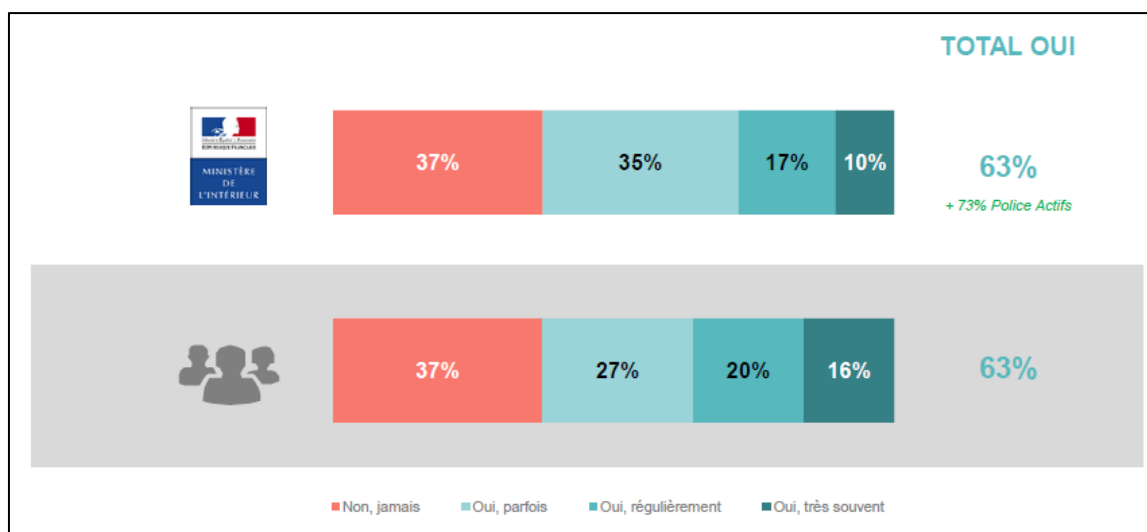
- Globalement, jugez-vous votre travail...



Conditions de travail

Postures pénibles ou fatigantes au travail

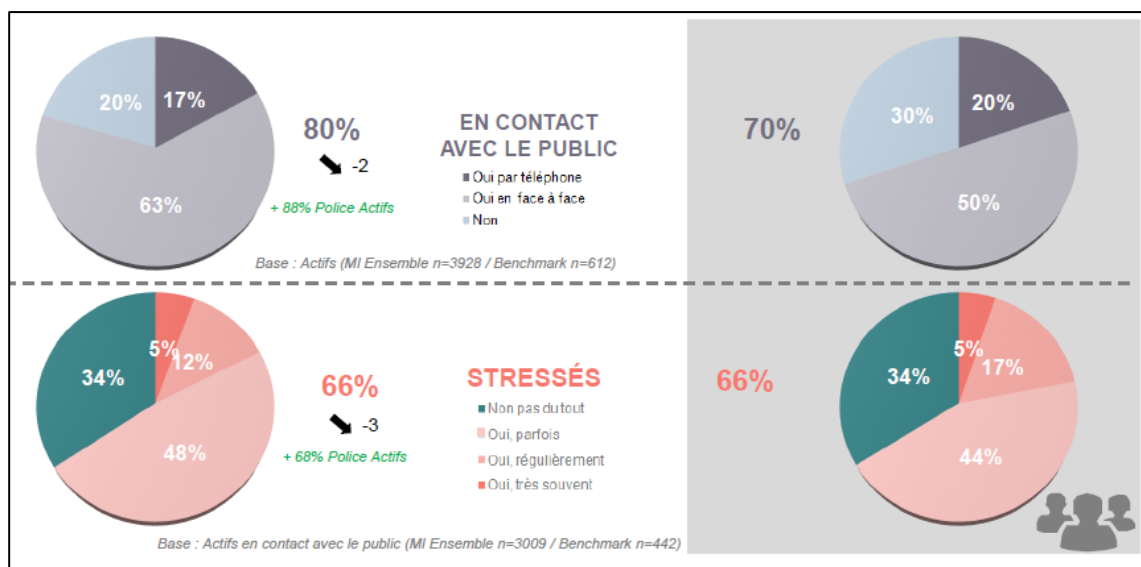
- Votre travail exige-t-il des postures pénibles ou fatigantes à la longue (station debout prolongée, port de charges lourds...)



Impact du travail sur la santé

Stress lié au contact avec le public

- Dans le cadre de votre travail, êtes-vous en contact avec le public ?

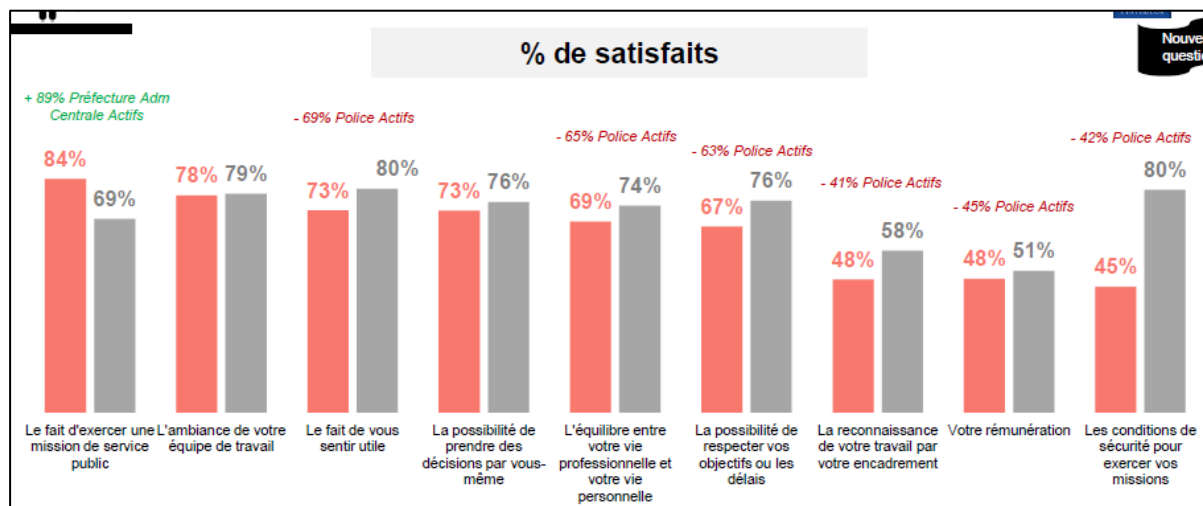


Satisfaction par rapport au travail

La dimension travail

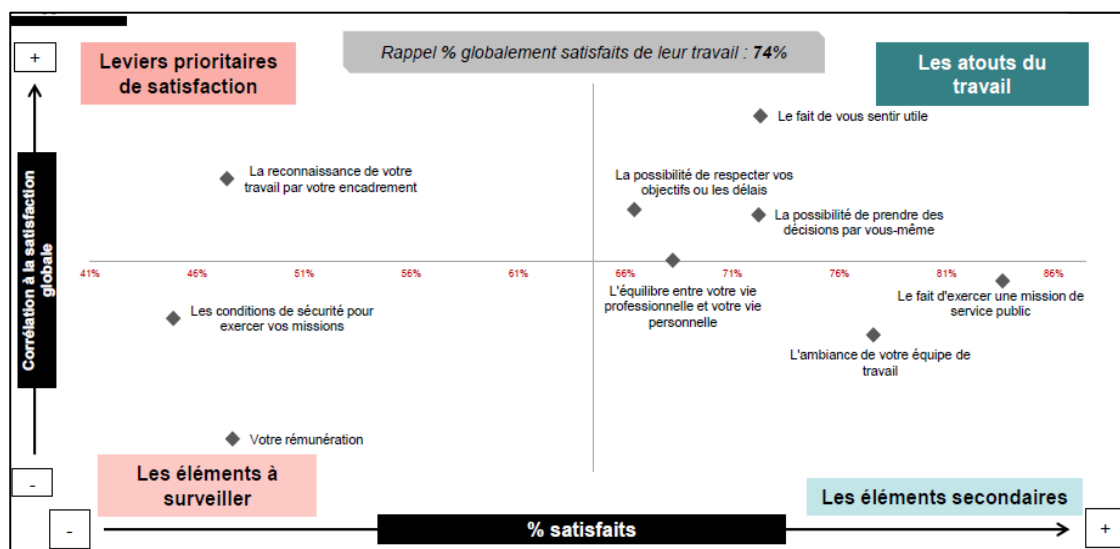
Satisfaction détaillée à l'égard du travail

- Toujours concernant votre travail, êtes-vous satisfait par...



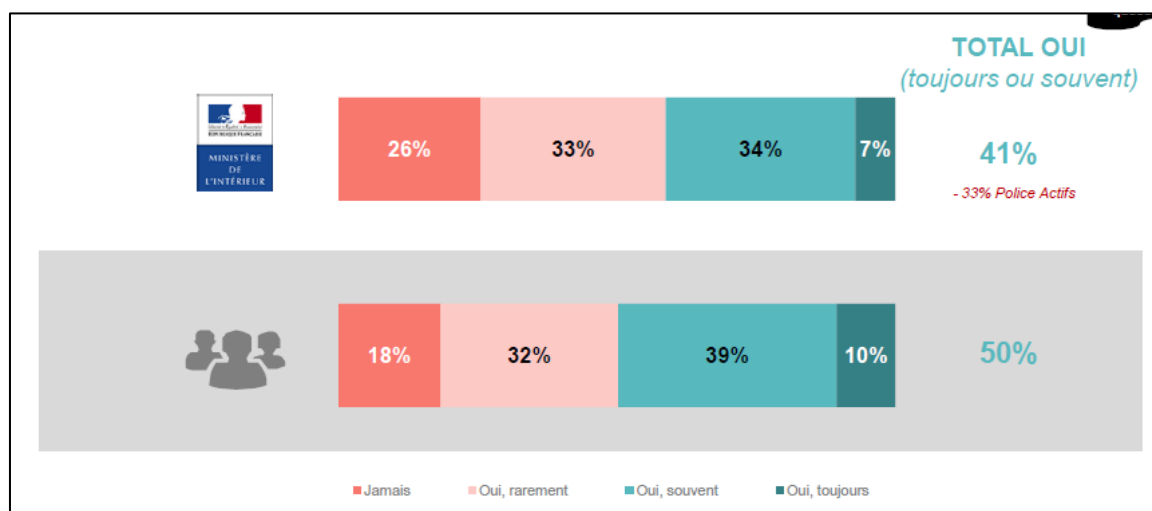
Mise en évidence des forces et faiblesses du travail

- Toujours concernant votre travail, êtes-vous... ?



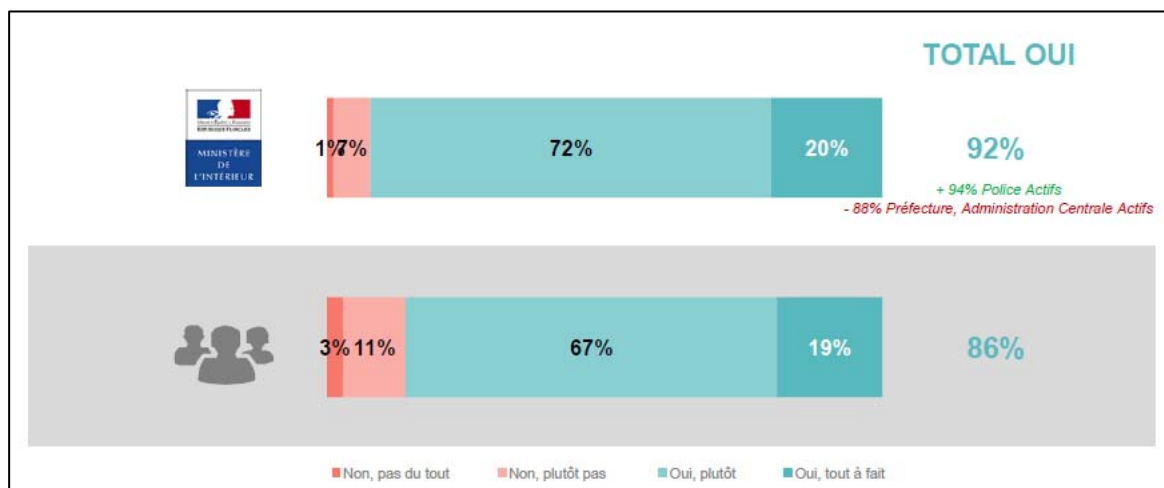
Soutien de la hiérarchie lors de situations difficiles

- Au travail lors de situations difficiles, trouvez-vous que vous bénéficiez d'un soutien satisfaisant de la part de votre hiérarchie ?



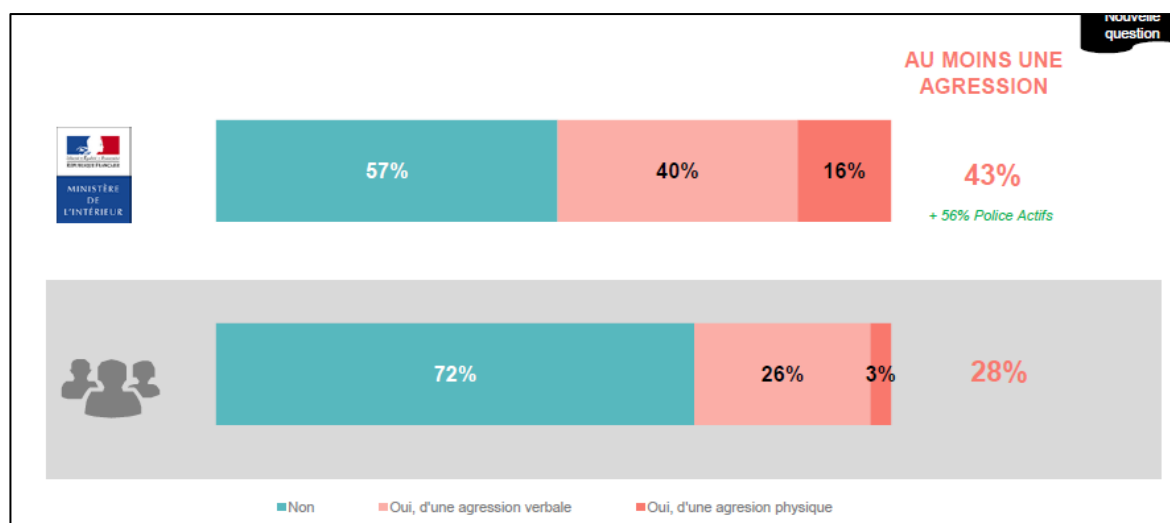
La gestion globale du stress au travail

- Globalement, arrivez-vous à gérer



Victimes d'agression de la part du public ces douze derniers mois

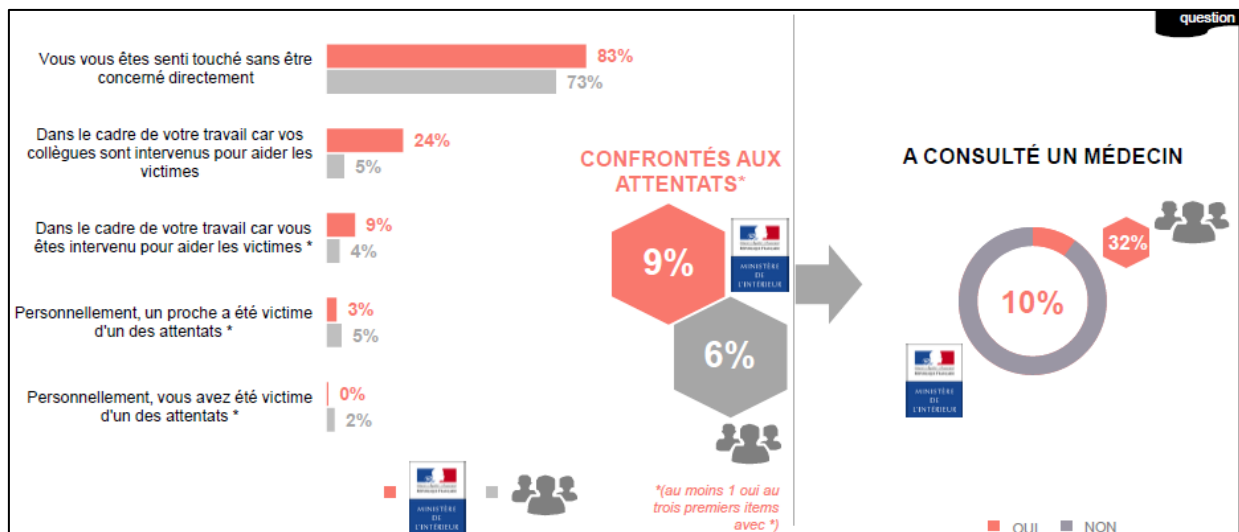
- Au cours des douze derniers mois dans le cadre de votre travail, avez-vous été victime de la part du public



Implication personnelle suite aux attentats

Concernant les attentats de 2015 et 2016, avez-vous été impliqué

- Suite à ces événements, avez-vous consulté un médecin ?

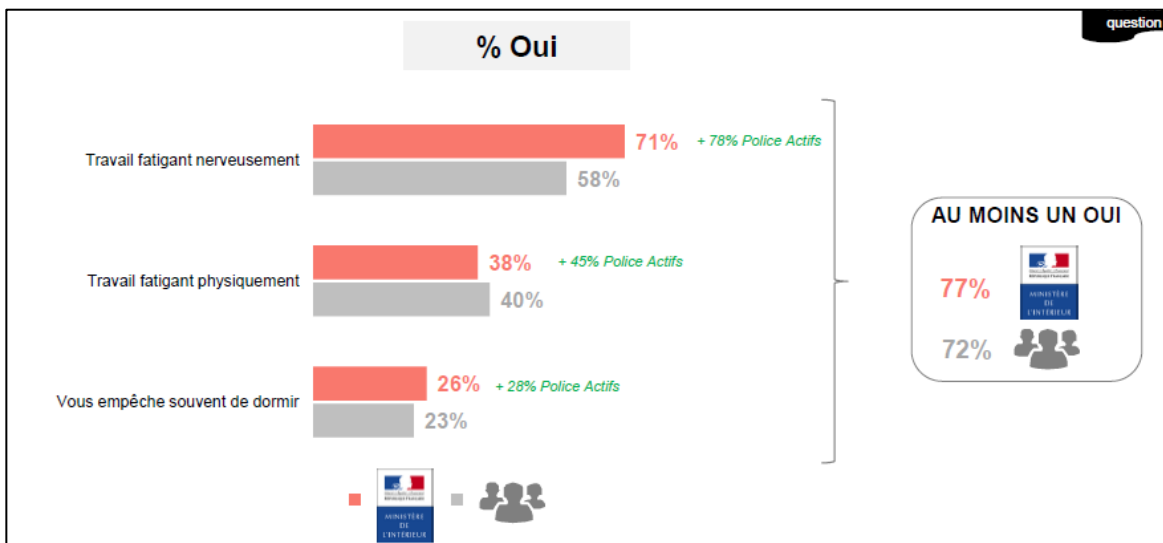


Conséquences du travail

Impact du travail sur la santé

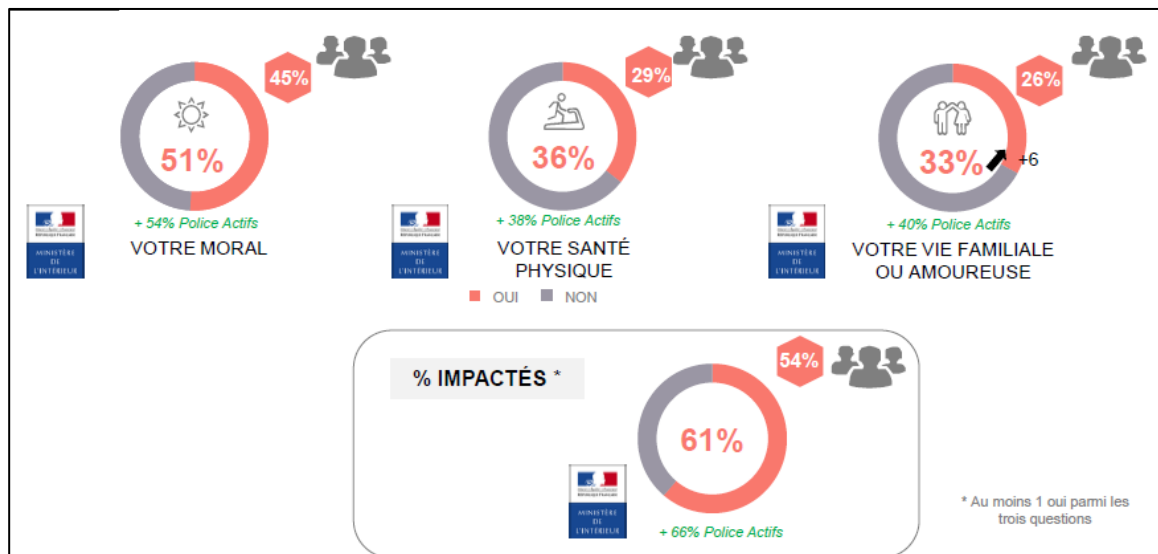
Fatigue liée au travail

- Diriez-vous de votre travail



Effets négatifs du travail

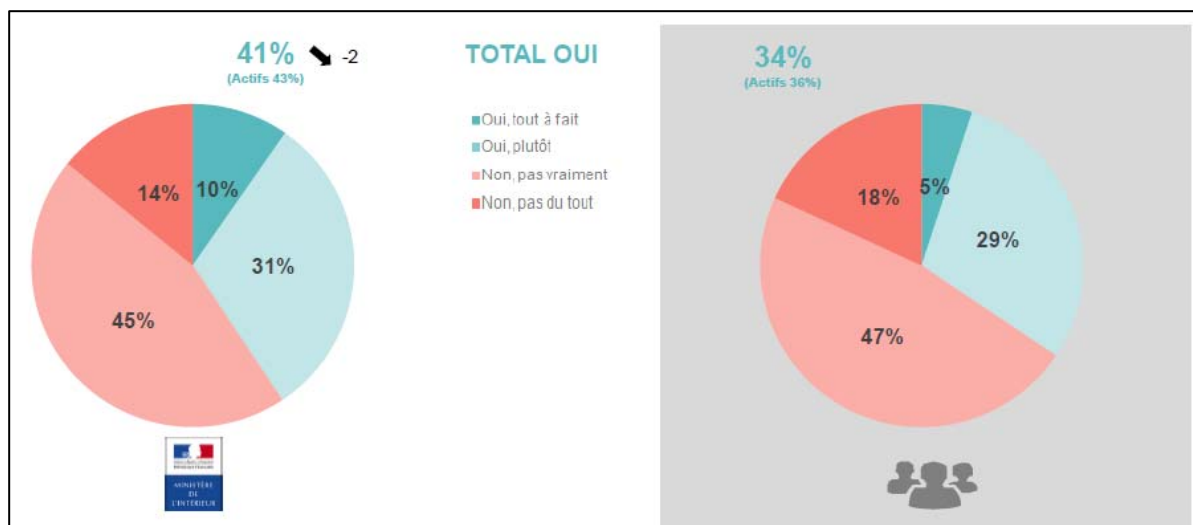
- Ces douze derniers mois, votre travail a-t-il eu des effets sur :



La prévention

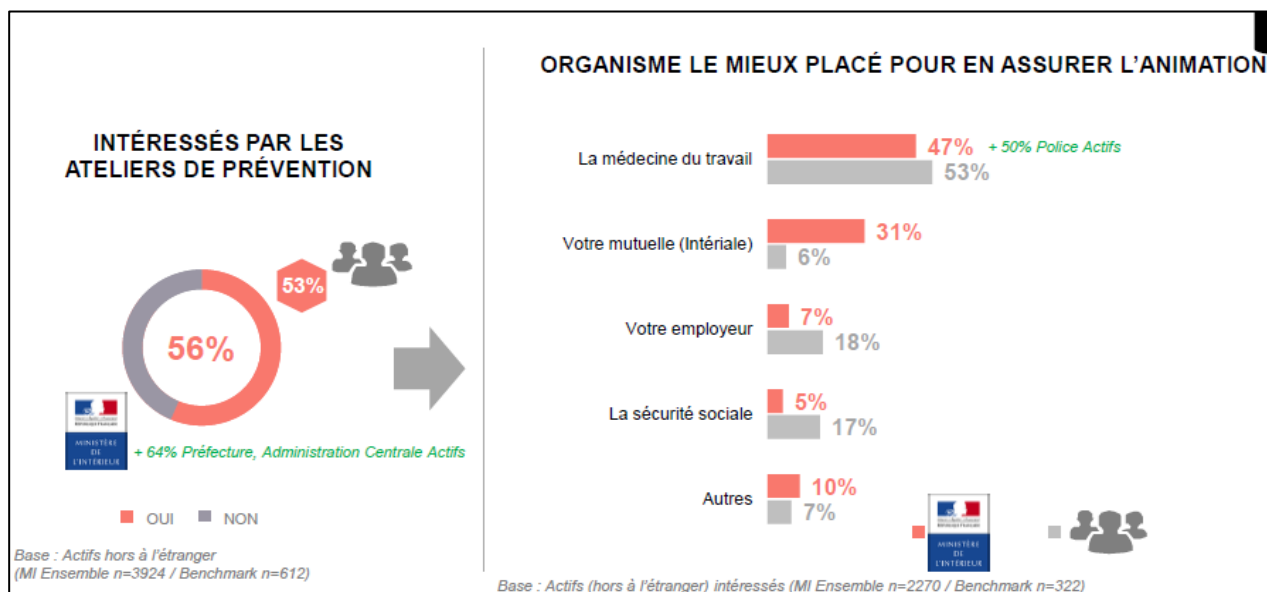
Modification du comportement pour mieux prendre soin de la santé au cours des douze derniers mois

- Avez-vous modifié votre comportement au cours des douze derniers mois pour mieux prendre soin de votre santé ?



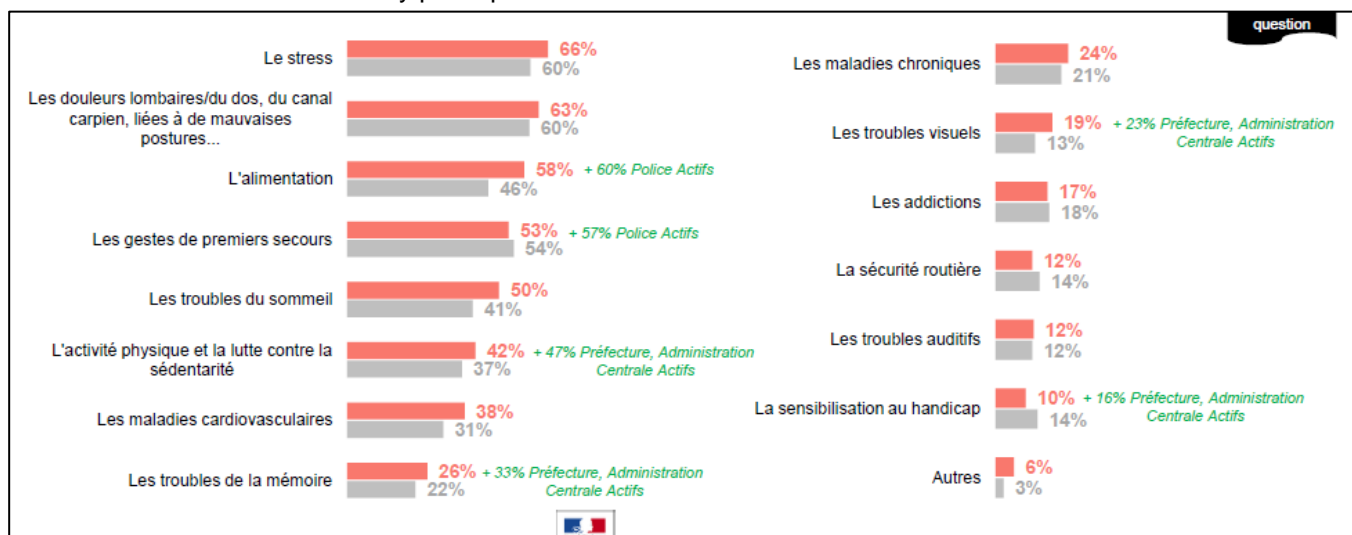
Intérêt pour la mise en place d'ateliers de prévention et de promotion de la santé sur le lieu de travail

- Seriez-vous intéressé(e) par la mise en place d'ateliers de prévention et de promotion de la santé sur votre lieu de travail
- Qui serait le mieux placé pour assurer l'animation d'ateliers de prévention et de promotion de la santé sur votre lieu de travail ?



Sujets qui inciteraient à participer aux ateliers de prévention

- Si Intériale vous proposait des ateliers de prévention, quels sont parmi les sujets suivants ceux qui vous inciteraient à venir y participer ?



Fiche technique

16 275 adhérents Intériale interrogés. 7 990 Ministère Intérieur (3 928 actifs et 4 062 retraités). Questionnaire auto-administré en ligne auprès des adhérents Intériale du Ministère de l'Intérieur.. Benchmark population française : 1 000 personnes interrogées (612 actifs, 388 retraités ou inactifs). Du 20 février 2017 au 12 mars 2017. Questionnaire auto-administré en ligne sur panel Csa. Du 23 février 2017 au 12 mars 2017.

Les Français et le stress

<https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies.html#m7>

Opinion way – novembre 2017

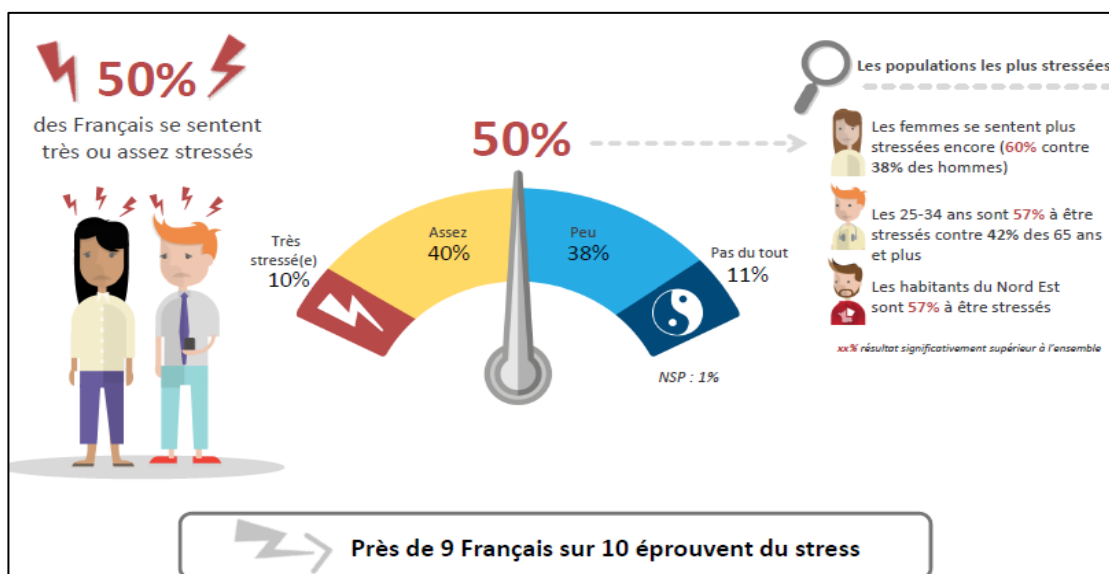
Les Français et le stress : quel diagnostic ?

- Le stress ou le mal du siècle : près de la totalité des Français est confrontée au stress ;
- les Français sont convaincus que le stress représente un danger pour leur état de santé, que ce soit à court ou à long terme
- le stress, une fatalité ? Des solutions existent...

Le stress fait partie intégrante de la vie personnelle et professionnelle des Français

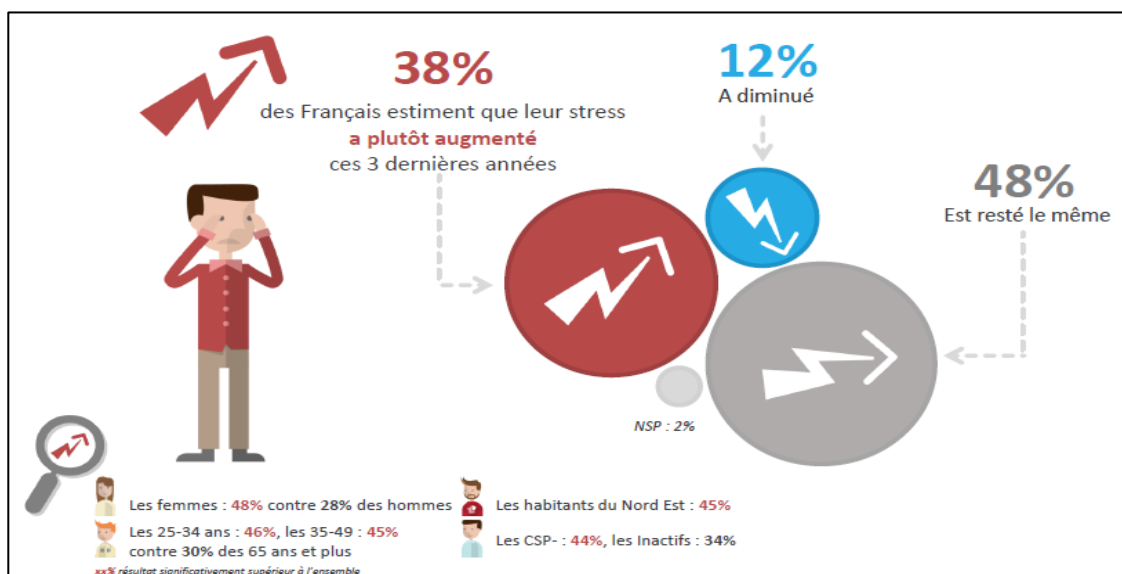
Un Français sur deux se considère comme une personne assez ou très stressée

- Diriez-vous que vous êtes quelqu'un de très stressé(e), peu stressée(e), pas du tout stressé(e) ?



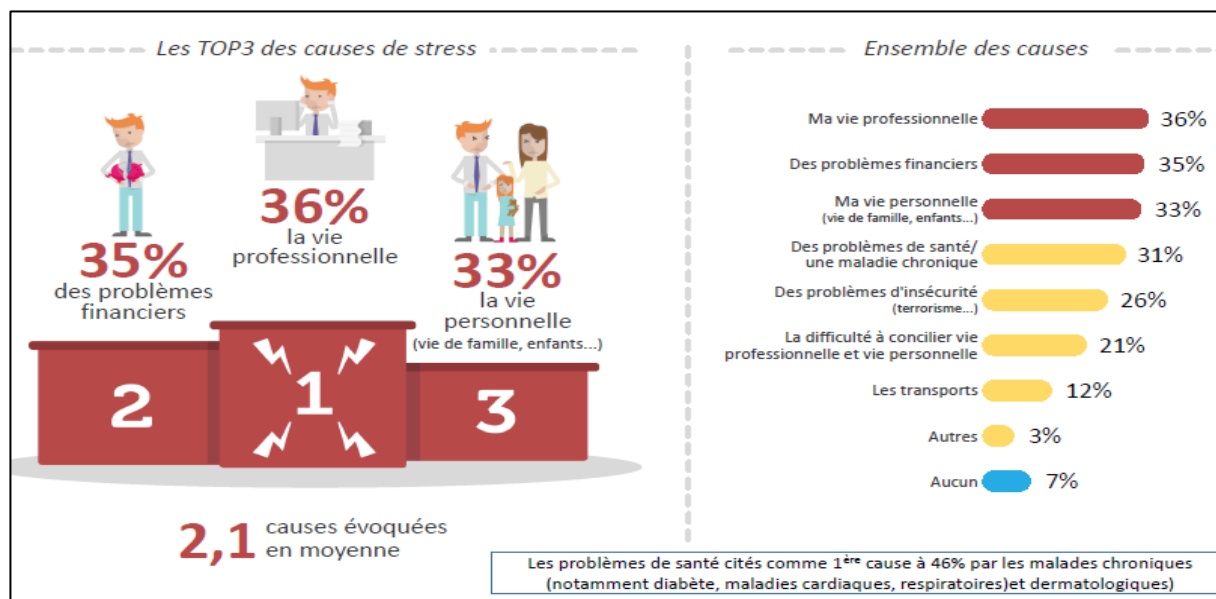
Près de quatre Français sur dix ont vu leur stress augmenter ces trois dernières années

- Diriez-vous qu'au cours des trois dernières années, votre stress a plutôt...



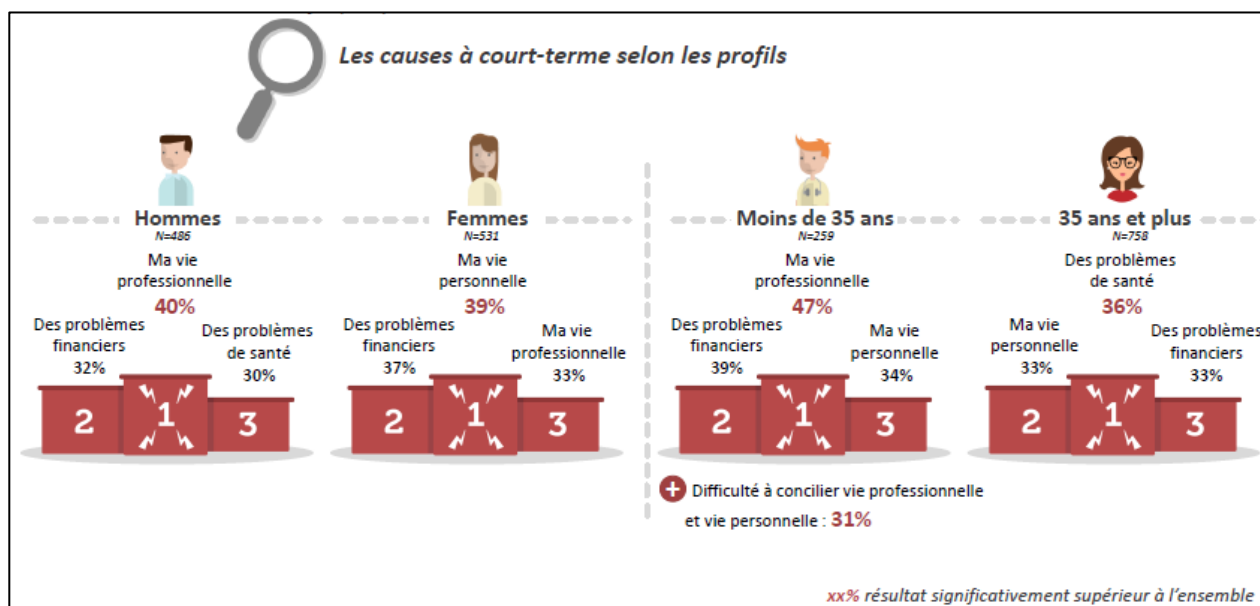
La vie professionnelle, les problèmes financiers suivis de la vie personnelle représentent les trois principales causes de stress

- Quelles sont selon vous les principales causes de stress ?



La vie professionnelle représente une source de stress plus importante pour les hommes, alors que les femmes sont plus stressées par la vie personnelle

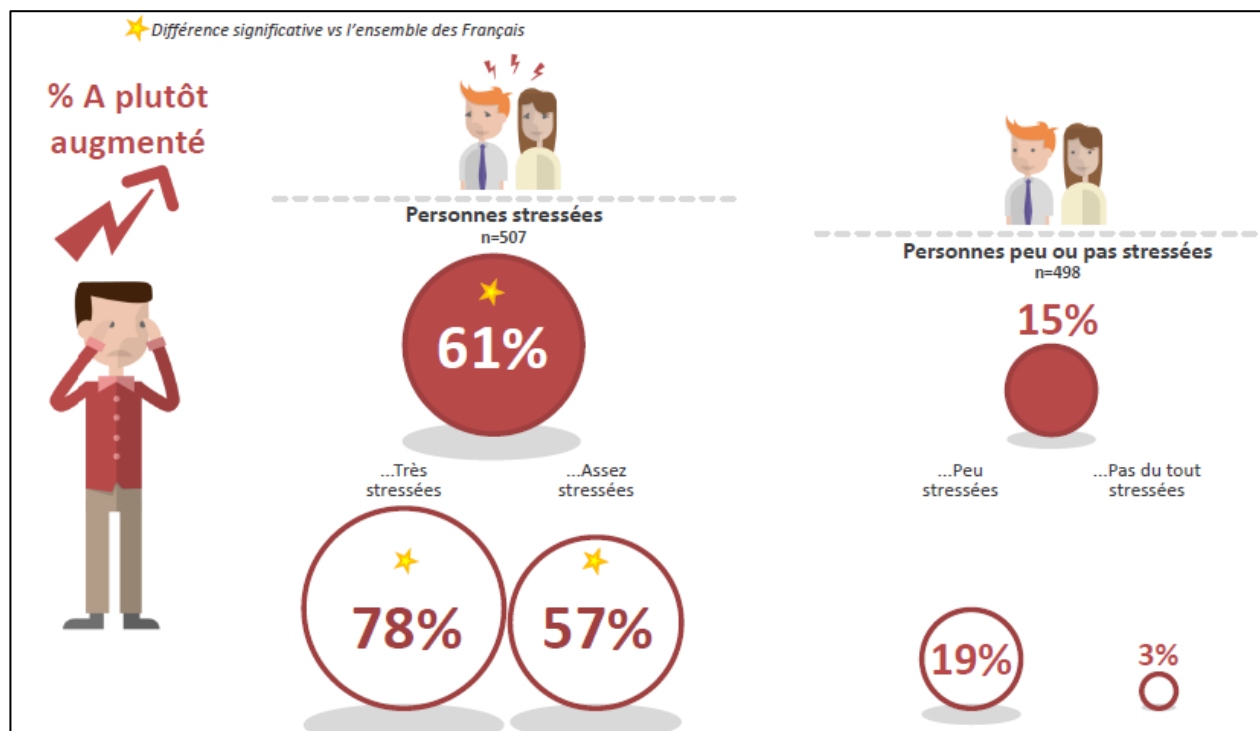
- Quelles sont selon vous les principales causes de stress ?



Un cercle vicieux pour les personnes les plus stressées

La vie professionnelle représente une source de stress plus importante pour les hommes, alors que les femmes

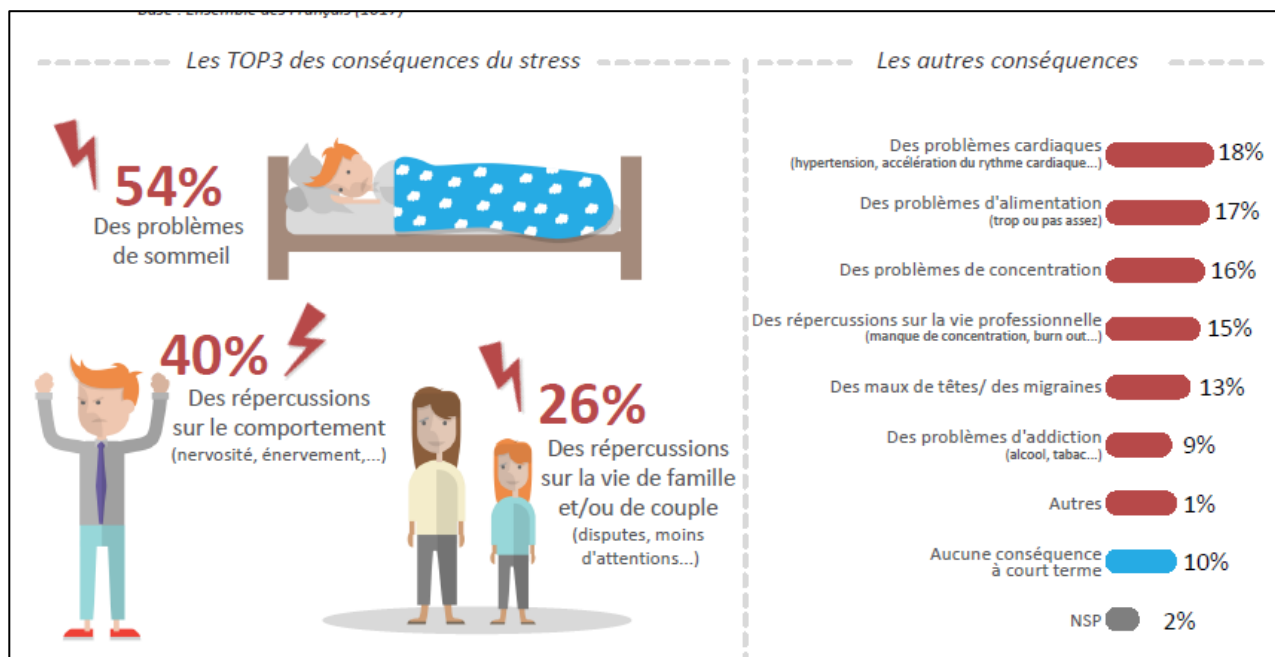
- Diriez-vous qu'au cours des trois dernières années, votre stress a plutôt...



Des Français convaincus de l'impact de ce stress sur leur état de santé

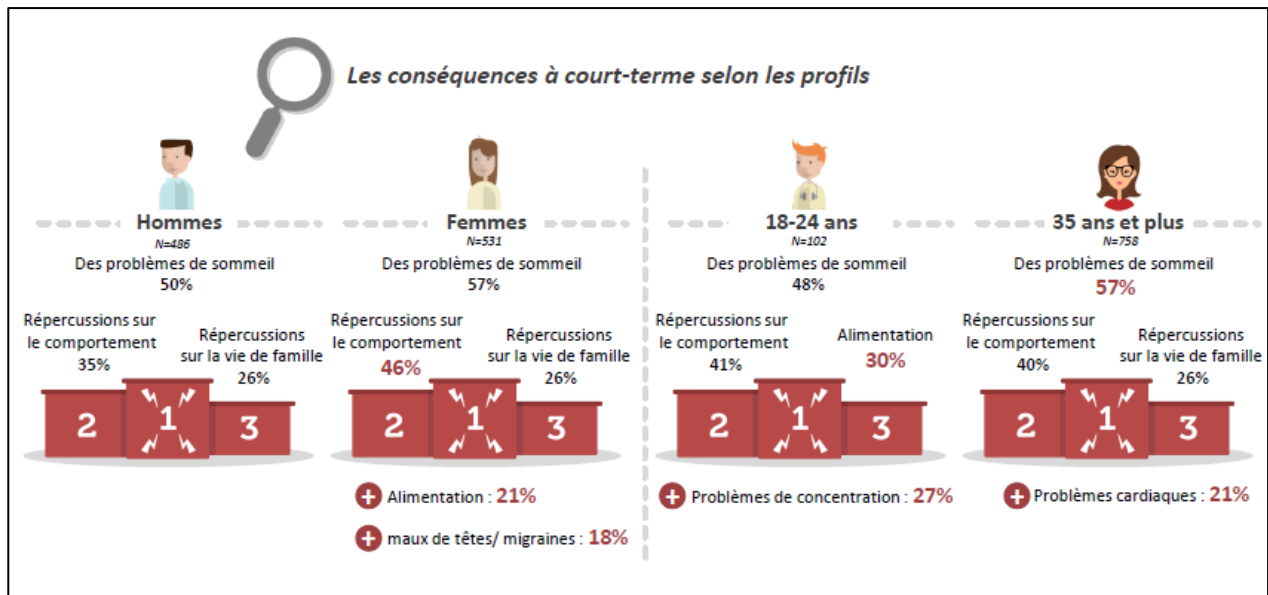
A court terme, un impact principalement sur le sommeil et sur le comportement

- Et quelles sont selon vous les principales conséquences de ce stress à court terme ?



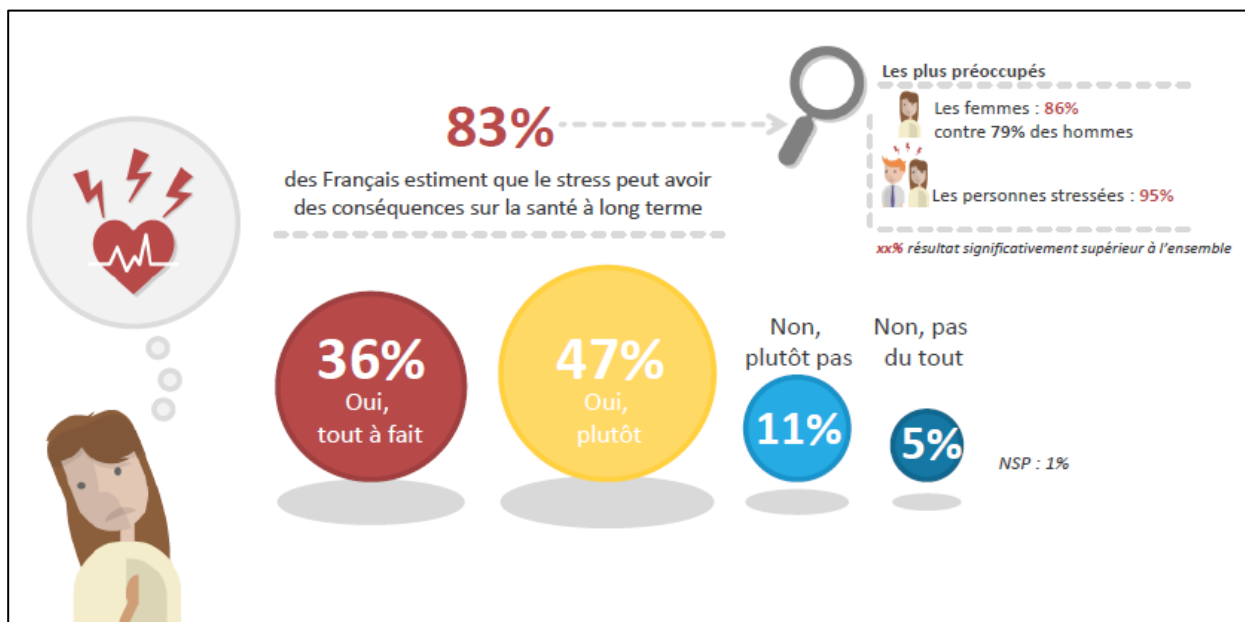
Un consensus autour des problèmes de sommeil comme première conséquence à court-terme quelle que soit la population ?

- Et quelles sont selon vous les principales conséquences de ce stress à court terme ?



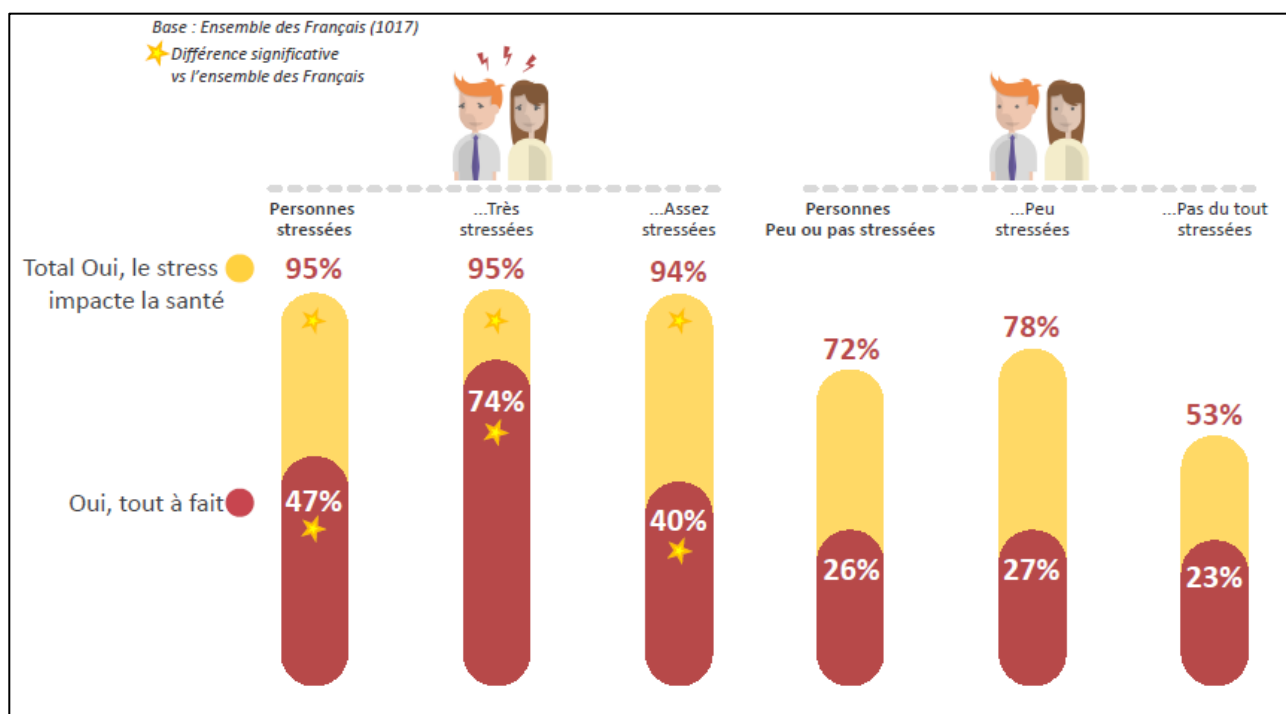
Huit Français sur dix convaincus que le stress peut avoir à long terme des conséquences sur leur état de santé

- Et selon vous le stress peut-il, à long terme avoir des conséquences sur votre état de santé ?



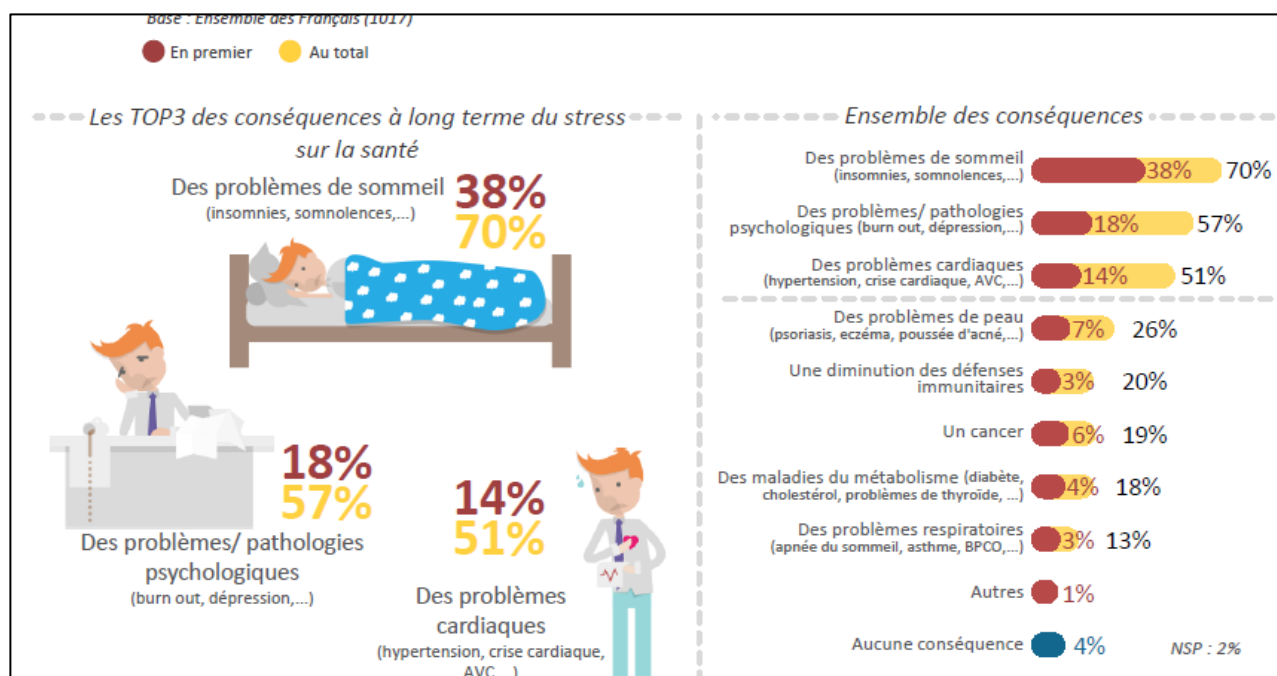
Un avis d'autant plus partagé par les Français très stressés

- Et selon vous le stress peut-il à long terme avoir des conséquences sur votre état de santé ?



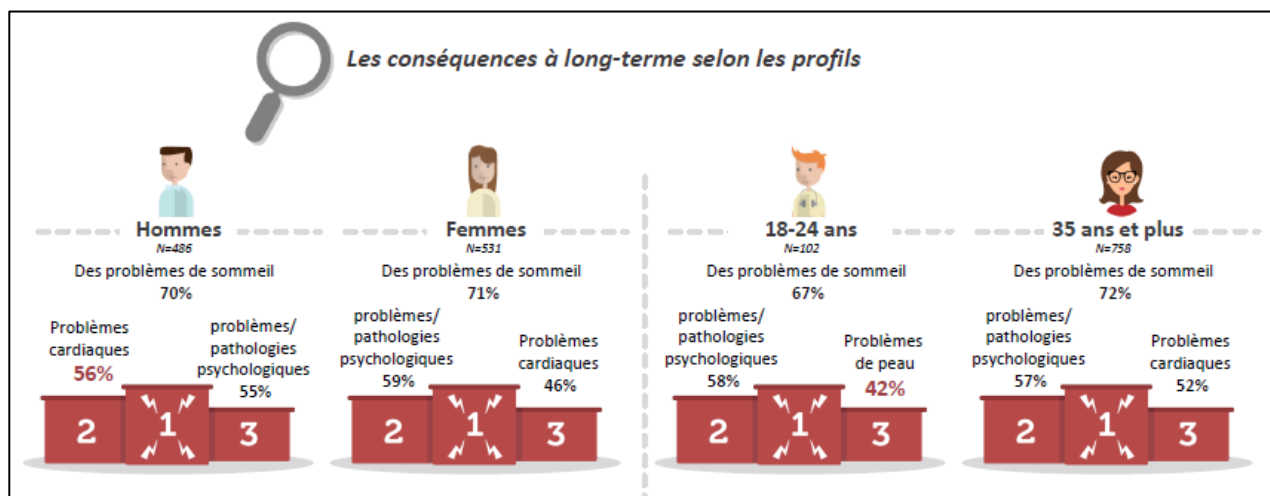
A long terme, sommeil, problèmes psychologiques et cardiaques, en tête des conséquences du stress sur la santé

- Et quels types de conséquences le stress peut-il selon vous engendrer à long terme sur la santé, en premier, en deuxième et en troisième ?



Un consensus autour des problèmes de sommeil comme première conséquence à long-terme quelle que soit la population

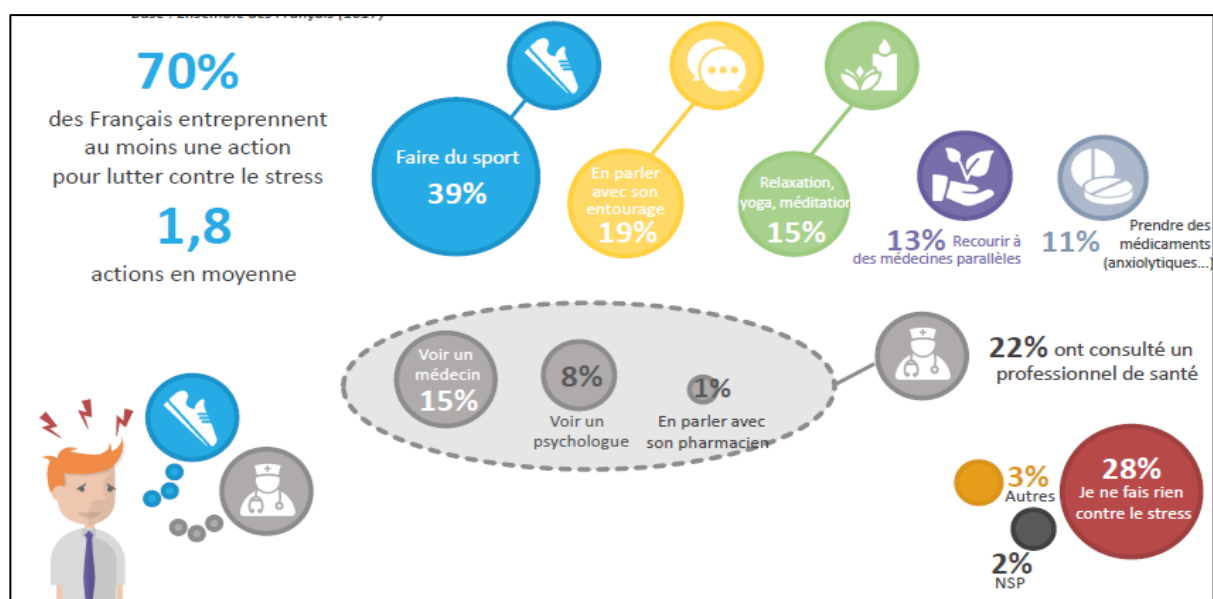
- Et quels types de conséquence le stress peut-il selon vous engendrer à long terme sur la santé, en premier, en deuxième et en troisième ?



Les Français sont conscients des actions pour lutter contre le stress mais il reste beaucoup à faire

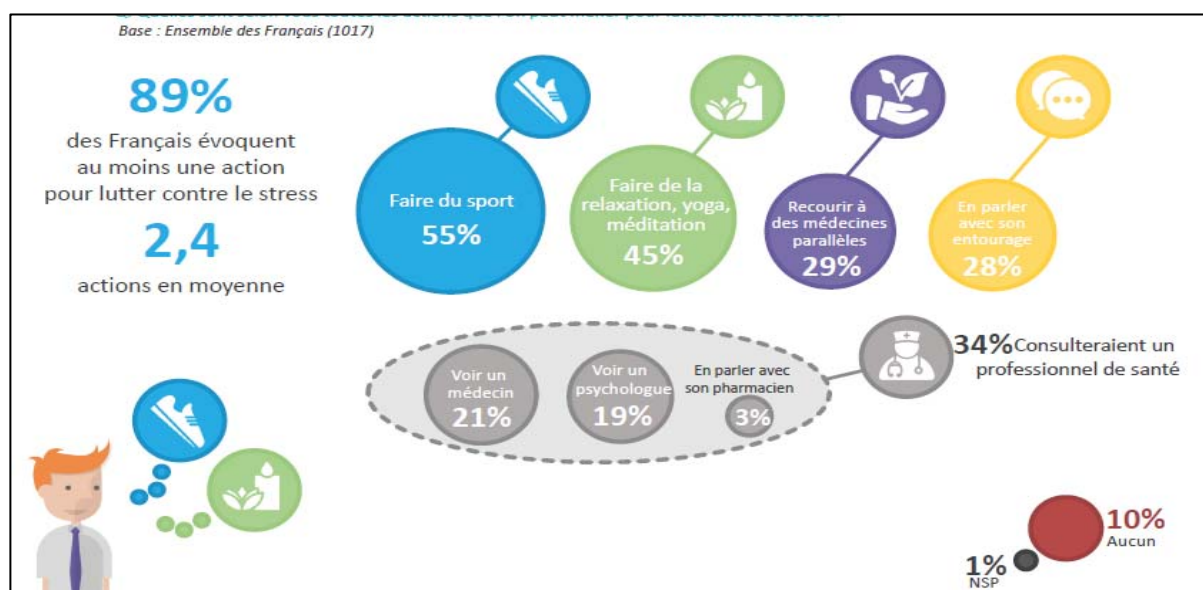
Le sport est l'allié n° 1 des Français mais dans la pratique il y a encore du chemin à parcourir : près d'un tiers des Français ne fait rien contre le stress

- Et quelles sont toutes les actions que vous avez entreprises/que vous entreprenez pour lutter contre le stress



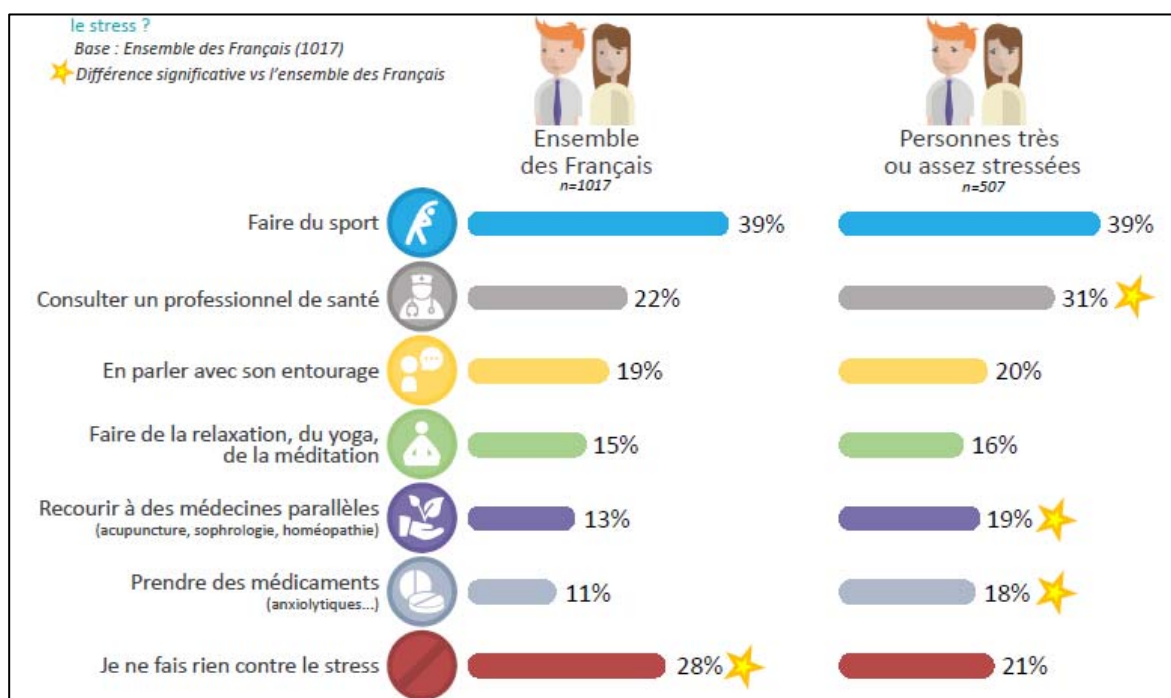
Le sport et la relaxation seraient les meilleurs alliés contre le stress

- Quelles sont selon vous toutes les actions que l'on peut mener pour lutter contre le stress ?



En complément du sport, les Français les plus stressés privilégient davantage les consultations médicales, les médecines parallèles et la prise de médicaments

- Et quelles sont toutes les actions que vous avez entreprises/que vous entreprenez pour lutter contre le stress ?



Fiche technique

Echantillon de 1 017 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de région et de catégorie d'agglomération. Opinion Way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252. Mode d'interrogation : l'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Dates du terrain : les interviews ont été réalisées du 4 au 6 octobre 2017.

« Balises d'opinion » #8 – Les Français et le sida

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3920

Ifop – novembre 2017

Cnews – Sud Radio

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, les Français témoignent d'une certaine banalisation de la maladie dans leurs représentations. En effet, 92 % estiment qu'il existe des médicaments pour continuer de vivre avec le sida alors que, dans le même temps, seuls 70 % déclarent avoir peur du virus. En parallèle, on assiste à une persistance des représentations erronées sur la maladie, en particulier chez les jeunes : un tiers des Français considèrent que l'épidémie de sida est aujourd'hui contenue (38 % chez les moins de 25 ans) et 18 % qu'il existe un vaccin pour empêcher la transmission du virus. A noter que ces représentations n'ont pas reculé dans l'esprit des Français depuis février 2017, moment où les résultats enregistrés étaient extrêmement similaires à ceux observés aujourd'hui.

L'adhésion à différentes affirmations sur le sida

- Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?

- Récapitulatif « TOTAL D'accord » -

	Ensemble des Français 8-13 Février 2017 ¹ (%)	Ensemble des Français 29-30 Novembre 2017 (%)
• Il existe des médicaments pour continuer de vivre avec le sida	91	92
• Le sida me fait peur	71	70
• L'épidémie de sida est aujourd'hui contenue	33	33
• Il existe un vaccin pour empêcher la transmission du virus du sida	16	18

Fiche technique

Echantillon de 1 104 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 29 au 30 novembre 2017.

Les Français-es et les personnes séropositives

<https://www.csa.eu/fr/survey/les-fran%C3%A7ais-es-et-les-personnes-seropositives>

Csa – décembre 2017

Aides

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, l'Institut Csa et Aides publie une étude sur la perception des personnes séropositives par la population Française.

Une apparente bienveillance à l'égard des personnes séropositives

Une immense majorité des répondants-es considère qu'une personne séropositive sous traitement peut « vivre comme tout le monde » (87 %), « avoir une activité professionnelle » (98 %), ou « exercer des responsabilités managériales » (97 %). Ils-elles sont également 90 % à considérer qu'une personne séropositive sous traitement peut avoir « une vie sexuelle comme tout le monde ».

Un sentiment de « malaise » encore très présent vis-à-vis de la séropositivité

Car sitôt qu'on évoque des situations concrètes ou un degré de proximité plus étroit et direct avec les personnes séropositives, cette apparente bienveillance se délite. Ainsi, alors que la quasi-totalité des répondants-es reconnaît aux personnes touchées la capacité de travailler et d'exercer des responsabilités, ils sont paradoxalement 31 % à considérer les personnes séropositives « inaptes à exercer certaines professions », comme pompier ou policier.

Et les contradictions ne s'arrêtent pas là : en creusant un peu, on constate qu'une part non négligeable des répondants-es se dit encore « mal à l'aise » à la simple idée de côtoyer une personne séropositive dans son quotidien. Ainsi 21 % des parents interrogés (plus d'un sur cinq !) se sentiraient « mal à l'aise » si « l'un-e des enseignants-es de leur enfant était séropositif-ve ». Ce taux grimpe à 33 % chez les moins de 35 ans.

16 % des répondants-es en activité se sentiraient « mal à l'aise » à l'idée d'avoir « un-e collègue de travail séropositif-ve ». Ce taux grimpe à 30 % chez les 18-24 ans. Enfin, 10 % des répondants-es se disent gênés-és à l'idée de « fréquenter le même cabinet médical qu'une personne séropositive ». Ce taux grimpe à 15 % chez les 18-24 ans. À chaque fois, la première raison invoquée est « la peur de la contamination ». Ces données mettent en lumière une méconnaissance persistante des modes de transmission chez 10 à 20 % des Français-es.

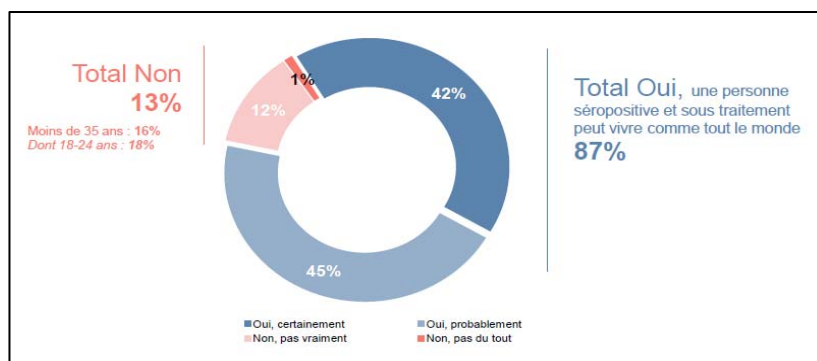
Une méconnaissance généralisée des avancées thérapeutiques

On constate que le rôle préventif des traitements sur la transmission du Vih est encore très largement ignoré. Ainsi 87 % des répondants-es considèrent toujours qu'avoir des rapports sexuels sans préservatif avec une personne séropositive sous traitement constitue « un risque élevé voire très élevé » de contamination. À l'inverse, seuls 2 % des Français-es évaluent correctement ce niveau risque, à savoir « très faible voire quasi nul ». Dans la même veine, 71 % des répondants-es pensent encore qu'une femme enceinte, séropositive et sous traitement, fait courir un risque de contamination « élevé voire très élevé » à son enfant à naître. Là encore, seuls 6 % des répondants-es évaluent correctement ce niveau de risque, à savoir « très faible voire quasi nul ».

Les séropositifs sous traitement aujourd'hui en France : des personnes (presque) comme tout le monde...

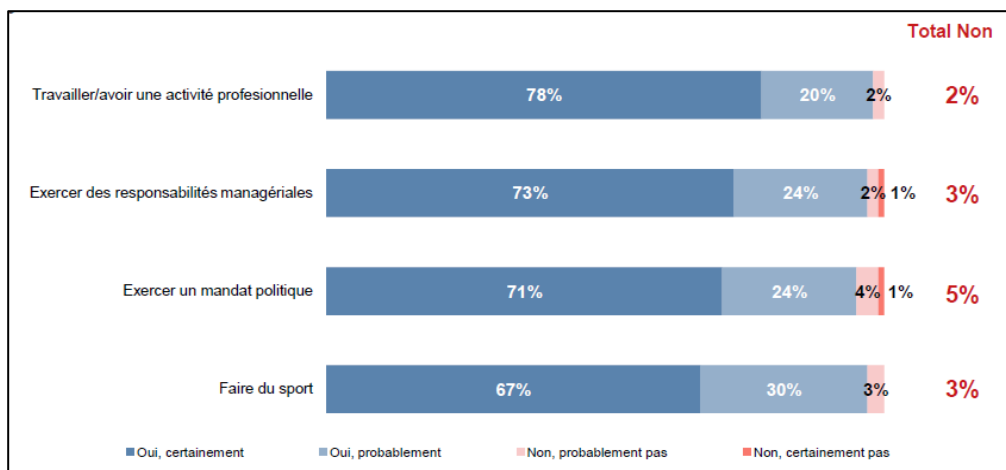
Le constat quasi unanime d'une vie « normale »

- Selon vous, une personne séropositive sous traitement peut-elle vivre comme tout le monde aujourd'hui en France ?



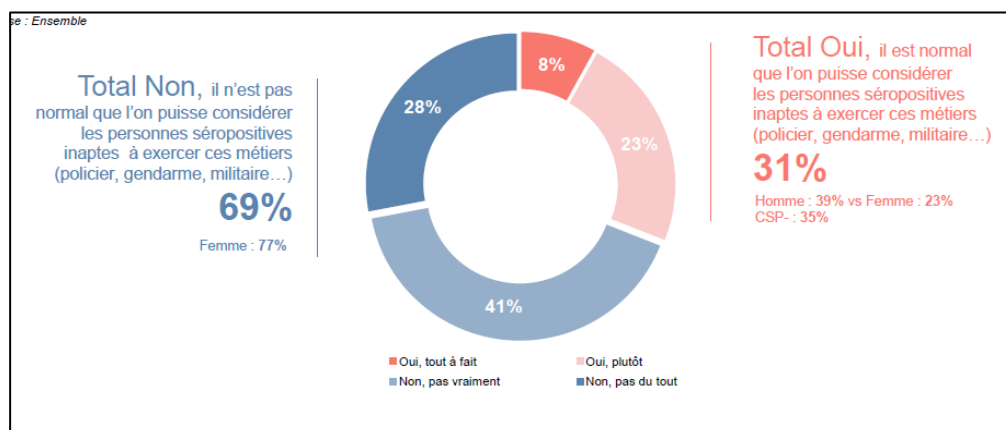
Une aptitude largement reconnue pour de nombreuses activités

- Veuillez indiquer si selon vous, une personne séropositive et sous traitement est capable de faire les choses suivantes comme tout le monde ?



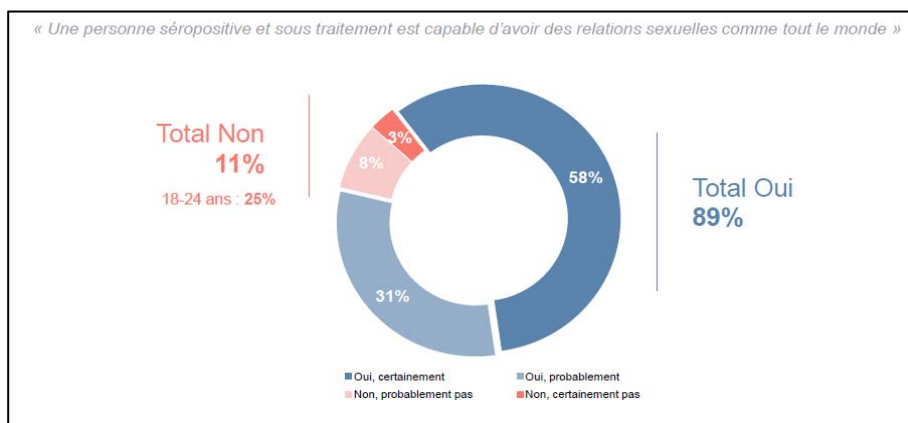
... même si certaines restrictions dans le monde du travail apparaissent légitimes pour près d'un tiers des Français...

- Actuellement en France, l'accès pour les personnes séropositives à certains métiers comme policier, gendarme, pompier ou encore militaire est très restreint. En effet, l'employeur peut considérer comme inapte à exercer ces emplois une personne séropositive. Vous personnellement, estimez-vous normal que l'on puisse considérer les personnes séropositives inaptes à exercer ces métiers ?



...Et que quelques interrogations existent sur la vie sexuelle, en particulier, chez les

- Veuillez indiquer si, selon vous, une personne séropositive et sous traitement est capable de faire les choses suivantes comme tout le monde ?



...Mais pour autant une maladie qui leur colle à la peau et des progrès de la médecine largement ignorés

Des personnes largement considérées comme malades

- Selon vous, une personne séropositive est-elle une personne malade ?

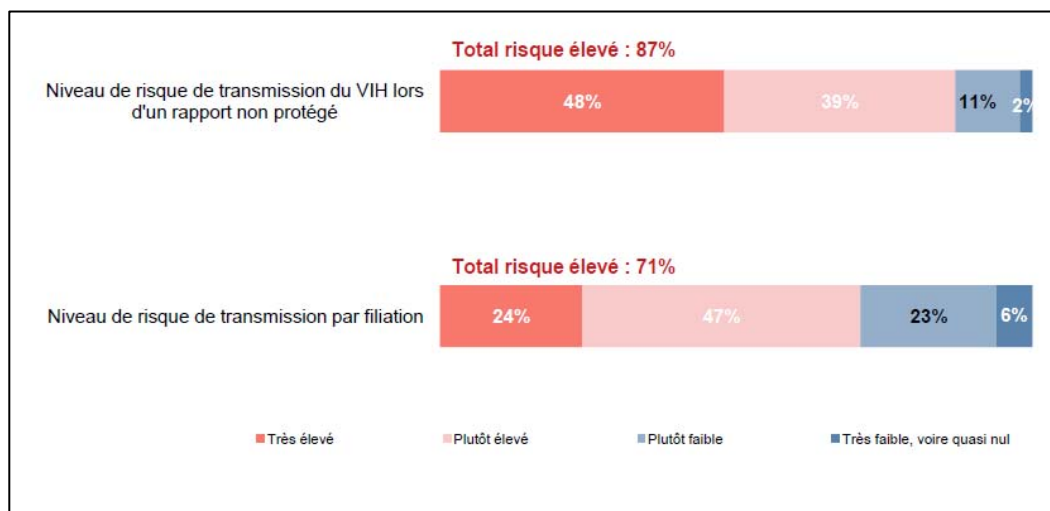
59% des Français considèrent qu'une personne séropositive est une personne malade

Un score qui monte à

- 69% chez ceux qui pensent que les personnes séropositives ne peuvent pas vivre comme tout le monde
- 68% chez ceux qui considèrent les personnes séropositives comme incapables d'exercer certains emplois

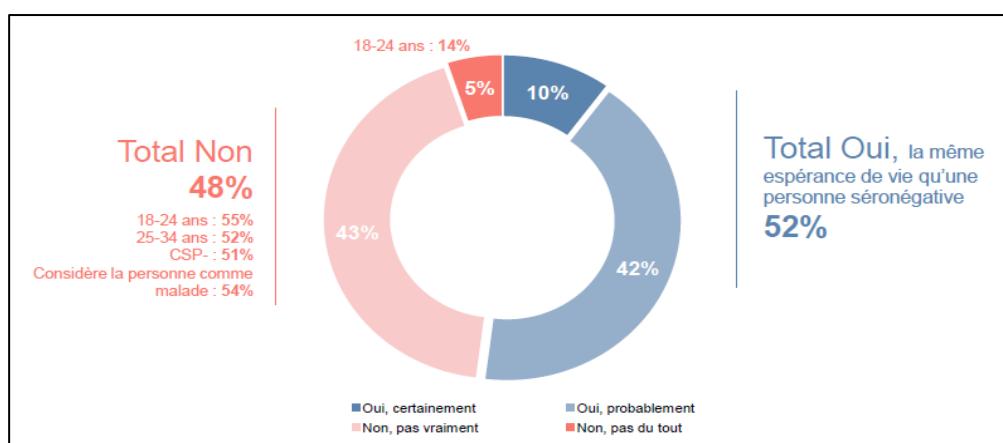
Des risques de transmission jugés élevés

- Selon vous, lors d'un rapport sexuel non protégé, le risque qu'une personne séropositive sous traitement transmettre le vih est-il... ?



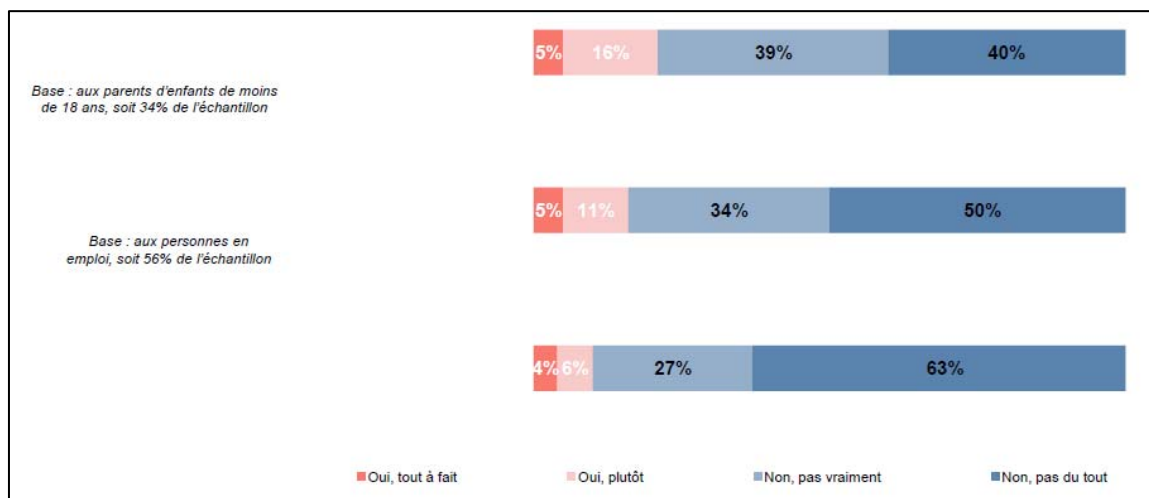
... Et une espérance de vie qui fait débat

- D'après ce vous en savez et aujourd'hui en France, une personne séropositive sous traitement a-t-elle la même espérance de vie qu'une personne séronégative ?



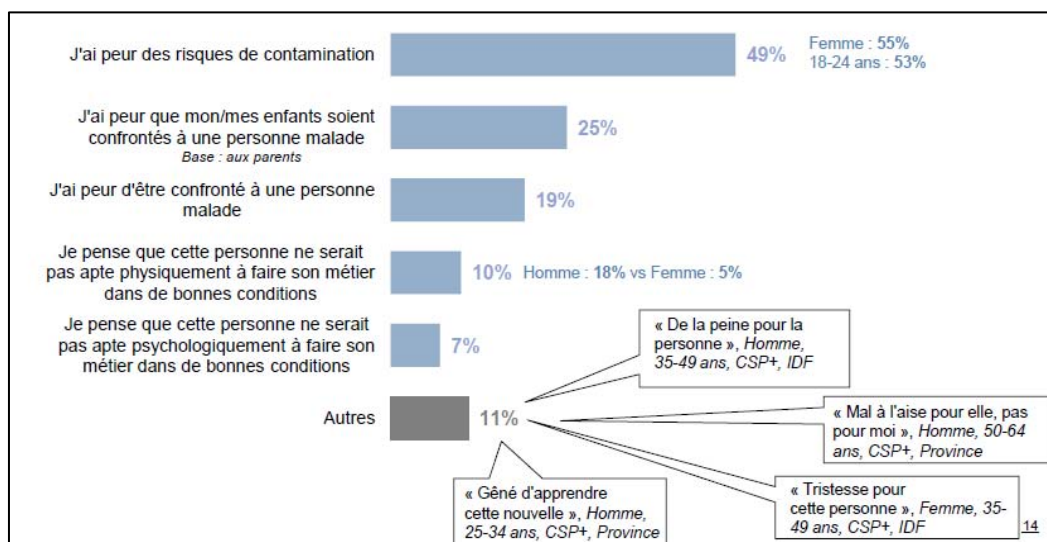
Dans ce contexte, un sentiment de malaise à leur égard minoritaire mais davantage ressenti chez les jeunes et les catégories populaires...

- Est-ce que vous seriez-vous mal à l'aise si vous appreniez que... ?



... principalement nourri par la peur de la contamination

- Pour quelles raisons précisément seriez-vous mal à l'aise ?



Fiche technique

Mode de recueil : questionnaire auto-administré en ligne sur panel. Dates de terrain : du 3 au 9 octobre 2017. Un échantillon national représentatif de 1 000 Français âgés de 18 ans et plus construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'individu, région de résidence et taille d'agglomération).

LOISIRS VACANCES

Les Français et les vacances

<https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies.html>

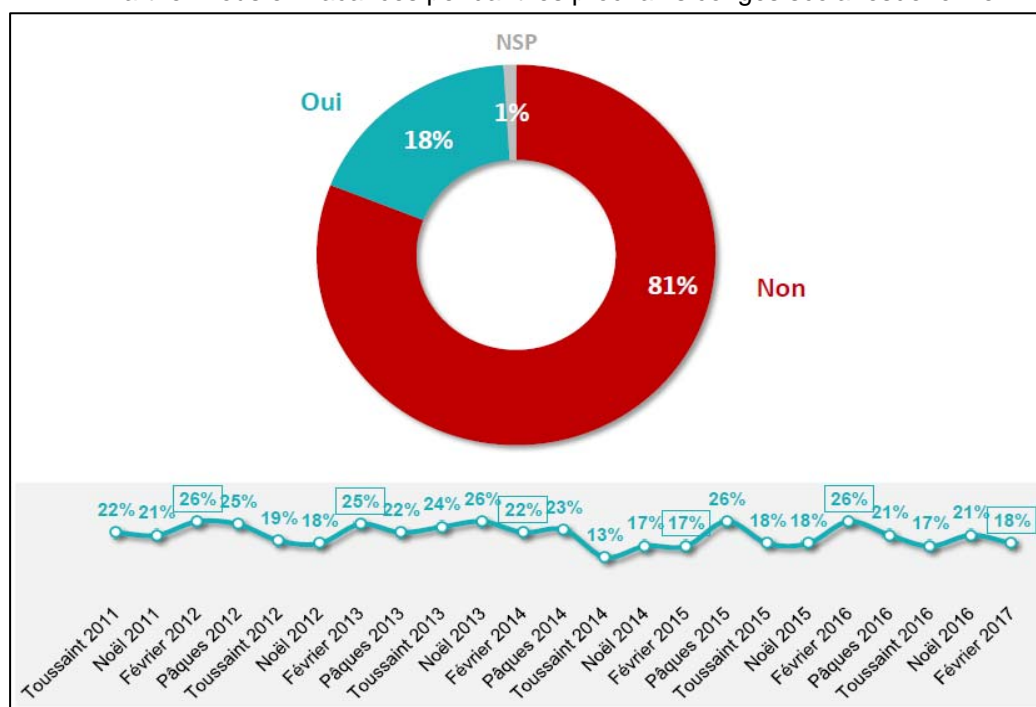
Opinion way – janvier 2017

Esomar

L'intention de partir en vacances pour les congés d'hiver

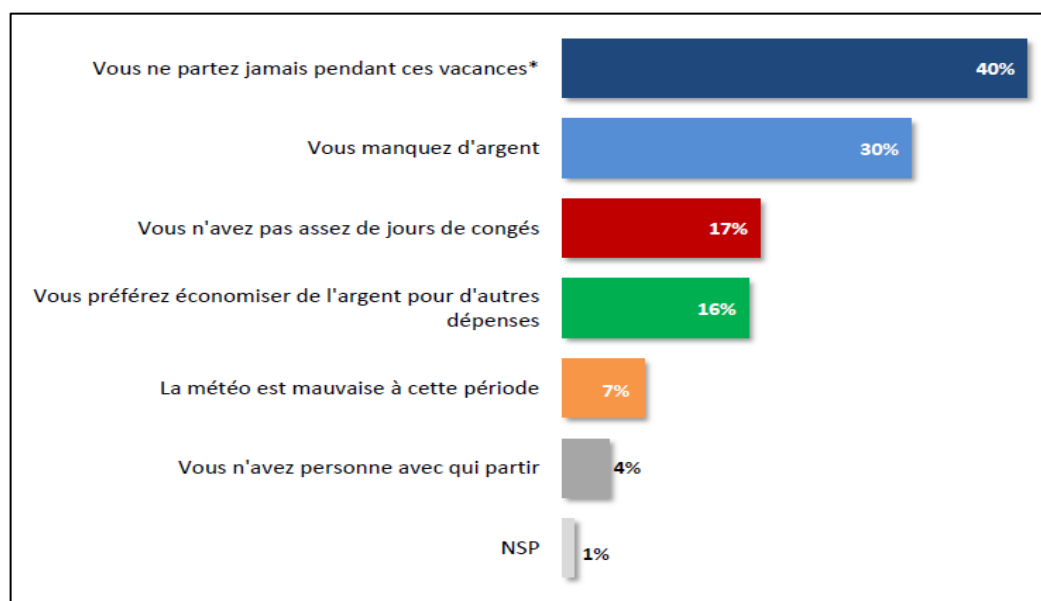
Les intentions de départ en vacances d'hiver

- Partirez-vous en vacances pendant les prochains congés scolaires de février ?



Les raisons de non-départ pour les vacances d'hiver

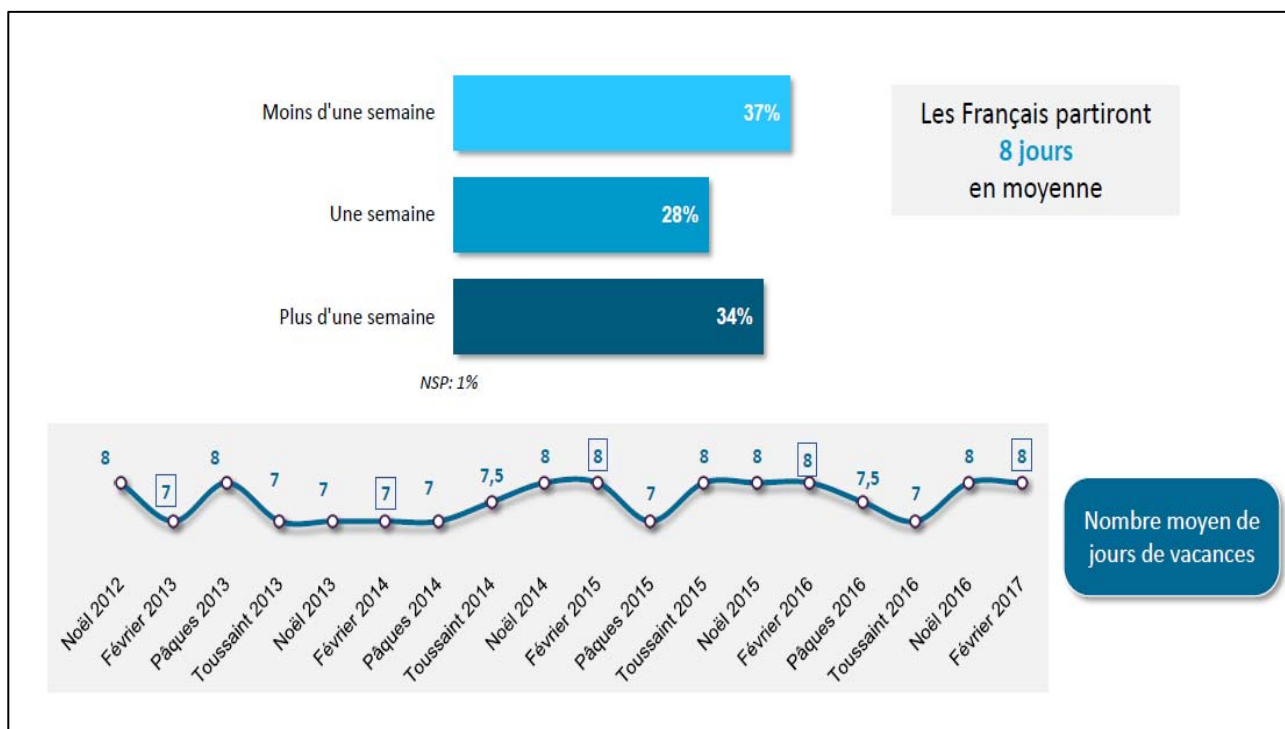
- Pour quelles raisons ne partirez-vous pas en vacances lors des congés de février ?



La définition des séjours lors des vacances d'hiver

La durée prévue du séjour

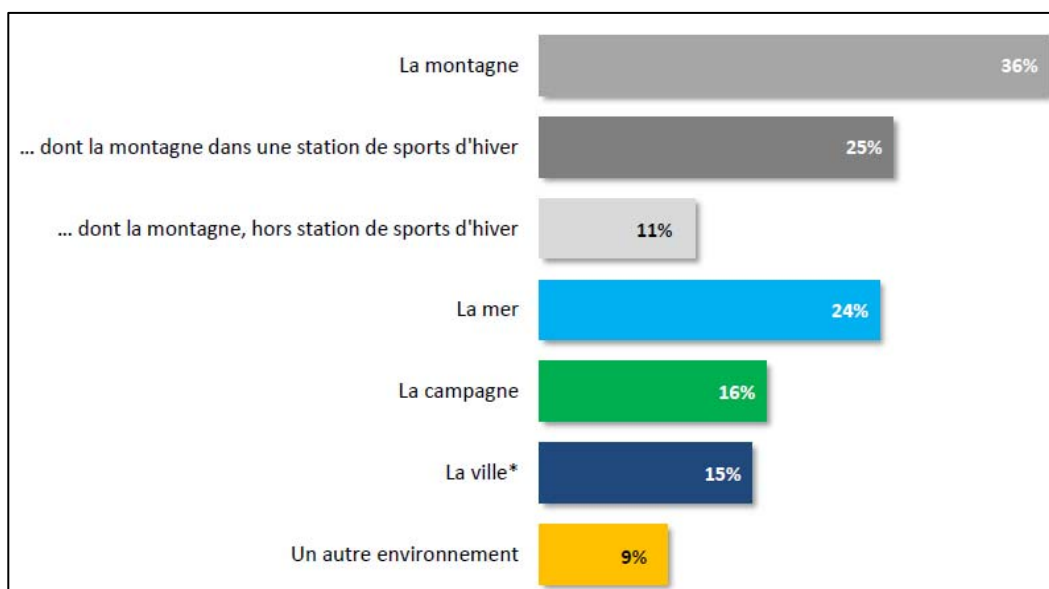
- Combien de jours partirez-vous en vacances pendant les prochains congés scolaires de février?



L'environnement privilégié pour les vacances d'hiver

- Pour ces vacances de février, quel environnement allez-vous privilégier?

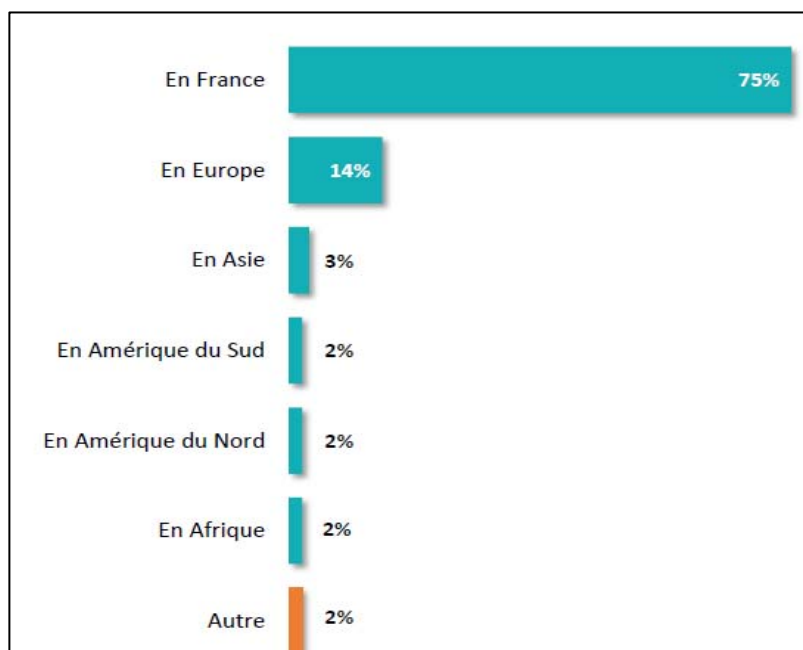
Question posée uniquement à ceux qui partiront en vacances lors des prochains congés d'hiver, soit 18 % de l'échantillon.



La destination envisagée pour les vacances d'hiver

- Où partirez-vous en vacances ?

Question posée uniquement à ceux qui partiront en vacances lors des prochains congés d'hiver, soit 18 % de l'échantillon.

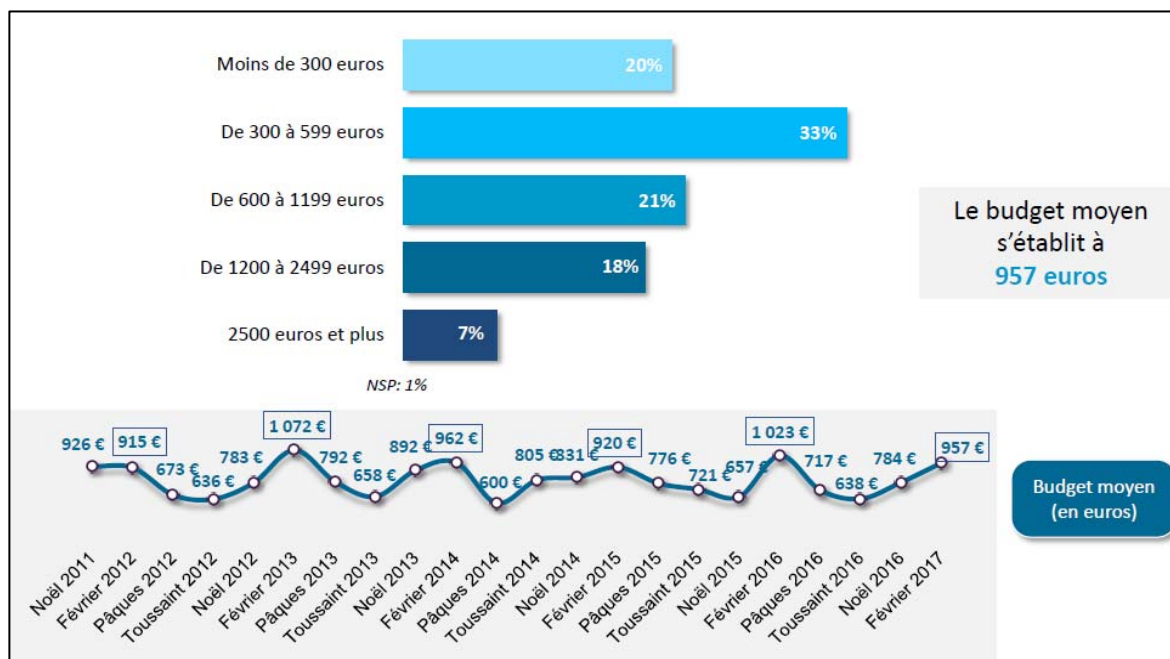


L'estimation du budget consacré aux vacances d'hiver

- Quel budget consacrerez-vous à vos vacances de février ?

Question posée uniquement à ceux qui partiront en vacances lors des prochains congés d'hiver, soit 18 % de l'échantillon.

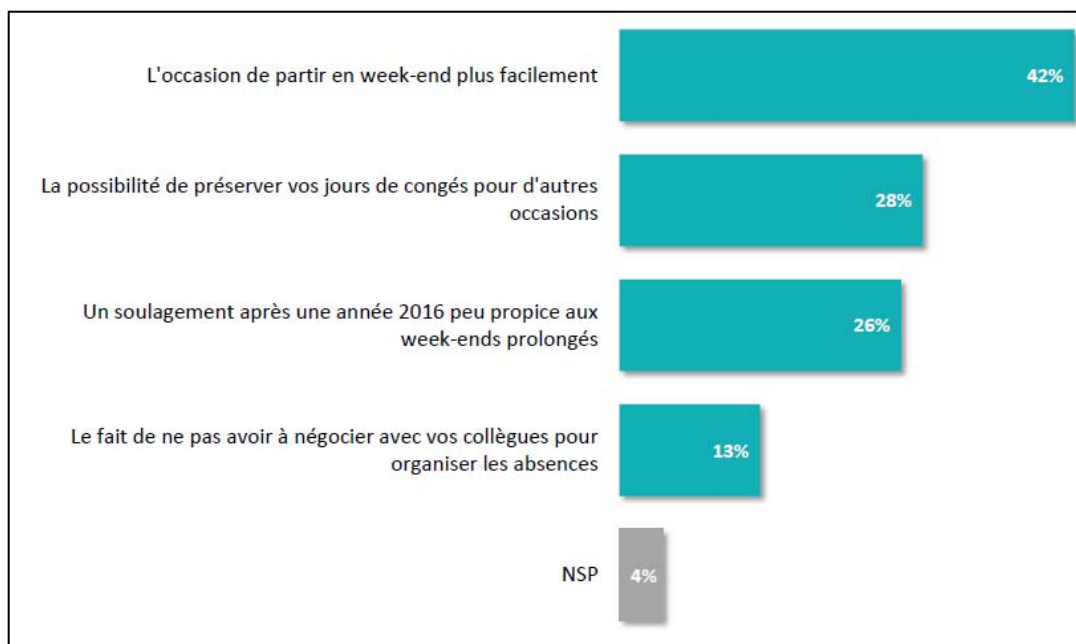
Le jugement porté sur le calendrier de l'année 2017



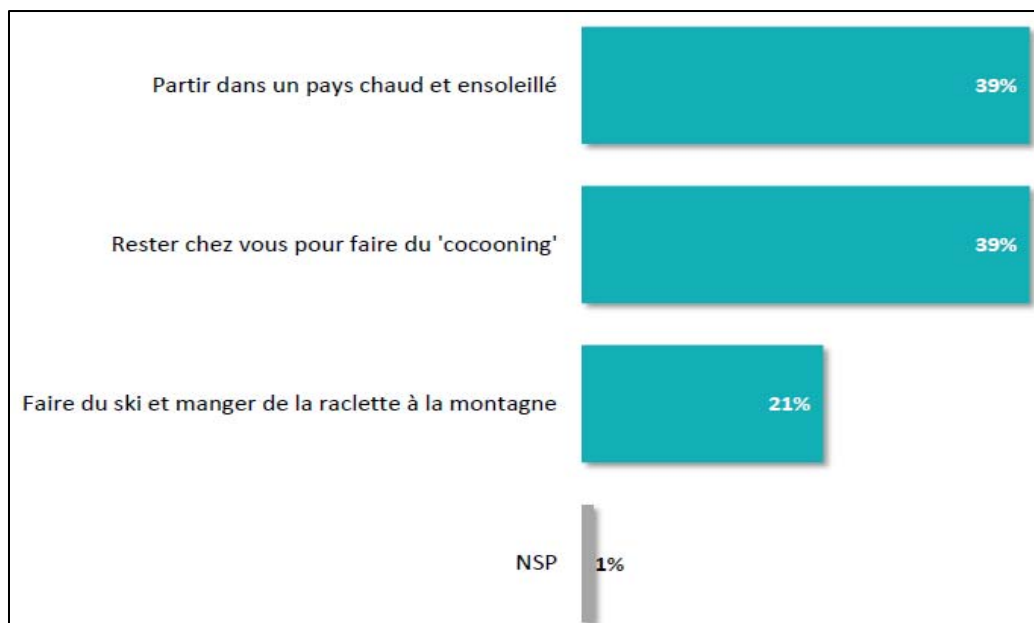
Les questions d'actualité**2017 offre un calendrier avantageux avec six week-ends de trois jours et la possibilité de faire deux ponts**

- Pour vous, ce calendrier est avant tout... ?

Question posée uniquement aux actifs en poste, soit 55 % de l'échantillon.

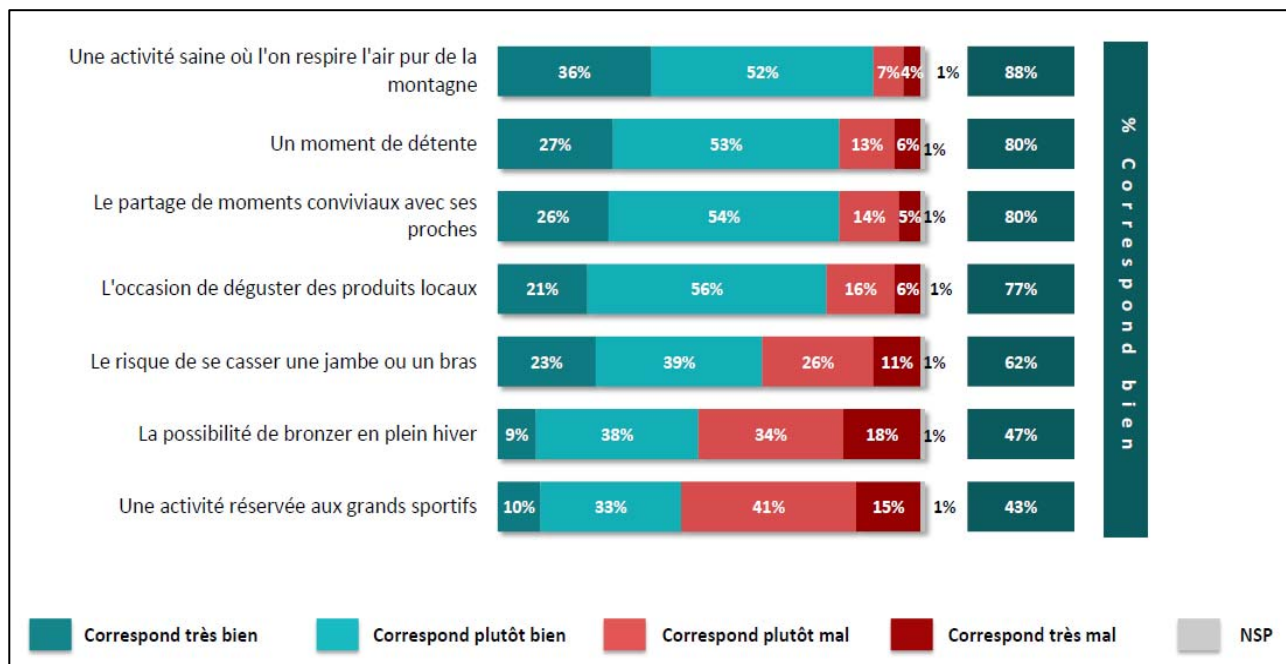
**Les vacances d'hiver idéales**

- Laquelle de ces propositions correspond le plus à vos vacances d'hiver idéales ?



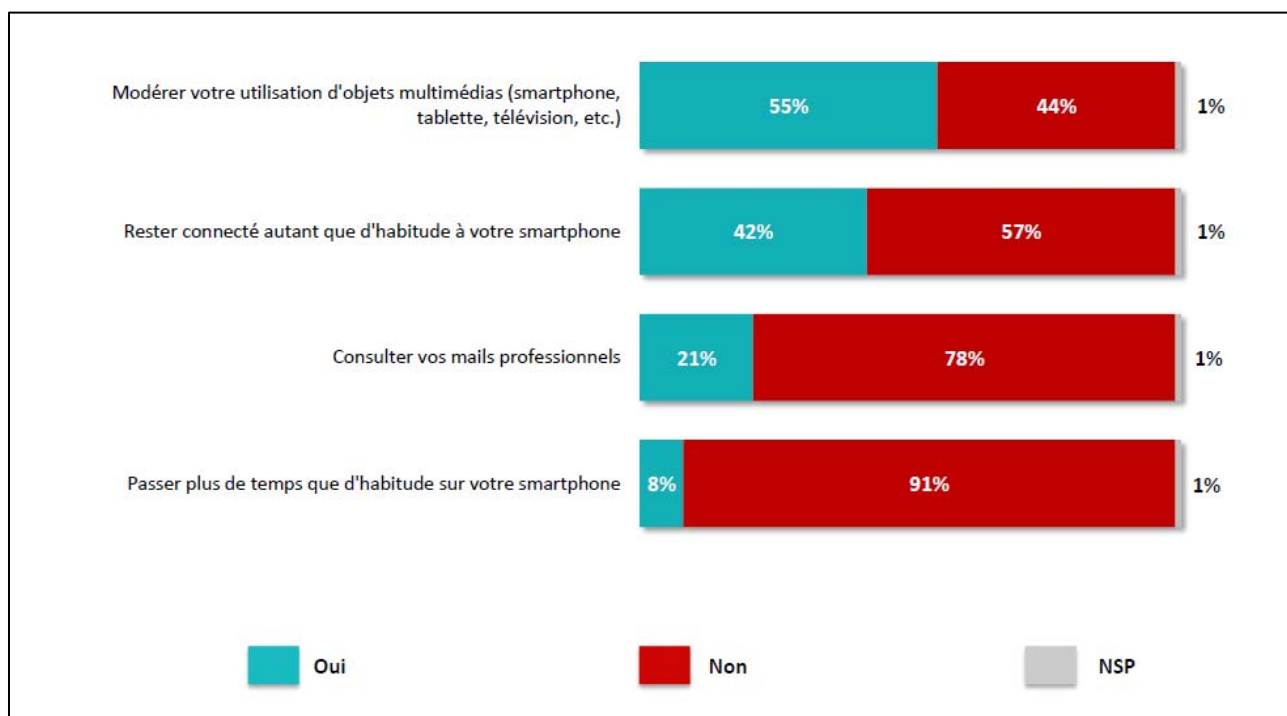
Le jugement porté sur le ski

- Chacune des propositions suivantes correspond-t-elle ou pas à l'idée que vous vous faites du ski ?



L'attitude face au numérique

- Quelle sera votre attitude face au numérique pendant ces vacances ? Vous allez...



Fiche technique

Echantillon de 1 008 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto administré en ligne sur système en ligne Cawi (computer assisted web interview). Les interviews ont été réalisées les 11 et 12 janvier 2017. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252.

Les Français et leur budget pour les vacances d'été

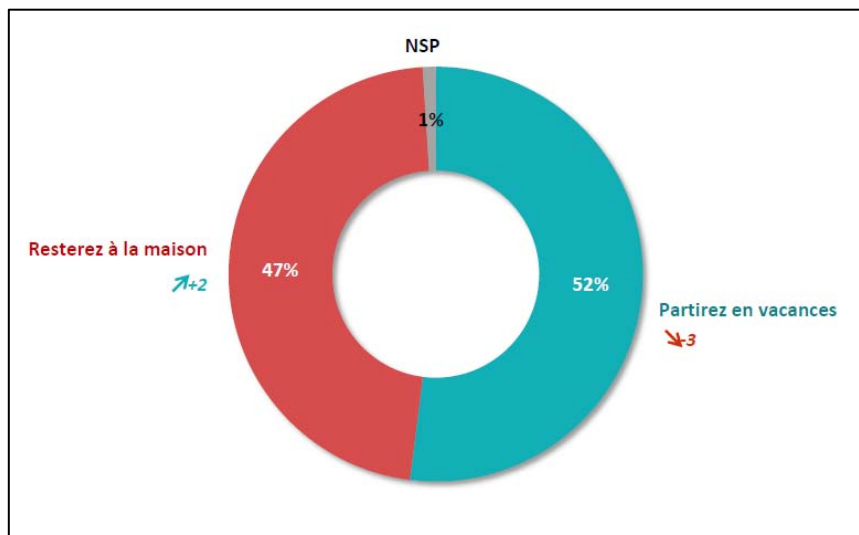
<https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/opinionway-pour-sofinco-les-francais-et-leur-budget-pour-les-vacances-d-ete-mai-2017/viewdocument.html>

Opinion way – Mai 2017

Baromètre Sofinscope

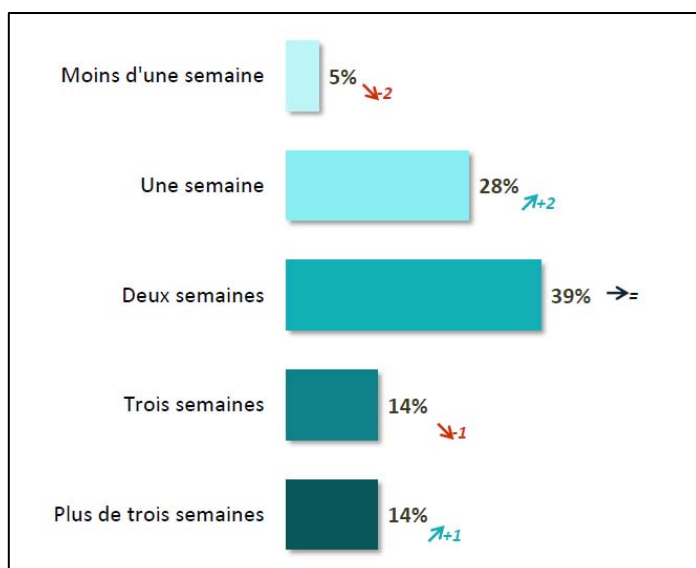
Les intentions de départ en vacances cet été

- Cet été, vous resterez à la maison ou vous partirez en vacances ?



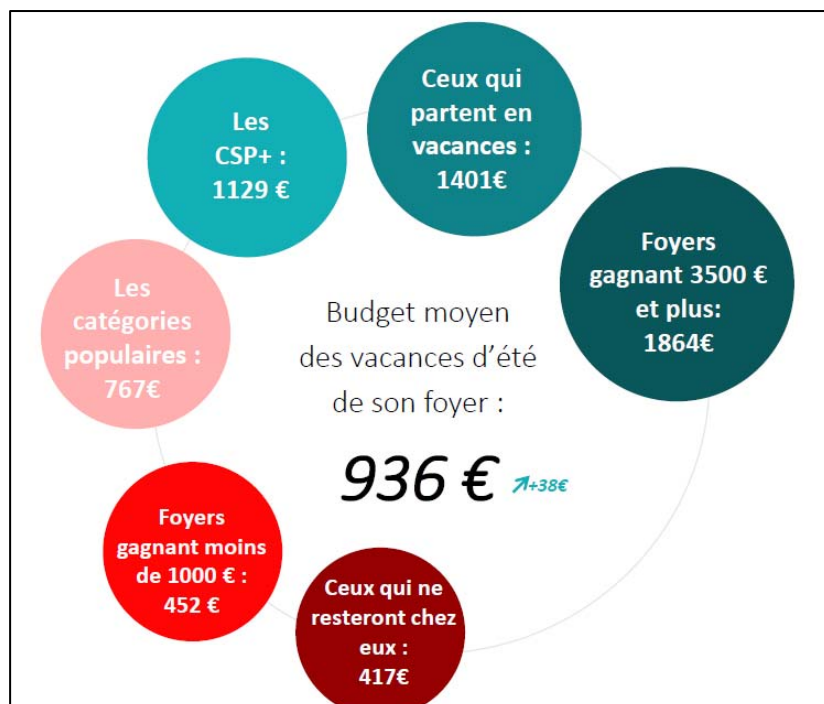
La durée moyenne envisagée des prochaines vacances d'été

- Cet été, vous partirez... ?



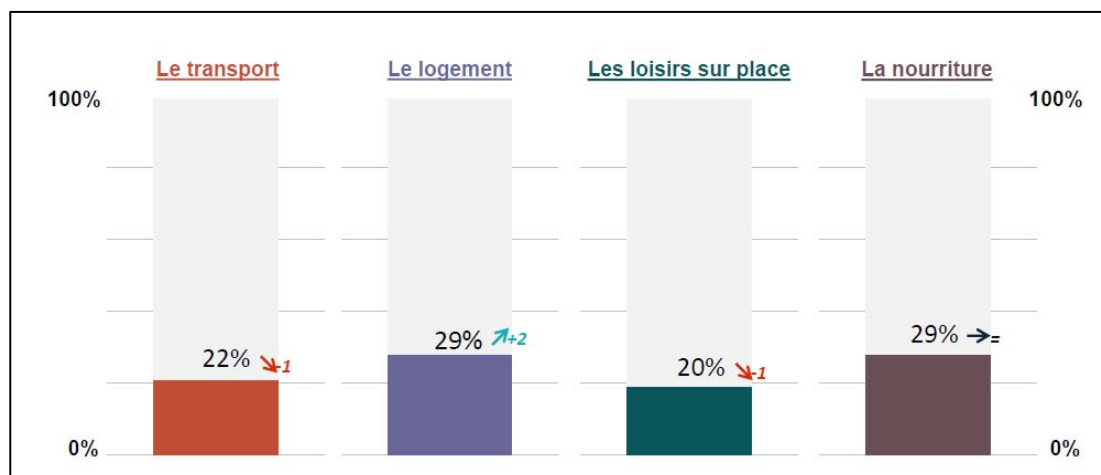
Le budget moyen anticipé pour les vacances d'été

- A combien s'élève le budget que vous pensez consacrer à vos prochaines vacances d'été ?



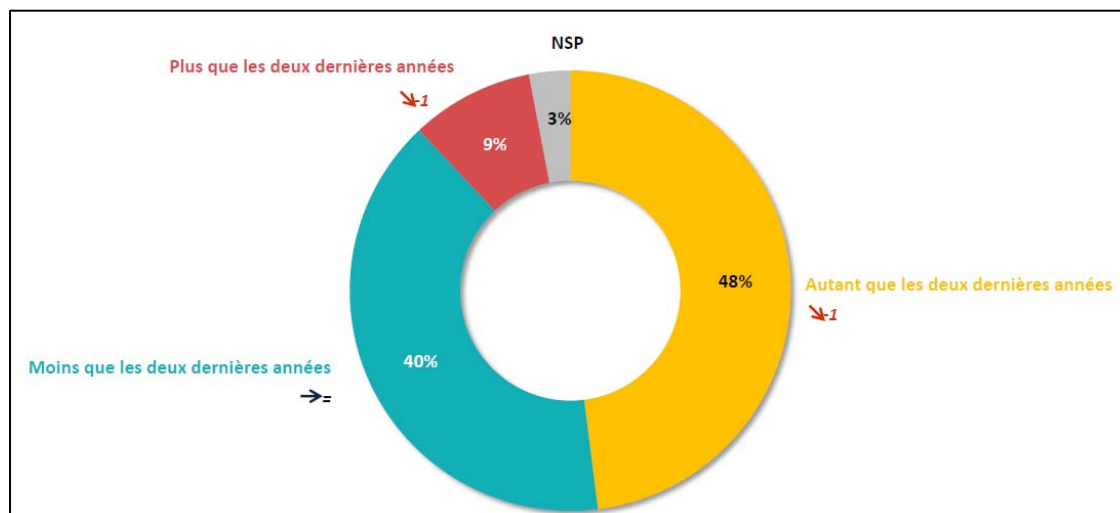
La part des différents postes de dépenses dans le budget vacances

- Quelle part prend chacune de ces dépenses dans votre budget vacances... ?



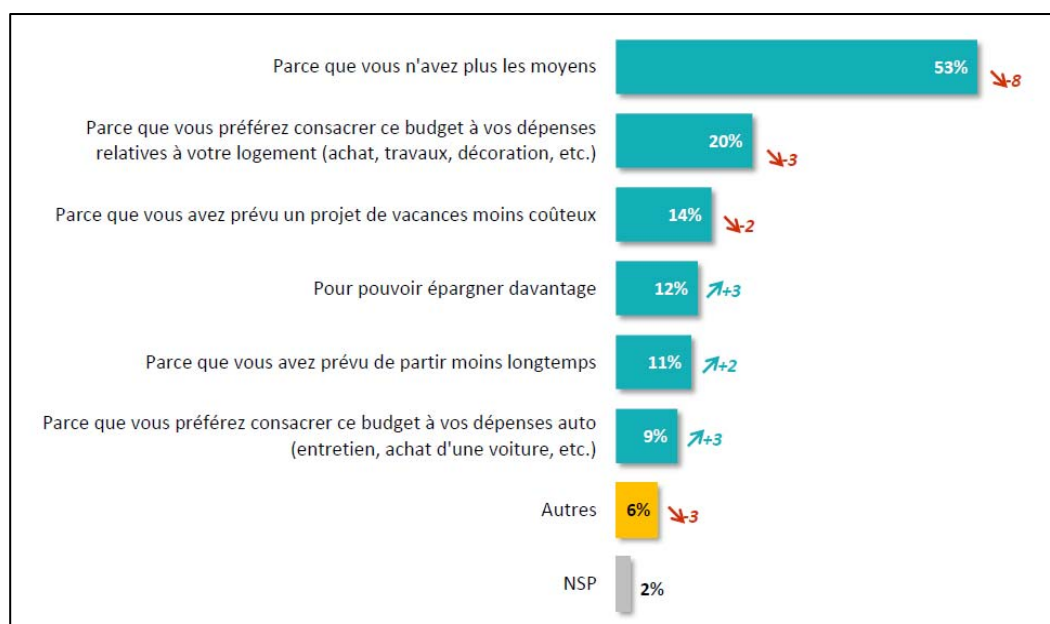
L'estimation de l'évolution du budget pour les vacances d'été

- Pour les prochaines vacances d'été, diriez-vous que vous envisagez de dépenser... ?



Les motifs de baisse du budget pour les vacances d'été

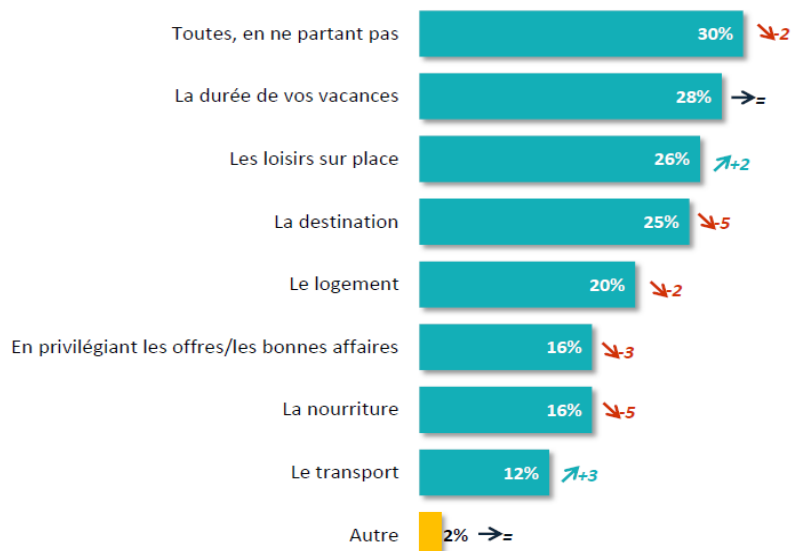
- Pour quelles raisons pensez-vous dépenser moins cette année ?



Les moyens envisagés pour réduire le budget vacances

- Et quelles sont les dépenses sur lesquelles vous pensez principalement pouvoir agir pour réduire votre budget vacances ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%

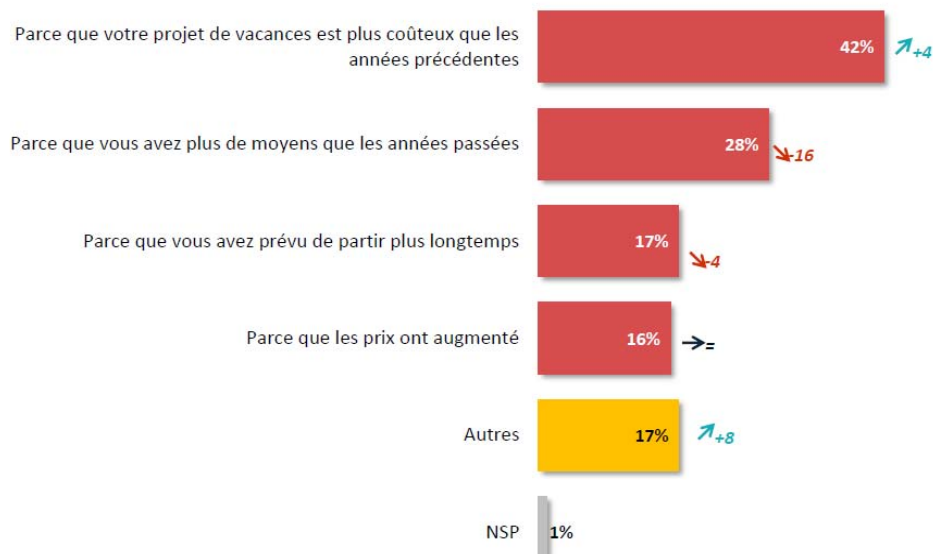


Les motifs de hausse du budget pour les vacances d'été

- Pour quelles raisons pensez-vous dépenser plus cette année ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%

Attention, bases faibles ! Résultats à interpréter avec précautions

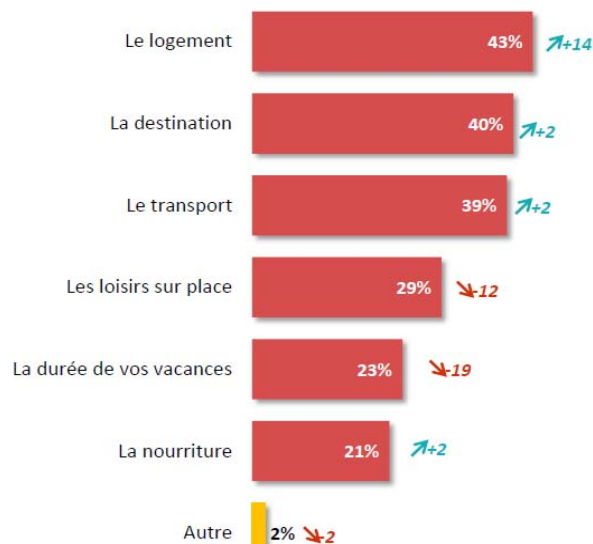


Les postes de dépenses augmentant le budget vacances

- Et quelles sont les dépenses qui vont faire augmenter votre budget vacances ?

Deux réponses possibles – Total supérieur à 100%

Attention, bases faibles ! Résultats à interpréter avec précautions



Fiche technique

L'étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 1 036 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Les interviews ont été réalisées les 26 et 27 avril 2017. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252.

Les Français connectés en vacances

<http://www.tns-sofres.com/publications/les-francais-connectes-en-vacances>

Sofres – Mai 2017

Le rapport des Français à la connexion pendant leurs vacances reste paradoxal, entre l'envie de se déconnecter et des bénéfices à en tirer dont ils ne peuvent pas et ne veulent pas se passer.

Même si 83 % des Français expriment leur volonté de ralentir leurs usages numériques en vacances, quasiment tous (plus de neuf Français sur dix) partent avec au moins un appareil leur permettant de se connecter à Internet ou à des applis mobiles, smartphone en tête.

Pour un Français sur deux, il est compliqué voire impossible d'envisager des vacances, en France, sans connexion. La présence d'un réseau permettant de se connecter à Internet ou à ses applis mobiles est un facteur pris en considération dans le choix final de la destination par un Français sur deux et par deux Français sur trois âgés de moins de 25 ans.

Se connecter pour quoi faire ?

La connexion n'est pas seulement une habitude dont on aurait du mal à se passer, mais elle participe vraiment à la réussite des vacances.

Dès le trajet des vacances, une connexion Internet de bonne qualité permet de rester informé (31 %), de se divertir (62 %) et surtout de veiller au bon déroulé des vacances (78 %) : un temps de trajet qui devient plus utile et une connexion qui joue le rôle de soutien en cas de difficultés, y compris de transport.

Sur le lieu des vacances, pouvoir se connecter permet surtout de garder le contact (83 %), d'organiser son séjour (64 %), de se divertir (55 %) . Sur le lieu de vacances, une bonne connexion assure aux Français la possibilité de bien maîtriser leur nouvel espace de jeu comme la capacité de rester en contact avec leur environnement habituel.

Quand il s'agit de bien gérer l'espace autour de soi, la connexion est un garde-fou contre une peur bien réelle : celle d'être perdu au milieu de nulle part, sans pouvoir se repérer. La géolocalisation est devenue plus qu'un réflexe ; c'est un facteur de réassurance.

En vacances, la connexion permet de garder le lien. Quand il s'agit de rester en contact, 90 % des parents d'enfants de moins de 21 ans ont des contacts réguliers avec leurs enfants. Pour deux parents sur trois, ces contacts sont quotidiens. Les échanges se font le plus souvent par SMS (61 %) ou en s'appelant (48 %).

Quand il s'agit de partager des moments incroyables (ou pas), la photo et la vidéo s'imposent

76 % des Français envoient des photos/vidéos avec leurs amis et proches essentiellement dans le but de partager un moment de vacances particulier voire extraordinaire. Sans forcément publier : le partage se fait principalement au moyen de messages (Sms ou messageries instantanées : 71 %) et via les réseaux sociaux (35 % mais 61 % auprès des jeunes de 16 à 21 ans).

... c'est aussi un garant contre l'ennui : 15 % des Français envoient des photos ou vidéos quand ils s'ennuient et ne savent pas quoi faire !

Fiche technique

Étude réalisée online du 19 au 29 mai 2017 pour Orange auprès de 1038 individus âgés de 16 ans et plus issus d'un échantillon national représentatif en fonction du sexe, de l'âge, de la profession et de la région.

Quand les parents bingent leurs séries préférées en cachette

<https://www.ipsos.com/fr-fr/quand-les-parents-bingent-leurs-series-preferees-en-cachette>

Ipsos – décembre 2017

Netflix

Un tiers des parents français avouent avoir déjà simulé une maladie pour pouvoir regarder tranquillement des séries. Et ils ne sont pas les seuls ! Netflix et Ipsos ont mené une étude auprès de parents de jeunes enfants dans 13 pays européens, et le constat est sans appel : en Europe, 45 % des parents regardent des séries en cachette. Parmi eux, 76 % le font sans aucune culpabilité.

Au contraire même car l'étude révèle que 72 % des parents français déclarent avoir besoin d'au moins une heure par jour de temps libre pour se sentir heureux. Et quoi de mieux que de regarder un nouvel épisode (ou deux) de sa série préférée pour se détendre ? En France, regarder des séries et des films est en effet dans le top 3 des activités que les parents voudraient pouvoir continuer à faire après la naissance de leurs enfants, au même titre que faire du sport et sortir au restaurant.

Evidemment, 95 % des parents s'accordent sur le fait qu'ils ont beaucoup moins de temps pour eux depuis l'arrivée de leurs chérubins. Ce qui, par conséquent, implique moins de temps pour leurs séances de binge watching.

Pas vu pas pris !

Pour remédier à cela, ils sont parfois obligés de "tricher" et de trouver des stratagèmes pour s'accorder une petite pause série : un parent français sur cinq admet avoir déjà regardé des séries en cachette, et parmi eux les deux tiers le font au moins une fois par semaine. Et ils ont bien raison de le faire ! 65 % des parents français déclarent que regarder des séries leur permet de rester plus proches de leur entourage, et d'être au top lors des conversations autour de la machine à café ou au déjeuner.

À tout moment, à n'importe quel endroit

Si la moitié des Français interrogés sont plutôt adeptes du combo "série-couette-lit", 46 % des pères et mères profitent de regarder une série en faisant le ménage, et 31 % en cuisinant.

Les Espagnols et Portugais sont 34 % à regarder des séries en faisant du sport tandis que 30 % des Allemands transforment la corvée des courses au supermarché en plaisir en regardant des séries. Les Italiens sont eux 27 % à regarder des séries dans leur voiture en attendant leurs enfants. Un comportement semble pourtant universel, car il met d'accord un tiers des parents européens... 34 % d'entre eux déclarent en effet rester plus longtemps aux toilettes pour finir tranquillement leur épisode ! Mais la palme de la créativité revient aux Français, car ils sont 32 % à avouer avoir déjà simulé une maladie auprès de leurs proches afin de passer plus de temps seul et regarder un épisode.

Le top 10 des shows les plus regardés en douce sur Netflix par les parents français

1. The Walking Dead
2. Orange is the new black
3. Friends
4. Mentalist
5. Pretty Little Liars
6. 13 Reasons Why
7. Breaking Bad
8. The Goodwife
9. Downton Abbey
10. Elementary

Fiche technique

L'étude a été menée par Ipsos sur 10 zones géographiques européennes (France, Royaume-Uni/Irlande, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Danemark, Suède, Turquie, Espagne/Portugal) sur un échantillon de 5764 parents (50 % de mères et de 50 % de pères) d'un ou de plusieurs enfants de moins de 9 ans, et possédant un abonnement Svod ou regardant des programmes TV en replay au moins une fois par semaine. L'étude a été menée du 4 au 14 septembre 2017.

Baromètre « Les Français et les vacances »

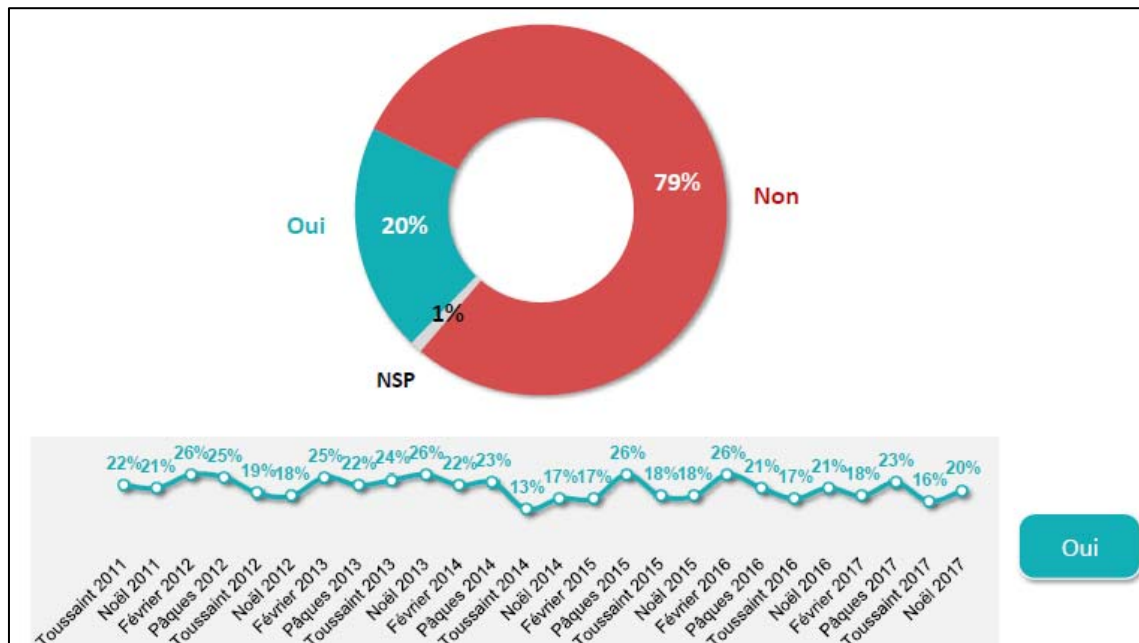
<https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1793&Itemid=0>

Opinion way – décembre 2017

Les vacances de Noël

Les intentions de départ pour les vacances de Noël

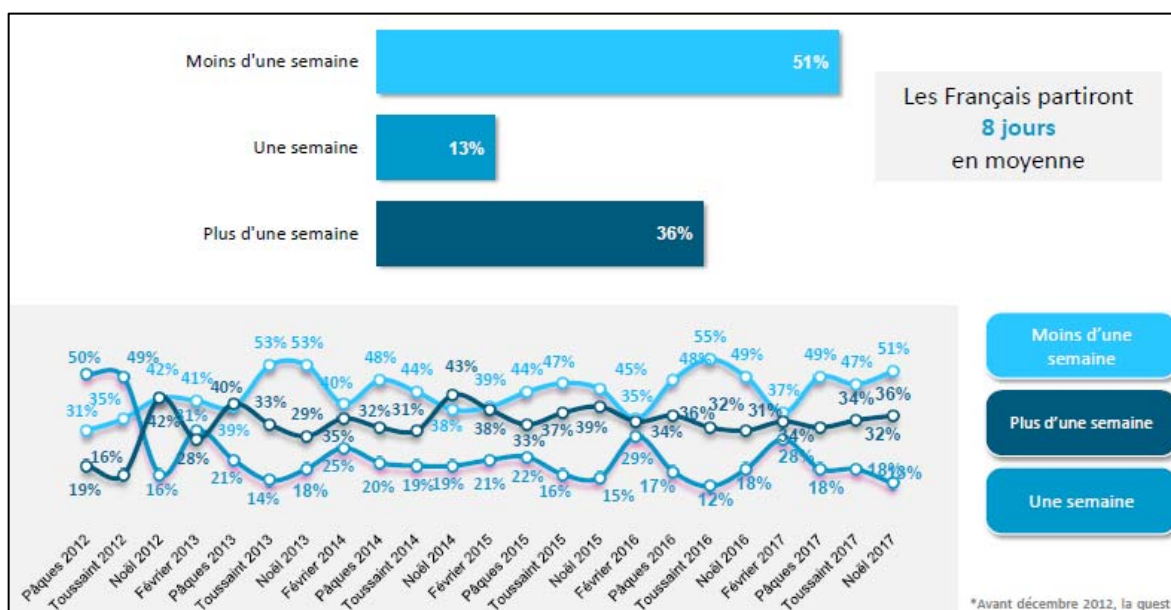
- Partirez-vous en vacances pendant les prochains congés de Noël ?



La définition des séjours lors des vacances de Noël

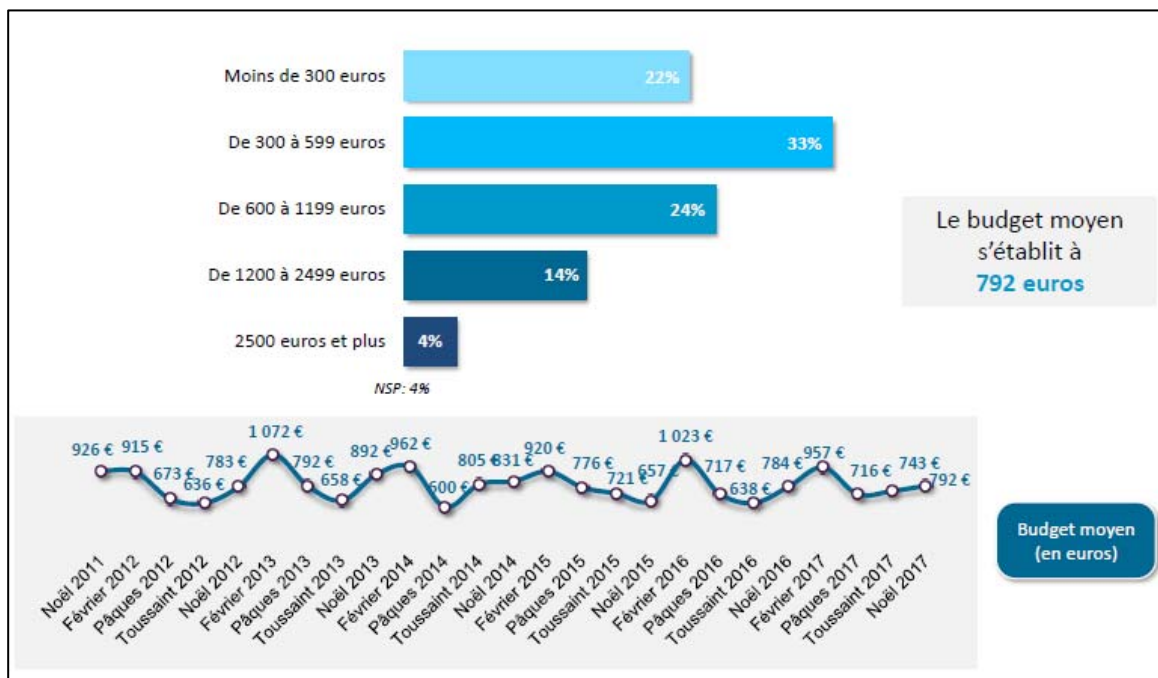
La durée prévue du séjour

- Combien de jours partirez-vous en vacances pendant les prochains congés de Noël ?



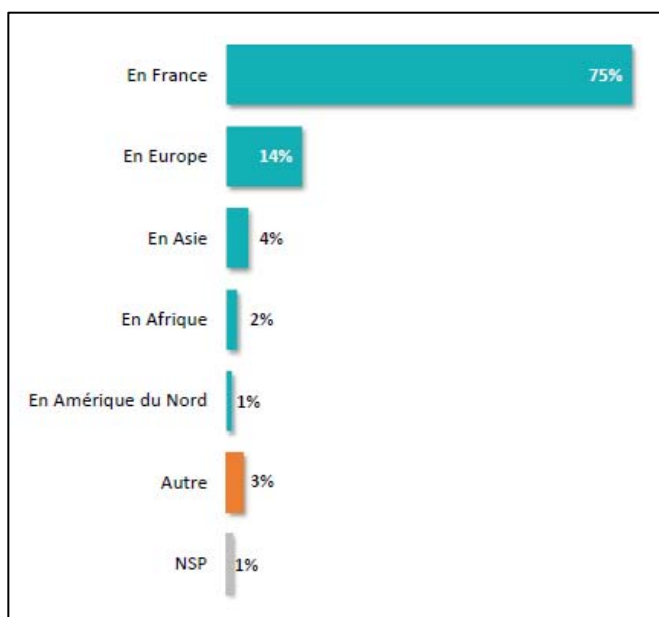
L'estimation du budget consacré aux vacances de Noël

- Quel budget consacrez-vous à vos vacances de Noël ?



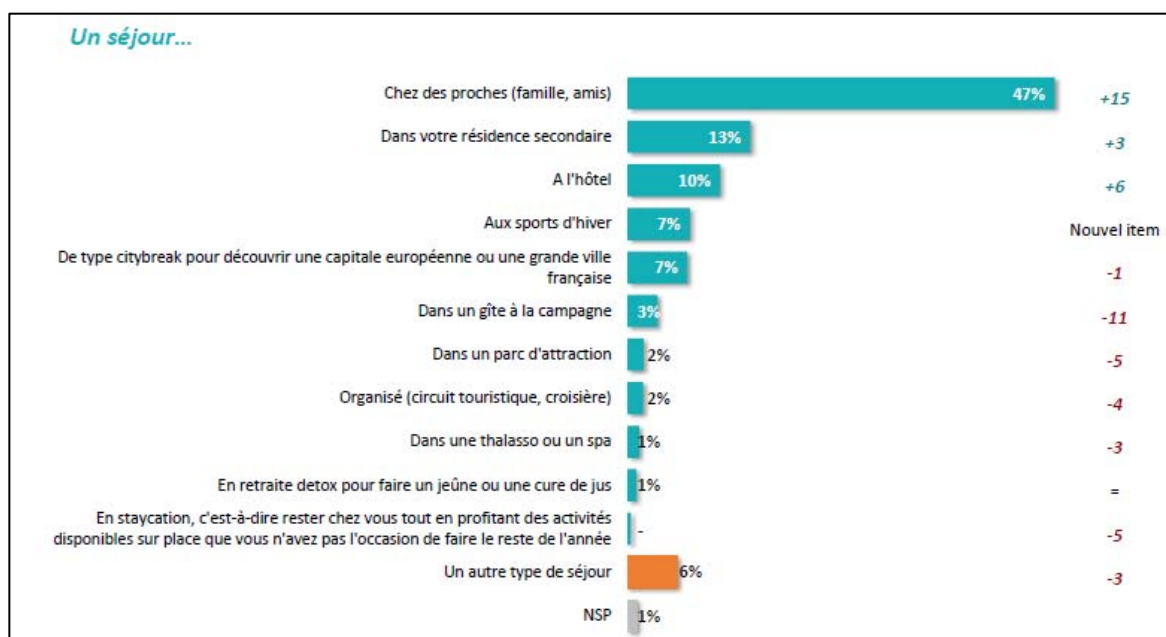
La destination envisagée pour les vacances de Noël

- Où partirez-vous en vacances ?



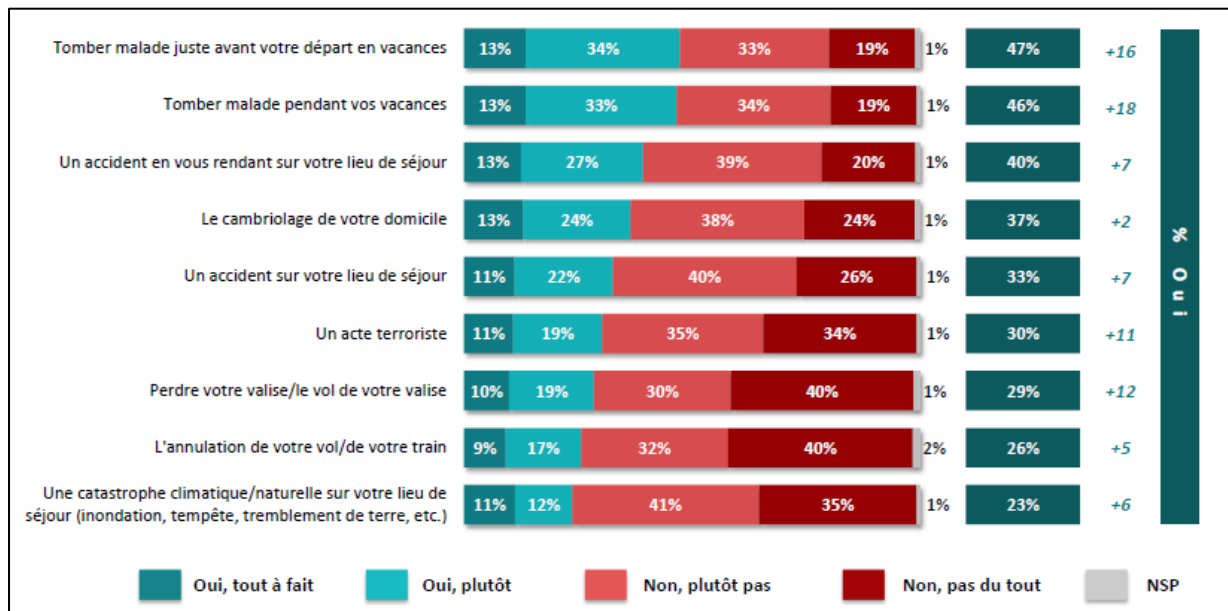
Le type de séjour privilégié pour les vacances de Noël

- Pour ces vacances de Noël, quel type de séjour allez-vous privilégier ?



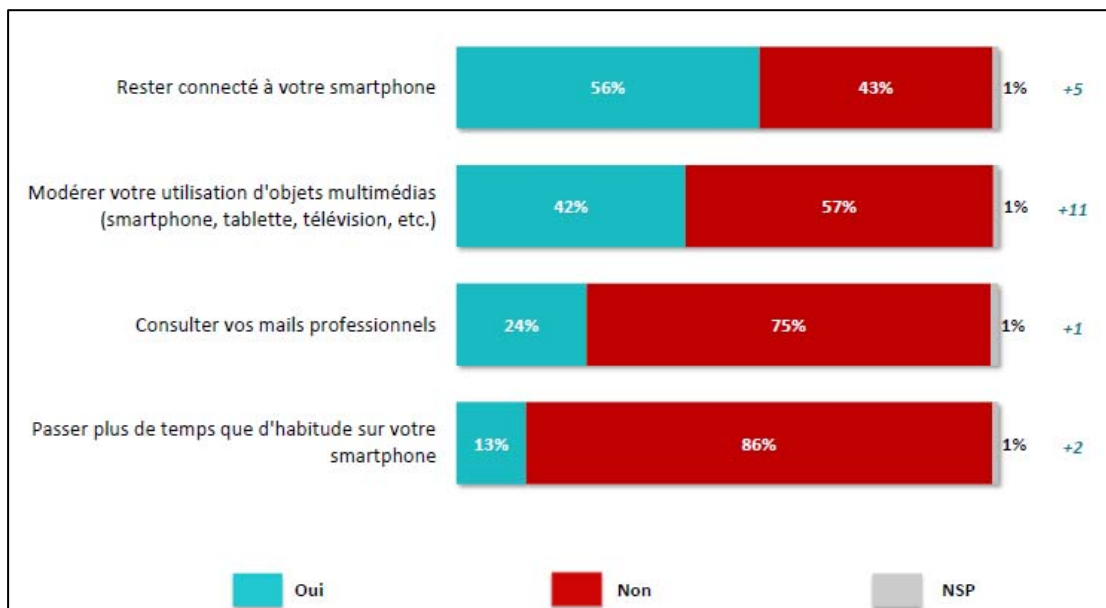
Les craintes pour les vacances de Noël

- Pour ces vacances de Noël, redoutez-vous ou non chacune des situations suivantes ?



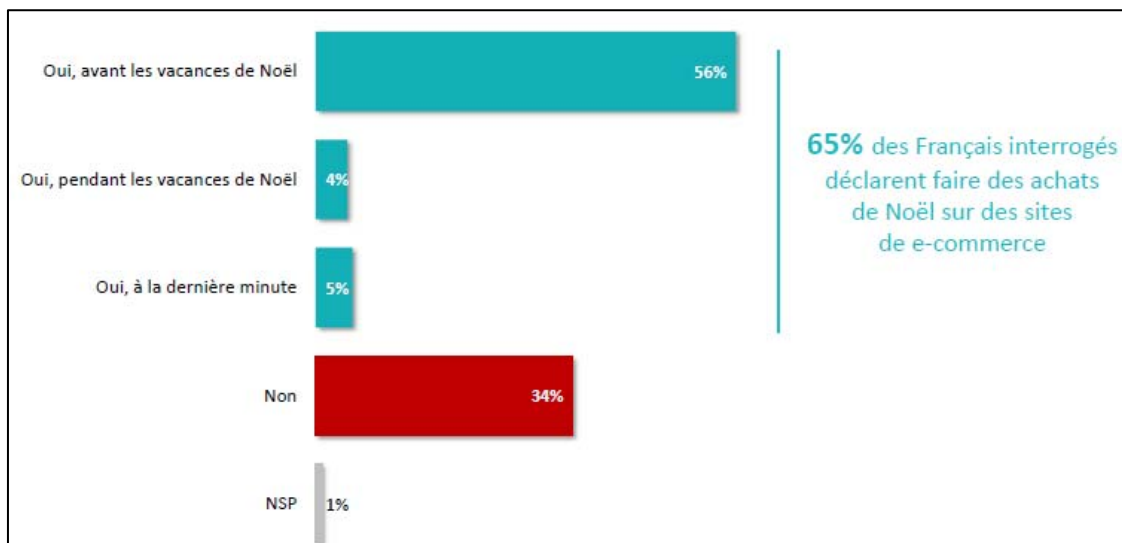
L'attitude au numérique pendant les vacances de Noël

- Quelle sera votre attitude face au numérique pendant ces vacances de Noël ?



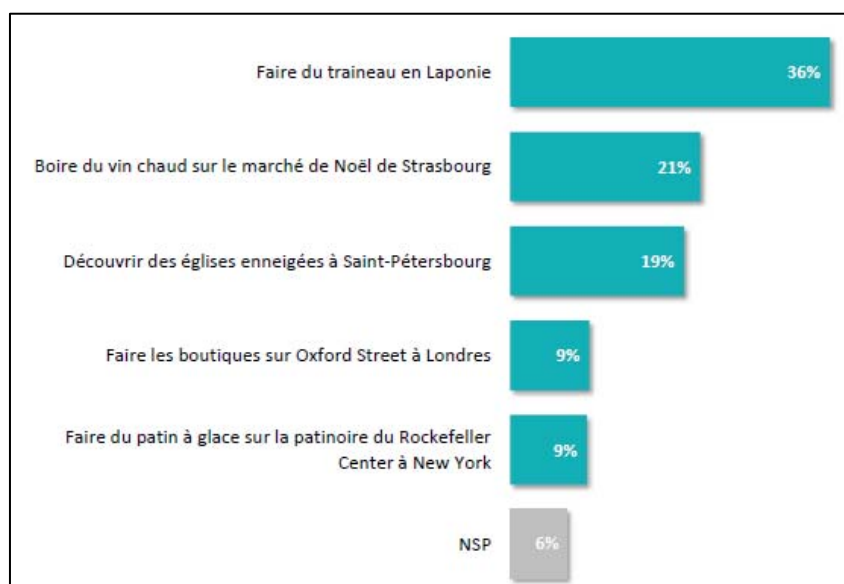
Les achats de Noël sur Internet

- De manière générale, faites-vous vos achats de Noël sur des sites de e-commerce



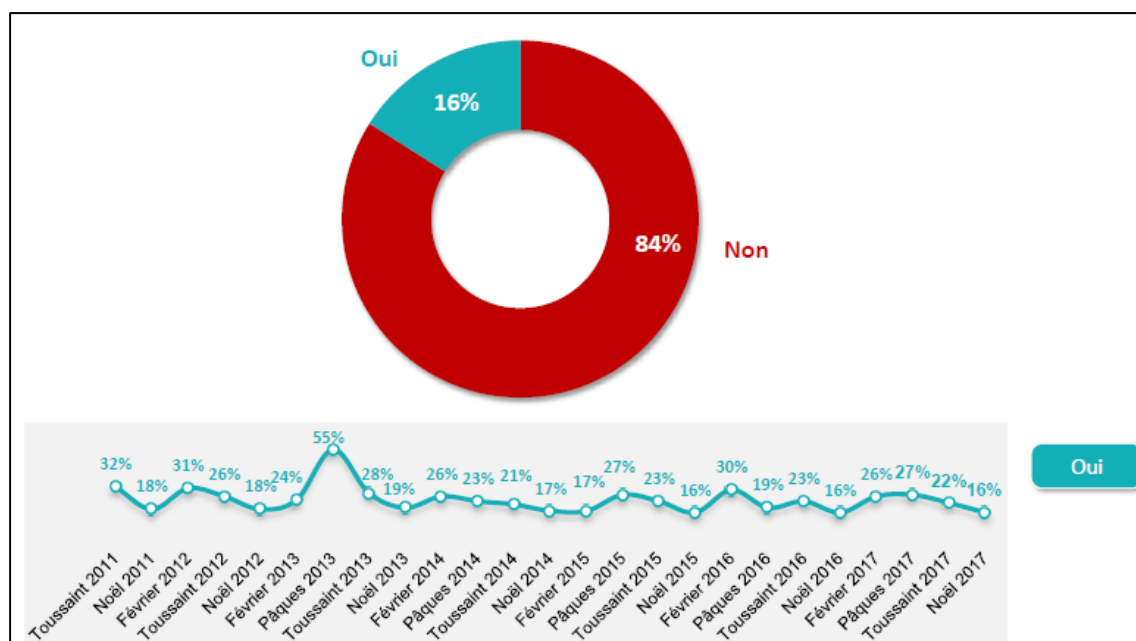
L'expérience que l'on aimerait vivre à Noël

- A l'occasion des vacances de Noël, parmi les expériences suivantes laquelle aimeriez-vous vivre ?



Les intentions de départ pour les vacances de février 2018

- Et envisagez-vous de partir en vacances à l'occasion des prochains congés scolaires de février ?



Fiche technique

Echantillon de 1 007 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Les interviews ont été réalisées les 28 et 29 novembre 2017. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de norme Iso 20252.

Numéros récents

n° 200
2018

Étude qualitative sur l'accompagnement socio-éducatif effectué dans les Foyers de jeunes travailleurs (FJT) **Ariane Albergini, Juliette Baronnet, Alice Best, Florence Brunet** avec la collaboration de Thibault Devillard Fors - Recherche sociale

n° 199
2018

Second prix Cnaf - mémoire de Master 2 - Recherche en sociologie
La maïeutique du genre. Assigner le fœtus à une classe de sexe
Gaëlle Larrieu Institut des études politiques de Paris

n° 198
2018

1^{er} prix Cnaf - mémoire de Master 2 - Recherche en sociologie
Temporalités du travail et du care. Les employé-e-s de banque en agence
Marianne Le Gagneur École en Hautes Études en Sciences sociales

n° 197
2017

Revue de littérature sur les assistantes maternelles
Position sociale, conditions de travail et d'emploi et quotidien
Anne Unterreiner Cnaf-Dser

n° 196
2017

Le Bafa et les jeunes
Étude évaluative
Jeanne Moeneclaey Cnaf - Dser

n° 195
2017

Revue de littérature critique :
l'accompagnement social et ses effets sur les bénéficiaires
Melaine Cervera, Céline Émond, Renaud Hourcade, Céline Jung, Rémi Le Gall Apex

n° 194
2017

RSA - Prestations familiales - Accueil de la petite enfance
État de l'opinion en 2016
Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Sophie Lautié Crédoc

n° 193
2017

Familles et société - Sondages 2016
BVA - CSA - Ifop - Ipsos - LH2 - Opinion Way - Sofres
Lucienne Hontarrede Cnaf - Dser

n° 192
2017

Les évolutions récentes des recours
aux différents modes d'accueil
Muriel Nicolas, Claire Laporte, Mélanie Bérardier Cnaf - Dser

n° 191
2017

Vers une allocation unique ?
Principes, évaluation *ex ante* et limites
Vincent Lignon Cnaf - Dser

n° 190
2017

Second prix Cnaf - mémoire de Master 2 - Recherche en sociologie
Aux confins de la parenté : le don d'engendrement vu par les personnes qui en sont issues
Anaïs Martin École des Hautes études en Sciences Sociales

Pour toutes correspondances
Frédérique Chave – 01 45 65 68 41
frederique.chave@cnaf.fr
Maquettiste Ysabelle Michelet

Les dossiers d'études ne peuvent être vendus,
ils sont téléchargeables directement sur le www.caf.fr
► Presse et Institutionnel ► Recherche et statistiques
► Publications

Cnaf – 32, avenue de la Sibelle
75685 Paris cedex 14

